


LIOTECA NAZ.
141
E
29
NAPOLI





HISTOIRE

DES CAMPAGNES

DE 1814 ET DE 1815.

HISTOIRE

DES CAMPAGNES

DE 1814 ET DE 1815,

Comprenant l'Histoire Politique et Militaire des deux Invasions de la France, de l'entreprise de Buonaparte au mois de mars, de la chute totale de sa puissance, de la double restauration du Trône, et de tous les événemens dont la France a été le théâtre, jusqu'à la seconde Paix de Paris, inclusivement.

RÉDIGÉE SUR DES MATÉRIAUX AUTHENTIQUES OU INÉDITS,

PAR M. ALPHONSE DE BEAUCHAMP,

CHEVALIER DE LA LÉGION-D'HONNEUR.

TOME DEUXIÈME.

PARIS,
LE NORMANT, IMPRIMEUR-LIBRAIRE,
1816.





HISTOIRE

DES CAMPAGNES

DE 1814 ET DE 1815.

LIVRE DOUZIÈME.

Plan de Wellington pour envahir les provinces méridionales. — Parallèle de Wellington et de Buonaparte. — Ouverture de la campagne du Midi. — Disposition du maréchal Soult. Camp retranché de Bayonne. — Napoléon négocie avec Ferdinand VII, son prisonnier. — Traité de Valençay du 11 décembre. — Vues de Napoléon au sujet de l'Espagne. — Wellington passe la Nive. — Batailles sur l'Adour. — Le maréchal Soult rentre dans ses lignes. — Position de l'armée de Wellington vers la fin de décembre. — Arrivée de monseigneur le duc d'Angoulême à Saint-Jean-de-Luz. — Confédération royaliste dans la plupart des provinces de France. — Opérations du comité royal de Bordeaux. — Le marquis de la Rochejaquelein se rend à Saint-Jean-de-Luz, auprès de Mgr le duc d'Angoulême.

La campagne dont nous retraçons les événemens mémorables se prolongeoit sans résultats; le sang ruisseloit inutilement; cent cin-

quante mille hommes étoient déjà hors de combat, ou avoient péri; des villes florissantes étoient presque détruites; des provinces entières étoient dévastées; au nord et à l'est, deux armées de cent mille hommes menaçoient tour à tour la capitale, mais sans pouvoir s'en emparer, tant Napoléon bravoit, avec audace, les forces de l'Europe conjurée contre sa domination. Manœuvres savantes, invasions subites, combats meurtriers, négociations pressantes, tout venoit d'être épuisé sans qu'on pût mettre un terme à l'effusion du sang humain : la paix s'éloignoit toujours comme si elle eût attendu, pour répandre ses bienfaits, que la cause de la légitimité eût prévalu dans le conseil des rois.

Au milieu de ces indécisions cruelles, le midi de la France fit, par sentiment, ce que les combinaisons de la politique n'osoient pas même tenter de réaliser. Les premiers cris de restauration et de fidélité se firent entendre près du berceau de Henri IV, sous la protection de l'armée qui venoit de sauver le trône de la branche espagnole de la maison de Bourbon. Mais cette armée avoit pour général le libérateur du Portugal et des Espagnes.

Telle étoit déjà la réputation de Wellington, qu'on le regardoit en Europe, avant même l'ouverture de sa campagne d'invasion, comme le seul général capable de faire mouvoir de grandes masses militaires, et de porter le dernier coup au moderne Attila.

Mais aussi le contraste le plus frappant régnoit entre ces deux hommes de guerre. L'un, essentiellement destructeur, sacrifioit tout à son intérêt et à son ambition : l'autre ne se montroit que le conservateur des hommes et des empires; il protégeoit les peuples; il défendoit les Rois : Buonaparte les fouloit aux pieds; orgueilleux, inhumain, il préparoit ses victoires par la perfidie, et ne les remportoit qu'à force de carnage. Prudent et discret dans les chances d'une heureuse fortune, Wellington n'obtenoit ses succès que par le plus sage emploi du temps et des combinaisons militaires. Buonaparte n'étoit jamais plus arrogant qu'au sein de la victoire, et c'étoit au sein de la victoire que la modestie de Wellington s'étoit montrée avec le plus de candeur. Il falloit à Buonaparte des armées innombrables pour conquérir; Wellington recouvroit et conservoit les Etats avec de petites armées. Une retraite de Buonaparte étoit un désastre,

chez Wellington c'étoit un triomphe. Buonaparte se précipitoit avec ses nombreux bataillons comme un torrent débordé qui renverse, détruit et ravage; les armées conduites par Wellington traversoient paisiblement les champs, sans troubler les chaumières, respectant les propriétés comme les hommes, enrichissant tout sur leur passage, et ne laissant pour traces derrière elles que la prospérité et l'abondance.

Telle étoit l'idée qu'on se formoit alors de Wellington; mais ses adversaires, ses détracteurs blâmoient sa perpétuelle hésitation, ses lenteurs invincibles, son inexpérience à profiter de la victoire, sa timide circonspection qui prolongeoit les calamités de la guerre. En atténuant sa réputation, ils soutenoient qu'elle s'éclipseroit en France, si, franchissant les Pyrénées, il osoit descendre sur un plus grand théâtre.

Humilié à Vittoria, Napoléon venoit de déférer le commandement des débris de ses armées d'Espagne au maréchal Soult, l'un de ses plus habiles lieutenans; mais les efforts de ce général ne purent sauver Saint-Sébastien ni Pampelune. Napoléon luttoit encore, à Dresde, contre trois armées alliées; et, des

bords de la Bidassoa, on entendoit le canon des Anglo-Espagnols victorieux. Quelle humiliation pour Buonaparte, qui s'étoit vanté de subjuguer la péninsule, et de jeter l'armée anglaise dans la mer! Ce même Wellington, qu'il avoit officiellement insulté, menaçoit ses propres frontières.

Le maréchal Soult ne pouvoit se dissimuler le danger de sa position : un grand capitaine lui étoit opposé avec les troupes réunies de la Grande-Bretagne, de l'Espagne et du Portugal, et ce capitaine étoit l'idole de ses soldats. En vain le général français réclama la concentration sous Bayonne de toutes les forces du Midi; Napoléon s'obstinoit à ne point dégarnir la Catalogne, bien sûr de conserver cette province tant que le maréchal Suchet y commanderoit une armée française. Ainsi, pour ne pas abandonner un fragment de ses conquêtes, Buonaparte négligeoit la défense de ses provinces méridionales; l'opinion y étoit d'autant plus défavorable à sa cause, qu'on ne cessoit de les frapper de réquisitions violentes pour nourrir cette armée d'Espagne, redoutable à son propre pays par ses habitudes hostiles contractées dans la péninsule.

L'invasion paroissoit inévitable; l'opinion générale sembloit la provoquer. Toutes les passions humaines réunies inspiroient à l'armée alliée d'Espagne le plus vif désir de pénétrer sur le sol de la France : c'étoit comme un droit de représailles, sans toutefois qu'on dût craindre, avec un tel chef, que la guerre offensive pût jamais dégénérer en brigandage; mais, considérée de sang-froid, l'entreprise sembloit téméraire. Jamais le succès n'avoit couronné aucune invasion dans le midi de la France. Charles-Quint lui-même y avoit échoué. Indépendamment des difficultés locales, n'étoit-il pas présumable que les Français du Midi, si peu endurans, défendroient, sinon le gouvernement de Buonaparte, au moins leur sol, leurs foyers, leurs propriétés envahies par des ennemis qu'animoient, sans doute, des haines nationales et l'aiguillon de la vengeance? Le danger d'une telle guerre étoit si généralement senti, excepté par les Français eux-mêmes, que lord Wellington reçut, de presque tous les pays de l'Europe, des lettres d'exhortation et d'alarmes très-pressantes, et où les plus forts argumens étoient employés pour le détourner de pénétrer sur le sol français. « Votre gloire, lui disoit-on, est

» pure et sans tache; pourquoi la compro-
» mettre dans une expédition hasardée? Vous
» avez sauvé le Portugal, vous avez délivré la
» péninsule : n'allez donc pas plus loin, ou
» craignez de voir s'évanouir la réputation
» européenne que vous vous êtes acquise par
» plusieurs campagnes aussi savantes que glo-
» rieuses. Songez que cette réputation mili-
» taire appartient encore plus au continent
» qu'à la Grande-Bretagne. » Les raisonnemens les plus ingénieux et les plus solides furent employés tour à tour pour détourner le général anglais d'entamer la France au Midi. Mais cinq batailles gagnées sur les troupes les plus belliqueuses de l'Europe l'avoient enhardi, et il étoit animé d'ailleurs par cet ensemble de vues sans lesquelles on n'accomplit jamais de grands desseins.

La défaite de Napoléon à Leipsic lui fit juger que bientôt celui qui avoit soulevé contre lui toutes les nations, seroit attaqué sur son propre territoire, et qu'il s'y verroit dépourvu de l'appui des Français fatigués de son despotisme. Pouvoit-il préserver alors toutes ses frontières, et n'étoit-il pas présumable qu'il seroit forcé d'appeler une partie des troupes du Midi, pour sa propre défense?

Wellington ne se dissimuloit pas toutefois que l'armée qu'il alloit avoir à combattre étoit réorganisée par un général expérimenté qui joignoit à la prudence cette ténacité, barrière sûre contre les revers. Il falloit d'ailleurs, pour prendre l'offensive, des forces très supérieures en nombre; et quels moyens de faire vivre une armée immense en respectant le droit de propriété et sans fouler les peuples? Si l'armée anglaise pénétroit en ennemie dans des provinces déjà désolées par d'énormes réquisitions, ne devoit-on pas s'attendre à voir s'armer contre elle les habitans réduits au désespoir? Ne rien demander, ne rien prendre, tout payer avec une exactitude scrupuleuse, telle étoit la première loi que devoit s'imposer l'ennemi. Les finances furent donc la base du projet d'invasion de lord Wellington. Sûr de l'assentiment du gouvernement britannique, auquel il soumit ses plans, sûr d'en recevoir avec profusion les subsides nécessaires et l'appui le plus efficace, il ne balança plus.

La célèbre campagne de 1813, dans la péninsule, fut couronnée par le passage de la Bidassoa. Le 7 octobre, lord Wellington voulut l'effectuer; mais ses troupes, malgré leur nombre, furent repoussées sur tous les

points. Renouvelant leur attaque le lendemain, elles tournèrent et enlevèrent toutes les positions de la montagne des Trois-Couronnes, du mont de la Rhune et du camp de la Bayonnette. L'armée française eut la douleur de voir sur son propre territoire ces mêmes Anglais qu'elle avoit plusieurs fois chassés devant elle jusqu'aux derniers confins de la péninsule. Ce fut au prix de beaucoup de sang que lord Wellington força les lignes de la Bidassoa. Son entrée sur le sol de la France fut marquée par l'occupation de Saint-Jean-de-Luz.

Bayonne, si tranquille jusqu'alors, présenta tout à coup l'image d'une ville qui va être livrée aux horreurs d'un siége. Inquiets et agités, les habitans, hommes, femmes, enfans et vieillards, parcouroient les rues, interrogeoient les militaires qui arrivoient des avant-postes, s'informoient si l'ennemi faisoit des progrès rapides, ou des démonstrations hostiles. Les familles les plus aisées abandonnoient leur demeure, emmenant avec elles leurs effets les plus précieux; les routes étoient couvertes de voitures, de blessés et de fuyards.

Au milieu de ce tumulte et de l'anxiété générale, le maréchal Soult cherchoit à calmer les craintes du peuple. Il nomma un gouver-

neur, et son choix tomba sur le général Thouvenot, officier distingué par sa prudence et sa bravoure. On improvisa pour ainsi dire des travaux immenses pour couvrir les approches de la ville. Des retranchemens qui battoient sur tous les points, furent élevés et armés; ils se lioient les uns aux autres, et se défendoient mutuellement. La citadelle, foible d'ouvrages extérieurs, fut mise en état de défense par des redans établis sur tout le front d'attaque. On traça un camp retranché dont la droite étoit appuyée sur l'Adour, et la gauche sur la rivière de Nive. Il étoit aussi défendu par des digues qui, se levant à volonté, permettoient d'inonder les campagnes environnantes. Le soldat et l'habitant concoururent avec zèle et sans relâche à élever des ouvrages si nécessaires pour empêcher l'ennemi de s'emparer de cette clé du midi de la France.

Mais Wellington n'avoit pas encore réuni toutes ses forces, ni ses moyens d'attaque; ses troupes cantonnées derrière la Nivelle n'avoient encore fait aucun mouvement décisif. L'armée du maréchal Soult se disposoit à défendre le terrain, derrière quelques retranchemens faits à la hâte, en attendant que le camp retranché de Bayonne pût la recevoir et la

mettre en état de résister avec avantage. Le 9 novembre, le général anglais fit une attaque sur toute sa ligne pour forcer la Nivelle. Les deux ailes de l'armée française tinrent ferme; mais le centre fléchit. L'intrépide général Conroux ne put rallier les soldats qui abandonnoient une redoute. Suivi de quelques braves, il se précipita au milieu des colonnes anglaises, et mourut au champ d'honneur. Le même jour, le mouvement rétrograde commença : l'armée française occupa les positions en avant de Bayonne, couvrant cette place, et s'occupant sans relâche de terminer les travaux qui devoient en défendre l'approche.

Le maréchal Soult forma son armée en plusieurs divisions, sous les ordres des généraux Foy, d'Armagnac, Taupin, d'Arricau, Leval, Villatte, Abbé, Boyer et Maransin. Le lieutenant-général comte d'Erlon eut le commandement de l'aile droite; le général Clausel, celui de l'aile gauche, et le comte Reille, celui du centre. Le général Gazan fut nommé chef de l'état-major-général. L'armée ainsi organisée établit ses avant-postes dans une redoute à Cambo près de Bayonne, et se plaça dans le camp retranché où elle continua les travaux.

Lord Wellington avoit résolu de passer la Nive immédiatement après avoir franchi la Nivelle; mais le mauvais état des routes et la crue des eaux, occasionnée par des pluies abondantes, ne lui permirent pas d'exécuter son mouvement offensif dans toute son étendue.

Cependant les ouvrages de Bayonne se perfectionnoient, et l'armée française occupoit une position fortifiée avec beaucoup d'art, sous le feu de la place. Les avant-postes de l'aile droite étoient poussés vers Biarits, et l'aile gauche communiquoit avec la division de Catalogne, établie à Saint-Jean-Pied-de-Port, et commandée par le général Paris. Deux forts détachemens étoient cantonnés à Villefranque et à Mougnère, couvrant ainsi, vers la gauche du camp retranché, sa partie la plus accessible. Cinquante mille hommes étoient réunis dans cette position formidable, qu'il sembloit impossible d'attaquer avec avantage, tant que l'armée française y demeureroit en force. Mais les lignes de Bayonne, ne couvrant pas toutes les approches de l'Adour, pouvoient être tournées par une armée supérieure en nombre. Livrer bataille étoit donc le seul moyen de s'opposer à l'invasion. Le maréchal Soult n'avoit rien négligé pour ins-

pirer aux troupes le sentiment de leur ancienne valeur; et le moral du soldat s'étoit relevé.

Napoléon frémit en apprenant que l'armée anglaise venoit de s'établir sur le territoire français. Pour la première fois peut-être son orgueil fléchit, et ce fut alors qu'il résolut de faire à la nécessité le sacrifice de l'abandon politique de l'Espagne, pour sauver, s'il étoit possible, ses provinces méridionales. Jamais ennemi plus redoutable n'avoit humilié ses armes; mais il falloit sortir d'embarras et séparer à tout prix l'Espagne de la cause des alliés, afin de porter toutes les forces vers le Rhin, sauf à revenir dans la péninsule pour l'opprimer, en y semant la discorde. Napoléon met aussitôt en jeu sa politique tortueuse. Sûr d'avance que Ferdinand VII, dans sa captivité, souscrira à toute espèce de conditions qui lui assurera sa liberté et son rétablissement, il mande à Paris le duc de San Carlos, ex-ministre de Ferdinand; il lui déclare qu'à certaines conditions qui feront l'objet d'une négociation et d'un traité, il consent à rétablir son maître.

Le duc se rend aussitôt à Valençay avec le comte Laforêt, plénipotentiaire de Buona-

parte, et le malheureux Ferdinand, disposé par son ministre, ratifie bientôt le traité qui le reconnoît roi légitime des Espagnes : il s'engage à payer au roi démissionnaire, Charles IV, une pension de quatre millions de réaux; à échanger immédiatement les Français prisonniers en Espagne, contre pareil nombre d'Espagnols prisonniers en France et en Angleterre; à restituer les propriétés, revenus, dignités, emplois, pensions à tout Espagnol qui s'est déclaré contre son pays en faveur de la France, et enfin à faire évacuer l'Espagne par les troupes britanniques. Ce traité, dicté à l'opprimé par l'oppresseur, fut signé à Valençay le 11 décembre.

Ce n'étoit pas seulement pour sa sûreté que Napoléon faisoit ce grand pas rétrograde; tout à coup arrêté dans son plan infernal de subjuguer l'Espagne, il vouloit rompre le lien qui l'unissoit à l'Angleterre, et la détacher de la cause commune de l'Europe. Ainsi celui qui, en 1808, avoit envahi la péninsule par la fraude, forcé de renoncer, après six années de guerre, à la subjuguer militairement, cherche encore à l'asservir par des moyens perfides. Il se berce de l'idée, qu'entraînée par ses insidieuses

propositions ; cette nation fière et généreuse abjurera les sentimens de mépris et de vengeance qu'ont fait naître dans le cœur de tout Espagnol ses trahisons, ses parjures, ses massacres ; il ose croire qu'il lui présentera son roi comme un otage contre son propre ressentiment. Si le succès ne répond pas à son attente, au moins est-il sûr de jeter en Espagne les brandons de la discorde.

Cependant le traité de Valençay étoit inutile tant qu'il ne seroit pas approuvé par les cortès. Il n'étoit pas facile d'abuser cette assemblée, ni même la régence : comment arracher leur approbation? Un décret du 1er janvier 1811 déclaroit nuls et sans valeur tous les actes et conventions souscrits par le roi durant sa captivité, soit en Espagne, soit ailleurs. Par un traité antérieur avec l'Angleterre, la nation espagnole s'étoit engagée à ne conclure aucune paix séparée. Mais Napoléon s'imaginoit que l'influence royale aplaniroit tout ; des lettres rédigées d'avance, et que Ferdinand n'eut qu'à signer, furent adressées à la régence et aux cortès : on y vantoit la bonté, la magnanimité de Napoléon, la liberté, les agrémens dont il avoit daigné faire jouir le roi, son frère et son oncle à Valençay,

et on y recommandoit surtout la prompte ratification du traité. Muni de ces dépêches, le duc de San Carlos se met en route pour Madrid, et parvient, avec une escorte française, aux avant-postes de l'armée espagnole, près de Vich en Catalogne. Là, après quelques difficultés, il lui est permis de continuer son voyage, et il arrive le 6 janvier à Madrid.

L'objet de sa mission y étoit déjà connu, et avoit excité la sollicitude des chefs du gouvernement, ainsi que l'intérêt de la nation entière.

Cependant les cortès avoient décrété de ne jamais reconnoître les opérations du roi, tant que ce prince agiroit sous l'influence d'une puissance étrangère. D'ailleurs, cette assemblée ne devoit ouvrir sa session que le 15, et sa commission intermédiaire, dans l'intervalle d'une session à l'autre, refusa de s'occuper du traité, alléguant qu'un acte de cette nature excédoit ses pouvoirs. Il fallut se soumettre aux délais, au milieu même des circonstances les plus pressantes.

Tels furent les ressorts politiques que fit mouvoir Buonaparte dans l'espérance de paralyser les mouvemens offensifs de Wellington, vers les provinces frontières qu'arrosent l'Adour et la Garonne.

Il importoit au général anglais, pour la sûreté de ses mouvemens, d'empêcher la communication directe du camp de Bayonne avec la division française établie à Saint-Jean-Pied-de-Port; il lui importoit aussi de donner plus d'étendue à ses cantonnemens, pour mieux assurer la subsistance de l'armée, les arrivages par mer étant en hiver difficiles et périlleux; enfin lord Wellington vouloit, dans une reconnoissance générale, apprécier au juste la force de l'armée du maréchal Soult, et l'état de l'opinion dans les provinces méridionales. Son grand objet étoit de préluder à l'invasion, de concert avec les armées alliées prêtes alors à franchir le Rhin par les frontières de l'est. Tous ces motifs le décidèrent à tenter un mouvement général. La cessation des pluies et l'état des chemins permettant de tout préparer pour la construction des ponts, il fit sortir ses troupes de leurs cantonnemens le 8 décembre, et prescrivit les dispositions suivantes. Le général Hill, avec l'aile droite, fut chargé de franchir le passage de la Nive à Cambo, d'occuper à l'instant la grande route; et, secondé par le centre sous les ordres du maréchal Béresford, qui devoit aussi passer la Nive à Biaritz, de marcher droit à l'armée

française, et de l'attaquer; en même temps le général Hope, commandant l'aile gauche, devoit menacer le camp retranché de Bayonne par la grande route de Saint-Jean-de-Luz.

Deux ponts de bateaux sont jetés sur la Nive pour faciliter les mouvemens; et Wellington, après avoir expédié ses dernières instructions, part de son quartier-général de Saint-Jean-de-Luz, le 9 décembre, à trois heures du matin, et prend la route d'Ustaritz.

Il y arrive à la pointe du jour, au moment même où la sixième division, formant l'avant-garde du centre, venoit de passer la Nive; la même opération venoit aussi d'être effectuée par le général Hill à Cambo où le général Foy se défendit avec intrépidité.

Menacé d'une attaque générale et combinée, le maréchal Soult replie toutes ses troupes sur la rive droite, et concentre son armée au nombre de cinquante mille hommes, à une lieue et demie de Bayonne, sur une chaîne de hauteurs qui courent parallèlement à l'Adour, sa gauche protégée par cette rivière, et sa droite appuyée à Villefranque, sur les bords même de la Nive. L'attaque commence sur ce village qui, attaqué avec vivacité par les alliés, est défendu avec courage par les troupes fran-

çaises : pendant deux heures on se bat dans les rues de Villefranque ; le village est pris et repris plusieurs fois ; il est emporté enfin, de même que les hauteurs voisines, par un régiment portugais, et par quelques bataillons d'infanterie légère anglaise. Mais le plateau est repris par les Français ; il est attaqué de nouveau, et au coucher du soleil il reste au pouvoir de Wellington. La totalité de son aile droite, entravée dans sa marche par le mauvais état des routes, venoit seulement d'arriver sur le terrain.

L'aile gauche s'étoit portée en avant par la grande route de Saint-Jean-de-Luz, et le général Hope, après avoir chassé devant lui tous les postes français, avoit reconnu la droite de leur camp, ainsi que le cours de l'Adour au-dessous de Bayonne ; il s'étoit approché de si près des remparts de cette ville, que de là on avoit fait feu sur ses troupes.

Ainsi, cinq divisions anglo-portugaises, formant trente mille hommes, après avoir forcé le passage de la Nive, s'étoient établies sur les plateaux de Bessussary, d'Arcangües et de Barouillet, entre la Nive et l'Adour, coupant les communications de Bayonne à Saint-Jean-Pied-de-Port.

La division d'infanterie espagnole du général Murillo étoit placée à Urcuray pour observer les mouvemens de la division française du général Paris, qui venoit de se replier vers Saint-Palais.

L'intention du maréchal Soult étoit d'attaquer l'armée alliée le lendemain pour la faire repentir de sa témérité. De son côté Wellington avoit aussi le projet d'attaquer l'armée française. A la pointe du jour il se porta sur Villefranque : là, voyant que le maréchal Soult s'étoit retiré des positions qu'il occupoit la veille, il se mit à épier avec soin ses mouvemens; il jugea bientôt que son adversaire cherchoit à profiter de l'avantage que lui offroit le pont de Bayonne, et de la facilité avec laquelle il pouvoit faire passer des troupes d'une rive à l'autre, pour attaquer l'aile de l'armée anglaise restée isolée sur la gauche de la Nive. L'événement prouva la justesse des conjectures de Wellington.

En effet, le maréchal Soult, manœuvrant, avec la masse de ses forces, sur l'aile gauche de l'armée anglaise, culbuta aisément tous ses avant-postes. Bientôt le général Clauzel attaque avec acharnement la division légère établie sur le plateau et dans l'église

d'Arcangues, tandis que le général Reille, avec la division Boyer, se précipite sur le bois de Barouillet, où étoient retranchées deux divisions ennemies. Le général anglais Robinson, avec une seule brigade, soutient d'abord, pendant plus d'une heure, tous les efforts de cette vive attaque; mais sa troupe accablée se retire en désordre : on lui fait huit cents prisonniers, entre autres quatre cents jeunes gens de la garde noble de Londres. Toutefois le général anglais, par sa longue résistance, donne le temps d'arriver aux autres corps qui reprennent successivement l'offensive. Déjà Wellington avoit fait marcher au secours de sa gauche des renforts imposans. Sur sa droite les assaillans venoient d'être reçus avec une égale vigueur; ils s'étoient retirés, laissant aussi le champ de bataille couvert de leurs morts. Ces attaques répétées, mais infructueuses, coûtèrent beaucoup de sang aux deux armées; près de quatre mille hommes furent mis hors de combat du côté des alliés. Le général Robinson fut blessé en persistant dans sa glorieuse résistance; le lieutenant-général Hope reçut une forte contusion, et le lieutenant-colonel Loyd, du quatre-vingt-quatrième régiment anglais, resta parmi les

morts. Du côté des Français, la perte fut moins considérable; des relations particulières l'évaluent à douze cents combattans.

Cette brusque attaque du maréchal Soult, sur la gauche de l'ennemi, avoit eu pour objet d'obliger Wellington à retirer sa droite postée au-delà de la Nive; mais ce but fut manqué malgré les plus habiles dispositions. Après l'action, vers neuf heures du soir, l'armée française fut abandonnée par deux bataillons de Nassau, et par le régiment de Francfort. Ces troupes allemandes, instruites par leurs chefs des résultats de la bataille de Leipsic, et placées en front de la quatrième division anglaise, pour observer ses mouvemens, saisirent avec ardeur l'instant favorable, et passèrent dans le camp des alliés : on les accueillit de la manière la plus cordiale. Le lendemain elles se dirigèrent vers le port du Passage pour être transportées sur le Rhin, où elles brûloient d'aller combattre en faveur de la cause européenne.

Cependant l'armée française, qui s'étoit repliée dans ses lignes, avoit laissé quelques bataillons opposés à la gauche des Anglais. Le lendemain 12 décembre, les divisions Boyer et d'Arricau renouvelèrent l'attaque, le maré-

chal Soult ne se proposant toutefois que d'attirer sur ce point l'attention de Wellington; mais ce général fut imperturbable : la seule division anglaise du général Howard se trouva engagée.

Pendant que le maréchal Soult simuloit une attaque sérieuse sur la gauche de l'armée britannique, il méditoit de tourner la droite. Profitant des ténèbres de la nuit, il traverse Bayonne pour manœuvrer avec six divisions contre les dix mille hommes du général Hill, en position sur les hauteurs de Losterenia, sur la route de Saint-Jean-Pied-de-Port; mais, avant le point du jour, son dessein étoit déjà pénétré. Lord Wellington ordonne aussitôt à la neuvième division qu'il tire du centre, de renforcer son aile droite, et il la fait soutenir par la quatrième division et par deux brigades de la troisième.

Déjà le comte d'Erlon, ayant sous ses ordres quatre divisions d'infanterie, une brigade de cavalerie et vingt-deux pièces de canon, venoit d'attaquer avec impétuosité les troupes du général Hill. La division du général Abbé s'engage sur le front de la position en suivant la grande route, tandis que la division du général d'Arricau se porte à droite pour tourner

l'aile gauche. En même temps la deuxième division, commandée par le général Darmagnac, s'empare du plateau de Pathouria, et se dirige aussitôt vers Saint-Jean-le-Vieux-Mouguère; mais partout les Anglais tiennent ferme. La brigade d'infanterie du major-général Byng, soutenue par la brigade portugaise du général Buchan, reprend le plateau sur la droite de la position, et s'y maintient malgré les efforts et le feu des Français. Les brigades anglaises et portugaises rivalisent d'ardeur et de dévouement. Les renforts de Wellington étant arrivés au secours du général Hill, le maréchal Soult voit que son habile adversaire lui présente partout de nouvelles troupes, et il fait porter aussitôt en ligne la division du général Villatte et celle du général Maransin. Il s'élance lui-même aux avant-postes, marchant avec les tirailleurs; il les exhorte, les encourage, rappelle leurs triomphes passés, et déplore la honte de voir une armée anglaise sur le territoire français. Le combat reprend une nouvelle vigueur; la lutte se prolonge avec une grande effusion de sang et une bravoure égale des deux côtés.

Le sang coule de toutes parts; on n'entend plus que le fracas épouvantable du canon et

des obusiers chargés de projectiles qui fendent l'air, sillonnent le sein des nues, détonnent avec un bruit horrible, et tombant en éclat sur Bayonne même, impriment aux habitans la terreur et l'effroi. Entraînés par la curiosité il en est qui se portent sur les remparts, d'autres sur les tours de la ville, pour suivre de l'œil les chances de la bataille, et là leur épouvante redouble quand ils aperçoivent les troupes ennemies qui s'étendent non loin des murailles. L'intérieur de Bayonne offroit l'image de tous les fléaux de la guerre : les blessés y affluoient; les hôpitaux en étoient encombrés. Au bruit de l'artillerie et de la mousqueterie, aux cris des blessés et des mourans, se joignoient le froissement continuel des caissons, qui portoient à l'armée ou du pain ou des cartouches, et la confusion inséparable d'un pareil combat, dont l'issue faisoit craindre aux malheureux habitans de Bayonne le sort cruel de Saint-Sébastien, saccagé et presque détruit après plusieurs assauts.

La bataille se prolongeoit; toutes les attaques étoient furieuses, particulièrement sur la grande route : trois fois l'armée française revint à la charge, et trois fois elle fut repous-

sée par le feu soutenu de la mousqueterie, de l'artillerie, et par des charges de cavalerie, renouvelées autant que le terrain pouvoit le permettre. L'ennemi étoit protégé par des retranchemens inaccessibles, par des troupes aguerries et nombreuses. Immobile dans ses positions, l'infanterie anglaise étoit toujours prête à recevoir les assaillans la baïonnette au bout du fusil; enfin, découragée par une résistance invincible, l'armée française fit volte-face, et rentra dans ses lignes. L'ennemi conserva le plateau, et resta maître des rives de l'Adour et de la Nive.

On s'étoit battu pendant neuf heures entre ces deux rivières, avec l'acharnement héroïque inspiré aux deux nations rivales par une sorte d'émulation de valeur et de gloire.

Ces quatre jours d'attaques et d'actions sanglantes (du 9 au 13 décembre) avoient mis près de quinze mille hommes hors de combat. On n'avoit jamais vu, pendant la guerre de la péninsule, autant de corps morts après une action. A la seule attaque du 13, qui fut la plus meurtrière, l'armée française eut près de cinq mille hommes tués ou blessés; parmi ces derniers se trouvoient les généraux de brigade Maucune et Maucomble.

Mais elle étoit revenue cinq fois à la charge et toute à découvert, tandis que l'armée anglaise, retranchée et protégée par ses positions, tiroit à coup sûr : aussi, dans cette journée sanglante n'eut-elle hors de combat qu'environ deux mille hommes. Tant de sang versé le fut donc sans fruit pour l'armée française, que le maréchal Soult engagea dans des attaques imprudentes et inutiles. Vraisemblablement il en avoit reçu l'ordre formel de Napoléon; car, dans le cours de ses campagnes, le maréchal Soult avoit montré jusqu'alors plus de circonspection que de hardiesse.

Telles furent les batailles de l'Adour, où deux armées rivales qui s'étoient disputé pendant cinq ans la possession de la péninsule, commencèrent à s'essayer sur le sol de la France : elles s'observèrent réciproquement pendant toute la journée du 14 décembre.

Ayant échoué dans toutes ses tentatives pour déloger l'armée britannique, le maréchal Soult se mit à couvert dans son camp sous Bayonne. Il avoit manœuvré habilement sur les deux ailes de l'ennemi, dans l'espoir de forcer les points les plus foibles de sa ligne; mais toutes ses combinaisons furent déjouées

par la vigilance et le coup d'œil de son adversaire.

Toutefois lord Wellington put juger que l'armée française, soutenue par sa haute valeur et par la fermeté de son chef, seroit inexpugnable dans sa position retranchée; il dut pressentir qu'il faudroit encore des efforts plus grands pour la vaincre même sur un autre terrain, et pour forcer des barrières restées intactes pendant plusieurs siècles.

Il fit avancer la totalité de sa cavalerie, comme s'il avoit eu le dessein d'occuper tout le pays entre la Nive et l'Adour, et il rallia également ses réserves d'infanterie, manifestant l'intention d'investir Bayonne.

Dans l'attente d'une attaque générale, le maréchal Soult fit aussitôt inonder la rive droite de l'Adour et les deux rives de la Bidouse. Au même moment son frère, le général Soult, se porta, avec une partie de la cavalerie française, à Hasparen, où il trouva en position sur le mont Chouchi la division espagnole du général Murillo.

L'armée anglo-portugaise, renforcée par les divisions de Galice et d'Andalousie, occupoit vers la fin de décembre les positions suivantes :
L'aile droite, postée entre l'Adour et la Nive,

commandoit la navigation des deux rivières ; le centre et la gauche étoient établis entre la Nive et la mer; le centre néanmoins se trouvoit à cheval sur la Nive, ayant deux ponts de communication. Une division étoit cantonnée à Ustaritz, et une autre à Villefranque; l'extrême gauche s'étendoit de la mer à la paroisse d'Arcangues, et l'extrême droite s'appuyoit à l'Adour : ainsi l'armée décrivoit une ligne courbe depuis la mer en avant de Biaritz jusqu'à l'Adour, en avant de Home. Le pays sur sa droite lui étoit ouvert. Tranquilles et protégés dans leurs foyers, les habitans apportoient d'eux-mêmes à l'ennemi des vivres et des fourrages qu'on leur payoit sur-le-champ, car on ne leur demandoit pas une seule ration; et rien ne s'opposoit à ce qu'ils pussent voyager d'un lieu à un autre comme en pleine paix.

Une proclamation de lord Wellington fixa les bases sur lesquelles le commerce maritime devoit reprendre son essor dans les ports de la Navarre française au sud de l'Adour.

L'armée du maréchal Soult étoit loin de suivre un système si libéral. Resserrée plus étroitement autour de Bayonne, elle levoit des contributions, enlevoit aux habitans leurs

moissons et leurs bestiaux, et épuisoit les provinces environnantes par ces réquisitions forcées, qui excitoient des plaintes amères. Aigris par les exactions, les habitans accusoient le soldat de se livrer dans son propre pays aux mêmes excès qui dans la péninsule avoient souvent fait déplorer sa présence.

Napoléon, dissimulant avec soin l'état de la guerre, ne donnoit aucune publication aux dépêches et aux relations du maréchal Soult. Il permit seulement l'insertion dans les journaux de la capitale, de quelques renseignemens vagues et tronqués sur les batailles de l'Adour : tout y étoit voilé. Pour mieux déguiser les événemens, on eut recours aux deux principaux mobiles du pouvoir de Buonaparte, l'exagération et l'imposture. Les nouvelles étoient censées venir des frontières d'Espagne : « Lord Wellington, disoit-on, » a tout-à-fait échoué dans son projet de forcer » les passages de la Nive et de l'Adour, de » cerner la place de Bayonne, et de marcher » sur Bordeaux; les combats qui ont eu lieu » depuis le 9 jusqu'au 13 décembre, ont été » à son désavantage; il y a perdu quinze mille » hommes, tandis que l'armée française n'en » a pas eu le quart hors de combat. La cons-

» ternation est dans l'armée britannique ; lord » Wellington borne maintenant ses prétentions à faire retrancher toutes les parties de » sa ligne. Sa position devient de plus en plus » critique ; son armée manque de vivres ; ses » convois battus par la tempête viennent » échouer sur la côte des Landes ; nos détachemens recueillent les cargaisons. La mésintelligence d'ailleurs règne entre les troupes » anglaises et espagnoles. »

On ajoutoit toutefois : « Bayonne est maintenant un des plus formidables boulevards » de l'empire. »

En effet, une garnison nombreuse en assuroit la défense. Trois divisions de l'armée, sous les ordres du comte Reille, occupoient les camps retranchés, et en terminoient les travaux; le général Clauzel, avec trois autres divisions, venoit de se porter sur la rive gauche de la Bidouse ; une brigade couvroit les rives de l'Adour, afin d'en protéger la navigation. Le 20 décembre, le maréchal Soult, quittant les lignes de Bayonne, transféra son quartier-général à Peyrehorade, pour être plus à portée de diriger les mouvemens de l'armée sur le flanc droit de l'ennemi. Le général Harispe, chargé d'organiser la levée des Basques, avoit

pris le commandement de l'extrême gauche, appuyée à Saint-Jean-Pied-de-Port, l'armée décrivant ainsi une courbe depuis Bayonne jusqu'au pied des Pyrénées.

Assuré de la défense de Bayonne et de l'Adour, le maréchal Soult fit avancer les divisions du général Clauzel derrière la Joyeuse. Le 3 janvier, ce général fit replier les piquets anglais placés entre les rivières de Joyeuse et de Bidouse; et tournant la droite de la brigade portugaise du général Buchan sur les hauteurs de Costa, il l'obligea de battre en retraite vers Brisson; il établit aussitôt deux divisions d'infanterie sur les collines de la bastide de Clairence. En même temps le général Paris se porte en face de Boulac, où l'ennemi avoit un fort détachement: la cavalerie légère inquiète bientôt ses avant-postes. Instruit de ce mouvement offensif, lord Wellington accourt de Saint-Jean-de-Luz, réunit aussitôt la droite et le centre de son armée, en formant sa ligne sur Hasparen, et fait toutes les dispositions nécessaires pour marcher en avant.

Le 4 janvier il reconnoît l'armée française; la journée du 5 se passe également en manœuvres. Le mauvais temps et le débordement

des ruisseaux forcent Wellington à différer d'un jour encore son mouvement. Le 6, la troisième et la quatrième divisions anglaises, commandées par les généraux Cole et Picton, soutenues par la brigade portugaise et par la cavalerie du général Fane, se déploient et forment à trois heures après midi l'attaque d'un bataillon de la sixième division française, placé en avant de la bastide de Clairence ; ce bataillon se replie aussitôt en bon ordre. Les deux armées restèrent en présence jusqu'au lendemain 7, à dix heures du matin, et la bataille paroissoit imminente ; mais aucun intérêt pressant ne portoit les généraux en chef à se mesurer dans une action générale : ils se décidèrent à ramener les troupes dans leurs cantonnemens.

C'est vers ce temps-là que se répandit dans le midi et dans Paris même, le bruit que lord Wellington et le maréchal Soult avoient eu une conférence secrète près de Mandioude ; mais, rien n'ayant confirmé ce fait, je me borne à l'indiquer sans le garantir.

Wellington rentra le 7 janvier à Saint-Jean-de-Luz, et le maréchal Soult à Bayonne. Les divisions Leval, Maransin et Abbé occupèrent le camp retranché. La division Boyer

fut établie à Tamos et à Saint-Etienne; le général Clauzel porta des forces sur Guiche et sur James, afin d'arrêter les courses des fourrageurs anglais, qui se répandoient, pour chercher des vivres, dans la plaine située entre la Bidouse et la petite rivière de Laran. Le général Soult, commandant la cavalerie légère, établit son quartier-général à Saint-Martin d'Arbeson, occupant Halette, Saint-Esteven, Bouloc et Aylsère, couvrant ainsi la gauche de l'armée.

Des difficultés locales insurmontables dans la saison des pluies, et des motifs politiques ne permettoient pas encore à Wellington de poursuivre ses opérations offensives. Les deux généraux en chef, dans l'attente de voir se développer les événemens vers les frontières de l'est, restèrent dans leurs cantonnemens respectifs, se bornant à des escarmouches ou à des tentatives partielles.

Napoléon, par un décret du 8 janvier, ordonna la levée en masse dans les départemens des Hautes et Basses-Pyrénées, et dans les Landes; il en confia le commandement au général de division Harispe. Ce général fut d'abord détaché contre les troupes espagnoles du célèbre Mina, qui, par la vallée de Bastan,

pénétroient dans celle de Baigorry jusqu'à Saint-Etienne ; et, à la tête de ses troupes, il attaqua le 8 janvier, à Ossez, les fourrageurs espagnols : il les chassa vivement, sans leur permettre de rien enlever de la vallée. Instruit que Mina projetoit de fourrager du côté de Lanhossoa et de Macaye, il partit le 10 janvier de son quartier-général d'Irissari, avec six compagnies d'élite ; et, tombant sur les fourrageurs à l'improviste, il leur fit trente-quatre prisonniers, et leur prit une quarantaine de mules et de chevaux. Le 11, il vint à Saint-Jean-Pied-de-Port, où s'étoient réunies deux cohortes de gardes nationales ; et le lendemain il marcha de nouveau contre les troupes de Mina, dont l'avant-garde s'étoit reportée à Saint-Etienne de Baigorry. La colonne française étoit soutenue par les éclaireurs du colonel Lalane, et par la division Taupin, qui s'avança jusqu'à Hellette, pour seconder l'expédition. A l'approche de ces forces, Mina se replia de nouveau sur Bastan par la droite du col d'Ispeguy. Mais les espérances qu'avoit fait concevoir l'arrivée du général Harispe au milieu des Basques, ses compatriotes, ne se réalisoient point ; ils ne se levoient point en masse ; ils accouroient en

petit nombre, et opposoient une inertie invincible aux appels réitérés faits au nom de Napoléon.

Cependant les Espagnols ne s'étoient pas rebutés, et dès le 20 janvier ils projetèrent un fourrage considérable dans la vallée d'Ossez, entre Saint-Martin d'Arosa et Bedarry. Instruit de leur mouvement, le général Harispe fait marcher d'Horca, le colonel Lalane, à la tête des gardes nationales d'élite des Basses-Pyrénées, avec ordre de longer la rive droite de la Nive, tandis qu'avec les voltigeurs, les chasseurs du vingt-unième régiment, et quelques éclaireurs basques, ce général se portoit en personne sur la rive gauche. A peine a-t-il débouché de Saint-Martin d'Arosa, qu'il est attaqué par les troupes espagnoles de Murillo, qui couvroient le fourrage. Les éclaireurs et les voltigeurs français soutiennent le choc avec fermeté; et quoiqu'inférieurs en nombre, ils prennent l'offensive, tombent sur les fourrageurs ennemis, en tuent une quarantaine, ramènent une centaine de prisonniers et une soixantaine de mulets et de chevaux. Après avoir poussé jusqu'à moitié chemin de Baigorry à Itsatsu, le général Harispe rentra dans ses cantonnemens. Là

finit la petite guerre des Basques. La campagne du midi va offrir des événemens plus dignes de l'histoire.

En vain Napoléon ; pour séparer les intérêts du continent de la cause de l'Espagne, se présentoit à la nation espagnole dans l'attitude d'un suppliant qui sollicite la paix ; en vain offroit-il, avec la branche d'olivier, de reconnoître l'indépendance de la péninsule : la nation espagnole hésitoit, parce que c'étoit Napoléon qui prétendoit combler ses vœux. Pouvoit-elle oublier sitôt qu'il lui avoit dérobé ses rois, son gouvernement; qu'il l'avoit insultée, en plaçant un de ses frères sur le trône, sans l'aveu de la nation ; qu'il avoit proclamé traîtres et rebelles les Espagnols qui, dédaignant d'obéir à ce mannequin royal, avoient pris courageusement les armes ? Napoléon n'avoit-il pas fait massacrer les Espagnols fidèles? n'avoit-il pas fait couper en morceaux les paysans, et ravager les campagnes? n'étoit-ce pas lui qui avoit fait, du pillage des propriétés espagnoles, un revenu régulier dans le budget de ses finances ?

Quelle alternative pénible pour une nation si généreuse ! Buonaparte veut lui rendre son roi qu'elle réclame ; et elle voit un piége si

elle l'accepte de sa main. Qu'a-t-il en vue, en faisant faire à sa politique ce pas rétrograde? Il ne veut que séparer l'Espagne de l'Angleterre, préserver ses provinces méridionales, avoir cent mille hommes de plus à opposer à la ligue du nord, et assujétir l'Espagne à ses combinaisons tortueuses, dès qu'il aura vaincu ses ennemis.

Mais la salutaire lenteur des Cortès et de la régence déconcertèrent sa marche insidieuse. Ce fut alors qu'imaginant d'accréditer la plus absurde des calomnies, il accusa Wellington d'aspirer au trône d'Espagne. Les diffamations et les plus viles intrigues furent employées pour désunir la nation espagnole, et pour l'aliéner de ses alliés. Il ne fut pas difficile à Wellington de désarmer l'envie et de confondre l'imposture. Enfin, les Cortès et la régence s'expliquent sur les négociations de Valençay. « Vous voulez, disent-ils à Napo-» léon, vous voulez nous rendre notre sou-» verain légitime, et combler ainsi nos vœux; » nous le recevrons avec transport : mais nous » voulons qu'il se présente seul, dégagé de » toute influence politique, et libre de ses » fers. Si c'est réellement notre indépendance » que vous voulez reconnoître, il faut aussi

» nous restituer la partie de notre territoire » que vous tenez encore en Catalogne, et » celles de nos places fortes que vous occu- » pez. » C'étoit tracer au Corse astucieux le cercle de Popilius. Pris dans son propre piége, il hésite à son tour, ne voyant dans ces conditions aucune garantie pour l'accomplissement de ses desseins. Mais, pressé par le danger, il ne se rebute pas encore ; et, tirant de l'exil l'illustre défenseur de Sarragosse, don Joseph de Palafox, qu'il a retenu long-temps captif après l'avoir outragé, il lui annonce qu'il le destine à être l'un des principaux instrumens du rétablissement de son roi. Chargé de porter à Madrid des articles additionnels au traité de Valençay, Palafox arrive à Vich, en Catalogne, escorté par cinquante cuirassiers français ; il expédie aussitôt un courrier extraordinaire à la régence du royaume. Sa mission avoit évidemment le même objet que celle du duc de San-Carlos. Le bruit se répandit que l'un des articles additionnels dont il étoit porteur, prescrivoit au maréchal Suchet d'évacuer les places de la Catalogne à mesure que les Anglais évacueroient celles du reste de l'Espagne. Lord Wellington ordonna aussitôt la remise, sans aucune restriction,

des places de la péninsule, telles que Cadix et Carthagène, que des garnisons anglaises avoient occupées concurremment avec les Espagnols pour la défense commune. Cette seule disposition, inspirée par la politique la plus franche, levoit tous les obstacles à l'affranchissement de la péninsule. Ainsi les négociations de Valençay prenoient en apparence le tour le plus heureux pour l'Espagne. Les délais qu'apportoit Napoléon à la délivrance de Ferdinand, n'avoient plus de prétexte que dans son ambition, et dans l'espoir qu'il nourrissoit encore d'opprimer le continent. Mais ses négociations n'étoient que des piéges : il ne pouvoit être vaincu que par l'épée; et c'étoit celle de Wellington qui devoit lui porter les coups les plus sensibles.

Enfin, venoit d'arriver à Saint-Jean-de-Luz, quartier-général de sa seigneurie, S. A. R. Mgr le duc d'Angoulême, accompagné du comte Etienne de Damas, son premier gentilhomme; du duc de Guiche et du comte d'Escars, fidèles compagnons des princes de la maison de Bourbon pendant leur long et pénible exil. Une si heureuse apparition changea bientôt l'état de la guerre. Ce fut alors qu'en touchant le sol du midi, un Bourbon

put dire ces mots que le premier des Valois adressoit à un seigneur châtelain : « Ouvrez, » c'est la fortune de la France. »

Lord Wellington, avec une suite nombreuse, s'empressa d'aller complimenter l'auguste petit-fils de Henri IV, qu'environnoient déjà les vœux et les hommages des habitans de Cibourre et de Saint-Jean-de-Luz.

Les premiers sentimens du prince éclatèrent en faveur de l'armée française ; et S. A. R. les exprima de la manière la plus noble dans la proclamation suivante :

« Soldats ! j'arrive, je suis en France ; » dans cette France qui m'est si chère. Je » viens briser vos fers, je viens déployer le » drapeau blanc, le drapeau sans tache que » vos pères suivoient avec tant de transport. » Ralliez-vous autour de lui, braves Français. » Marchons tous ensemble au renversement » de la tyrannie. Généraux, officiers, soldats, » qui vous rangerez sous l'antique bannière » des Lis, au nom du Roi, mon oncle, qui » m'a chargé de faire connoître ses intentions » paternelles, je vous garantis vos grades, vos » traitemens et des récompenses proportion» nées à la fidélité de vos services. Soldats ! » c'est le petit-fils de Henri IV, c'est l'é-

» poux d'une princesse dont les malheurs » sont sans égal, mais dont tous les vœux » sont pour le bonheur de la France; c'est un » prince qui, oubliant ses peines à l'exemple » de votre Roi, pour ne s'occuper que des » vôtres, vient avec confiance se jeter dans » vos bras.

» Soldats! mon espoir ne sera point trompé, » je suis le fils de vos Rois, et vous êtes Fran- » çais. »

Cette proclamation alloit sans doute réveiller, dans le cœur des Français du midi, des sentimens de fidélité et d'amour comprimés trop long-temps, mais que tous les efforts de la perversité, tout l'appareil de la terreur n'avoient pu effacer ou détruire. Il suffisoit de répandre et de faire connoître les intentions de S. A. R. Toutefois, lord Wellington, enchaîné par les instructions d'une politique incertaine et timide, s'étoit vu dans la nécessité de supplier le prince, à son arrivée à Saint-Jean-de-Luz, de ne déployer aucun titre ou caractère public, ne pouvant reconnoître encore dans S. A. R. qu'un simple volontaire de son armée. Au midi comme au nord, la détermination des alliés, à l'égard des Bourbons, étoit subordonnée au vœu que mani-

festeroient les Français. Mais ce vœu, la nation opprimée pouvoit-elle l'émettre? N'étoit-elle pas arrêtée d'ailleurs par les négociations entamées entre Napoléon et les puissances de l'Europe? Placée entre un tyran et les ennemis extérieurs, une nation ne brave pas à la fois tous les dangers. Rien pourtant ne put intimider des hommes passionnément dévoués à leurs princes légitimes. Le marquis de la Rochejaquelein, digne frère de l'illustre généralissime de la Vendée, nourrissoit depuis long-temps le noble désir de donner le premier signal de la restauration; il parcouroit sans cesse, pour sonder les esprits, la Guienne et la Vendée, où le nom *sans tache* des *la Rochejaquelein* pouvoit rallier en un moment quarante mille royalistes sous les drapeaux de la fidélité. On l'avoit vu, dans une année de disette, vendre son blé à vil prix pour augmenter le nombre des partisans du Roi. Entouré de la plus haute considération, il devenoit naturellement le moteur des royalistes du Poitou et du Médoc, où ses possessions et ses relations personnelles lui donnoient une grande influence. Chéri partout où il portoit ses pas, il étoit d'ailleurs secondé par des amis fidèles, par la marquise de Donnissan, sa

belle-mère ; par son épouse, veuve du célèbre Lescure, et célèbre elle-même par ses malheurs dans la guerre civile autant que par l'élévation de son caractère et la supériorité de son esprit. Partout le marquis de la Rochejaquelein proclamoit le déclin de la puissance de Buonaparte, et faisoit renaître l'espoir du rétablissement des Bourbons. Dès le mois de mars 1813, M. de Latour, envoyé du roi, eut une conférence à Bordeaux avec M. de la Rochejaquelein, et lui témoigna que S. M. comptoit sur son dévouement.

Dès cette époque se forma, au sein même de la domination usurpatrice, une vaste confédération royaliste qui étendit ses ramifications par les soins et sous les auspices des ducs de la Trémouille, de Fitzjames et de Duras; de MM. de Polignac, Ferrand, Adrien de Montmorency, Sosthène de la Rochefoucault, et d'autres zélés partisans de la dynastie légitime. Des conférences pour les intérêts de la cause royale s'ouvrirent au château d'Ussé, en Touraine, possession du duc de Duras, entre MM. Adrien de Montmorency, de la Rochejaquelein et de la Ville de Beaugé, l'un des plus anciens officiers vendéens, compagnon fidèle des la Rochejaquelein et des Lescure.

Chargé de la correspondance secrète entre la Vendée et la Touraine, M. de la Ville de Beaugé entretenoit ces relations sans écritures, sans chiffres, et purement en personne; tout se décidoit de vive voix, dans des entrevues adroitement ménagées, et auxquelles furent appelés MM. de Sesmaison, de Barente, Thomas de Poix, et Charles d'Autichamp. On y forma le projet de délivrer Ferdinand VII; mais des intérêts plus pressans, et les précurseurs des négociations de Valençay le firent abandonner. M. de la Rochejaquelein s'étoit rendu à Tours pour sonder les dispositions des gardes-d'honneur, auxquels il ne révéla point cependant l'existence d'une confédération secrète, quoiqu'il trouvât ces jeunes militaires favorablement disposés. Tous les esprits étoient alors dans l'attente des résultats de la campagne de 1813. A peine le cri : *Buonaparte a repassé le Rhin* eut-il été répété d'un bout de la France à l'autre, que le cœur des royalistes de l'ouest et du midi s'ouvrit à l'espérance d'une prochaine révolution. Bordeaux étoit une des villes qui avoit eu le plus à gémir du joug de Buonaparte. Témoin, pour ainsi dire, des scènes de perfidie et d'horreur qui s'étoient passées à Bayonne, victime des mesures in-

sensées d'un pouvoir fatal à l'Europe, Bordeaux voyoit son port fermé, et son commerce anéanti. Ses habitans avoient connu, avant le reste de la France, les revers de celui qui, jusqu'alors, n'avoit trouvé de sûreté que dans le prestige de la victoire. Toutes les troupes qu'il envoyoit en Espagne traversoient Bordeaux; la plupart n'y revinrent jamais. Elles furent remplacées, pour ainsi dire, par de longues colonnes de prisonniers espagnols, victimes de la fidélité et de l'honneur, qui, en passant à Bayonne et à Bordeaux, s'écrioient : *Nous nous battons pour Dieu et le Roi.* L'exemple des Espagnols, unis pour reconquérir les Bourbons, enflamma les Bordelais, et leur montra, dans le lointain, la glorieuse perspective de la Guienne et de la Vendée en armes, redemandant que les fils de Henri IV leur fussent rendus. Déjà M. Taffard de Saint-Germain, honoré de la confiance du roi, et son commissaire à Bordeaux, y étoit à la tête d'une association composée d'un grand nombre de personnes de toutes les classes, surtout de celles des artisans, dont le zèle sembloit d'autant plus louable qu'il étoit désintéressé. La prudence et le dévouement de M. Taffard inspiroient une confiance géné-

rale, et rallioient toutes les volontés. M. le chevalier de Gombault étoit aussi à la tête d'une association pieuse qui avoit le même but politique; il s'en forma d'autres spontanément pour la même cause, et qui bientôt reconnurent l'autorité du commissaire du roi. Le marquis de la Rochejaquelein étoit plus particulièrement attaché à l'association du chevalier de Gombault; mais ses vues et ses espérances se portoient plus encore sur la Vendée. Le zèle et l'ardeur de ses démarches ne purent échapper à une police inquiète et ombrageuse. L'ordre fut donné de l'arrêter. Averti de ce commencement de proscription par le comte Lynch, maire de Bordeaux, il échappa aux recherches en se réfugiant au milieu de sa famille et de ses amis. En vain devint-il l'objet des perquisitions les plus sévères. Proscrit et caché, il reçut des royalistes bordelais les plus touchans témoignages d'intérêt et de dévouement. Sans rien perdre de son énergie, le marquis de la Rochejaquelein renoua en silence tous les fils qui devoient affranchir de nouveau la Vendée, où il brûloit de se rendre. Pour s'en mieux frayer la route, il y envoya, avec des instructions particulières, l'abbé Jagault, ancien secrétaire du conseil supérieur

de la Vendée; il lui donna aussi la mission expresse de se rendre à Paris, pour conférer avec les principaux chefs de la confédération secrète. Cet ecclésiastique, l'un des hommes les plus éclairés de la Vendée, parcourut d'abord les départemens voisins, et organisa la Saintonge qui, dans le plan général d'insurrection, devoit lier la Guienne au Poitou. Déjà le Périgord étoit préparé dans les mêmes vues par les soins de MM. de la Roche-Aymon, d'accord avec le commissaire royal de Bordeaux. Destiné au commandement du Bas-Poitou, le comte de Suzanet étendoit ses opérations du côté de Nantes, et promettoit huit mille hommes armés à la confédération royaliste. Le comte Charles d'Autichamp disposoit aussi d'une force égale aux environs d'Angers. Sur la rive droite de la Loire, depuis cette ville jusqu'à Nantes, les royalistes réclamoient le chevalier Dandigné, que les persécutions de Buonaparte tenoient en exil, et qui, au premier signal, devoit entrer dans un pays témoin long-temps de sa fidélité et de ses exploits. Le canton de Beaupréau montroit les dispositions les plus énergiques sous l'influence du marquis de Civrac, fils cadet du duc de Lorges. Dans l'Orléanais, son frère aîné, le comte de

Lorges, s'étoit assuré des royalistes de Beaugency. Déjà toutes les têtes fermentoient dans la Vendée, et l'on n'y demandoit plus qu'un point de ralliement. Les conscrits se battoient par bandes contre les gendarmes, et réclamoient à grands cris les anciens chefs vendéens. C'est ainsi que fut entraîné du côté de Vezin M. de Laberaudière, à la tête d'une colonne de paysans du Haut-Anjou. Indépendamment des bandes organisées, la masse des habitans des campagnes se seroit mise en mouvement au premier signal. La confédération gagnoit de proche en proche les provinces voisines : en peu de temps le duc de Duras étendit son influence dans la Touraine et dans l'Orléanais, où une foule de gentilshommes brûloient de prendre les armes. Le Berry, où devoit commander le marquis de Rivière, eût offert le même appui et les mêmes secours. Dans la Bretagne et dans le Maine, la confédération jetoit également de profondes racines. Les royalistes de cette dernière province étoient commandés par le comte de Vibraye, et ce chef avoit sous ses ordres le fameux capitaine Tranquille, qui, dans sa vive impatience, devançoit les événemens. Trois mille royalistes armés n'attendoient plus, dans les arrondissemens de Vitré

et de Fougères, que le signal de M. Piquet du Boisguy leur chef. M. du Breuil de Pontbriand s'étoit assuré de trois mille hommes dans les Côtes-du-Nord, où tous les obstacles s'aplanissoient devant son ardeur et son zèle. Cadoudal, frère de Georges, et M. Lemaintier, pouvoient rallier huit mille paysans bas-bretons dans le pays de Vannes et de Josselin, dont le commandement principal étoit destiné à M. Desol de Grisolles, retenu alors, pour son dévouement à la cause du roi, dans les prisons d'Etat de Buonaparte. M. de Lacoublaye pouvoit aussi faire insurger cinq à six mille Bas-Bretons dans le canton de Bignan, autrefois sous l'autorité de Guillemot. Vers Montfort, Saint-Méen et Merdrignac, MM. de Boishamon et de Bedée s'étoient assurés de deux mille hommes d'une fidélité à toute épreuve. Les environs de Quimper donnoient cinq cents hommes à la cause royale : telles étoient à peu près les forces que les royalistes de Bretagne, si long-temps opprimés, faisoient renaître, pour ainsi dire, de leurs cendres. Les mouvemens dans cette province devoient correspondre avec ceux de l'ancienne Vendée. La Basse-Normandie n'attendoit, pour se déclarer, que la présence

du chevalier de Brulard. Indépendamment de ces forces réunies, les royalistes pouvoient compter en Bretagne sur la coopération efficace des prisonniers espagnols; ils y étoient répandus en grand nombre, et réclamoient des armes pour donner vingt mille soldats de plus à l'armée royale. Toute la confédération de l'ouest devoit se déclarer au premier signal d'un prince de la maison de Bourbon, de S. A. R. Mgr le duc de Berry, qu'on attendoit impatiemment à Jersey et sur la côte de Saint-Malo ou de Granville.

Là ne se bornoient point les forces de la ligue royale : elle étendoit ses ramifications jusques dans les montagnes de l'Auvergne, et surtout dans le Rouergue, sous l'influence de M. Barthelemi de Douhet de Romanage. Ces pays agrestes, refuge de vingt mille conscrits réfractaires, servoient aussi de retraite à un des royalistes les plus actifs et les plus dévoués aux intérêts de la maison de Bourbon : c'étoit le comte Louis de Berthier, dont le nom rappelle une des premières victimes de l'affreux délire de la révolution française. Persécuté et emprisonné pour ses sentimens royalistes, envoyé ensuite en exil dans les montagnes de l'Auvergne, il y avoit tout préparé en faveur

de son roi, de concert avec les grands propriétaires de la province ; ses intelligences s'étendoient même au-delà. L'ouverture de la campagne du midi donnant plus d'essor encore à son zèle, il parcourut secrètement à cheval la plupart des provinces montagneuses au milieu des rigueurs de l'hiver; il avoit déjà organisé le Rouergue, le Tarn, l'Agénois et les pays voisins jusqu'à Montpellier. Dans le Rouergue les déserteurs et les conscrits étoient enrégimentés et en armes. Toulouse devint aussi le centre d'une association royaliste, que je ferai connoître quand je retracerai les événemens politiques survenus dans cette ville célèbre. Montauban, Nismes et Montpellier renfermoient aussi un grand nombre de mécontens; il en étoit de même de toute la Provence, et Marseille pouvoit être considéré comme un des plus ardens foyers d'opposition au gouvernement de Buonaparte.

C'est ainsi qu'en s'organisant, le parti du roi prenoit une sorte de consistance. Dans tout le midi le succès paroissoit infaillible depuis qu'on y avoit connoissance de l'arrivée de Mgr le duc d'Angoulême.

Sûr de la disposition favorable des esprits, et persuadé que les événemens militaires

alloient réclamer une prompte coopération, le marquis de la Rochejaquelein prit la résolution hardie de passer à Saint-Jean-de-Luz. Arrivé secrètement à Bordeaux, il tint avec les chefs du parti royal des assemblées nocturnes, où figuroient MM. Taffard, de Gombault, Alexandre de Saluces, de Pommier, François Queryaux, Bontemps du Barry, Jean-Jacques Luetkens, le jeune Macarty, Gauthier et de Mondenard, ancien officier de marine. A la suite de ces conférences, le marquis de la Rochejaquelein, qui ne pouvoit être détourné par aucun danger de se rendre auprès de Monseigneur le duc d'Angoulême, n'hésita plus de s'ouvrir au maire de Bordeaux. Ses sentimens pour la bonne cause étoient connus, et son autorité pouvoit être d'un grand poids au moment de l'explosion. Quand M. de la Rochejaquelein lui révéla l'existence d'un parti royaliste organisé, le plus noble enthousiasme transporta le comte Lynch; et, se précipitant dans les bras de la Rochejaquelein, il lui dit tout ému : « Mon ami! vous n'avez pas de partisan plus » dévoué; c'est moi, c'est le maire de Bor» deaux qui aspire à l'honneur de proclamer » le premier S. M. Louis XVIII. »

Depuis long-temps cette secrète intention germoit dans le cœur de M. Lynch. Il avoit fait, en novembre, un voyage à Paris, comme maire député auprès du gouvernement de Buonaparte; il avoit vu de près la difformité de ce gouvernement; il en avoit sondé toutes les plaies, et il n'avoit vu de remèdes à tant de maux que le rétablissement de la dynastie légitime.

Après s'être concerté avec M. Labarthe, autrefois à la tête d'une association royaliste, et avec MM. de Polignac, il étoit reparti pour Bordeaux, plein de la ferme volonté d'y servir puissamment les intérêts du roi.

Réunis à M. Lynch, les chefs bordelais songèrent à arrêter un plan définitif pour le succès de la cause qui faisoit l'objet de leur sollicitude et de leurs veilles. Ils voyoient lord Wellington tenir en échec l'armée du maréchal Soult, et de son côté Napoléon, tellement pressé par les armées de la confédération européenne, qu'il lui deviendroit impossible de disposer d'aucun homme contre Bordeaux. Il paroissoit d'autant plus urgent d'éclater, et de réveiller les partisans du roi, qu'un grand mouvement dans l'intérieur pouvoit produire l'effet favo-

rable de suspendre les négociations du congrès de Châtillon si inquiétantes pour les royalistes.

Une armée navale britannique mouilloit à l'île d'Aix, et pouvoit faire une puissante diversion. Mais la plupart des chefs bordelais hésitoient de se mettre ainsi à la merci de l'Angleterre. « Si ce gouvernement, » disoient-ils, veut faire de la Guienne » une colonie anglaise, qu'on n'attende rien » de nous : le premier devoir d'un vrai » royaliste est d'être Français et patriote. » Il fut aisé toutefois à des esprits réfléchis d'écarter de pareils soupçons, et d'établir que, sans la coopération de l'Angleterre, la restauration devenoit impossible. « N'est-ce » pas cette puissance, dirent-ils, qui, seule, » balançant l'empire de la terre par celui de » la mer, a su, retranchée derrière l'Océan, » briser les efforts de Napoléon, sauver de » sa furie une terre vierge où pût germer » l'espoir de la France, et conserver pour » de meilleurs temps la liberté arrachée du » sol de l'Europe? L'Angleterre seule, par » des conquêtes profitables aux vaincus, a » soustrait à la rapacité de l'envahisseur » les colonies qu'il eût également dévorées;

» elle seule a garanti les Espagnes d'un joug » perfide et détestable, en ranimant l'énergie des peuples de la péninsule. N'est-ce » pas elle encore qui, suscitant de nouveau » les peuples du continent, abattus et découragés, les a ralliés dans un commun intérêt, » et a reconstruit, des ruines de l'Europe, un » vaste et solide édifice, cimenté de son or? » N'est-ce pas elle aussi qui vient de rendre à » la France l'auguste époux d'une princesse » dont le nom rappelle tant d'amour et de » larmes, ce prince dont la touchante proclamation appelle les Français sous les drapeaux des Bourbons?

» C'est l'Angleterre enfin qui, à travers nos » orages, a préservé les restes précieux de la » tige de saint Louis. Et maintenant que le ciel » semble désarmé; qu'il laisse enfin poindre » l'aurore de notre restauration, c'est encore » sur les rivages de l'Angleterre que nos yeux » cherchent ce royal fugitif, qui, vainqueur » sans armes et sans vengeance, va recevoir » d'un peuple repentant le sceptre de ses » aïeux. »

Ces argumens portèrent la conviction dans tous les cœurs; les royalistes de Bordeaux n'eurent plus dès lors qu'à mûrir leur plan, et

à l'arrêter. Le concours immédiat de l'armée alliée étant indispensable, il fut convenu que des députés seroient envoyés sans délai à S.A.R. le duc d'Angoulême et à lord Wellington; que ce général seroit supplié, au nom des Bordelais, de disposer, pour le soutien de leur cause, d'environ trois mille hommes, dont mille seulement feroient leur entrée à Bordeaux. Ce nombre sembloit suffire, soit pour mettre en arrestation au même moment les principaux agens du gouvernement de Buonaparte, soit pour comprimer ceux qui auroient cherché à retenir l'élan des royalistes. Le surplus des troupes, dont l'opinion publique n'auroit pas manqué de grossir le nombre, se seroit tenu à une certaine distance de la ville, à portée de la protéger, tandis que les Bordelais, soutenus par l'avant-garde anglaise, et probablement par les confédérés du Médoc et des départemens voisins, auroient déterminé le mouvement et assuré le triomphe de la cause royale. Mais ce plan étoit subordonné aux événemens militaires, et susceptible, par conséquent, de modifications. M. Bontemps du Barry se chargea de porter à Louis XVIII les dépêches du comité royal de Bordeaux; il se dirigea sur Paris dans l'es-

pérance d'obtenir, comme négociant, un passeport pour l'Angleterre. La Rochejaquelein hâta ses préparatifs, voulant se rendre par mer à Saint-Jean-de-Luz, auprès de Mgr le duc d'Angoulême, afin de prendre les ordres de S. A. R., et de lui offrir l'hommage de l'entier dévouement des Bordelais.

Ainsi l'Europe alloit avoir bientôt la preuve irréfragable, qu'il existoit au sein même de la France, un parti fidèle à la cause de son Roi, et qui n'attendoit plus que l'instant de se déclarer.

LIVRE XIII.

Description du théâtre de la guerre du Midi.—Mouvemens offensifs du lord Wellington. — Investissement de Saint-Jean-Pied-de-Port et de Navarreins. — L'armée du Midi se replie et se concentre à Orthès. — Bataille d'Orthès. — Défaite du maréchal Soult. — La flotille britannique force la barre de l'Adour — Passage de cette rivière au-dessous de Bayonne, par le lieutenant-général Hope. — Investissement de Bayonne. — Prise de Saint-Sever, d'Aires et de Mont-de-Marsan. — Proclamation du maréchal Soult. — Retraite de l'armée du Midi vers Tarbes. — Marche du maréchal Béresfort sur Bordeaux. — Louis XVIII y est proclamé. — Entrée de Mgr le duc d'Angoulême à Bordeaux.

Au moment où le marquis de la Rochejaquelein, accompagné de M. François Queyriaux, alloit entrer dans le vaisseau qui devoit le conduire à Saint-Jean-de-Luz, les gardes chargés d'en faire la visite en sortoient par le bord opposé ; il s'y glissa furtivement, et ne fut pas reconnu. Il mit à la voile à travers mille dangers, et s'éloignant enfin de la côte, cingla au sud, et mouilla au port du Passage ; de là il se rendit en hâte à Saint-Jean-de-Luz auprès de Mgr le duc d'Angoulême, qui, se croyant

oublié des Français, étoit à la veille de retourner en Angleterre. Avec quel bonheur le princeentendit le marquis de la Rochejaquelein lui rendre compte des dispositions de Bordeaux, et du dévouement du comte Lynch, maire de cette ville! Le lendemain parvinrent aussi à Saint-Jean-de-Luz, avec une mission semblable, deux autres députés royalistes, le vicomte de Boisset et le chevalier Okelli, venant de Toulouse. Mgr le duc.d'Angoulême, ne pouvant plus douter alors des intentions favorables des habitans du Languedoc et de la Guienne, expédia le marquis de la Rochejaquelein au quartier-général de lord Wellington, qui venoit d'être porté à Garris. Le général anglais accueillit, avec une distinction marquée, ce gentilhomme vendéen : mais, instruit que dans le nord on négocioit sérieusement avec Napoléon, il le détourna de se jeter dans une entreprise hasardeuse, partageant à cet égard le préjugé de toute l'Europe sur la foiblesse et la presque nullité des royalistes. La Rochejaquelein s'efforça de dissuader Wellington, en lui révélant l'existence d'un parti tout organisé à Bordeaux, dans la Vendée, à Toulouse, et dans plusieurs autres provinces. Il lui promit que Bor-

deaux se déclareroit à la seule approche de M[gr] le duc d'Angoulême, et il le pressa d'attaquer sur tous les points pour se faire jour, et donner la main aux royalistes. Soit que ces assurances et une si noble franchise fussent comme un aiguillon pour le général anglais, soit qu'il eût déjà formé le plan d'une attaque sur toute la ligne, il dit au marquis de la Rochejaquelein qu'il marcheroit bientôt en avant, et il ajouta : « Restez à mon quartier-» général quelques jours encore, et vous me » verrez ouvrir les gaves ; » désignant ainsi, selon l'expression du pays, les principales rivières qui se jettent dans l'Adour.

Le mois de janvier s'étoit écoulé sans événemens importans : des pluies continuelles avoient fait déborder la Nive, l'Adour, les deux gaves de Pau et d'Oléron. L'armée anglaise sembloit hésiter de s'avancer dans un pays inondé qui lui offroit peu de ressources, ayant d'ailleurs devant elle les Landes, territoire pauvre et inculte, où elle se seroit exposée à périr de faim et de misère.

Cependant cette armée grossissoit à vue d'œil, par l'approche successive de sa cavalerie et des réserves espagnoles. Au contraire le départ de deux divisions venoit d'affoiblir

l'armée du maréchal Soult. L'approche du danger et le besoin de s'entourer de troupes aguerries avoient déterminé Napoléon à détacher de ses forces du midi douze mille hommes d'élite commandés par le général Leval, qui, le 25 janvier, s'étoit dirigé en toute hâte de l'Adour vers la Loire. Ces troupes ne furent remplacées que par des conscrits, ou par des soldats novices.

Wellington accéléra ses préparatifs. Mais que d'obstacles à surmonter pour répondre à la vive impatience de la Guienne et du Languedoc ! Il falloit vaincre la nature même du pays, devenu le théâtre des opérations. A l'est du sommet des Monts-Pyrénées, le terrain descend en pente douce dans les plaines du Languedoc ; néanmoins tout ce qui s'étend vers la gauche, depuis les Pyrénées jusqu'à l'Adour, est entrecoupé de collines et de vallées profondes qui, pendant l'hiver, sont inondées par des torrens rapides. Derrière l'Adour est cette vaste étendue de terrain stérile, connue sous le nom de Landes de Bayonne. Un semblable sol offroit naturellement les plus grands avantages à l'armée française, qui, par le choix de ses positions, pouvoit arrêter l'ennemi à chaque pas ; l'A-

dour lui-même présentoit un obstacle presqu'insurmontable, tant par sa largeur et ses débordemens, que par les forces imposantes et l'habileté du général qui défendoit le passage. Wellington vouloit-il le tenter au-dessus de Bayonne : là se présentoient les plus grandes difficultés, car il falloit d'abord franchir plusieurs rivières ou gaves qui n'étoient pas guéables dans la saison des pluies. Les mêmes causes rendoient les routes impraticables à l'artillerie et aux bagages. Wellington vouloit-il essayer de passer au-dessous de Bayonne, la difficulté étoit immense : il falloit d'abord construire un pont de plus de deux cents toises de longueur, malgré une garnison zélée et nombreuse qui, faisant flotter seulement sur l'Adour des solives et des trains de bois, pouvoit mettre le pont en pièces, à la vue même de l'ennemi. Ce fut pourtant dans un tel pays, défendu par un tel adversaire, que Wellington détermina d'étendre ses opérations depuis la base des Pyrénées jusqu'aux rives de la Garonne. Il résolut de passer l'Adour au-dessous de Bayonne même ; mais, soit qu'il franchît la rivière au-dessus ou au-dessous, il falloit d'abord manœuvrer pour chasser de la rive gauche l'armée du maréchal Soult, afin de

passer au-dessus de Bayonne, si l'autre passage étoit trouvé impraticable. Mais des pluies excessives avoient inondé les deux bassins de la Garonne et de l'Adour, et l'armée anglaise se trouvoit comme enchaînée dans ses cantonnemens; enfin, le 11 février, il y eut un intervalle sans pluie, et Wellington n'hésita plus de mettre son armée en marche.

Le 14, sa droite, commandée par le général Hill, repoussa les piquets français sur la rivière de Joyeuse, et forma l'attaque de la position de Halette, sur la rive droite, d'où fut délogé le général Harispe, qui se replia vers Saint-Martin. Le même jour avancèrent sur Baigorry et Bidarrey les troupes espagnoles du général Mina, cantonnées dans la vallée de Bastan. Par ce mouvement combiné, Saint-Jean-Pied-de-Port, n'ayant plus de communications avec l'armée du maréchal Soult, fut bloqué par Mina.

Poussée par le général Hill, l'aile gauche de l'armée française venoit de prendre position en avant de Garris, vers Saint-Palais; là, le général Harispe fut renforcé par le général Paris qui, déjà en marche vers l'intérieur de la France, avoit été rappelé en toute hâte.

Tandis que le général Hill effectuoit son mouvement offensif pour ouvrir à l'armée tout le pays qui se trouvoit sur sa droite, la division espagnole du général Murillo repoussoit aussi dans la même direction les avant-postes qui lui étoient opposés; puis se portant vers Saint-Palais, par une chaîne de hauteurs parallèles aux positions que venoient d'occuper les divisions françaises, elle tourna leur gauche pour leur couper la retraite, secondée par la deuxième division anglaise du général Stewart, qui se disposoit à les attaquer de front. Ces mouvemens simultanés furent poursuivis avec tant de précision et de bonheur, que la position, quoique singulièrement forte, resta aux alliés, sans une très-grande perte. Mais, dans deux attaques très-vives, les généraux Harispe et Paris firent des efforts réitérés pour la reprendre : le combat devint alors plus meurtrier. Attaqués par trois divisions anglaises, les deux généraux français se défendirent avec une rare valeur, et firent acheter à l'ennemi, au prix de beaucoup de sang, le terrain que le nombre les forçoit de céder; le major-général Pringle et le lieutenant-colonel Bornes furent grièvement blessés.

La droite du centre de l'armée de Wel-

lington ayant fait un mouvement correspondant à celui de l'aile droite, les avant-postes anglais furent établis le 13 au soir sur la rivière de Bidouse. Les divisions françaises, se repliant la nuit vers Saint-Palais, détruisirent les ponts, mais ils furent réparés aussitôt, et le général Hill continua son mouvement offensif jusqu'au gave de Mauléon. Là, les corps français crurent arrêter sa marche en rompant le pont d'Ariverette, et en se retirant derrière le gave; mais un gué fut découvert au-dessus du pont, et le quatre-vingt-douzième régiment anglais, soutenu par le feu de l'artillerie légère, le passa, et attaqua avec intrépidité deux bataillons français postés dans le village : assaillis par des forces supérieures, ils l'abandonnèrent.

Forcées de céder le terrain, les deux divisions de l'aile gauche du maréchal Soult filèrent dans la nuit au delà du gave d'Oléron, et prirent une forte position près de Sauveterre, où elles furent renforcées par des troupes fraîches, sous les ordres du général Clauzel : elles bivouaquèrent sur les hauteurs. Le 18 février, les avant-postes de l'armée alliée s'établirent sur le gave même d'Oléron, prêts à marcher en avant.

Inquiet des suites d'un mouvement combiné qui menaçoit d'accabler sa gauche et de forcer tous les passages au-dessus de Bayonne, et soupçonnant que l'ennemi vouloit en venir à uue bataille, le maréchal Soult laissa dans Bayonne la division Abbé avec quinze bataillons d'élite ; et, retirant son armée du camp retranché, il la fit marcher sur le gave de Pau, pour faire face à Wellington dans sa direction transversale. C'étoit abandonner Bayonne à ses seules forces : aussi le général anglais, tout en faisant manœvrer son aile droite, projetoit de faire passer l'Adour à son aile gauche, au-dessous même de Bayonne, sous la protection de la flotille du contre-amiral Penrose, mouillée à l'embouchure de la rivière.

Tous les préparatifs pour cette grande tentative venoient d'être complétés. On amarra aussitôt ensemble vingt-sept bâtimens avec des câbles d'une grosseur extraordinaire, et chacun avec des ancres, afin de tenir le pont tranquille et sûr. Cependant, ainsi qu'on l'avoit appréhendé, la garnison de Bayonne cherchoit à arrêter les ouvrages, en jetant dans l'Adour d'énormes pièces de bois. Deux gros mâts étoient déjà enchaînés, et tout étoit

5.

prêt pour les lancer, quand les vents contraires vinrent empêcher la flotille de mettre à la voile. Lord Wellington reconnut alors par lui-même l'indispensable nécessité de différer l'opération ; et, retournant à son aile droite, il laissa le passage de l'Adour aux soins du lieutenant-général Hope.

Arrivé à Garris le 21 février, Wellington ordonna à la division légère et à la sixième division de quitter le blocus de Bayonne, et au général don Manuel Freyre de rapprocher ses cantonnemens vers Irun, afin d'être préparé à pousser en avant dès que la gauche de l'armée passeroit l'Adour ; les pontons pour les colonnes d'attaque étoient déjà rassemblés à Garris, et Wellington jeta son pont sur le gave d'Oléron, au même endroit où César avoit établi le sien, dix-neuf siècles auparavant. Le maréchal Soult, pénétrant les intentions de l'ennemi, avoit ordonné de défendre les postes d'Hastingues et d'Oryergave, et de se replier ensuite sur Orthès, où il projetoit de concentrer l'armée.

Le 24, le lieutenant-général Hill passa le gave à Villenave, en présence de Wellington, tandis que le général Picton simuloit l'attaque de la division française qui défendoit Sauve-

terre, ce qui induisit le maréchal Soult à faire sauter le pont. En même temps, le maréchal-de-camp don Pueblo Murillo repoussoit avec sa division les avant-postes français près de Navarreins, et bloquoit cette ville.

Le centre des alliés, qui, depuis le mouvement de l'aile droite, étoit resté en observation sur la basse Bidouse, avoit attaqué la veille, sous les ordres du maréchal Béresford, deux divisions françaises, dans leurs postes fortifiés de Hastingues et d'Oryergave, sur la gauche du gave de Pau, et les avoit obligées de se replier sur la tête de pont de Peyrehorade. Dès que le passage du gave d'Oléron fut effectué par l'aile droite, les généraux Hill et Clinton se portèrent en avant vers Sauveterre et Orthès.

Ainsi, le centre et la droite de l'armée de Wellington, après avoir passé cinq rivières, et avoir forcé toutes les positions, mettoient l'armée française dans la nécessité d'en prendre une plus forte encore. En effet, dans la nuit du 23 au 24, le maréchal Soult retira ses troupes de Sauveterre, et après avoir détruit tous les ponts, il établit son armée devant la petite ville d'Orthès, située sur le penchant d'une colline, au pied de laquelle coule le

gave de Pau; les troupes, couronnant les hauteurs qui sont à proximité de la rivière, en rendoient le passage plus difficile encore.

Une bataille décisive étoit inévitable. Wellington la désiroit pour marcher à la conquête de Bordeaux et de Toulouse. De son côté, le maréchal Soult sentoit la nécessité d'une action générale, pour s'opposer à une invasion menaçante, et conserver ses magasins sur l'Adour.

Les colonnes d'attaque de l'armée alliée se mirent en mouvement dans la matinée du 26. Le lieutenant-général Stapleton-Cotton passa le gave de Pau près du pont détruit de Bareux, tandis que le maréchal Béresford, avec la plus grande partie des colonnes du centre, passoit au-dessous de la jonction des deux gaves, et suivoit la grande route de Peyrehorade sur la droite de l'armée française. Le lieutenant-général Hill, se dirigeant par la route de Sauveterre, occupa les hauteurs en face d'Orthès. Le 27, à quatre heures du matin, la diane se fit entendre dans toutes les positions où bivouaquoit l'armée française. Les troupes prirent les armes; la première division remplaça la deuxième qui étoit d'avant-garde, et l'armée prit son ordre de bataille.

Sa droite, commandée par le comte Reille, occupoit le village de Saint-Blois et les hauteurs près d'Orthès sur la grande route de Dax; et sa gauche, commandée par le général Clauzel, étoit appuyée sur Orthès et sur les collines environnantes, s'opposant au passage de la rivière par le lieutenant-général Hill. D'après la direction des hauteurs sur lesquelles le maréchal Soult avoit rangé son armée, le centre, commandé par le comte d'Erlon, se trouvoit un peu en arrière de la gauche, tandis que la force de la position donnoit aux flancs de grands avantages.

Le général Harispe, avec sa division et les Basques, occupoit un plateau élevé en arrière de la ligne, se trouvant à cheval sur les routes de Pau et de Saint-Sever. Ainsi trente à trente-cinq mille Français étoient réunis sur un point si favorable, que tout général habile l'auroit choisi pour barrer le passage à une armée d'invasion.

Le maréchal Soult, après avoir marqué à chaque division sa position respective, ordonna, en cas de retraite, qu'elle se fît de mamelon en mamelon, vers Sault-de-Navailles avantageusement situé, afin que l'ennemi trouvât sans cesse des troupes fraîches

qui, faisant feu des hauteurs, entameroient ses colonnes, et ralentiroient ainsi leur marche ou leur poursuite. Dès l'aube du jour on avoit fait ouvrir les haies et combler les fossés, pour que rien n'entravât les troupes françaises dans leurs évolutions. Mais la brusque attaque de l'ennemi ne permit pas de consommer toutes les dispositions défensives.

Ne voulant plus différer l'attaque, lord Wellington avoit déjà fait passer le gave à la division légère et à la sixième division de son armée. Il les suivit, et trouvant l'armée française en bataille dans une superbe position, il ordonna aussitôt au maréchal Béresford de tourner la droite, tandis que la gauche et le centre seroient abordés par les troupes du général Picton, qui suivoit la route de Peyrehorade à Orthès. En même temps le général Hill, par un mouvement simultané, devoit passer le gave pour tourner et attaquer la gauche de la position.

Trompé par le rapport des déserteurs, le maréchal Soult crut d'abord que toute l'armée anglaise n'avoit pas passé le gave, de sorte qu'il s'attendoit à ne combattre que trois divisions ennemies.

A neuf heures du matin commença l'at-

taque au village de Saint-Blois. Sans s'arrêter à d'inutiles canonnades, le maréchal Béresford va droit au village, et s'en empare de vive force, malgré une vigoureuse résistance de la part des troupes du général comte Reille. Le village est pris et repris plusieurs fois : forcés par le nombre, les Français se replient en ordre, et conservent même les hauteurs. Là le terrain se trouve tellement resserré, que les colonnes d'attaque ne peuvent se déployer pour les emporter. Tous les efforts de la brigade portugaise du général Vasconcellos et du major-général Ross deviennent inutiles ; les troupes françaises montrent autant d'intrépidité que de sang-froid. Les soldats tomboient en conservant leurs rangs : l'action devenoit meurtrière, et la victoire étoit balancée.

Wellington, s'apercevant qu'il est impossible de tourner l'armée française par sa droite sans étendre excessivement et affoiblir la ligne de bataille, change aussitôt son plan d'attaque. Il fait avancer sur-le-champ la troisième et la sixième division, avec une brigade de la division légère, et ordonne d'aborder avec impétuosité la gauche de la hauteur sur laquelle étoit placée l'aile droite du maréchal Soult : par là le centre de cette armée se

trouve bientôt compromis malgré la résistance opiniâtre des Français ; et ce mouvement décisif, soutenu par les attaques simultanées des autres colonnes, donne bientôt la victoire à Wellington.

Déjà le général Hill trompant la vigilance du général Clauzel, qui lui étoit opposé, avoit forcé le passage du gave au-dessous d'Orthès, et s'étoit rendu maître de la route de Pau. Ne pouvant plus arrêter les progrès de l'ennemi, le général Clauzel réunit ses divisions, rallie les fuyards, se retire sur les hauteurs, et prend position derrière le centre. Alors le général Hill, jugeant l'état de l'action, se porte rapidement avec la deuxième division d'infanterie et la cavalerie du général Fane, sur la grande route d'Orthès à Saint-Sever, manœuvrant ainsi sur la gauche des Français, dans l'intention de leur couper la retraite.

Cependant la bataille continuoit encore avec le même acharnement ; et, malgré leurs nombreux bataillons, les Anglais n'avoient pu emporter les positions de la droite et du centre. Mais le sang couloit de plus en plus. Wellington employant toutes ses réserves remplace les colonnes ébranlées par de nouvelles masses. Du coté des Français, le général Bechaud est

tué, et le général Foy est blessé grièvement. Déjà le centre de l'armée française est tourné; Hill s'avance par la route de Pau; Clinton a dépassé la droite. Il n'est plus temps de songer à la résistance : il faut sauver l'armée assaillie et tournée dans tous les sens. Le maréchal Soult ordonne la retraite; il est secondé par l'intrépidité de ses généraux et de ses soldats. Il se replie d'abord par échelons dans un ordre admirable, tirant ainsi tout l'avantage possible des nombreuses positions que lui offroit le pays. Mais les pertes qu'il essuie dans des attaques répétées par un ennemi nombreux et acharné, et le danger dont il est menacé par le mouvement du général Hill, l'obligent d'accélérer bientôt sa marche; les alliés pressent d'ailleurs son arrière-garde, et un moment de terreur panique s'empare de ces mêmes soldats qui tout à l'heure méprisoient et le fer et la mort. Les dernières colonnes tombent alors dans la plus grande confusion, et le maréchal Soult a la douleur de voir une retraite si bien commencée dégénérer en déroute; les conscrits jetoient leurs armes, et fuyoient à la débandade.

Chassée de la grande route par les colonnes du général Hill, et chargée vivement par la

cavalerie de lord Sommerset, l'armée française dont les dernières colonnes étoient en déroute, gagna précipitamment les hauteurs vers Sault de Navailles. La poursuite dura jusqu'à la nuit, et à la fin de la journée six pièces de canon et six cents prisonniers étoient au pouvoir de l'armée anglaise qui ne s'arrêta que dans le voisinage de Navailles. Elle eut à peine deux mille hommes hors de combat. La perte totale de l'armée française fut, dit-on, de quatre à cinq mille hommes tués ou blessés, indépendamment des prisonniers et du vide occasionné par la désertion qui fut immense. Le second mouvement d'attaque, inspiré à Wellington sur le champ de bataille, fut le plus meurtrier. Alors commença le carnage sur les points assaillis ; un escadron du vingt-unième régiment de chasseurs opposa une résistance telle, et eut tant à souffrir qu'il ne resta que huit chasseurs montés. Les Portugais montroient une dextérité singulière à tuer les chevaux et à démonter notre cavalerie. La division Foy se couvrit de gloire ; elle seule soutint pendant deux heures les assauts de trois divisions anglaises.

Le maréchal Soult, jugeant impossible d'arrêter l'ennemi, rétablit l'ordre dans son ar-

mée, et continua sa retraite sur Saint-Sever et sur Aires, manifestant d'abord l'intention de couvrir Bordeaux, ce qui rendit la poursuite de Wellington incertaine. Mais, dès le 1er mars, le maréchal Soult, changeant de direction par un mouvement rapide, porta le gros de ses forces sur la route d'Agen, laissant tout-à-fait libre la route directe sur Bordeaux.

Cependant, le général Hill remontoit l'Adour et marchoit sur Aires, tandis que les avant-postes du centre étoient poussés jusqu'à Casares. Déjà le maréchal Béresford, avec la brigade du colonel Vivian et la division légère, venoit de passer le Haut-Adour, et se dirigeoit en hâte sur Mont-de-Marsan. Il occupa aussitôt cette ville, chef-lieu du département des Landes, et y prit, sans coup férir, un grand magasin de vivres; mais les pluies avoient tellement grossi l'Adour et tous les ruisseaux qui s'y jettent, que les progrès du gros de l'armée alliée en furent ralentis. La plupart des colonnes firent halte à Saint-Sever, jusqu'à la réparation des ponts que le maréchal Soult avoit détruits. Ce général venoit de rallier trois de ses divisions à Aires sur la rive gauche de l'Adour, soit pour protéger l'évacuation des magasins, soit pour arrêter la marche de

l'ennemi dans cette direction. Peut-être eut-il dès lors le projet de remonter l'Adour jusqu'à Tarbes, pour changer sa ligne d'opérations. Le général Hill s'avançoit, avec l'aile droite, pour combattre son arrière-garde. Arrivé le 2 mars à une lieue de la ville, il découvrit trois divisions françaises, occupant une forte chaîne de hauteurs, ayant leur flanc droit sur l'Adour, et couvrant ainsi la route. Malgré la force de la position, le général Hill ordonne immédiatement l'attaque; la deuxième division anglaise du général Stewart, et une brigade de la division portugaise du général Dacosta, se mettent en mouvement. L'action s'engage entre Grenade et Aires, dans le bois de Clifau. Les alliés gravissent immédiatement les hauteurs, vers la droite et le centre. La brigade portugaise parvient même à gagner le sommet : là on lui oppose la plus vive résistance, et les attaqués deviennent attaquans. La brigade portugaise est repoussée avec perte, et jetée dans une telle confusion, qu'il en seroit résulté pour les alliés les plus sérieuses conséquences, sans l'appui opportun que lui prêta la division du général Stewart. Ce général venoit d'écarter, par un feu soutenu, la division qui lui étoit opposée directement; et, la voyant re-

tourner pour achever d'écraser la brigade portugaise, il fait avancer des renforts, charge à son tour les Français alors assaillans, et repousse leurs colonnes. Dès ce moment, toutes les tentatives des généraux français pour regagner le terrain, devinrent inutiles. Le lieutenant-général Hill resta maître des positions et de la ville ; mais il eut à regretter le lieutenant-colonel Hood, tué dans la mêlée, et près de neuf cents Portugais, dont les cadavres furent jetés dans l'Adour après l'action.

Laissant à découvert les routes d'Agen, de Bordeaux et de Montauban, le maréchal Soult continua sa retraite par les deux rives de l'Adour, vers Tarbes, dans l'espoir d'être bientôt renforcé par quelques détachemens de l'armée de Catalogne. Une partie de son arrière-garde, coupée de l'Adour par la marche rapide du général Hill, se replia précipitamment vers la capitale du Béarn.

Tandis que Wellington, manœuvrant sur la droite de son armée, envahissoit cette province, le lieutenant-général Hope, commandant l'aile gauche, passoit l'Adour au-dessous de Bayonne; et, de concert avec le contre-amiral Penrose, il se rendoit maître des deux rives de cette rivière à son embouchure. L'état

formidable de la place rassuroit les Français sur les tentatives de l'ennemi. Deux cents marins de Rochefort s'y étoient rendus pour monter les canonnières armées, protéger la navigation, et couvrir Bayonne. La barre de l'Adour paroissoit impossible à forcer, et un pont sembloit impraticable. Le général Hope n'eut d'abord à sa disposition que des pontons et des radeaux, avec lesquels, dans la soirée du 23 février, il avoit fait passer six cents hommes des gardes anglaises, et un détachement de cavalerie, qui prirent aussitôt possession de la rive droite. La garnison, formant un détachement de deux mille hommes, attaqua immédiatement les Anglais ; mais cette sortie fut repoussée par le major-général Stopfort, secondé par l'artillerie à la Congrève. Lancées au milieu des colonnes, ces raquettes enflammées brûloient jusqu'aux habits des soldats, qui, étonnés de cette espèce de feu grégeois, lâchoient le pied. Cependant les vaisseaux destinés à former le pont, ainsi que la flotille, éprouvoient les plus cruelles difficultés en passant la barre de l'Adour, qui brise en tout temps d'une manière effrayante. Quatre chaloupes sont englouties, d'autres s'entr'ouvrent sur les rochers ; mais, à la fin,

une chaloupe trouve le passage, et jette l'ancre au milieu des flots agités : alors cette opération si dangereuse, surtout en hiver, est accomplie. On voyoit arriver successivement les bateaux traversant la barre. En même temps, une frégate française, mouillée dans l'Adour, est attaquée à coups de canon. Endommagée par une batterie de gros calibre, elle se retire sous l'artillerie de la place. Bientôt le pont est établi, et tout le corps du lieutenant-général Hope passe, au grand étonnement des habitans stupéfaits. Ils accourent de toutes parts pour se convaincre, par leurs propres yeux, d'un événement qu'on jugeoit impossible. Le 25 février, les troupes anglaises firent les approches de la citadelle de Bayonne, tandis que le lieutenant-général don Manuel Freyre se portoit en avant, avec la quatrième armée espagnole, par la route de Saint-Jean-de-Luz. Le 27, le pont étant achevé, le général Hope investit plus étroitement la citadelle, et attaqua le village de Saint-Etienne, qu'il emporta, après avoir pris un canon et fait quelques prisonniers. Vainement les chaloupes canonnières, chargées de la défense de l'Adour, manœuvrèrent pour détruire le pont si étonnamment construit, et qui assuroit la

communication des alliés. Trois de ces chaloupes furent détruites le 1er mars. Les postes de l'armée de siége sont établis aussitôt, à neuf cents verges des ouvrages extérieurs de la place.

Ainsi, les opérations de lord Wellington offroient déjà pour résultats la retraite successive de l'armée française, la prise de ses magasins, l'investissement de Bayonne, de Navarreins et de Saint-Jean-Pied-de-Port, le passage de l'Adour sur tous les points et la possession de toutes les grandes communications sur cette rivière. En vain le maréchal Soult, après la journée d'Orthès, s'efforça de faire lever en masse les habitans du Béarn, de la Guienne et du Languedoc; les Français du midi étoient encore moins disposés que ceux du nord à prendre les armes pour le gouvernement de Napoléon. Une révolution politique étoit inévitable dans ces trois provinces: tout s'y organisoit secrètement pour la cause des Bourbons; le pays excédé se tournoit contre l'armée française; le maréchal Soult ne se maintenoit plus que par l'appareil de la force. Privée de ses magasins, son armée ne pouvoit vivre qu'en frappant le pays de réquisitions violentes qui s'étendoient jusques dans le

département des Deux-Sèvres ; il en fut écrasé : on y leva pour six cent mille francs de denrées en nature, dont le transport à Bayonne coûta un million de francs. Les départemens du Gers, de la Haute-Garonne, de l'Arriége et du Tarn avoient fourni, en réquisitions de toute espèce, plus qu'il n'en falloit pour l'entretien d'une grande armée pendant plusieurs mois ; et cependant l'armée du Midi manquoit de tout au sein de la France, tandis que les troupes anglaises y trouvoient de tout à profusion, sans efforts, sans contrainte, par la seule puissance de l'or.

Quoique réduite à vingt-cinq mille soldats par tant de combats malheureux, et par la désertion des conscrits, l'armée du maréchal Soult sembloit se flatter encore de conserver à Napoléon les provinces méridionales, ou du moins vouloit-elle les disputer avec acharnement. Une déclaration attribuée à Wellington, mais dont rien ne garantit l'authenticité, et qui paroît même avoir été supposée par les royalistes, donna lieu sans doute à la proclamation énergique dont nous citerons les passages suivans : « Soldats, dit le maréchal » Soult à son armée, de nouveaux combats » vous appellent; il n'y aura pour nous de

» repos, attaquans ou attaqués, que lorsque » cette armée, formée d'élémens si extraor- » dinaires, sera entièrement anéantie, ou » qu'elle aura évacué le territoire de l'empire, » quelle que soit sa supériorité numérique, » et quels que soient ses projets.

» Soldats, le général qui commande l'armée » contre laquelle nous nous battons tous les » jours, a eu l'impudeur de vous provoquer » et de provoquer vos compatriotes à la ré- » volte et à la sédition. Il parle de paix, et les » brandons de la discorde sont à sa suite; il » parle de paix, et il excite les Français à la » guerre civile. Grâces lui soient rendues de » nous avoir fait connoître ses projets! Dès » ce moment nos forces sont centuplées, et » dès ce moment aussi il rallie lui-même aux » aigles impériales ceux qui, séduits par de » trompeuses apparences, avoient pu croire » qu'il faisoit la guerre avec loyauté.

» On a osé insulter à l'honneur national; on » a eu l'infamie d'exciter les Français à trahir » leurs sermens, et à être parjures envers » l'empereur : cette offense ne peut être » vengée que dans le sang. Aux armes! que » dans tout le midi de l'empire ce cri reten- » tisse. Encore quelques jours, et ceux qui

» ont pu croire à la sincérité et à la délica-
» tesse des Anglais, apprendront à leurs dépens
» que leurs artificieuses promesses n'avoient
» d'autre but que d'énerver nos courages et
» de nous subjuguer ; ils se rappelleront, ces
» êtres pusillanimes qui calculent les sacri-
» fices nécessaires pour sauver la patrie,
» que les Anglais, dans cette guerre, n'ont
» d'autre objet que de détruire la France
» par elle-même, et d'asservir les Français
» comme les Portugais, les Siciliens, et tous
» les peuples qui gémissent sous leur domi-
» nation. Soldats ! vouons à l'opprobre et à
» l'exécration générale tout Français qui aura
» favorisé, d'une manière quelconque, les
» projets insidieux des ennemis. Quant à nous,
» notre devoir est tracé : combattons jusqu'au
» dernier les ennemis de notre auguste empe-
» reur et de notre chère France ; respect aux
» personnes et aux propriétés ; haine impla-
» cable aux traîtres et aux ennemis du nom
» français ; guerre à mort à ceux qui tente-
» roient de nous diviser pour nous détruire !
» Contemplons les efforts prodigieux de notre
» grand empereur et ses victoires signalées ;
» soyons toujours dignes de lui ; soyons Fran-

» çais, et mourons les armes à la main plutôt
» que de survivre à notre déshonneur!
» Du quartier-général, le 8 mars 1814. »

Ainsi tout annonçoit de la part de l'armée du midi et de son chef un dévouement tel qu'il sembloit défier même les revers. Des événemens plus décisifs encore, et le cri de l'opinion publique pouvoient seuls démontrer à des hommes accoutumés à vivre dans les camps et au milieu du carnage, que la cause qu'ils défendoient avec tant de valeur, étoit incompatible avec l'intérêt de la patrie et le bonheur des Français.

Telle étoit, en général, la disposition des esprits en Guienne et en Languedoc. Bordeaux, depuis la bataille d'Orthès, restoit pour ainsi dire à découvert, et les royalistes bordelais attendoient, avec la plus vive impatience, l'événement qui devoit leur restituer la dynastie des Bourbons. Un homme dont la moralité et les talens, devoient rester irréprochables au milieu du choc des factions, venoit de rentrer à Bordeaux et d'y fortifier le parti royaliste : c'étoit M. Lainé qui, au sein même du corps législatif, avoit opposé une résistance si honorable à la marche tyrannique de Napoléon. Il ne fut pas difficile de

l'attacher à la cause du Roi; lié avec le comte Lynch, il reçut ses confidences, partagea ses projets, et devint une des principales colonnes du comité royal. Mais tous les habitans de Bordeaux ne se prononçoient pas pour les Bourbons. Si la grande majorité des propriétaires, fatigués de la domination de Buonaparte; si la masse du peuple cédant à l'impulsion des royalistes, se montroit disposée à participer au soulèvement ou à le favoriser, on avoit tout à craindre d'un autre côté de l'opposition de la garde urbaine, composée alors de citoyens attachés au gouvernement de Buonaparte, ou dont les intérêts alloient se trouver compromis par une révolution politique.

Le secret de la conjuration pouvoit aussi être divulgué; mais il fut gardé religieusement jusqu'au moment décisif. Quant à la garde urbaine, le comité royal jugea qu'elle seroit frappée de stupeur et comprimée par la présence des troupes anglaises, et que son opposition deviendroit impuissante dès qu'on verroit le peuple seconder l'élan donné par son premier magistrat. L'événement répondit à l'attente des royalistes, mais trop lentement encore au gré de leur impa-

tience. L'appui des Anglais devenoit indispensable.

Les manœuvres auxquelles Wellington devoit tous ses succès, ne formoient qu'une partie du plan qu'il avoit conçu ; elles n'étoient que le prélude de la marche en avant de toute son armée ; déjà il avoit invité Mgr le duc d'Angoulême à se rendre à son quartier-général de Saint-Sever. On y vit bientôt arriver un nouveau député royaliste, M. Bontemps du Barry, qui, n'ayant pu passer à Londres, et s'étant replié sur Bordeaux, venoit renouveler les instances des Bordelais, et supplier lord Wellington de presser sa marche, donnant l'assurance formelle que la garnison trop foible pour opposer aucune résistance, évacueroit la ville à l'approche des alliés. Mais Wellington hésitoit encore à favoriser un mouvement politique, persuadé que Bordeaux n'oseroit jamais se déclarer contre Napoléon : « J'en réponds sur » ma tête, dit le marquis de la Rochejaquelein » au duc d'Angoulême, qui sembloit par» tager les doutes de lord Wellington. — » Vous êtes donc bien sûr de votre fait? ré» pondit le prince. — Autant, monseigneur, » qu'on peut l'être d'une chose humaine. —

» Eh bien ! reprend vivement S. A. R., j'ai » confiance en vous ; partez. » Wellington ne balança plus.

Le maréchal Béresford fut immédiatement autorisé à se porter de Mont-de-Marsan sur Bordeaux, avec une colonne de quinze mille hommes, et à prendre possession de cette ville, dont l'occupation étoit d'une extrême importance militaire. Mgr le duc d'Angoulême donna au marquis de la Rochejaquelein ses instructions et ses derniers ordres concernant Bordeaux. Ce gentilhomme poitevin y arrive secrètement le 10 mars, rassemble les chefs du parti royal, et leur annonce que les troupes anglaises, qu'ils ont si vivement désirées, sont en marche, et se présenteront le surlendemain aux portes de la ville ; qu'il ne reste plus qu'à se déclarer, si l'on veut jouir enfin de la présence du petit-fils d'Henri IV, de l'époux de la fille de Louis XVI, du neveu de Louis XVIII. Tous les membres du conseil partagent l'impatience de M. de la Rochejaquelein : toutefois des réflexions, suggérées par la prudence, portent quelques-uns d'entre eux à proposer de différer de quarante-huit heures le mouvement, pour concerter les mesures, et pour mieux disposer le peuple ;

mais le caractère prompt et décisif de M. la Rochejaquelein repousse tout délai. Le frère du héros de la Vendée juge, qu'en révolution, délibérer lorsqu'il faut agir, c'est tout compromettre; il réunit toutes les opinions, et les royalistes de Bordeaux arrêtent de se déclarer irrévocablement le 12 mars. Il falloit sans doute un grand courage pour se prononcer ainsi contre le gouvernement de Napoléon, au moment même où les grandes puissances de l'Europe traitoient avec lui à Châtillon-sur-Seine; mais qu'on ne cherche pas dans les délibérations des Gascons les timides calculs inspirés par la circonspection et la crainte: sentir et agir vivement, tels sont les traits qui les caractérisent.

A peine ces dernières résolutions eurent-elles été concertées, que le marquis de la Rochejaquelein expédia M. J. J. Luetkens au maréchal Béresford, déjà en marche de Mont-de-Marsan vers Langon. Le maréchal détacha aussitôt une avant-garde anglaise de huit cents hommes d'élite, dont il prit lui-même le commandement. Au seul bruit de son approche, et de la retraite du maréchal Soult, la consternation s'étoit emparée des principaux agens de Napoléon dans la Gironde. Troublé,

éperdu, le sénateur Cornudet, commissaire extraordinaire, ne voyant plus de moyens capables de préserver la ville de Bordeaux, donne les ordres les plus précipités pour le déplacement des autorités civiles et ecclésiastiques, exigeant même que le plus petit receveur, le plus chétif employé s'éloigne, sans doute par imitation de sa propre conduite. Non-seulement il fait enlever les caisses publiques, mais encore il emporte de l'hôtel des Monnaies tous les instrumens de la fabrication. On enlève également les poudres et salpêtres, avec si peu de soin, qu'une grande quantité, déposée sur les rives de la Garonne, est volée ou gâtée. Le délégué extraordinaire ordonna même de détruire deux frégates en construction; et, comme le peuple menaçoit de s'y opposer, il fit mettre le feu aux chantiers. Le peuple s'agita, et ne fut calmé que par l'extrême prudence de l'adjoint chargé de la police.

L'autorité militaire montra plus de sagesse. Elle étoit dans les mains du général de division Lhuilier; sans doute il eût désiré préserver Bordeaux, mais il n'avoit autour de lui que cinq cents hommes, et à peine auroit-il pu réunir deux mille soldats dans tout le dépar-

tement. Comment, avec si peu de force, couvrir une ville immense et ouverte, qui, située sur la rive gauche de la Gironde, n'est susceptible d'aucune espèce de défense contre des troupes marchant dans cette direction? Ce général jugea, par la foiblesse de ses moyens, qu'une résistance inconsidérée pourroit exposer Bordeaux aux plus grands malheurs, sans espoir d'aucun succès, et il prit le parti de la retraite, le seul convenable.

Débarrassés des autorités et des troupes, les royalistes, maîtres du terrain, attendirent avec plus de confiance le moment qui devoit combler leurs désirs. Fidèle à sa parole, le comte Lynch étoit resté à Bordeaux, de même que l'archevêque, prélat si vénérable et si vénéré. Tout fut préparé par le commissaire du roi, et par le maire, pour recevoir les alliés d'une manière éclatante, digne de la cause qu'ils venoient protéger et défendre. Des courriers furent expédiés au-devant du maréchal Béresford, et des députés allèrent porter aux pieds de Mgr le duc d'Angoulême les vœux et les hommages anticipés des habitans de Bordeaux.

Le général anglais ne rencontra sur sa route aucune force armée capable de lui disputer le

passage; quelques brigades de gendarmerie se montrèrent seulement, et furent bientôt dispersées. De tous les points du Médoc et de la Guyenne, les royalistes accouroient en foule au-devant de S. A. R., qu'ils bénissoient par leurs acclamations; les villages et les bourgs se déclaroient à son approche, malgré les instances du prince qui, inspiré par sa bonté, recommandoit aux habitans de ne pas se compromettre. Mais aucune exhortation, aucune crainte ne pouvoit arrêter l'élan des royalistes. Les villes de Roquefort et de Bazas arborèrent le drapeau blanc, et se déclarèrent avant Bordeaux. Des habitans de toutes les classes accouroient en foule, et venoient grossir le cortége de S. A. R. Dès que le maréchal Béresford fut arrivé au pont de la Maye, il expédia le colonel Vivian au maire de Bordeaux, pour lui annoncer qu'il croyoit entrer dans une ville alliée et amie; le colonel en reçut, de la part du maire, l'assurance la plus formelle. Aussitôt le comte Lynch, accompagné de deux adjoints, monte en voiture avec MM. de Tauzia, Labroue et Montdenard; d'autres voitures, occupées par les membres du conseil municipal, forment son cortége. Le commissaire du roi

vient ensuite, accompagné de plus de dix mille personnes de tous les rangs, qui se disséminent le long de la route. MM. de la Rochejaquelein, de Gombault, de Saluces, de Lautrec, Roger, Macarti, Gauthier, de Pommiers, de la Nolle, Bontemps du Barry, la plupart à cheval, suivoient sans affectation le cortége.

On avoit prescrit à tous ceux dont le dévouement étoit connu, de ne prendre la cocarde blanche que lorsqu'ils entendroient le maire crier : *Vive le Roi!* L'ordre avoit été donné aussi d'arborer le drapeau blanc sur le clocher le plus élevé de la ville à l'instant où l'on verroit le maire haranguer le maréchal Béresford.

Arrivé à quelque distance de l'avant-garde, le comte Lynch monte à cheval, et s'avance au-devant du général anglais, qui, entouré de son état-major, marchoit à la tête de ses troupes. « Général, lui dit-il, la nation généreuse qui a donné des preuves si distinguées de sa magnanimité, en secourant avec une constance inébranlable ses alliés opprimés, se présente aujourd'hui aux portes de Bordeaux. Si vous venez comme vainqueur, vous pouvez, général, vous emparer des clefs sans qu'il soit besoin que je les donne ;

» mais si vous venez comme allié de notre auguste souverain, Louis XVIII, je vous offre les clefs de cette ville intéressante, où vous serez bientôt témoin des preuves d'amour qui se manifesteront de toute part en faveur de notre roi légitime. A ces témoignages, se joindront les sentimens de notre vive gratitude pour nos libérateurs. » Le maréchal Béresford réitéra, avec un ton affectueux, les promesses de lord Wellington, ajoutant qu'il croyoit entrer dans une ville alliée et soumise à Louis XVIII. A peine eut-il achevé que le maire fit entendre le cri de *Vive le Roi!* Ce cri fut répété aussitôt avec enthousiasme par les royalistes qui suivoient le commissaire du roi. Le comte Lynch, ôtant son écharpe rouge, qui en couvroit une blanche, prit l'antique emblème des Français, ainsi que la cocarde, symbole de la paix publique.

A l'instant même, Bordeaux voit flotter le drapeau blanc sur le clocher de Saint-Michel, et la cocarde blanche est arborée dans toute la ville. Le général anglais ne peut plus douter de l'amour que portoit au roi de France ce bon peuple, qui couroit en foule au-devant de ses libérateurs. Les cris de *Vivent les Bourbons! Vive le Maire!* se succèdent. Le con-

tentement brille sur tous les visages, et les larmes de joie coulent de tous les yeux. Arrivé à l'Hôtel-de-Ville, le maréchal Béresford reçut les adjoints, et le commissaire du roi, décoré de l'écharpe royale, qui lui furent successivement présentés par le maire. Le maréchal leur donna de nouveau l'assurance que sa nation leur prêteroit son appui.

Mais les acclamations du peuple ; mais tous les vœux demandoient le petit-fils de Henri IV, l'auguste époux de la fille de Louis XVI ; chacun accouroit pour voir le neveu de son roi, pour témoigner à ce prince l'affection qu'il inspiroit aux bons habitans de la Gironde. La plupart des royalistes s'étoient portés à trois lieues au-devant du prince. A l'instant paroît le duc de Guiche, qui vient annoncer l'arrivée de S. A. R. La nouvelle est bientôt répétée par mille échos. Les cris de *Vive le Roi!* s'élèvent, se reproduisent de toutes parts, et la joie devient universelle. De nouveaux détachemens de jeunes royalistes partent et se succèdent pour aller grossir le cortége. Le maire remonte en voiture avec le commissaire du roi ; ses adjoints et une partie du conseil municipal l'accompagnent ; la foule est immense sur toute la route. Déjà le peuple entier

de la Guienne et du Médoc avoit versé des larmes d'attendrissement sur le passage de l'auguste prince, et toute la ville de Bordeaux étoit sortie à sa rencontre pour se presser sur ses pas.

Les plus vives acclamations se firent entendre dès qu'on aperçut le gendre et le neveu de Louis XVI. Il étoit à cheval, accompagné du comte Etienne de Damas, du duc de Guiche et du comte d'Escars. Aucune expression ne pourroit peindre l'ivresse des Bordelais à la vue du duc d'Angoulême. Ces éclatans témoignages n'étoient pas donnés par un parti, encore moins par une faction, c'étoit l'explosion générale d'un sentiment long-temps comprimé, et qui éclatoit également dans tous les rangs de la société, dans toute la population de cette grande ville, depuis le premier magistrat jusqu'à l'ouvrier du port.

En vain le maire, à pied, suivi de son cortége, essaie de haranguer le prince; les cris de joie de la multitude l'en empêchent; il ne peut articuler que des mots entrecoupés, des expressions d'amour, qui vont expirer sur la main que le prince lui tend affectueusement, et que le maire baigne de ses larmes. Mais quand ce bon prince daigne se pencher vers

lui et l'honorer de l'accolade royale, les cris mille fois répétés de *Vive le Roi! Vive Louis XVIII! Vive le duc d'Angoulême! Vive le Maire!* ne furent plus interrompus que par les félicitations et les embrassemens mutuels. Il ne restoit plus d'espace auprès du prince; tous vouloient le voir, tous vouloient toucher ses vêtemens et les harnois de son cheval. Les paroles qu'il proféra furent dignes d'un petit-fils d'Henri IV. Oubli du passé, bonheur pour l'avenir: voilà ce qu'il portoit aux Français, voilà les sentimens des Bourbons, et le vœu de Louis XVIII.

A peine le cortége peut-il se mettre en marche, tant la foule se presse sur les pas du prince, qui, s'arrêtant par intervalles, laisse jouir les Bordelais du bonheur de le contempler. Les vieillards veulent le reconnoître; les mères le montrent à leurs enfans. « Voilà, disent-elles, celui qui vient nous rendre nos derniers fils! » Un homme du peuple s'écrie: « Celui-là au moins est de notre sang! » Consolantes paroles, touchantes acclamations, qui faisoient oublier à celui qui en étoit l'objet vingt-cinq années de douleur et d'exil.

Les mêmes sentimens animoient les Bordelais. On auroit dit qu'une seule journée les

dédommageoit de tant d'années de tyrannie et de misère.

Egalement pressé par la foule qui le devançoit, et par celle qui le suivoit, le cortége marcha si lentement, que deux heures suffirent à peine pour arriver à la cathédrale. L'archevêque de Bordeaux, à la tête de son clergé, attendoit à la grande porte S. A. R. Enfin, le prince parut, et l'archevêque lui adressa le discours suivant :

« Monseigneur, affligés par une longue suite » de calamités de toute espèce, nous avons » gémi de nos malheurs ; et, tandis que nous » adressions nos prières au ciel pour qu'il daignât y mettre un terme, nous ne cessions » d'être agités par la crainte et par l'espé» rance.

» Ces émotions pénibles sont enfin calmées » par la présence de votre altesse royale. Nous » serons heureux ! J'ose, au nom de mon » clergé et des fidèles de mon diocèse, sup» plier votre altesse royale de transmettre à » S. M. les assurances qu'elle ne trouvera » point dans ses Etats de sujets plus fidèles et » plus dévoués. *Vive notre Roi légitime !* »

Toute l'église retentit du même cri. Le prince, porté par la foule, mais environné du

clergé, qui lui faisoit un pieux rempart, ne parvint au sanctuaire qu'après trois quarts-d'heure d'ondulations. La sainteté même du lieu ne put retenir les acclamations du peuple. Souvent les cris réitérés de *Vive le Roi !* suspendirent la cérémonie. Le *Te Deum* fut chanté et répété en chœur par tous les assistans.

Ainsi fut rendu à la Divinité le pieux tribut d'hommages que méritoient ses bienfaits en ce jour solennel. Sensible à tant d'amour et de respect, Mgr le duc d'Angoulême, en sortant de la cathédrale, se rendit à l'Hôtel-de-Ville. Là, il chargea les magistrats d'être auprès du peuple l'interprète de sa satisfaction et de son bonheur. Les cris de *Vive le Roi ! Vivent les Bourbons !* précédèrent de nouveau S. A. R., et suivirent tous ses pas. De l'Hôtel-de-Ville, le prince fut conduit et escorté jusqu'au Palais-Royal, où son cortége, souvent arrêté par l'affluence du peuple, ne put arriver qu'à l'entrée de la nuit.

Ainsi finit ce grand jour. Une proclamation du maire de Bordeaux, digne du mémorable événement auquel ce magistrat venoit de présider, fut adressée aux Bordelais; elle contenoit les passages suivans, qui méritent d'être consignés dans les annales de la restauration :

« Habitans de Bordeaux ! le magistrat pater-
» nel de votre ville a été appelé par les plus
» heureuses circonstances, à se rendre l'in-
» terprète de vos vœux trop long-temps com-
» primés, et l'organe de votre intérêt pour
» accueillir, en votre nom, le neveu, le
» gendre de Louis XVI, dont la présence
» change en alliés des peuples irrités qui, jus-
» qu'à vos portes, ont eu le nom d'ennemis.

» Ce n'est pas pour assujétir nos contrées à
» une domination étrangère que les Anglais,
» les Espagnols et les Portugais y apparoissent.
» Ils se sont unis dans le midi, comme d'autres
» peuples au nord, pour détruire le fléau des
» nations, et pour le remplacer par un mo-
» narque père du peuple; ce n'est même que
» par lui que nous pouvons apaiser le ressen-
» timent d'une nation voisine contre laquelle
» nous a lancés le despotisme le plus perfide.

» Les mains des Bourbons sont pures du
» sang français. Le testament de Louis XVI
» à la main, ils oublient tout ressentiment;
» partout ils proclament et ils prouvent que
» la tolérance est le premier besoin de leurs
» âmes. C'est en déplorant les terribles ra-
» vages de la tyrannie qu'amena la licence,
» qu'ils oublient les erreurs causées par les

» illusions de la liberté. Ces courtes et conso-
» lantes paroles que vient de vous adresser
» l'époux de la fille de Louis XVI : « Plus de
» tyran, plus de guerre! plus de conscription!
» plus d'impôts vexatoires! » ont déjà rassuré
» vos familles.

» L'auguste prince est dans vos murs; il
» vous a fait entendre lui-même l'expression
» des sentimens qui l'animent, et ceux du
» monarque dont il est le représentant et
» l'interprète. L'espoir des jours de bonheur
» qu'il vous assure a soutenu mes forces. Les
» premiers, vous avez donné un glorieux
» exemple à la France.

» Tout nous permet d'espérer qu'à l'excès
» des maux vont succéder enfin ces temps dé-
» sirés par la sagesse, où doivent cesser les
» rivalités des nations; et peut-être étoit-il
» réservé au grand capitaine qui a déjà mérité
» le titre de *libérateur des peuples*, d'atta-
» cher son nom glorieux à l'époque de cet
» heureux prodige.

» Tels sont, ô mes concitoyens! les motifs
» et les espérances qui ont guidé mes dé-
» marches, et m'ont déterminé à faire pour
» vous, s'il le falloit, le sacrifice de ma vie.
» Dieu m'est témoin que je n'ai en vue que

» le bonheur de notre patrie. *Vive le Roi!* »

Telle fut la journée du 12 mars, où les drapeaux amis de l'Angleterre, de l'Espagne et du Portugal, réunis à l'oriflamme, annoncèrent que le signal de la restauration étoit donné; que la domination despotique d'un étranger alloit être enfin remplacée par le gouvernement paternel des Bourbons.

LIVRE XIV.

Napoléon passe ses troupes en revue; il occupe Châlons-sur-Marne. — Mouvement général d'attaque du prince de Schwartzenberg. — L'armée austro-russe traverse de nouveau la Seine. — Napoléon part de Reims pour la combattre. — Sa ruse diplomatique, étant pressé entre deux armées. — Marche de l'armée française. — La grande armée alliée se concentre à Arcis-sur-Aube. — Combat sanglant d'Arcis-sur-Aube. — Napoléon y court des dangers. — La grande armée lui présente la bataille : il se retire vers Vitry et Saint-Dizier. — Motifs qui décident Napoléon à s'éloigner de Paris. — Le maréchal Blucher repasse l'Aisne, et arrive sur la Marne. — Détermination magnanime de l'empereur Alexandre. — Situation de Paris à la fin de mars. — Combats aux portes de Lyon. — Prise de cette ville par les Autrichiens. — Retraite du maréchal Augereau sur l'Isère.

Rentré à Reims en vainqueur, Napoléon ignoroit encore le 15 mars, la rupture du congrès, et l'événement qui replaçoit Bordeaux sous l'autorité tutélaire des Bourbons. Tel étoit son aveuglement, qu'il ne pressentoit pas même les suites de la défaite d'Orthès : il est sûr du moins que les progrès de Wellington ne diminuoient ni ses prétentions, ni ses espérances. Le sort de la campagne ne

dépendoit pas, selon lui, de ce qui se passoit sur l'Adour, mais de l'issue des opérations qu'il dirigeoit en personne.

Le 15 mars, il passa en revue aux portes de Reims son armée, grossie par quelques renforts, et fit partir aussitôt une forte colonne pour Châlons-sur-Marne, jugeant qu'il importoit d'occuper de nouveau cette ville, où il espéroit enlever les magasins de l'ennemi. Le soir même, le maréchal Ney rentra à Châlons sans coup férir, les Prussiens et les Russes qui en formoient la garnison se retirant à la hâte, par la route de Vitry, à l'approche des Français. Les Prussiens sortoient par la porte Sainte-Croix, tandis que les colonnes du maréchal Ney entroient par la porte Saint-Jacques. Trompés par les bruits mensongers de victoires éclatantes, les habitans de Châlons illuminèrent spontanément leur ville, et firent éclater une grande joie, se croyant délivrés de l'ennemi. Le corps municipal se transporta immédiatement à Reims pour complimenter l'empereur. A la vérité, Châlons, pendant quarante jours, s'étoit trouvé sans communication avec le reste de la France, servant de passage, de lieu de séjour et de point de retraite à un grand nombre de corps russes et

prussiens, qui épuisoient toutes ses ressources par d'énormes réquisitions.

Cependant la grande armée austro-russe, qui, depuis le 4 mars, étoit restée dans une inconcevable inaction, exécutoit alors un mouvement général d'attaque sur les corps d'armée des maréchaux Macdonald et Oudinot, postés à Provins et à Nangis, et couvrant la capitale.

Les souverains alliés, réunis pendant quinze jours à Chaumont, reprirent la route de Troyes, où l'empereur d'Autriche rentra le premier. Le czar et le roi de Prusse avoient joint, le 13 mars, à Arcis-sur-Aube, le quartier-général du prince de Schwartzenberg, dont les troupes reçurent l'ordre de passer de nouveau la Seine à Montereau, à Nogent et à Pont. Elles devoient s'emparer de Villenoxe, de Provins et de Bray, tandis que le troisième corps s'établiroit à Sens. Le comte de Wittgenstein passa le premier à Pont-sur-Seine. Le maréchal Macdonald venoit de réunir ses troupes autour de Provins. Le 16 mars, l'ennemi manœuvroit déjà pour déborder sa gauche. Le maréchal Oudinot engagea son artillerie, et la journée se passa en canonnades. Le lendemain il y eut un combat assez

vif sur les hauteurs entre Nogent et Villenoxe; tout annonçoit une attaque combinée sur tous les points de la ligne française. Déjà le corps du prince royal de Wurtemberg s'étoit porté au-delà de Nogent, tandis que l'hettman Platovv, avec six mille chevaux, se jetoit sur Fère-Champenoise et sur Sézanne, afin de protéger le flanc droit de la grande armée. Le prince de Schwartzenberg, voulant présider lui-même aux opérations, transféra son quartier-général à Pont-sur-Seine.

A l'arrivée du courrier porteur de ces nouvelles, Napoléon crut entrevoir que le plan des alliés consistoit à manœuvrer sur la gauche des corps intermédiaires qui couvroient Paris, avant qu'il fût possible à l'armée de les soutenir. Le moindre succès des Austro-Russes pouvoit le placer lui-même dans la position la plus critique, entre deux grandes armées, dont l'une venoit de le repousser, et l'autre paroissoit déterminée à frapper enfin des coups plus décisifs.

En effet, si Napoléon eût persisté plus long-temps à combattre le maréchal Blucher, il laissoit Paris à la merci du prince de Schwartzenberg, et, s'il marchoit à la rencontre du prince, il ne pouvoit manquer d'être suivi

par Blucher. Il se trouvoit ainsi, n'ayant plus que cinquante à soixante mille hommes, entre deux armées fortes chacune de cent mille combattans. Mais ses ennemis étoient timides, et il se montroit audacieux, ne faisant plus la guerre qu'en aventurier. Ainsi, un coup de désespoir pouvoit le tirer de la crise où l'avoient plongé le délire de l'ambition et l'amour des conquêtes. Instruit que l'armée austro-russe occupoit une ligne de trente lieues, depuis Sens jusqu'à Sézanne, il renouvela le projet de tomber, avec la masse de ses forces, sur les corps séparés de l'ennemi, n'ayant d'autre espoir, depuis le commencement de la campagne, que dans cette seule manœuvre.

Or, le 16 mars, il se met en marche avec le gros de son armée, se dirigeant sur Epernay, pour repasser la Marne. Depuis le 11 février, cette petite ville étoit à la merci des alliés, après s'être défendue avec courage et persévérance. A la faveur de la nuit, soixante hommes de garde nationale avoient tenu tête à un corps nombreux de cavalerie, qui, parvenu jusqu'aux portes de la ville, et repoussé par quelques habitans armés de fusils, s'étoit réfugié jusqu'aux bois de Reims. Revenant à la charge le lendemain, l'ennemi avoit sommé les habi-

tans de se rendre. Ceux-ci, sans forces réelles, soutinrent qu'ils étoient en état de défense. Tel fut l'effet de leur énergie, que les alliés consentirent à ne pas occuper la ville, pourvu qu'elle fournît à tous leurs besoins.

Cette espèce de capitulation étoit observée avec loyauté de part et d'autre lorsque parut l'avant-garde de Napoléon; elle délogea d'abord l'ennemi, qui tenoit position en avant d'Epernay avec trois mille hommes. Ce corps se mit aussitôt en retraite sur Vertus, après avoir fait sauter le pont, mais avec tant de hâte et si incomplètement, que des ouvriers furent requis pour en achever la démolition. A peine virent-ils approcher les tirailleurs français, qu'ils prirent la fuite. Le 17 mars, Epernay reçut avec transport l'armée et la garde impériale, formant environ quarante mille hommes. Napoléon étoit à leur tête. Ses marches et contre-marches, et le voile épais qu'il jetoit sur les événemens politiques et militaires, abusoient tellement les peuples de la Brie et de la Champagne, que, partout où il portoit ses pas, on le croyoit vainqueur et poursuivant les vaincus. Aussi fut-il accueilli avec des acclamations de joie par les habitans

d'Epernay, qui se crurent délivrés pour toujours de la présence de l'ennemi.

Cependant, le prince de Schwartzenberg, instruit, le 14 mars, de la défaite du corps d'armée du général Saint-Priest, et de l'occupation de Reims par Napoléon, avoit suspendu son mouvement offensif. Le lendemain, il reporta son quartier-général à Arcis-sur-Aube, dans l'intention d'y rassembler les différens corps de son armée qui avoient passé la Seine; ils commencèrent leur retraite le 17. Le jour suivant, le généralissime reçut du général Kaisaroff, qui éclairoit l'armée avec les cosaques, l'avis certain que Napoléon marchoit d'Epernay sur Fère-Champenoise. Il prit aussitôt la résolution de se lier, par Châlons, à l'armée du feld-maréchal Blucher; mais il n'étoit plus temps. Châlons se trouvoit occupé par le maréchal Ney. Un nouveau rapport du général Kaisaroff annonça que la cavalerie de Napoléon, commandée par le général Sébastiani, avoit culbuté les cosaques près de Fère-Champenoise, et que Napopoléon s'avançoit en force vers Arcis-sur-Aube par Plancy. D'autres rapports firent connoître également que des corps français marchoient dans la même direction, par la route de Châ-

lons, à Sommesous. Le danger étoit pressant; en une marche ou deux, la masse de l'armée française, tombant sur des corps isolés, pouvoit renouveler sur l'Aube les revers de Montmirel et de Montereau.

Dans un premier conseil de guerre, les généraux et les souverains alliés avoient résolu de rétrograder jusqu'à Bar, et là, de prendre position derrière l'Aube. Déjà même le quartier-général s'étoit replié sur Troyes, qu'on se proposoit d'évacuer le lendemain, quand, dans la nuit, l'empereur Alexandre changea lui-même ce plan, qui eût entraîné les alliés hors de la ligne des opérations offensives. Ce monarque prit le parti ferme et courageux d'opérer la concentration des forces à Arcis même, et là, de livrer bataille à Napoléon. Mais, sous plus d'un rapport, ce mouvement paroissoit inquiétant : il présentoit dans l'exécution des difficultés capables de rebuter une âme moins élevée et moins forte ; on suppose même qu'il contrarioit le système du cabinet autrichien, dont la maxime a toujours été de n'entreprendre aucune opération décisive pour ne rien hasarder. Mais, se voyant soutenu par la cordiale et l'imperturbable confiance du roi de Prusse, l'empereur Alexandre ne

put être détourné par aucune considération particulière. Le czar toutefois eut besoin de toute son autorité pour rallier, avec la célérité convenable, tant de troupes de nations différentes, disséminées sur une ligne étendue. Toute une nuit fut employée par ce puissant monarque, soit pour ramener à son opinion toutes les voix du conseil, soit pour faire expédier les ordres les plus formels et les plus pressans aux généraux secondaires. On assure que l'anxiété qu'éprouva Alexandre dans cette occasion décisive, fut si cruelle, qu'il y fit allusion le lendemain, en disant à ses généraux et à ses ministres : « J'ai bien cru que la » moitié de ma tête grisonneroit cette nuit. »

La disposition que venoit de prescrire le czar avoit pour objet de rallier tous les corps de la grande armée dans une position concentrée devant la ville d'Arcis. Déjà le gros de l'armée française ayant passé la Marne, arrivoit à Fère-Champenoise, précédée par sa cavalerie qui partout culbutoit les cosaques. Ce fut à Fère-Champenoise que M. de Rumigny, secrétaire du cabinet, apporta à Napoléon, de Châtillon-sur-Seine, la nouvelle de la rupture des conférences. Ainsi alloient s'évanouir, au sein même d'une armée de braves, les ap-

parences d'une paix jugée indispensable par les meilleurs esprits et par les officiers les plus éclairés.

L'arrivée de M. de Rumigny causa une vive sensation au quartier-général, et presque tous les généraux furent convaincus dès lors qu'en rejetant la paix Napoléon se précipitoit dans un abime. Etranger à la bonne foi et à la franchise, il étoit imbu de l'idée que, tout en offrant la paix, les alliés ne vouloient que la guerre ; qu'ils n'avoient plus d'autre but que de l'humilier lui-même, et, en dévastant la France, de venger sur Paris les humiliations de Berlin, de Vienne, et l'incendie de Moscou. Une guerre sans terme devint l'unique perspective de Napoléon. Malheureusement son ministre intime le tenoit comme plongé dans ce système déplorable. Quelle étoit donc l'influence de cet homme, d'abord si obscur, accablé aujourd'hui sous le poids d'une si triste renommée, depuis que tant de vives lumières, puisées dans les sources de l'histoire, ont révélé ses turpitudes politiques ? Elle se trouve liée cette influence à toutes les calamités de l'Europe et à tous les désastres de la France. Le crédit de ce ministre dépositaire de tous les secrets de Napoléon

s'alimentoit, pour ainsi dire, des malheurs du genre humain. Pour ce favori de la fortune les rois n'étoient que des idoles qu'il falloit encenser ou briser; les hommes que des instrumens flexibles et avilis. Doué d'une médiocrité ambitieuse et armé d'un cœur d'acier, il bouleversoit avec sérénité les empires. Tandis qu'il usoit ses veilles dans de futiles travaux et d'oiseuses conversations, il s'imaginoit, plein d'une vanité puérile, qu'il jouoit avec le fardeau de la France et de l'Europe. Tout son art consistoit à servir son maître à tout prix, à l'ériger en divinité, à le contempler en l'écoutant, à traduire sa pensée, et, en brouillant tout, guerre et politique, à l'aider avec un zèle imperturbable à pousser des milliers d'hommes à la ruine et à la mort. Courant tête baissée à travers les catastrophes, ce n'étoit plus rien pour lui que dévorer et engloutir les nations. L'histoire inflexible l'accuse, à la face de l'Europe armée, de procédés attentatoires à la sûreté des Etats, causes de tous les maux de la France; l'histoire l'accuse d'avoir conspiré contre la paix à Dresde, alors que la France pouvoit encore en sortir florissante; elle l'accuse enfin d'avoir adoré et caressé les inclinations belliqueuses de son maître, après

la bataille de Leipsic et pendant le congrès de Châtillon.

Si l'obligation de recevoir la paix révoltoit l'orgueil de Buonaparte, les alliés craignoient aussi de leur côté, en lui accordant quelque repos, de lui laisser prendre de nouvelles forces. Les propositions pacifiques étoient presque toujours accompagnées de récriminations qui rendoient suspectes, de part et d'autre, les dispositions qu'on affectoit de montrer; on se craignoit, et il étoit difficile qu'une paix sincère et durable pût concilier tant d'intérêts et une si grande rivalité.

Toutefois le congrès n'étoit pas encore dissous, et il étoit possible de renouer les négociations, quoique les alliés eussent rejeté formellement la déclaration produite, le 15 mars, par M. de Caulaincourt.

Napoléon n'abandonne donc pas l'espérance d'être appuyé ou soutenu par l'empereur d'Autriche; il n'ignore pas que ce monarque gémit d'être à la veille de détrôner son auguste fille, et ce motif le porte à adhérer en apparence aux propositions des alliés. Mais il persiste àne vouloir pas livrer ce qu'il nomme les trois grandes clés de son empire. La première est Anvers, qu'il appeloit aussi la clé de l'An-

gleterre; la seconde, est Mayence, clé de l'Allemagne; et la troisième, Alexandrie, qui est plutôt la clé de l'Italie que celle de la France.

Il falloit céder ou s'exposer aux plus grands revers. Placé alors entre le prince de Schwartzenberg et le maréchal Blucher, et à la veille d'entreprendre un mouvement dont le succès lui paroissoit douteux, Napoléon sentit tout le danger de sa position; il crut pouvoir en sortir, en posant encore, dans une fraude diplomatique, le fondement d'un manque de foi aux engagemens dans lesquels il alloit affecter d'entrer. Le 19 mars il transmit l'ordre à son ministre à Châtillon, de conclure un traité, mais d'éviter de s'expliquer clairement au sujet de la remise d'Anvers, d'Alexandrie et de Mayence. Il espéroit encore qu'il pourroit se prévaloir de quelque événement militaire favorable, s'il en survenoit, pour garder ces forteresses, même après avoir signé la cession de leurs territoires respectifs. Dans cette lettre secrète (1), Napoléon es-

(1) Voyez la traduction de la lettre du duc de Bassano au duc de Vicence, écrite en chiffres, sous la date du 19 mars 1814, tombée dans les mains des alliés, et communiquée au Parlement par lord Castlereagh. L'authenticité de ce document a été nié

sayoit de justifier la duplicité sur laquelle il fondoit ses espérances, en imputant lui-même de la mauvaise foi aux alliés dans l'exécution des capitulations de Dresde, de Dantzick, de Gorcum, en ce qui regardoit le retour des garnisons de ces places dans l'intérieur de la France.

Quoi qu'il en soit, cette instruction cauteleuse atteste un système de perfidie inouï dans les transactions entre les nations civilisées, puisqu'elle exprime clairement l'intention de ratifier un traité et de ne pas l'exécuter. Ainsi, au milieu des plus grands dangers, Napoléon donnoit la preuve qu'il ne céderoit jamais à la destinée, et ne se soumettroit point aux revers. Ne cherchant qu'à se tirer des difficultés au milieu desquelles il s'étoit engagé, il n'étoit pas de fraude qu'il ne fût disposé à commettre, uniquement pour gagner du temps et pouvoir respirer, afin de renouveler ensuite la guerre avec plus de vigueur encore.

Du reste, tout son espoir consistoit alors à surprendre les corps séparés de l'armée du prince de Schwartzenberg, avant leur con-

par le Moniteur pendant l'interrègne; mais on assure que l'original écrit de la main de M. Maret, se trouve déposé à la chancellerie d'Etat de Vienne.

centration. En effet, les Bavarois, les Wurtembergeois, et la division russe de Wittgenstein, n'effectuèrent leur jonction qu'à marches forcées. Le 19 mars seulement, la plupart de ces divisions, repassant la Seine, se mirent en retraite vers l'Aube. Le même jour, la cavalerie de Napoléon culbuta partout les cosaques aux environs de Plancy, et trouva le pont de l'Aube détruit par les Russes, mais presqu'aussitôt rétabli par les habitans. Au-delà de Plancy, l'avant-garde donna de nouveau dans quelques partis de troupes légères, qui se replièrent aussitôt sur Méry et sur Arcis.

Arrivé au gué de Charny, Napoléon fit passer l'Aube à un bataillon de la vieille garde, qui s'empara du village pour s'assurer du gué. Il envoya immédiatement après une partie de sa cavalerie sur la route d'Arcis, tandis qu'avec plusieurs escadrons de sa garde, il se dirigea en personne sur Méry. Pendant cette marche, il dit tout haut : « Cette nuit, » j'irai prendre mon beau-père à Troyes. » Ces paroles, et le but de ses manœuvres, font supposer qu'il étoit instruit de la première résolution des alliés, d'après laquelle ils devoient se replier sur Troyes et vers Bar-

sur-Aube. Le corps autrichien du général Giulay étoit en retraite dans cette direction par Nogent; et, en le culbutant, Napoléon se flattoit de couper la ligne de la grande armée. Le général Giulay mit le feu au pont en quittant Méry, et continua toutefois d'occuper la partie de la ville qui est sur la rive gauche de la Seine. Napoléon ordonna aussitôt au général Letort de passer la rivière au-dessous de Méry, avec les chasseurs de la garde, et de tomber sur les Autrichiens pour leur couper la retraite. Mais les chasseurs, malgré leur diligence, ne purent arriver à Châtres qu'à sept heures du soir. L'ennemi venoit de traverser le village, et le général Letort ne put atteindre qu'un parc de pontons, le même qui avoit servi à passer la rivière à Pont-sur-Seine. Privé de ses pontons, et contrarié dans sa marche, le corps autrichien, déjà fatigué, se vit contraint de faire un circuit de douze lieues pour joindre l'armée entre Arcis et Troyes.

Le même jour Napoléon revint coucher à Plancy. Ses colonnes ayant passé l'Aube, tant sur le pont que par différens gués, il se mit le lendemain en marche avec toute sa garde, dans l'intention de poursuivre les Austro-

Russes, qu'il supposoit toujours en retraite sur la grande route de Troyes. La garde à pied et les bagages marchèrent par la rive droite de l'Aube, tandis que Napoléon, suivi de la garde à cheval et du corps d'armée du maréchal Ney, s'avançoit par la rive gauche.

Toutes les colonnes de l'armée du prince de Schwartzenberg n'étoient point encore en ligne ; le prince royal de Wurtemberg, avec les troisième, quatrième et sixième corps, prenoit la position de Charmont ; et le général comte de Wrede, à la tête du cinquième corps, manœuvroit le long de l'Aube, soutenu par les gardes russes et prussiennes qui venoient de s'établir sur les hauteurs de Mesnil-la-Comtesse.

Ainsi, presque tous les corps de la grande armée austro-russe se trouvoient placés sur la rive gauche de l'Aube, derrière Arcis, tout-à-fait évacué, et qui, livré d'abord au pillage par l'ennemi, fut à moitié détruit pendant le combat.

Napoléon y entroit à peine quand on vint lui rendre compte que plusieurs escadrons russes caracoloient dans la plaine, entre Arcis et Troyes. Il donne à l'instant l'ordre aux généraux Sébastiani et Excelmans de re-

connoître cette cavalerie, et de la charger, toujours dans la persuasion que l'armée ennemie est en retraite vers Troyes, et que la cavalerie couvre sa marche. Il ne tarde pas à être détrompé. La cavalerie alliée, qui n'avoit d'abord montré que de foibles escadrons, se renforçoit à vue d'œil. Elle présente bientôt des masses imposantes, qui se développent dans la plaine où se forment également plusieurs lignes d'infanterie. On voit alors clairement qu'il y a là une armée entière. Engagées inconsidérément, les premières colonnes d'attaque de l'armée française trouvent soixante pièces de canon en batterie, et cent escadrons contre lesquels viennent se briser leurs efforts. Le danger étoit d'autant plus pressant, que la ville d'Arcis forme en quelque sorte la tête d'un défilé d'une demi-lieue, où plusieurs ponts servent seuls de passage à travers des marais et divers bras de l'Aube : telle étoit la seule retraite qui restât à Napoléon, en cas de revers, soit qu'il voulût l'effectuer, sur Sézanne, soit qu'il se repliât sur Châlons ou sur Vitry. La conservation d'Arcis étoit donc de la plus haute importance. Mais déjà les escadrons français étoient poursuivis avec ardeur par la cavalerie alliée du général

comte Pahlen, qui, dans une attaque subite et hardie, leur prit trois canons, et fit prisonniers trois ou quatre cents grenadiers à cheval et dragons de la garde, sorte de phénomène dont il y avoit eu peu d'exemples dans toutes les guerres précédentes. Tout faisoit craindre que la cavalerie ennemie, si supérieure en nombre, n'entrât pêle-mêle dans Arcis, avec les escadrons français en déroute. Napoléon, voyant les fuyards presque enveloppés, sort d'Arcis, les rallie, les harangue : « N'êtes-vous pas, leur dit-il, les vainqueurs » de Champaubert et de Montmirel ? » Il met l'épée à la main, et ordonne de nouvelles charges, marchant lui-même pendant quelques minutes à la tête des escadrons. Là, il courut des dangers dans la mêlée, et le général Girardin lui para, dit-on, un coup de lance porté par un cosaque. Mais, par cette brusque attaque, Napoléon arrêta tout court l'ennemi. Plusieurs attaques vigoureuses jetèrent le désordre parmi les cosaques ; vingt escadrons russes de renfort se virent contraints, pour charger à leur tour les Français, de percer les pelotons des cosaques et des Bavarois qui avoient fait volte-face L'armée austro-russe se concentra aussitôt, se disposant à livrer bataille.

Le maréchal Ney forma immédiatement en bataillons carrés le peu d'infanterie qu'il avoit sous ses ordres ; et, avec cette poignée de braves, il résista aux attaques de l'armée alliée, qui recevoit continuellement des renforts. Les généraux conseillèrent à Napoléon, tant le danger leur paroissoit imminent, de repasser l'Aube avec la cavalerie, et de laisser à l'infanterie le soin de la retraite. Tout, en effet, dépendoit, pour l'ennemi, de ce premier choc; et, s'il eût emporté Arcis de vive force, c'en étoit fait de l'armée française. Mais peu à peu les renforts arrivèrent ; et l'infanterie de la garde, qui venoit de Plancy par la rive droite de l'Aube, parut et se mit en ligne. Une effroyable canonnade s'engagea aussitôt de part et d'autre. Le feu de l'ennemi fit un grand ravage dans les bataillons carrés qui, pendant toute la durée de l'action, restèrent immobiles sous les murs d'Arcis, couvrant la ville et le village de Torcy avec une constance héroïque. L'infanterie, soutenue par la cavalerie, répondoit à la mousqueterie des alliés. Napoléon resta constamment exposé au feu le plus vif; plusieurs officiers furent blessés autour de sa personne, et son cheval fut atteint d'un boulet qui le mit hors

de combat. Des murmures alors se firent entendre comme pour blâmer Napoléon de s'exposer ainsi, sans aucune nécessité : « Ne » craignez rien, dit-il à ceux qui l'entouroient, » le boulet qui me tuera n'est point encore » fondu. » Ce combat sanglant ne finit qu'avec le jour, et les deux armées restèrent en position sur le terrain même où elles venoient de combattre. Le champ de bataille étoit jonché de morts et de blessés. Dans le fort de l'action, le général autrichien de Hardegg avoit reçu un coup de feu.

Pendant la durée du combat, les renforts avoient eu le temps d'arriver de part et d'autre. L'armée alliée, à la faveur de la nuit, se concentra, par un mouvement rétrograde, sur les hauteurs de Mesnil-la-Comtesse, où le prince de Schwartzenberg étoit décidé à recevoir la bataille le lendemain.

Napoléon, conservant le gros de son armée autour d'Arcis, mit en avant de fortes masses d'infanterie et de cavalerie, de même que sur la route de Fère-Champenoise.

Au point du jour, il monte à cheval pour reconnoître l'ennemi, dont la retraite apparente lui fait d'abord supposer qu'il a réellement l'intention de filer vers Lesmont pour

y passer l'Aube. Mais il peut juger bientôt que son véritable dessein est de livrer bataille. Les forces que l'ennemi venoit de rallier paroissoient plus considérables que celles qu'il avoit montrées la veille, et sa position concentrée étoit plus imposante. Le centre occupoit les hauteurs de Mesnil-la-Comtesse, point culminant de la vaste plaine qui environne Arcis; la droite étoit appuyée à l'Aube près de Chandrey et d'Ortillon, et la gauche à la petite rivière Barbuisse, près de Mont-Suzain. Les cosaques couvroient cette aile. La garnison de Troyes, forte de trois mille hommes, étoit prête à partir au premier signal. Le quartier-général des alliés étoit à Pougy, sur la route de Brienne. Le terrain facilitoit le déploiement de leur nombreuse cavalerie; et ils sembloient attendre que l'armée française vînt les attaquer. Le besoin de sortir de la crise en faisoit une loi à Napoléon; car il étoit à craindre que les foibles corps qu'il avoit laissés sur l'Aisne et sur la Marne ne fussent bientôt écrasés, et que Blucher, avec la masse de ses forces, ne vînt manœuvrer sur ses flancs ou sur ses derrières. Napoléon avoit réuni d'ailleurs à son armée les corps des maréchaux Macdonald et Oudinot, et une assez nom-

breuse cavalerie venant de l'armée d'Espagne. Ces renforts étoient postés sur la rive droite de l'Aube, à la hauteur d'Arcis. Les deux armées restèrent en présence jusqu'à une heure et demie, prêtes à combattre. Pendant cet intervalle, Napoléon, incertain, changea plusieurs fois d'avis, envoya ordre et contre-ordre, paroissant déterminé néanmoins à livrer une bataille générale, malgré l'inconvénient du terrain et du défilé. Toutes les troupes reçurent l'ordre de traverser la ville, et de se déployer devant l'armée alliée; mais à peine furent-elles en ligne, que Napoléon, poussé par cette puissance invisible qui présidoit à son renversement, se décida tout à coup à effectuer sa retraite sur Vitry et sur Saint-Dizier, dans l'espoir d'attirer l'ennemi loin de sa capitale, et sur un terrain plus favorable.

Les généraux, étonnés, pensoient toutefois qu'il n'effectueroit son mouvement qu'à la faveur de la nuit; mais il le commença à l'instant même, en plein jour, et à la vue de l'ennemi, passant un long défilé qui devoit retarder nécessairement la marche des troupes. On fit d'abord filer l'artillerie et les bagages, puis, avec le reste de l'armée, Napoléon prit à l'est la route de Vitry, espèce de traverse, laissant

l'ordre au général Sébastiani et au maréchal Oudinot de défendre les ponts d'Arcis, et de former l'arrière-garde. Cette honorable mission fut dignement remplie.

Cependant il falloit soutenir les assauts répétés des Austro-Russes. Tous les efforts du prince royal de Wurtemberg échouèrent devant la constance et l'intrépidité de l'arrière-garde. Exposée aux attaques combinées de trois corps différens, elle résista et sauva l'armée. A une heure du matin, les sapeurs du génie commencèrent à couper le pont; plusieurs d'entr'eux furent tués par les tirailleurs ennemis; mais, à la fin, le pont tomba sous la hache. La retraite du maréchal Oudinot étoit déjà prononcée au-delà quand la cavalerie du cinquième corps allié passa l'Aube au gué de Rameru, et harcela vivement l'arrière-garde, qui filoit en hâte, mais sans désordre, sur Vitry-le-Français, soutenant de près toute l'armée qui marchoit dans la même direction par d'affreux chemins: aussi n'arriva-t-elle que bien avant dans la nuit à Sommepuis, six lieues au-delà d'Arcis-sur-Aube. Le maréchal Oudinot essuya quelques pertes; mais il en fit éprouver aussi à l'ennemi qui le poursuivoit avec acharne-

ment, et dont l'avant-garde s'avança jusqu'à Taux et à Côle. Le cinquième corps et les grenadiers russes et prussiens prirent position à Corbeil; les quatrième et sixième corps sur les hauteurs de Dampierre ; les gardes et les réserves passèrent l'Aube à Rameru et sur le pont de Lesmont (1).

Le lendemain 22, toute la grande armée alliée continua sa marche à travers les plaines de la Champagne-Pouilleuse, pour se placer entre l'armée française et Paris, et effectuer sa jonction, aux environs de Châlons-sur-Marne, avec l'armée du maréchal Blucher.

Déjà ses troupes légères et celles du prince de Saxe-Weymar inondoient le pays en Flandres, en Picardie et en Artois. Tout le nord étoit envahi, à l'exception des places fortes. La masse de l'armée de Blucher n'étant plus contenue que par les divisions des maréchaux Marmont et Mortier, rien ne pouvoit s'opposer à ce qu'elle repassât l'Aisne, pour manœuvrer de nouveau sur la Marne. Dès le 18 mars, le feld-maréchal avoit mis toutes ses forces en mouvement dans la direction de

(1) Voyez les bulletins français et étrangers sur les divers combats d'Arcis.

Béry-au-Bac. La cavalerie qui défendoit le passage, ayant été culbutée, les Français, dans leur retraite, firent sauter un pont superbe qui n'étoit achevé que depuis 1813. Blucher trouva le pont détruit; mais dans la nuit même il établit des pontons, et l'armée entière, dans la matinée du 19, passa l'Aisne sur deux points différens, les Prussiens prenant la route de Fismes, et les Russes la grande route de Reims. La cavalerie, sous les ordres de Czernicheff et de Benkendorff, cerna cette ville. Vers six heures du soir, l'infanterie du général comte Woronzow étant arrivée, on fit aussitôt des dispositions pour donner l'assaut. Deux bataillons de troupes légères russes marchèrent avec du canon et des échelles: ils firent sauter les portes de Reims, sans rencontrer de résistance, l'arrière-garde du maréchal Mortier étant déjà en retraite sur la route d'Epernay. Sa cavalerie quitta Reims presque en même temps que les alliés y rentrèrent pour la troisième fois; ils y établirent le plus grand ordre. Le maréchal Blucher prit immédiatement la route de Fismes avec le quartier-général; une partie seulement de la cavalerie de Wenzingerode se dirigea vers Châlons. L'armée combinée,

formant plusieurs corps, prit différentes routes entre Fismes et Soissons, pour se rapprocher de la Marne, sans avoir toutefois aucune connoissance de ce qui se passoit entre cette rivière et l'Aube. Mais, par sa marche en avant, Blucher mit bientôt la grande armée en mesure d'effectuer l'opération hardie qui alloit décider du sort de la campagne et des destinées de l'Europe.

Napoléon, n'ayant pu déboucher de Plancy ni d'Arcis au-delà de l'Aube, et renonçant à l'idée d'attaquer la grande armée austro-russe dans sa position de Mesnil-la-Comtesse, ne devoit plus avoir d'autre but que de prévenir la jonction des deux armées combinées. S'il n'y réussissoit pas entièrement, au moins devoit-il rendre cette jonction aussi lente que difficile, et forcer les alliés à s'éloigner encore plus de sa capitale : tel eût été le plan de tout général habile et sage, dans des circonstances semblables ; mais, emporté au-delà des bornes par ses passions et par des vues sinistres, Napoléon alloit se précipiter lui-même dans le piége qu'il tendoit à ses ennemis. Persuadé que son mouvement sur la droite du prince de Schwartzenberg détermineroit ce général à se replier sur le Rhin pour conserver ses com-

munications, espérant ainsi couvrir ses places fortes, soulever les peuples des Vosges et de la Lorraine, et se trouver dans une position plus favorable pour préserver sa capitale, il poussa ses têtes de colonnes au nord-est, en marchant de Sommepuis à Vitry-le-Français. Il n'ignoroit pas que trois à quatre mille Prussiens occupoient cette ville, et l'avoient mise à l'abri d'un coup de main, ce qui força son avant-garde de passer la Marne au gué de Frignicourt, à une lieue au-dessous de Vitry. Là il ordonne au maréchal Ney de se présenter devant la ville, et de sommer la garnison de se rendre, avec menace de la passer au fil de l'épée si elle résiste. Le maréchal envoie aussitôt un parlementaire, et le charge de promettre au commandant, s'il capitule, de le laisser sortir avec armes et bagages. Mais ni les promesses, ni les menaces ne purent ébranler le colonel prussien enfermé dans Vitry, et il s'y maintint sans vouloir entendre à aucune proposition. Peut-être se seroit-il montré plus traitable si on l'eût attaqué de vive force, car Vitry ne pouvoit tenir long-temps. L'armée française s'attendoit que Napoléon ordonneroit l'escalade; c'étoit en effet son intention. Ses généraux l'en dissuadèrent. La prise de cette

ville, dirent-ils, ne valoit ni les hommes, ni les munitions, ni le temps qu'on y perdroit. L'un d'eux, le général Lefol, avoit sa famille dans Vitry, et il réussit à épargner à ses concitoyens les horreurs d'un assaut. A la grande surprise des soldats, Napoléon laissa Vitry derrière lui, et prit la route de Saint-Dizier. Presque toujours les manœuvres sont faites par l'avant-garde ou la tête d'une armée; le reste suit ou conserve la ligne selon l'occurrence. Ici Napoléon poussa si loin son plan d'attirer à lui l'ennemi, qu'il s'exposa volontairement à la résolution hardie et décisive qu'alloient adopter les alliés.

Quel motif a pu l'attirer ainsi au-delà des limites qu'assignoit la prudence? Lui-même nous l'a révélé dans sa proclamation au peuple français, datée du golfe Juan, le 1er mars 1815. Il vouloit prendre position sur les derrières de l'armée ennemie, en la séparant de ses magasins, de ses parcs de réserve, de ses convois, de tous ses équipages, afin de la placer ainsi dans une position désespérée.

Déjà il marchoit vers Saint-Dizier, comme pour se diriger de là sur Nancy, tandis que la grande armée alliée, après avoir passé, le 22 mars, sur la rive droite de l'Aube, suivoit,

dans la direction de Vitry, le mouvement de l'armée française. Le général comte de Wrede et le prince royal de Wurtemberg, formant l'avant-garde avec les Wurtembergeois et les Bavarois, cherchèrent en vain à intercepter la marche de l'arrière-garde de Napoléon. Leurs troupes légères voltigeoient sur les flancs pour éclairer et balayer le pays. Le lendemain, dans la matinée, la division de cavalerie russe, sous les ordres du général comte Ozarowski, se dirigeant de Metiercelin à Sommepuis, atteignit une partie de l'artillerie du maréchal duc de Tarente, qui filoit à la suite de son corps d'armée. Le convoi consistoit en vingt-deux pièces de canon, plusieurs caissons et soixante voitures de bagages : il fut attaqué, et tout fut pris, ainsi que cinq cents hommes d'escorte. Ce n'étoit là qu'une affaire de partisans; mais elle fut conduite avec tant de célérité et de bonheur, qu'elle eut sur le sort de la campagne une influence prodigieuse. A la suite de différentes charges, la cavalerie légère russe prit un courrier français, porteur d'une lettre de Napoléon à l'impératrice Marie-Louise, dans laquelle il dévoiloit lui-même l'objet de son mouvement sur Saint-Dizier.

Il fut aussi constaté, par ces mêmes rencontres, que les corps des maréchaux Ney et Macdonald, restés en arrière près de Vitry, étoient en échelons pour joindre Buonaparte, et couvrir sa marche vers Saint-Dizier et au-delà.

Enfin le même jour, les cosaques interceptèrent un courrier expédié de Paris à Napoléon, par son ministre de la guerre, et dont les dépêches contenoient la nouvelle officielle de la descente de dix mille Anglais à Livourne; de l'entrée des Autrichiens à Lyon; de la situation critique de l'armée du maréchal Augereau; de l'occupation de Bordeaux par des troupes anglaises, et du dessein qu'on supposoit à Wellington de s'avancer le long de la Garonne, pour lier ensuite ses opérations à celles du général autrichien Bianchi. A ces dépêches, étoit joint un rapport du ministre de la police, sur le mauvais esprit public de Paris, et sur la crainte d'y voir éclater des troubles à la moindre apparition des alliés.

Il étoit pressant de délibérer sur le contenu de ces papiers, et sur la découverte des intentions de Napoléon, afin de prendre, sans délai, une détermination décisive. En conséquence, dans la nuit même du 23 au 24

mars, le prince de Schwartzenberg fit faire halte à la grande armée sur la rive gauche de la Marne, celle de Napoléon ayant passé entièrement sur le bord opposé.

Il résultoit des renseignemens tombés par hasard dans les mains des généraux alliés que Buonaparte alloit se placer de lui-même sur la ligne de leur communication, et qu'il pouvoit avoir plusieurs objets en vue par ce mouvement : d'abord de faire rétrograder les coalisés vers le Rhin, et, s'il n'y parvenoit pas, de manœuvrer sur leurs derrières ; de se porter sur les places de Metz, de Thionville, de Longwi et de Stenai ; là, de prolonger les hostilités, en défendant une nouvelle ligne, et tandis qu'il tiendroit les alliés au centre de la France, après avoir pris toutes les mesures capables d'assurer la défense de sa capitale, de soulever contre eux la masse de la population. Ne pouvoit-il pas espérer aussi que le prince de Schwartzenberg, en se portant en avant de l'Aube, afin de couvrir sa communication avec Langres par Bar-sur-Aube et Chaumont, lui offriroit une chance et un terrain favorables pour livrer bataille, ou au moins pour écraser quelques corps séparés avec le gros de l'armée française ? Dans cette délibération importante,

l'état de la guerre fut discuté sous tous les points de vue. On n'ignoroit pas que Napoléon avoit fait partir de Paris des agens adroits qui, paroissant voyager pour diverses affaires, portoient cachés dans des manches de couteau, dans des cannes, ou dans le collier de gros chiens qui suivoient à la piste, des instructions secrètes et précises aux garnisons des places sur le Rhin et sur la Moselle, à l'effet de se mettre en campagne à un signal convenu, et de se réunir à l'armée qu'on promettoit de faire manœuvrer sur la Lorraine. A la vérité, la plupart de ces émissaires n'avoient pu remplir l'objet de leur mission, et quelques-uns même, en cherchant à s'introduire dans les places qu'on leur avoit assignées, venoient d'être arrêtés et pendus comme espions. Mais ce qui méritoit la plus sérieuse attention, c'étoient les dispositions au soulèvement que manifestoient un grand nombre de paysans de la Lorraine, de la Champagne, de l'Alsace, de la Franche-Comté, et de la Bourgogne. Dans les Vosges et les départemens voisins plusieurs insurrections partielles avoient entravé les opérations des armées alliées, ainsi que la marche de leurs convois. Au sein de l'Alsace, à Mulhausen, on avoit découvert un

complot tendant à égorger la foible garnison bavaroise, à se porter aussitôt sur Huningue, pour attaquer les assiégeans, enclouer leurs canons, brûler le pont de Bâle, et piller cette ville. Les ramifications de cette trame s'étendoient à plus de quarante paroisses : une femme l'avoit révélée, dans la seule intention d'empêcher son mari, l'un des complices, de se compromettre. Les perquisitions les plus sévères pour le désarmement des paysans, avoient fait découvrir beaucoup d'armes, et quinze cents fusils cachés dans une seule maison. Ces dispositions hostiles étoient de nature à inspirer de l'inquiétude aux souverains alliés. Ils ne se dissimulèrent pas qu'ils ne pouvoient, sans danger, laisser manœuvrer sur leurs communications une armée aussi mobile, et conduite par un chef si entreprenant.

Au moindre revers la population entière des provinces envahies pouvoit se lever, couper les ponts et les routes, attaquer les convois, brûler les magasins, harceler et affamer les ennemis; en un mot, transformer la guerre en insurrection nationale, et répondre ainsi aux provocations et aux efforts de Napoléon. Paris, cette ville immense et populeuse, n'étoit-elle pas en état de guerre, et disposée

pour une défense sérieuse? Presque tous les rapports secrets s'accordoient sur ce point; les journaux, les proclamations et les bulletins étoient unanimes. La postérité pourra-t-elle le croire? Non-seulement la nation française, mais les princes et les généraux alliés se laissoient abuser par le style et le ton des journalistes, qui tenoient la plume sous l'influence de la police de Buonaparte!

Quinze jours encore d'indécisions, d'impostures et de manœuvres pouvoient porter les coalisés à se replier sur le Rhin pour éviter une guerre de désespoir; mais le ciel alloit présider lui-même au dénoûment de ce grand drame.

Le seul parti qui pût terminer la crise, étoit d'entrer dans Paris avec des forces imposantes. Sans doute les alliés pouvoient y pénétrer sous un point de vue militaire, et à la faveur de certaines circonstances; mais aussi les suites les plus funestes n'auroient pas manqué de signaler ce mode violent d'occupation. Napoléon se plaçoit-il entre les alliés et Paris? En admettant même la perte d'une bataille, il auroit défendu sa capitale avec fureur, et alors les alliés ne pouvoient plus s'en emparer qu'en la rendant le théâtre de la misère et de la dé-

solation. Mais par sa marche sur Saint-Dizier, laissant la route libre, Napoléon offroit aux alliés l'occasion la plus heureuse, ou au moins la possibilité d'entrer à Paris en libérateurs et en amis. Tel étoit le point décisif ; telle fut la résolution magnifique et hardie qu'adopta immédiatement l'empereur Alexandre, de concert avec le roi de Prusse, le prince de Schwartzenberg, ses ministres et ses généraux. Une fatalité irrésistible venoit d'entraîner Buonaparte loin de la capitale qu'il vouoit à la destruction, et une sorte d'inspiration alloit y amener Alexandre.

Depuis la rupture des conférences de Châtillon, depuis que toute perspective de paix s'étoit évanouie, le czar avoit reçu, du sein de Paris même la première communication un peu authentique sur la situation réelle de cette capitale sous le point de vue politique et militaire. Il savoit, à n'en plus douter, que le gouvernement de Buonaparte étoit divisé en deux partis : l'un composé d'hommes décidés à tout sacrifier, à consommer la ruine de la France, pour le maintien d'une puissance tyrannique, seule égide contre le mépris public qui les accabloit ; l'autre parti, plus nombreux, plus diversifié, détestoit en

secret cette exécrable domination, et n'y tenoit plus que par l'empire de la nécessité. Il sentoit que l'humanité en réclamoit la chute pour le repos de la France et la sécurité de l'Europe. A la tête de ces nombreux mécontens se plaçoit l'homme d'Etat célèbre qui avoit expié les services que ses talens avoient rendus au dominateur dans le début de sa haute carrière, par la désapprobation franche de tout ce que la conduite de Buonaparte avoit offert depuis d'extravagant et d'horrible, notamment l'énorme crime de la guerre d'Espagne. Aucun point d'appui cependant, aucune ancre de salut n'avoient encore été offerts à ce parti puissant qui ne se montroit pas insensible aux vues et à l'espoir des royalistes. La déclaration par laquelle l'empereur Alexandre fit connoître que les puissances alliées n'étoient pas dans l'intention d'intervenir dans la détermination que le peuple français pourroit prendre relativement au choix de son gouvernement, lui présenta une garantie solennelle, et donna aux esprits une impulsion qu'aucune autre circonstance n'auroit pu produire. Sûrs que Paris et le gouvernement même renfermoient des mécontens; que la population de cette capitale n'étoit nulle-

ment disposée à prendre les armes, et à tout sacrifier pour la cause d'un chef universellement abhorré, les monarques confédérés décidèrent que la totalité des deux armées alliées marcheroit en hâte sur Paris.

La masse de ses habitans néanmoins étoit toujours abusée par les relations mensongères des journalistes ; par l'annonce de prétendus avantages et de savantes manœuvres, qui répandoient une sorte de sécurité factice ; en un mot, les Parisiens étoient persuadés que Napoléon tenoit l'ennemi en échec loin de la capitale.

Ils n'avoient plus d'autre boussole que les articles des journaux commandés par la police, et sortis de l'atelier de l'esprit public. « C'est » à l'histoire militaire, disoient les journa- » listes, qu'il appartient d'exposer l'ensemble » des savantes manœuvres par lesquelles l'em- » pereur a déjoué de nouveau les projets des » deux armées ennemies qui paroissoient vou- » loir se réunir sous les murs de la capitale. » Depuis son départ de Troyes le 27 février, » jusqu'au 20 mars, Napoléon a parcouru une » ligne de cent vingt lieues dans divers sens, » et s'est trouvé présent à sept combats. L'en- » nemi a été repoussé à cinquante lieues de

» Paris, dans les deux directions de Mézières » et de Bar-sur-Aube. »

Mais ces hommages de l'adulation expirante n'étoient, aux yeux de la classe éclairée et honnête, que le signal de la détresse. On s'attendoit à des événemens qui devoient décider la crise sous peu de jours. On savoit que Napoléon étoit venu, comme à l'attaque de Laon, se briser à Arcis; on savoit qu'il y avoit couru des dangers personnels, et l'on citoit cette phrase d'une de ses lettres à Marie-Louise : « J'ai été en péril, et obligé de tirer » mes pistolets. » On savoit également, par une lettre du secrétaire d'Etat, qu'à l'imitation de Napoléon, toute sa suite avoit mis l'épée à la main. A ces nouvelles si tristes pour la cour, venoient se joindre des bruits plus alarmans encore, et plus avérés, tels que la révolution de Bordeaux, et la prise de Lyon par les Autrichiens. Voici comment cette ville avoit succombé.

Les renforts conduits par le général Bianchi s'étoient d'abord dirigés vers Dijon; de là vers la Saône et Mâcon, pour reprendre l'offensive, en combinant leur mouvement avec la marche du corps du prince héréditaire de Hesse-Hombourg, formant la réserve autri-

chienne. Le maréchal Augereau, que des forces supérieures environnoient déjà, se vit contraint d'abandonner ses opérations offensives en Franche-Comté, et de se borner à défendre la ligne de la Saône. L'ennemi, qui s'étoit emparé de Mâcon, s'y fortifioit; il étoit couvert par une tête de pont, et pouvoit mettre en ligne sur ce point quinze mille hommes, dont huit régimens d'infanterie hongroise, et quarante bouches à feu. De l'autre côté de la Saône, il alloit être soutenu par le corps du général Hardegg et la brigade Vieland.

Le général Meusnier, qui de Lons-le Saulnier s'étoit replié vers la Saône pour se réunir au maréchal Augereau, attaqua les Autrichiens à Mâcon sans se faire éclairer, et donna dans une batterie masquée, établie dans un jardin anglais à la porte même de la ville: il fut repoussé avec perte. Le maréchal Augereau, revenu lui-même en toute hâte sur Lyon, réunit à Villefranche le gros de ses forces composées de dix à douze mille hommes de troupes excellentes, parmi lesquelles figuroient le treizième régiment de cuirassiers et le quatrième de hussards. Le maréchal avoit laissé à Bourg le général Bordet avec trois à

quatre mille conscrits et quelques troupes de ligne, et ayant déjà devant lui huit à dix mille Hongrois : aussi se replia-t-il bientôt sur Maximieux ; là il reçut ordre de prendre position à Miribel.

Déjà le général Bianchi, après avoir poussé ses avant-postes jusqu'à Saint-Georges, avoit joint le 14 mars, à Bage-le-Châtel, le prince de Hesse-Hombourg, qui prit le commandement en chef de l'armée autrichienne du sud. Il se porta immédiatement sur trois colonnes pour livrer bataille à Villefranche au maréchal Augereau, et attaquant d'abord, dans sa marche, le général Gudin (1) à Belleville, força ce général de se replier sur Villefranche où il opéra sa jonction avec le reste de l'armée. L'ennemi formoit déjà une ligne étendue qui se prolongeoit par sa gauche sur les montagnes du Beaujolais. Le 16 mars, les deux armées bivouaquèrent en présence. Le lendemain, les Français furent attaqués sur tous les points : un combat très-vif s'engagea ; l'ennemi fut contenu pendant plusieurs heures ; mais il fallut céder à la supériorité de sa

(1) Frère du général de division Gudin, tué à la bataille de Borodino ou de la Moskowa.

force numérique. Le combat continua dans Villefranche même ; le maréchal Augereau fut un moment entouré par la cavalerie autrichienne, et dégagé presqu'aussitôt par le général Digeon à la tête des cuirassiers qui protégeoient la retraite. Elle s'effectua dans la nuit même sur Limonet près de Lyon. Des deux côtés, cinq à six cents hommes étoient restés sur le champ de bataille.

L'armée autrichienne, poursuivant ses avantages, se porta en force le lendemain, par la route de Beaujeu, sur l'aile gauche de l'armée française, tandis qu'une division attaquoit vivement le front de la ligne. Le maréchal Augereau avoit prévu le mouvement de l'ennemi, en garnissant sa gauche qui tint en échec les deux divisions du général Bianchi, ce qui permit au général Pannetier d'effectuer sa retraite dans le plus grand ordre.

Le 18 au soir, toute l'armée avoit pris position à Limonet. La journée du 19 se passa d'un côté en préparatifs d'attaque, et de l'autre en dispositions pour recevoir la bataille.

La droite de l'armée française, formée par la division Pannetier, occupoit Dardilly ; le centre, commandé par le général Meusnier,

étoit posté à Limonet en avant du faubourg de Vaise, et le général Digeon, avec la gauche, défendoit la route de Tarare. Le 20 mars, à la pointe du jour, le maréchal Augereau, s'étant porté sur la ligne de l'ennemi pour faire une reconnoissance générale, se vit immédiatement attaqué sur tous les points.

L'armée autrichienne montra quarante mille hommes, dont treize mille de cavalerie, et soixante pièces de canon. La lutte étoit inégale : en peu de temps la position de Limonet fut tournée le long de la Saône ; celle de Dardilly étant déflanquée, le général Pannetier l'abandonna également. Le général Digeon tint plus long-temps à Latour et à Grange-Blanche, opérant ensuite sa retraite en bon ordre.

Vers deux ou trois heures l'armée en retraite fut acculée au faubourg de Vaise, couronnant les hauteurs. Lyon offroit un aspect désolant.

Décidé à défendre la position de la Duchère, le maréchal Augereau y reçut le choc de l'ennemi, et y fut long-temps exposé de sa personne au feu des Autrichiens. Dans cet instant critique le général Digeon exécute plusieurs charges brillantes, prend dix pièces de

canon à l'ennemi, lui fait neuf cents prisonniers, et pare ainsi au danger d'une trop vive poursuite et d'une retraite en désordre.

L'armée française, si inférieure en nombre, soutint ce combat inégal en débordant par sa droite toute la gauche de l'ennemi, et s'emparant ainsi de la route de Lyon à Saint-Etienne.

Ces différentes actions commencées à Limonet, ne finirent qu'aux portes de Lyon et à la nuit. Les deux armées avoient montré beaucoup de valeur; mais l'ennemi, à la faveur de sa supériorité numérique, pouvoit entrer à Lyon en vainqueur, et user de tous ses droits. La consternation et le découragement régnoient dans la ville : les blessés y refluoient; on y étoit partout dans l'agitation et dans le trouble.

Les administrations s'étant assemblées le soir même pour aviser aux moyens de soustraire Lyon aux dangers qui le menaçoient, le maréchal prit séance au milieu des autorités; il ne leur dissimula rien de la gravité des conjonctures, leur fit connoître au juste la situation respective des deux armées, déclarant que Lyon ne pouvoit être défendu sans être exposé à tous les désastres d'une ville prise

d'assaut. La retraite fut décidée ; elle s'effectua dans la nuit même par le pont de la Guillotière, l'armée se portant sur Vienne. Les généraux Barbet et Digeon formèrent l'arrière-garde, le général Barbet ayant rejoint l'armée par le pont Morand.

Le comte de Bondy, préfet du Rhône, qui, pendant cette pénible et douloureuse campagne, avoit concouru à maintenir l'ordre dans Lyon, et pourvu aux immenses besoins des habitans et de l'armée, laissa au maire une instruction à l'effet de réclamer une capitulation favorable. M. de Fargues, commissaire de la municipalité, se rendit au quartier-général autrichien, et là il obtint sans peine que la sûreté publique seroit garantie et respectée, et que la garde nationale lyonnaise feroit concurremment le service avec la garnison. Mais, dans les campagnes environnantes, un corps de partisans, formé sous la conduite de M. de Damas, attira sur plusieurs communes la vengeance des alliés.

Le prince de Hesse-Hombourg et le général Bianchi firent une entrée pacifique à Lyon. Trompés, comme les Parisiens, sur le nombre des ennemis, les Lyonnais virent défiler avec surprise cinquante mille autrichiens dans leurs

murs. Le maréchal Augereau se retiroit à la hâte le long du Rhône. Le prince de Hesse le suivit, atteignit son arrière-garde à Saint-Simphorien, pressa sa marche, et établit son quartier-général à Vienne. Le maréchal Augereau gagna Valence, afin de manœuvrer pour garder la ligne de l'Isère, qui s'étend de Valence à Grenoble. L'occupation de Lyon assuroit aux alliés la conquête de Genève, du Mont-Blanc et de toutes les provinces que défendoit la ligne de la Saône et du Rhône jusqu'à l'Isère. Les généraux Marchand et Desaix, qui avoient repris l'offensive contre le corps du général comte Bubna jusqu'aux portes de Genève, se virent forcés de battre en retraite pour se rallier au maréchal Augereau sur l'Isère.

Tels furent les événemens qui soumirent aux alliés la seconde ville de la France, et qui les portèrent vers les sources de la Loire. Au moment où les souverains coalisés recevoient l'importante nouvelle de l'occupation de Lyon; au moment même où le bruit de cet événement perçoit dans Paris, et y faisoit une vive sensation en dépit des précautions et du silence des ministres, l'empereur Alexandre et le roi de Prusse prenoient irrévocablement la réso-

lution courageuse d'effectuer la jonction des deux armées combinées, de se placer ainsi entre l'armée française et Paris, et de marcher avec deux cent mille hommes sur la capitale de l'empire français, seule entreprise capable de mettre un terme à la guerre.

—

LIVRE XV.

Jonction des armées alliées entre l'Aube et la Marne. — Retraite des maréchaux Marmont et Mortier sur Paris. — Combat de Fère-Champenoise. — Prise d'un convoi et de cinq mille hommes destinés pour l'armée de Napoléon. — Marche des alliés sur Paris. — Passage de la Marne à Meaux — Mouvement de Napoléon vers Saint-Dizier et Doulevant. — Il croit la grande armée sur ses traces. — Contre-marche sur Vitry et Saint-Dizier. Combat de Saint-Dizier; la cavalerie russe est dispersée et mise en fuite. — Napoléon apprend enfin la marche des alliés sur la capitale. — Il se dirige sur Vandœuvres et Troyes, par la traverse, et envoie intercéder auprès de l'empereur d'Autriche.

En partant de la rive droite de l'Aube, les monarques alliés, pour mieux masquer leur dessein, avoient mis les austro-russes en mouvement dans la direction de Vitry, où le prince de Schwartzenberg, par deux marches forcées de dix-huit et de douze lieues, parut avec le gros de son armée.

Par une singularité remarquable, au moment même où Napoléon portoit le 23 mars

son quartier-général à Lonchamps, dans la maison de M. Duplessis, sur la route de Vitry à Saint-Dizier, l'empereur Alexandre établissoit le sien chez ce même M. Duplessis à Vitry-le-Français.

L'empereur d'Autriche, abandonnant au czar et au roi de Prusse la direction des événemens qui alloient décider du sort de Napoléon, prit séparément la route de Bar-sur-Aube, de Châtillon-sur-Seine et de Dijon, avec sa garde et un corps de Wurtembergeois.

Au même moment, le prince de Schwartzenberg forma, sur la ligne de Bar-sur-Aube, un corps intermédiaire dont il donna le commandement au général Duca, chargé de protéger le quartier-général de l'empereur d'Autriche, ses magasins, ses bagages et ses parcs de réserve, et, au besoin, de les transporter à l'armée de Lyon. Le général Duca devoit assurer aussi les communications de la grande armée, tandis qu'elle presseroit sa marche vers la capitale.

Rien ne manquoit plus au complément de cette grande entreprise, que la jonction de l'armée du maréchal Blucher. Les souverains alliés reçurent avec joie l'avis certain que le feld-maréchal venoit d'arriver, avec une grande

partie de ses forces, à Châlons-sur-Marne. Il étoit encore à Fismes quand le courrier de Napoléon fut enlevé par sa cavalerie légère, et à peine avoit-il eu connoissance du contenu des dépêches interceptées qu'il s'étoit dirigé sur Châlons, poussant toujours sa cavalerie en avant. Bientôt en effet, les généraux Wenzingerode et Czernicheff entrèrent à Vitry-le-Français, et furent détachés sur-le-champ avec dix mille chevaux et cinquante pièces de canon, pour observer la marche de Buonaparte sur Saint-Dizier, en menaçant ses derrières. L'infanterie du général Wenzingerode, ainsi que les corps des généraux Woronzoff et Sacken, étoient encore à Châlons avec le général Blucher. York et Kleist, après avoir passé la Marne et repris Epernay, le 21 mars, s'étoient portés sur la ligne de Montmirel, tandis que le général Bulow marchoit de nouveau contre Soissons, poussant des partis vers Compiègne, où une première attaque fut repoussée avec vigueur.

On aperçoit aisément, par la seule inspection des mouvemens combinés de toutes ces masses, que si Buonaparte n'eût pas repassé promptement l'Aube entre les deux armées alliées, il se seroit vu infailliblement dans une

position semblable à celle où il s'étoit trouvé à Leipsic, et que le résultat eût été le même, par l'extrême disproportion des forces ennemies. Le 25 mars, plusieurs régimens de l'armée de Silésie sortoient de Châlons, prenant la route de Vitry, où venoit d'entrer la cavalerie russe, quand tout à coup arriva un ordre du roi de Prusse au maréchal Blucher, pour qu'il eût à diriger aussitôt son armée sur Paris, sans s'occuper de Buonaparte ni de l'armée française.

Tout ayant été prévu et ordonné, la grande armée austro-russe fit volte-face, et de Vitry, marcha aussi le 25 mars, en trois colonnes, sur Fère-Champenoise, dans la direction de la capitale. La cavalerie formant l'avant-garde devoit pousser ce jour-là jusqu'à Sézanne, et le reste de l'armée bivouaquer à Fère-Champenoise: les quatrième et sixième corps au centre; le cinquième, en colonne, sur la droite; le troisième, les réserves et les gardes à l'aile gauche. L'état de l'atmosphère favorisoit cette magnifique expédition.

A une belle gelée qui avoit régné pendant tout le cours de février, venoit de succéder, presque sans une goutte de pluie, un temps sec, une chaleur douce, un printemps pré-

coce. Cette circonstance extraordinaire influa sur les destinées de la France, en faisant disparoître pour les alliés une grande partie des obstacles et des fatigues d'une campagne entreprise au cœur de l'hiver.

Cependant il ne restoit plus, entre Paris et la grande armée austro-russe, que les deux foibles divisions des maréchaux Marmont et Mortier, qui, réunies, ne s'élevoient qu'à douze mille hommes. Napoléon, après le combat de Reims, les avoit laissées sur l'Aisne, pour contenir l'armée de Silésie. Mais que pouvoient douze mille combattans contre plus de quatre-vingt mille ? L'armée combinée, forçant tous les passages, avoit contraint les deux maréchaux à se replier sur la Marne. Leurs instructions portoient de couvrir la capitale, et s'étant d'abord retirés sur Fismes, ils avoient adopté un système d'opération qui, sans compromettre leurs forces, devoit retarder la marche de l'ennemi : tous deux étoient résolus de prendre successivement de fortes positions, qu'on ne pût attaquer sans les avoir tournées ou reconnues. Mais de nouveaux ordres leur prescrivirent bientôt de se diriger, à marches forcées, sur Châlons, pour joindre l'armée de Buonaparte. C'étoit au moment

même où il s'abandonnoit à l'illusion trompeuse que ses mouvemens sur les communications de l'ennemi forceroient enfin les alliés à effectuer leur retraite. Les deux maréchaux prirent à l'instant la direction de Vertus et de Soudé, croyant joindre plus sûrement Napoléon. Arrivés à Vertus, ils sont informés que la plus grande partie de l'armée combinée occupe Châlons, tandis que de fortes colonnes débouchent par Epernay, et que le corps de Kleist, qui avoit suivi de près les deux maréchaux, passoit la Marne à Château-Thierry. Ils apprennent en même temps que Napoléon est devant Vitry, et son arrière-garde à Sommésous; ils y marchent à l'instant même, et prennent position, le 24, à la naissance de deux ruisseaux qui forment la rivière de Soudé. Toutefois on néglige d'occuper les hauteurs, dans la persuasion qu'on ne peut rencontrer d'autre armée que celle de Buonaparte. Qui auroit pu croire, en effet, qu'il eût laissé entre Paris et lui des forces dix fois plus considérables que celles dont il pouvoit disposer? Au lieu de trouver l'armée française, les deux maréchaux tombent, le lendemain, dans l'avant-garde du prince royal de Wurtemberg. Quelle dut être leur surprise en se voyant si près de la grande

armée alliée, au moment même où ils s'attendoient à trouver celle de Buonaparte ! Apercevant un corps d'armée considérable qui marchoit en avant, les deux divisions françaises eurent à peine le temps de songer à la retraite. On canonna pourtant l'ennemi, et les colonnes se seroient repliées en bon ordre si, arrivées à Sommesous, elles ne s'y fussent arrêtées pour rallier quelques troupes restées en arrière à Bussy-l'Estrée et à Vatry. Là il fallut tenir contre des forces colossales, dont le nombre croissoit toujours. En vain essaya-t-on de faire volte-face; on fut accablé et vivement poursuivi jusqu'à Corantray et à Fère-Champenoise, par la cavalerie du quatrième et du sixième corps, sous les ordres du général Rayefsky. Dans plusieurs charges ce général prit un grand nombre de caissons et de chariots de bagages. En même temps la cavalerie légère des gardes russes, commandée par le grand-duc Constantin en personne, débordoit, sur la gauche, les colonnes en retraite, chargeant d'abord les cuirassiers, puis les masses d'infanterie, que les cavaliers wurtembergeois et les cuirassiers autrichiens vinrent assaillir d'un autre côté. Exposés dans presque toutes les directions au choc d'une

cavalerie si nombreuse, les bataillons français laissèrent un grand nombre de tués et de blessés sur le champ de bataille, et perdirent, au passage des défilés, dix pièces de canon et près de mille soldats faits prisonniers de guerre. Les deux maréchaux poursuivis ainsi jusqu'à Sézanne, abandonnèrent encore vingt pièces de canon qu'il fut impossible de sauver; la frayeur s'étant emparée des conducteurs et des soldats du train, ils coupoient les traits, fuyoient à cheval, et laissoient là les pièces. Les troupes terminèrent cette journée malheureuse en prenant position sur les hauteurs d'Allement, près de Sézanne.

La cavalerie seule avoit pris part à leur poursuite, tandis que la masse de la grande armée alliée filoit sur Fère-Champenoise, où fut établi aussitôt le quartier-général. A peine les monarques et le généralissime venoient-ils d'y arriver, qu'on entendit sur la droite une assez forte canonnade; c'étoit le canon autrichien qui, par méprise, tiroit contre le canon prussien. Bientôt on aperçut un corps de cavalerie qui marchoit droit au quartier-général. On crut voir d'abord des Français qui débouchoient inopinément; et l'empereur de Russie, accompagné du roi de Prusse, ordonna à un

train d'artillerie de se placer en position. Mais on ne tarda pas à reconnoître que ces troupes appartenoient à l'armée du maréchal Blucher. Dès lors, la jonction des deux armées fut effectuée entre l'Aube et la Marne. Un avantage brillant et imprévu alloit marquer cette réunion, prélude d'événemens si mémorables.

Paris avoit vu sortir de son sein une colonne détachée, forte de cinq mille hommes, sous les ordres des généraux Amey et Pactod, escortant un immense convoi de munitions, et cent mille rations de pain pour l'armée de Buonaparte. Ce convoi étoit par lui-même, et par le nombre de troupes qui le suivoit, d'une extrême importance. Il s'étoit avancé des environs de Montmirel pour joindre Napoléon; mais par sa direction même, il ne pouvoit plus échapper aux deux armées alliées, alors si près l'une de l'autre.

Il fut d'abord aperçu par la cavalerie du maréchal Blucher, ou plutôt ce fut le capitaine Harris, aide-de-camp du lieutenant-général Stewart, commissaire anglais, qui, allant à la découverte avec quelques cosaques, donna au feld-maréchal le premier avis de la marche et de la position du convoi. Le maréchal détacha à l'instant les généraux de cava-

lerie Korff et Basilischikoff pour l'attaquer. A la vue de l'ennemi, la colonne et le convoi se replièrent sur Fère - Champenoise, au moment où arrivoit sur ce point, par la route de Vitry, la cavalerie de la grande armée austro-russe. Informé de cette rencontre, le prince de Schwartzenberg fait revenir en hâte une partie de la cavalerie qui poursuivoit les maréchaux Mortier et Marmont; en même temps l'empereur Alexandre ordonne lui-même de faire avancer les canons russes. Pressés et chargés de tous côtés par des troupes sous les ordres immédiats des souverains alliés et du généralissime, les Français, ne consultant que leur courage, et sans compter l'ennemi, se forment en plusieurs carrés, et se disposent à la plus opiniâtre résistance. Leurs colonnes n'étoient composées néanmoins que de jeunes soldats et de gardes nationales; mais rien ne put intimider ces militaires encore novices. Les carrés continuent leur marche en faisant feu, bravant les charges de la cavalerie, rejetant les sommations réitérées des parlementaires russes, et refusant toujours de mettre bas les armes, malgré les plus vives attaques. En vain le colonel Rapatel, le même qui avoit recueilli les dernières pa-

roles, et reçu les derniers soupirs du général Moreau, s'avança seul pour faire cesser la lutte inutile de cette brave troupe, qui, entourée et désespérant de vaincre, vouloit au moins mourir avec gloire. « Mes amis, mes compa-» triotes, leur crie le colonel, cessez de com-» battre; vous avez acquis l'honneur: Alexandre » vous rendra sur-le-champ la liberté. » A peine il achève, que, frappé de deux balles, il tombe et meurt, honoré des regrets de l'armée, et de l'empereur de Russie dont il étoit devenu l'aide-de-camp.

L'artillerie seule put vaincre la résistance de ces braves, qui luttoient contre toute une armée. Des batteries ouvrent leur feu, et entament les carrés; des charges simultanées de cavalerie achèvent de les rompre et d'y porter la mort et le désordre : il fallut céder. Les généraux de division Amey et Pactod, cinq généraux de brigade, douze pièces de canon, quatre mille huit cents hommes d'infanterie, et le convoi entier, tombèrent au pouvoir des deux armées confédérées et réunies. Les prisonniers défilèrent devant l'empereur Alexandre, qui daigna leur adresser des paroles de bonté et de consolation. Plusieurs gardes nationaux et plusieurs conscrits, indi-

gnés d'avoir été abandonnés et sacrifiés par Buonaparte, firent entendre ce cri : « Point » d'empereur Napoléon! » Cette journée brillante fraya aux armées alliées le chemin de la capitale.

Tandis que les colonnes d'infanterie du feld-maréchal Blucher s'avançoient d'Etoges sur Montmirel, la grande armée continuoit sa marche en trois colonnes, se dirigeant sur la Ferté-Gaucher; le troisième corps couvroit tout le bagage, l'artillerie, les parcs, les trains, et rendoit ainsi la marche plus serrée. Les corps de partisans des généraux Kaisaroff et Seslawin occupoient et observoient le pays vers Arcis et Troyes, entre l'Aube et la Seine.

Les souverains et les généraux alliés n'avoient pas perdu de vue toutefois les maréchaux Marmont et Mortier, qui avoient pris position au défilé de Tourneloup. A l'arrivée de l'ennemi, leurs colonnes se retirent précipitamment à la Ferté-Gaucher. Il étoit difficile qu'elles pussent échapper sans de nouvelles pertes, toutes les dispositions étant faites pour les harasser et les entourer, non-seulement par la cavalerie du grand-duc Constantin et du général comte Pahlen, mais encore par les

escadrons du général Rayefsky et du prince royal de Wurtemberg. La poursuite étoit si vive, et la retraite si précipitée, que les régimens continuoient d'abandonner leur artillerie dans toutes les directions. Cette déroute devint plus désastreuse encore par l'arrivée subite des corps prussiens des généraux Kleist et York à la Ferté-Gaucher, au moment même où les deux maréchaux y passoient en hâte, le 26 mars, pour se replier sur Meaux et sur Paris. Leur position étoit critique; elle étoit presque désespérée. Attaqués ainsi en flanc et en queue, ils se firent jour l'épée à la main, et laissèrent, après un combat acharné, quinze cents prisonniers à l'ennemi. La poursuite fut continuée sans relâche. Une défense héroïque des troupes du duc de Raguse, dans le village de Montis, arrêta l'avant-garde russe. La nuit survint, et les Français continuèrent leur mouvement rétrograde. Arrivées à Crécy, les colonnes se séparèrent; la route de Meaux n'étant plus libre, la plupart suivirent celle de Lagny et de Charenton. Elles furent continuellement harcelées par la cavalerie du général comte Pahlen et du prince royal de Wurtemberg; et dans la direction de Meaux, par les généraux Kleist et York. Quelle autre

troupe pressée, presque entourée par des forces si supérieures, n'auroit pas succombé en totalité, ou mis bas les armes? Mais ces braves, dénués de tout, sans vivres, sans appui, sans espoir, abandonnés pour ainsi dire par le chef insensé que l'honneur et la discipline leur faisoient un devoir de ne pas trahir, oublioient leurs propres infortunes, ne songeoient qu'à la patrie, et pleuroient de douleur à la vue de tous les maux qui fondoient sur elle; ils bravoient les fatigues, les privations, et tous les dangers pour accourir à la défense de la capitale. On peut évaluer, sans exagération, les pertes de ces corps abandonnés à eux-mêmes, et poursuivis dans toutes les directions, à sept ou huit mille hommes tués, blessés ou prisonniers, c'est-à-dire, à plus de la moitié des soldats qui les composoient : ce qui parvint à échapper n'y réussit que par des marches forcées et continuelles. La perte de l'artillerie fut dans une proportion plus forte encore : quatre-vingts pièces de canon tombèrent au pouvoir des alliés, depuis Fère-Champenoise jusqu'à Crécy et aux environs de Meaux. Mais aussi quand on se représente que l'armée de Silésie étoit encore le 24 mars à Fismes, entre Reims

et Soissons, et que, dès le 26, elle combattoit à la Ferté-Gaucher, après une marche de vingt-six lieues, on est entièrement convaincu qu'il n'est aucun effort physique qui puisse jamais surpasser ceux qu'a produits, de part et d'autre, la crise sans exemple dont nous retraçons l'histoire.

Dans la nuit du 26 au 27, le général Woronzow surprit près de la Ferté-sous-Jouarre un corps français au bivouac, et le fit prisonnier. De Meilleret, où la grande armée avoit pris position le 26, elle continua sa marche sans interruption, et dès le 27 le quartier-général fut établi à Coulommiers, les Austro-Russes ayant fait ainsi vingt-sept lieues en trois marches, et ne se trouvant plus qu'à treize lieues de la capitale. Le même jour, le maréchal Blucher porta son quartier-général à la Ferté-sous-Jouarre, avec le projet d'y passer la Marne le lendemain, tandis que la grande armée la passeroit à Lagny. L'intention des souverains alliés étoit de concentrer la totalité de leurs forces sur la rive droite de la Marne et de la Seine pour attaquer Paris au nord, en prenant position dans la plaine de Saint-Denis devant les hauteurs de Montmartre.

De quel étonnement ne furent pas frappés les habitans de la Brie en voyant défiler dans un ordre admirable ces masses prodigieuses, ces armées immenses qu'on leur avoit représentées comme étant en déroute, en fuite, et n'offrant plus que des débris!

Le 28 mars, elles continuèrent leur marche sur Meaux par les deux routes de la Ferté-Gaucher et de Montmirel. Dix mille hommes de gardes nationales, mêlées à quelques troupes de ligne, essayèrent, entre la Ferté-sous-Jouarre et Meaux, de tenir tête à l'armée de Silésie : tentative inutile. Le général Horn les attaqua brusquement; et, se mettant à la tête de quelques escadrons, il perça dans une masse d'infanterie, et fit le général français prisonnier.

Le même jour, une partie du corps d'armée du maréchal Mortier, sous les ordres du général Vincent, traversa la ville de Meaux, rompit le pont en se retirant, et retarda ainsi la marche des alliés. L'évacuation de Meaux fut marquée par l'épouvantable explosion d'un immense magagin à poudre que les troupes en retraite firent sauter sans en donner le moindre avis aux habitans. La commotion fut telle, qu'ils se crurent à la veille d'être ense-

velis sous les ruines de la ville ; toutes les fenêtres, sans exception, furent réduites en atomes ; toutes les maisons furent endommagées, ainsi que la cathédrale, édifice remarquable par sa structure, ses ornemens, et surtout par le chœur, chef-d'œuvre d'architecture.

Les alliés avoient déjà jeté sur la Marne plusieurs ponts, afin de filer sur la rive droite en plusieurs colonnes. Le passage fut disputé à Tréport. Toutefois, malgré le feu des Français, le pont fut bientôt achevé, et l'armée de Silésie passa tout entière.

Ainsi, dès le 28 mars, quatre jours après le mouvement de Vitry, les souverains alliés se voyoient transportés aux environs de Paris, sans qu'aucun obstacle, aucune force imposante pussent leur en interdire les approches. Cet avantage décisif, ils le devoient à la célérité de leur manœuvre, et à la vigueur de leur résolution, qui leur avoient fait gagner quatre marches sur l'armée française et sur Napoléon en personne.

Voyons maintenant par quel esprit de vertige ce conquérant déchu, mais toujours si actif, si redoutable, se laissa enlever sa capitale sans en concevoir le moindre soupçon.

Au moment même où les alliés commençoient leur rapide mouvement, il montroit aux yeux de son armée cette confiance hypocrite et insultante avec laquelle il s'étoit si souvent joué des nations. « On a parlé de paix, » disoit-il, mais je ne traite point avec des » prisonniers ; » car déjà il regardoit les armées alliées comme coupées et enfermées au cœur de la France. Le sort de Paris, abandonné pour ainsi dire à lui-même, ne lui avoit inspiré qu'une légère sollicitude, accoutumé, comme il l'étoit, de tout rapporter à sa personne. En effet, il se voyoit au milieu d'une armée fidèle, intrépide, infatigable, qui avoit remporté plus de victoires qu'elle n'avoit éprouvé de revers, et dont les succès, dans une campagne si pénible, rehaussoient encore la gloire. En s'efforçant de changer le théâtre de la guerre pour frapper un coup décisif, il n'entrevit d'autre danger pour sa capitale, que d'être insultée momentanément par quelques corps détachés de l'armée de Silésie, jusqu'à ce que la renommée de son mouvement sur les communications de la grande armée forçât toutes les troupes ennemies de rétrograder vers le Rhin.

Persuadé que tel seroit le résultat de ses

manœuvres, il avoit expédié, dit-on, à son frère Joseph et à ses ministres une dépêche par laquelle il leur demandoit s'ils pouvoient lui donner l'assurance que, tandis qu'il exécuteroit une opération qui alloit étonner l'Europe, Paris ne s'effraieroit point de l'apparition d'un détachement de l'armée de Blucher; si Paris enfin, secondé par des troupes de ligne, opposeroit une résistance efficace à une attaque subite qui ne pouvoit durer au-delà de quarante-huit heures. On ajoute que l'enthousiasme s'empara du conseil, à la lecture de cette missive impériale; que les ministres et celui qu'il étoit convenu d'appeler encore *roi Joseph*, engagèrent leur responsabilité, non-seulement pour une résistance de quarante-huit heures, mais encore pour une défense en règle pendant huit jours, défiant l'ennemi de pénétrer dans la capitale avec une partie seulement de ses forces.

Le résultat de cette délibération rassurante parvint rapidement à Arcis. au moment où Napoléon étoit encore incertain s'il attaqueroit la grande armée alliée, ou s'il commenceroit son mouvement vers l'est. On ajoute qu'à l'arrivée de l'auditeur, ou maître des requêtes, chargé du porte-feuille contenant le

travail du conseil que Napoléon recevoit pour la dernière fois, il dit à ce jeune fonctionnaire, avec sa brusquerie accoutumée : « Hé bien ; » les badauds de Paris ont ils peur ? » et que plein de zèle et d'espoir, l'aspirant aux faveurs impériales exalta l'esprit belliqueux des Parisiens, et leur dévouement à la personne de leur empereur. C'est ainsi que, rassuré de tous côtés, Napoléon continua, avec une confiance imperturbable, son mouvement sur la Lorraine.

C'étoit le 21 mars que son armée en avoit pris la route. Le plus noir dessein préoccupoit toutes les facultés de son âme, tout en poursuivant l'opération hasardeuse qui le portoit vers Saint-Dizier. Il vouloit s'emparer d'un prince, modèle de courtoisie et de bonté, et l'immoler à sa sombre inquiétude. En un mot, le sort du duc d'Enghien étoit réservé à MONSIEUR, comte d'Artois, que la politique des rois enchaînoit encore à Vesoul. A peine étoit-il permis à ce prince de suivre, presque seul, et de loin, les armées confédérées. Ne pouvant exercer, au sein même de sa patrie, d'autres prérogatives que celles de la bienfaisance, il gémissoit sur les dévastations et sur les calamités que Napoléon avoit attirées sur

elle. Ses mains royales secouroient les conscrits blessés, essuyoient les larmes des paysans qui s'attroupoient autour de sa personne auguste. Là se bornoient son influence et son pouvoir. Cependant le seul bruit de sa présence avoit réveillé dans l'âme des royalistes de la Lorraine d'anciens sentimens de fidélité et d'amour. Une députation des magistrats et des principaux habitans de Nancy avoit pris la résolution de se rendre à Vesoul auprès de MONSIEUR, pour solliciter avec les plus vives instances S. A. R. de se mettre à leur tête. Les mêmes dispositions alloient éclater en Franche-Comté et en Bourgogne, et Nancy étoit à la veille de présenter, sinon des scènes aussi éclatantes, du moins les mêmes résultats que venoit d'offrir Bordeaux. La cocarde blanche avoit été arborée : déjà même on entendoit les acclamations de *vive le Roi! vive Louis XVIII! vivent les Bourbons!* Aucun partisan de Buonaparte n'osoit élever la voix. S. A. R. alloit partir de Vesoul pour Nancy, et combler ainsi les vœux des principaux habitans de cette ville. Napoléon en est informé par ses émissaires au même moment où il reçoit le courrier, porteur de la nouvelle que Bordeaux vient de secouer le joug de sa domination.

Aussitôt la colère et la vengeance enflamment ce cœur endurci et déjà brisé par les revers. Ce fut alors qu'il donna l'ordre à un corps de cavalerie, commandé par le général Piré, de se porter vers Chaumont, et d'arrêter sur la route tous les courriers, toutes les estafettes, toutes les voitures qui sortiroient de Vesoul. Le 25 mars, ce général arrive par des marches forcées près de Chaumont; il y pénètre, trouvant sur sa route, parmi des paysans aigris par des pertes récentes, un appui et des auxiliaires dans l'exécution des ordres que lui a prescrits son maître; il parvient même à couper la ligne de communication de l'ennemi, à intercepter plusieurs personnages marquans, tels que le baron de Wissemberg, ministre d'Autriche en Angleterre, venant de Londres avec le comte Palfi son secrétaire de légation; le lieutenant-général Schiol de Brand, ministre de Suède auprès de l'empereur de Russie; le conseiller de guerre prussien, Beguelin, et MM. de Tolstoi et de Marcof, officiers d'ordonnance russes, allant en mission à différens quartiers-généraux alliés. L'enlèvement de ces personnages et de leurs papiers étoit d'une grande importance; toutefois Napoléon ne pouvoit être satisfait, tant

qu'il n'auroit pas en son pouvoir l'auguste frère d'un roi dont il occupoit le trône : mais le temps des crimes politiques expiroit ; la Providence veilloit à ce que l'affreux projet de Napoléon ne pût s'accomplir, et ce fut elle qui, au milieu même de cette horrible tentative, voulut que le bras de la justice éternelle préparât son châtiment.

Il n'arriva qu'après trois marches à Saint-Dizier. Là il apprit que le duc de Tarente et le duc de Reggio, qui formoient son arrière-garde, avoient été vivement inquiétés depuis Arcis-sur-Aube ; qu'ils avoient laissé une partie de leur artillerie dans les boues de Sommepuis, où les chemins étoient impraticables, et que ce n'étoit pas sans effort qu'ils avoient fait leur jonction à Vitry avec le maréchal Ney, laissé en position devant cette ville. Le 23 mars, M. de Caulaincourt, arrivant du congrès dissous, joignit l'armée à Saint-Dizier, et put informer son maître que, ses fraudes diplomatiques ayant échoué, la force et les armes seules alloient décider du sort de son empire. Le lendemain Napoléon, ralliant le gros de son armée, et se dirigeant au sud, prit la route de Joinville, passa à Vassy et dans la soirée du même jour fit halte à Dou-

levant. Cette nouvelle direction l'éloignoit de plus en plus de Paris et des armées confédérées. Aux yeux des militaires clairvoyans, il n'étoit déjà plus douteux qu'elles n'eussent opéré leur jonction, et marché sur la capitale : c'étoit le sentiment général de l'armée. Napoléon seul ne voyoit, n'entendoit rien, ne soupçonnoit rien : on eût dit qu'un épais bandeau ne lui permettoit déjà plus de discerner les objets. L'inquiétude sur le mouvement présumé de l'ennemi paroissoit d'autant plus fondée, que depuis le 19 on n'avoit plus reçu au quartier-général de nouvelles de Paris, et que les communications étoient évidemment interceptées. On ne pouvoit concevoir les motifs d'une manœuvre qui ouvroit aux alliés l'accès de la capitale. Plusieurs officiers étoient persuadés que Napoléon avoit renoncé à la défendre, qu'il n'avoit d'autre intention que de se rapprocher des places fortes du pays Messin et de la Lorraine, pour renforcer son armée d'une partie des garnisons, et se borner ensuite à une guerre de partisans. D'autres soutenoient que la marche sur Doulevant n'avoit d'autre objet que d'enlever les empereurs alliés, qu'on supposoit en retraite de Bar-sur-Aube vers Langres. Il paroît certain que ce

mouvement se combinoit avec celui d'une partie de la cavalerie légère détachée sur la grande route de Chaumont à Vesoul, non-seulement pour tenter de se saisir du comte d'Artois, mais encore de l'empereur d'Autriche. Prévenu du danger à Bar-sur-Aube, ce monarque fit, dit-on, treize lieues à cheval en toute hâte, escorté par sa cavalerie d'élite, pour gagner Châtillon-sur-Seine, évitant ainsi de tomber dans les coureurs du général Piré. De là il fit son entrée à Dijon où il reçut les clés de Lyon, et fut rejoint par tous les membres du congrès.

C'est ainsi qu'en perdant de vue la guerre, pour ne s'occuper qu'à poursuivre les proies qui lui échappoient, Napoléon alloit se laisser enlever Paris et l'empire.

N'ayant reçu, pendant toute la journée du 26 mars, aucun avis certain sur la marche et la force de l'ennemi, qu'il supposoit toujours suivre les traces de son armée, il expédia un aide-de-camp du prince de Wagram au maréchal duc de Tarente, qui formoit l'extrême arrière-garde, et qu'on savoit avoir été attaqué le matin à son passage à Saint-Dizier. L'aide-de-camp étoit chargé de prendre auprès du maréchal des renseignemens positifs

sur la force que l'ennemi avoit montrée, et, dans le cas où toute l'armée alliée auroit paru, de faire connoître que l'intention de l'empereur étoit d'en venir à une action générale. Maître des communications avec les villes voisines, telles que Brienne, Bar-sur-Aube et Chaumont, et pouvant d'ailleurs choisir son champ de bataille, Napoléon ne doutoit pas du succès. L'aide-de-camp trouva le duc de Tarente un peu au-delà de Vassy, et il reçut du maréchal l'information qu'au moment de sortir de Saint-Dizier, l'ennemi avoit montré environ dix mille chevaux et cinquante pièces de canon en position près de Hoiricourt, sur la rive droite de la Marne; que de là cette artillerie avoit foudroyé d'une rive à l'autre les troupes en marche sur la route de Saint Dizier à Vassy, route qui longeoit la rivière l'espace d'une demi-lieue C'étoient les dix mille chevaux de Wenzingerode et de Czernicheff, chargés d'observer les mouvemens de Buonaparte. Le maréchal Macdonald ajouta que, depuis cette première attaque, il n'avoit vu seulement qu'un petit nombre d'escadrons suivre l'armée. Voulant recueillir une plus grande masse de lumières, l'aide-de-camp se rendit auprès des généraux Milhaud et Lhé-

ritier, dont la cavalerie formoit l'arrière-garde : leurs rapports furent entièrement conformes à celui du maréchal, et ces deux officiers s'accordèrent dans l'opinion que l'ennemi n'avoit montré que de la cavalerie, et pas un seul fantassin.

Toutefois, quelques généraux, dont le sentiment devoit être d'un grand poids, étoient persuadés que ce n'étoit là qu'une forte avant-garde, que la grande armée, ou la majeure partie au moins, étoit revenue sur ses pas vers Saint-Dizier, se portant sur Joinville, dans l'intention de tourner les Français alors à Doulevant, et de tomber entre ce bourg et Vassy, pour couper et séparer les différens corps de l'armée.

Le maréchal Ney, que l'aide-de-camp, expédié par Buonaparte, alla également consulter sur les mouvemens de l'ennemi, étoit loin de partager cette opinion. Jugeant l'état de la guerre avec la pénétration et le coup d'œil d'un général consommé, il ne doutoit nullement que les armées combinées n'eussent opéré leur jonction, et ne marchassent sur la capitale. Dans la nuit même, l'aide-de-camp d'ordonnance reprit la route de Doulevant pour rendre compte à l'empereur du résultat

de sa mission. « L'ennemi, dit-il à Buona-
» parte, n'a montré que de la cavalerie, et
» il y a tout lieu de croire que les troupes qui
» ont suivi le duc de Tarente, n'étoient char-
» gées que de nous observer, et de couvrir le
» mouvement de jonction des deux armées
» combinées qui, suivant toutes les appa-
» rences, sont en pleine marche sur Paris. »
Napoléon apporta une extrême attention à ce rapport, et ne dit à l'aide-de-camp que ces mots : « Je verrai demain ce que j'aurai à faire. »

Quelle fut la surprise de cet officier, quand deux heures après il entendit donner l'ordre du départ pour Vassy, Napoléon voulant en venir à une action générale, et se battre sur ce terrain, qu'il y eût ou non des ennemis : sa persuasion étoit telle, que rien au monde ne pouvoit le dissuader que l'armée alliée marchât dans cette direction.

Toute l'armée française, par une contremarche, s'étant portée de nouveau sur Vassy, trouva les avant-postes de la cavalerie de Wenzingerode à quelques lieues de là. Ils se replièrent sur Saint-Dizier à l'approche de la cavalerie française, qui culbuta aisément les premiers escadrons russes. Les alliés n'avoient alors à Nancy qu'un petit corps de réserve sous les ordres du prince Biron de Courlande.

L'armée française arriva sur le terrain le même jour 26, et trouva tout le corps de Wenzingerode en bataille sur la rive droite de la Marne, occupant la route de Saint-Dizier à Vitry. Napoléon fit attaquer aussitôt Saint-Dizier par le maréchal Oudinot; et, passant en personne la Marne au gué de Valcour, à la tête de sa cavalerie d'élite, il renforça sa gauche dans l'intention de tomber sur l'extrême droite de l'ennemi, et de le refouler sur Saint-Dizier. La cavalerie de Wenzingerode formoit un rideau très-étendu qui trompa le coup d'œil de Buonaparte. Cependant les dragons, les chasseurs et les lanciers de la garde, commandés par le général Sébastiani, firent plusieurs charges brillantes, secondés par des corps de cavalerie, arrivés récemment de l'armée d'Espagne, et qui brûloient de se signaler. Le terrain fut d'abord disputé, mais la cavalerie ennemie fit bientôt sa retraite en désordre dans la direction de Bar-sur-Ornain, laissant les prés et les bois jonchés de morts; quelques fuyards seulement prirent la route de Vitry. La cavalerie française victorieuse fit un grand nombre de prisonniers, et ramena quatre ou cinq pièces de canon, montrant de l'ardeur dans

cette rencontre, glorieuse sans doute ; mais qui n'étoit d'aucune importance pour l'état général de la guerre. Personne dans l'armée ne doutoit plus qu'au moment où l'on poursuivoit un corps isolé, la masse des forces de la coalition ne fût aux portes de Paris, et peut-être même dans les murs de cette capitale. Mais, toujours dans l'aveuglement, Napoléon ne paroissoit occupé que de l'avantage qu'il venoit de remporter sur la cavalerie russe dont les chefs prolongeoient leur fuite en désordre, pour l'attirer et l'éloigner encore davantage du siége de sa puissance.

On eût dit que, satisfait de ce succès brillant, il oublioit à la fois Paris, ses ennemis et la France, à l'exception des seuls points qu'il occupoit. Il s'applaudissoit surtout de manœuvrer sur les derrières de la grande armée austro-russe ; il se voyoit en possession de Saint-Dizier, de Joinville, de Montierender, de Brienne ; maître aussi de Chaumont, poussant ses patrouilles jusqu'à Langres, se trouvant en communication avec Troyes ; il voyoit que de tous côtés on ramenoit des prisonniers, des bagages, on interceptoit des courriers, et il jugeoit impossible que l'ennemi pût résister à l'ascendant d'une telle manœuvre : il

étoit persuadé qu'il se hâteroit de fuir pour éviter son entière ruine ; car ce qu'il soupçonnoit le moins, c'est qu'il marchât vers la capitale, ne croyant pas les alliés capables d'une résolution aussi vigoureuse.

Le même jour 26, tandis que le maréchal Oudinot poursuivoit Wenzingerode jusqu'à Bar-sur-Ornain, Napoléon transféroit à Saint-Dizier son quartier-général. Le lendemain il marcha de nouveau, avec sa garde et le corps du maréchal Macdonald, sur Vitry qui n'avoit pas cessé d'être occupé par une garnison prussienne. Il vouloit absolument rester maître de cette position. Ainsi, quoiqu'il ne vît rien autour de lui qui pût confirmer l'étrange opinion que l'ennemi le suivoit avec toutes ses forces, quoiqu'il eût déjà perdu un temps précieux, et que depuis huit jours il n'eût pas reçu directement de Paris un seul courrier, il employa encore une journée entière à faire des dispositions pour s'emparer de Vitry, dont l'occupation étoit alors d'une si foible importance. Quelle preuve plus manifeste que son génie militaire s'étoit évanoui devant les revers ! Furieux de ne pouvoir intimider la garnison prussienne, il prend la résolution de brûler Vitry, et à l'instant il

fait braquer contre ses murailles cent vingt pièces de canon et obusiers. Vitry étoit perdu si Napoléon n'eût reçu dans la soirée même du 27 mars, le premier avis indirect que les deux armées alliées marchoient sur la capitale : il suspendit aussitôt l'attaque, et donna l'ordre du départ.

Ici va se manifester bien plus encore cet esprit de vertige auquel il étoit alors en proie. La route directe par Sézanne pouvoit conduire à Paris ses têtes de colonnes en quarante heures, ou en trois marches forcées. Si dans cette direction il avoit à craindre de tomber dans la masse des forces alliées, il pouvoit suivre au moins la route directe de Vitry à Troyes; mais, dans son trouble, dans son anxiété, il abandonne Vitry brusquement sans rien laisser transpirer, puis il erre, pour ainsi dire, à l'aventure dans les chemins de traverse de Vassy à Troyes, s'éloigne encore de Paris, et vient retomber, le 28 mars, sur Doulevant. L'armée se retrouvoit ainsi au même point où elle étoit le 23. Alors néanmoins Napoléon parut sentir qu'il n'y avoit plus de temps à perdre, et qu'il falloit se rapprocher de Paris. Le 29, au point du jour, il se met en marche pour Vandœuvres, la cavalerie, l'artillerie et

les bataillons de la garde, faisant tête de colonnes : telle fut la rapidité de cette marche détournée que toute la cavalerie et l'artillerie légère franchirent l'espace de onze lieues, le premier jour, en suivant les traverses. On prit les chevaux d'artillerie de la ligne pour emmener les trains de la garde, et soixante caissons se trouvant alors sans attelage, on y mit le feu : les paysans recueilloient les cartouches semées sur la route, et les distribuoient aux soldats qui suivoient. En arrivant au pont de Doulancourt, où l'on passe l'Aube, l'avant-garde trouva un courrier venant de Paris, et qui attendoit Napoléon, pour lui remettre ses dépêches. Le bruit de l'arrivée d'un courrier se répandit, et excita au plus haut degré la curiosité et l'attente des soldats, des officiers et des généraux. C'étoient depuis plus de dix jours les premières nouvelles authentiques et sûres que Napoléon et ses maréchaux eussent reçues de la capitale. Mettant pied à terre dans une petite prairie sur les bords de l'Aube, Napoléon décacheta les paquets avec empressement, et questionna le courrier : le résultat des dépêches et des informations lui apprit que, depuis la veille, les armées alliées étoient à Claye, à cinq lieues de Paris, et que les ma-

réchaux Marmont et Mortier, après s'être retirés devant elles, se disposoient à défendre la capitale.

Toutes les illusions, tous les prestiges, toutes les espérances se dissipèrent alors, et le bandeau qui couvroit depuis si long-temps les yeux de Napoléon, fut déchiré. Frappé comme d'un coup de foudre, il aperçut dans le lointain la catastrophe que signaloit déjà l'écroulement du grand édifice de sa puissance; mais l'état de son âme se manifesta plutôt par un sentiment de stupeur que par les convulsions du délire et de la rage. Il sembloit vaincu par les revers et par la loi du destin. Il passa ainsi une heure au pont de Doulancourt entouré de ses aides-de-camp et de plusieurs de ses généraux, donnant audience en plein champ aux autorités des communes voisines, exhortant les paysans à continuer la petite guerre contre l'ennemi, et leur faisant distribuer des cartouches. Mais son trouble trahissoit sa fausse sécurité. On peut se figurer aisément dans quelle anxiété se trouvèrent aussi tant de généraux voués par devoir aux intérêts du plus insensé et du plus ingrat des hommes. Leurs craintes et leurs alarmes se portoient naturellement sur le sort de la capitale; ils ignoroient

les dispositions des alliés, et quelque favorables qu'on pût supposer les intentions des souverains, on ne devoit guère admettre qu'il leur fût possible de contenir leurs troupes, et de préserver Paris de sa ruine. C'étoit dans cette immense capitale que presque tous les chefs de l'armée avoient, ou leurs familles, ou leurs amis, ou enfin ce qu'ils possédoient de plus cher. Napoléon parut céder un instant au sentiment d'inquiétude et de pitié que manifestoient ses généraux, et il fit partir en toute hâte le général Dejean avec l'ordre formel de ne pas sacrifier Paris par une défense obstinée. On croit aussi que, dans ce court intervalle de résignation, voulant avoir recours à l'empereur d'Autriche, qu'il s'étoit flatté quelques jours auparavant de tenir en son pouvoir comme prisonnier, il appela auprès de lui, et fit mettre en liberté le baron de Wissemberg, ministre autrichien, récemment arrêté entre Doulevant et Bar-sur-Aube, et qu'ayant eu avec lui une conférence, il avoua sa détresse, et le conjura de se transporter en hâte auprès de l'empereur son beau-père, pour intercéder en faveur de Marie-Louise, et recommander son fils le roi de Rome à la tendresse et à l'intérêt politique de François II; enfin on assure

que le baron de Wissemberg, cédant aux instances de Napoléon, se mit aussitôt en route pour Dijon, où venoit de se retirer l'empereur son maître. Un M. de Galbois y fut aussi expédié; il passa à Châtillon-sur-Seine, accompagné de M. Guinet, chef d'escadron adjoint à l'état-major-général du prince de Wagram; et cet adjoint revint de Dijon sous l'escorte d'un officier autrichien, qui le reconduisit jusqu'à Vandœuvres, quartier-général de Napoléon, dans sa marche forcée et inutile sur Paris. Que la mission de M. de Galbois ait précédé ou suivi la négociation du baron de Wissemberg, il en résulte toujours qu'avant l'arrivée de l'armée à Fontainebleau, et l'entrée des alliés à Paris, Napoléon jugeoit sa cause tellement désespérée, qu'il cherchoit un appui tardif auprès de l'empereur d'Autriche, dont il avoit refusé si durement la médiation; mais ce monarque étoit trop dévoué à la cause de l'Europe et de sa monarchie pour la sacrifier à des intérêts personnels et secondaires.

Ces tentatives superflues ne servirent qu'à marquer l'agonie d'un pouvoir expirant. Ce fut en vain que, ranimé par quelques lueurs d'espérance, Napoléon crut étonner et sur-

prendre ses ennemis par sa célérité; en vain ordonna-t-il à sa garde, qui devoit prendre quelques heures de repos à Vandœuvres, de filer jusqu'à Troyes, et de faire ainsi deux marches en une seule journée; en vain fut-il secondé par le dévouement et le zèle de ses soldats : il n'étoit plus temps. Paris, pendant quinze ans le siége de cette puissance usurpée, alloit échapper au tyran de la France et au fléau de l'Europe.

LIVRE XVI.

Les armées alliées s'approchent de Paris. — Revue du 27 mars. — L'impératrice, le roi de Rome, les ministres et les grands dignitaires s'enfuient. — Dispositions d'attaque. — Préparatifs de défense. — Proclamation du roi Joseph. — Affiche incendiaire de la police. — Fermentation dans la populace. — Attaque de Paris. — Combats acharnés. — L'empereur Alexandre manifeste ses intentions au capitaine Peyre. — Attitude de la garde nationale. — Physionomie de Paris pendant la bataille. — Joseph Buonaparte ordonne de capituler, et prend la fuite. — Les positions qui couvrent Paris sont enlevées. — Suspension d'armes. — Napoléon envoie un officier avec ordre qu'on défende la Capitale à outrance. — Arrivée de Napoléon à la Cour-de-France près Paris. — Tentatives pour soulever la populace. — Capitulation de Paris.

Après avoir passé sur la rive droite de la Marne, les deux armées réunies du prince de Schwartzenberg et du maréchal Blucher continuèrent leur marche vers Paris, sur trois routes différentes : celles de Meaux, de Lagny et de Soissons. Les corps du comte de Wrede et du général Sacken formant près de trente mille hommes, restèrent en réserve près de Meaux, pour assurer le passage de la Marne,

dans le cas où Napoléon reviendroit avec son armée, en prenant sa direction sur Sézanne.

Les alliés, en approchant de la capitale, n'éprouvèrent d'abord qu'une foible résistance de la part du général Compans, qui, avec un détachement de divers dépôts et de vétérans, tenoit les positions entre Claye et Bondy. Quant aux maréchaux ducs de Trévise et de Raguse, qui n'avoient pu reprendre la route de Meaux, ils suivoient celle de Charenton, afin de couvrir Paris au nord-est, en occupant Charenton, Saint-Mandé et Charonne.

A mesure que l'ennemi avançoit, une multitude d'habitans des campagnes se réfugioit dans la capitale, semant partout l'alarme sur leur passage. L'aspect de tant de fugitifs accrédita bientôt les bruits sourds et sinistres qui circuloient dans toutes les classes. On savoit confusément que Napoléon s'étoit dirigé vers la Lorraine; que, deux corps chargés de couvrir la capitale ayant été écrasés, leurs débris battoient en retraite sur la route de Charenton. Mais, plus on voyoit grossir le danger, et moins on s'y montroit sensible, soit qu'on eût épuisé tous les genres d'alarmes et de terreurs, soit qu'on préférât le péril à une anxiété cruelle. Les émissaires de la police,

lancés parmi le peuple et au milieu des groupes, s'attachoient à dénaturer, à étouffer la vérité, pour qu'elle ne s'ouvrît aucun passage au milieu d'une tourbe inquiète. « Les habitans des » campagnes, disoient-ils, sont frappés de » terreurs paniques; ils voient des armées » nombreuses, où il n'y a qu'une poignée de » partisans. Le corps qui s'est avancé vers » Meaux n'est autre chose qu'une *colonne* » *égarée*, qui donne maintenant dans le piége » que lui tend l'empereur avec son armée » triomphante. »

Mais tel étoit leur embarras, qu'ils tomboient dans des contradictions manifestes dès qu'ils s'adressoient à la classe éclairée et pensante; ils s'efforçoient à la fois de nier le danger et de le grossir, voulant rassurer les esprits foibles, et préparer la masse du peuple à saisir le glaive par désespoir, et à s'ensevelir sous les ruines de Paris, plutôt que d'en permettre l'accès aux ennemis de Napoléon.

Ce système d'extermination et d'incendie étoit appuyé et propagé par les écrivains attachés à l'atelier littéraire du gouvernement; Napoléon lui-même l'avoit récemment étayé et fortifié. Ne trouvant pas assez énergiques les auteurs chargés de la partie

politique des journaux, il venoit de former, par un décret daté de Troyes, une commission spéciale de rédaction, présidée par le conseiller d'Etat Boulai de la Meurthe. Ce grand régulateur de l'esprit public jouissoit d'un traitement particulier de 24,000 francs, et ses co-adjuteurs d'un salaire de 12,000 francs chacun. Jamais l'imposture ne s'étoit vue si richement dotée. Mais aussi c'étoit de ce vaste laboratoire que sortoient tant de morceaux incendiaires, et tous ces mensonges si déshonorans pour une nation éclairée.

A l'approche du danger, tous les écrivains salariés redoublèrent d'énergie pour remplir l'attente de leur maître; ils multiplièrent les provocations, dans l'espoir d'égarer et d'armer le peuple.

« Les alliés, dirent-ils, regardent le pillage » et la destruction de la capitale comme la » récompense et le but de leur invasion; ils » se vantent d'y entrer sans éprouver de résis- » tance, de la saccager, et d'envoyer l'élite » des ouvriers, des artisans, des artistes, » des jeunes filles même, au fond de la » Russie, peupler ses déserts; ils veulent » chasser le reste de la population, et mettre » ensuite le feu à tous les quartiers de la ville. »

« Mais, avec quel espoir de succès une ar-
» mée oseroit-elle entrer dans Paris ? que de-
» viendroit-elle au milieu d'une immense po-
» pulation armée, irritée, et résolue de se
» défendre ? Paris renferme vingt mille che-
» vaux de trait qui mettroient en mouvement
» cinq cents pièces de canon. D'ailleurs, il
» seroit aisé de barricader les rues, et d'of-
» frir, sur chaque point, une résistance in-
» vincible ; il suffiroit même de fermer les
» barrières sur les ennemis pour qu'ils fussent
» tous exterminés jusqu'au dernier.

» Qu'auroit-on à redouter du feu des ca-
» nons placés sur les hauteurs de cette ville
» immense ? Ne sait-on pas que les plus grosses
» pièces d'artillerie braquées sur l'élévation
» la plus rapprochée des barrières n'attein-
» droit pas au dixième du diamètre de Paris,
» c'est-à-dire, aux quartiers populeux ? D'ail-
» leurs, avant d'avoir brûlé six maisons, l'ar-
» tillerie d'une armée consommeroit six fois
» autant de munitions qu'il lui en faudroit
» pour toute une campagne.

» Jamais les alliés n'oseront approcher de
» Paris.

» Non, non, jamais, s'écrioient les Tyr-
» thées de la police,

» De la ville immortelle
» Ils n'oseront insulter les remparts. »

Mais, déjà, tout démentoit une sécurité trompeuse. Les nouvelles prenoient un caractère alarmant. Des réfugiés de Coulommiers et de Meaux déclaroient avoir vu défiler sur les collines de la Brie une armée innombrable. On les traita de visionnaires; et, malgré les rapports des généraux en retraite, l'homme qui s'intituloit *le roi Joseph*, et les ministres eux-mêmes persistoient à ne voir qu'un détachement de l'armée de Blucher, dans les forces immenses qui s'approchoient de la capitale.

Il fallut pourtant se mettre en défense; et le dimanche 27 mars, Paris vit dans son sein tous les avant-coureurs des combats. Six mille hommes de troupes de ligne, et vingt mille hommes de gardes nationales, rangés en bataille, furent passés en revue dans la cour des Tuileries, défilant ensuite d'une manière imposante sur les quais et sur les ponts. L'aspect sévère et lugubre des parcs d'artillerie à pied et à cheval, le froissement des trains, la tenue martiale de l'infanterie et des escadrons, le silence morne du soldat, l'inquiétude et l'attente d'une foule curieuse, formèrent les

principaux traits de cette représentation militaire hostile. On étoit oppressé : l'âme la plus forte se sentoit saisie d'une crainte involontaire.

Au même moment, le corps prussien du général York en venoit aux mains, à Claye et dans la forêt, avec l'arrière-garde des corps qui se replioient sur Paris. Postée sur un terrain avantageux, cette troupe, par ses nombreux tirailleurs, fit éprouver aux Prussiens une perte de quatre à cinq cents hommes ; mais ils reçurent bientôt des renforts, et le général York resta maître enfin de Claye et des bois qui l'avoisinent. Son corps d'armée et celui du général Kleist se portèrent immédiatement de la route de Meaux sur celle de Soissons, faisant place à l'armée du prince de Schwartzenberg. A peine le sixième corps sous les ordres du général Rayefski fut-il en ligne, qu'il en vint aux mains à son tour avec l'arrière-garde française à Ville-Parisis. Là, après plusieurs escarmouches, les généraux des deux partis convinrent d'une suspension d'hostilités pendant quatre heures. La marche de l'ennemi en fut moins rapide, mais plus assurée. Ainsi l'orage grondoit sur la tête des Parisiens, et les Parisiens se croyoient à l'abri

de la foudre ; l'ennemi étoit à leurs portes, et des bulletins fallacieux qui parloient encore de victoires, entretenoient une dangereuse sécurité. Les yeux toutefois commencèrent à s'ouvrir à l'aspect des scènes déchirantes dont les boulevards furent le principal théâtre dans la matinée du 28 mars. Ces promenades paisibles, embellies d'équipages brillans, de femmes élégantes, de tout le cortége du plaisir et du luxe, se couvrent tout à coup de soldats blessés, de villageois abandonnant leurs chaumières ou leurs fermes, traînant avec eux les débris de leur fortune rustique. Ici plusieurs charrettes se succèdent, où quelques bottes de foin et de paille servent de lit à des familles entières ; là des troupeaux suivent leurs maîtres expatriés, et n'en paient pas moins les droits d'entrée aux barrières ; plus loin des groupes de Parisiens, troublés, éperdus, accablent de questions de malheureux paysans que le récit de leurs désastres semble soulager. Vers midi les mêmes scènes changent de caractère, et ne forment plus aux yeux de la foule des promeneurs égoïstes et trompés qu'un spectacle varié et curieux. Tout prend un aspect guerrier, et la confiance semble renaître. Des fuyards et des blessés arrivent, il est vrai ;

mais de nouvelles troupes, des munitions, de l'artillerie partent en bon ordre; des officiers d'ordonnance, en traversant Paris, s'efforcent, par de faux rapports, d'y entretenir la sécurité, et les Parisiens voient sans émotion et sans trouble les mêmes objets qui les glaçoient de frayeur trois ou quatre heures auparavant : ils reprennent leurs habitudes, et passent ainsi de l'inquiétude à la confiance. Rien d'ailleurs n'indiquoit d'une manière positive les progrès de l'ennemi; et cependant le général Rayefski poussoit en avant au-delà même de Bondy avec le sixième corps russe, tandis que le prince royal de Wurtemberg s'approchoit des points d'attaque, en gagnant la grande route de Lagny, et en prenant position sur les hauteurs de Chelles. Les arrière-gardes françaises, en se repliant, abandonnèrent les dehors de Pantin, et sur leur gauche, le terrain en front de Montmartre.

Ainsi, dès le 29 au matin, les alliés portèrent leurs avant-postes vers Pantin, la Villette et le bois de Vincennes, harcelant les corps qui se rallioient sous les murs de la capitale.

La fermeture des boutiques, la suspension totale des affaires, les groupes nombreux qui

se formoient sur les quais, les places, les boulevards; le trouble visible des agens du gouvernement, le mystère dont ils cherchoient à s'environner, tout annonçoit un prochain dénoûment. Mais, tandis que la stupeur et l'effroi régnoient à la cour de Napoléon, tandis que les ressorts de l'Etat se détendoient, la masse de la population parisienne conservoit une attitude calme.

On voyoit clairement que le colosse épuisé, appelé *l'empire français*, tomboit en dissolution. Des trésors et de nombreux bagages, fruits de tant d'exactions et de rapines, filoient sur les routes de la Loire. Les ministres inquiets et tremblans faisoient évacuer leurs bureaux, et présidoient eux-mêmes au brûlement de tous les papiers mystérieux, témoignages accusateurs d'un gouvernement criminel.

Bientôt il n'y eut plus, dans tout Paris, aucun doute sur la réalité du danger. On avoit eu connoissance d'une première délibération du conseil, portant que le gouvernement et l'impératrice Marie-Louise se maintiendroient dans Paris. Tout à coup l'archichancelier de l'empire prend une délibération contraire, sur des informations secrètes, ne laissant rien transpirer de ses motifs, pour ne pas

propager le sentiment de la frayeur dont il étoit lui-même saisi.

Des ordres formels émanés de Napoléon, enjoignoient au président, au chancelier et au trésorier du sénat de suivre aussi Marie-Louise ; toutefois le corps entier des sénanateurs, par une aveugle imprévoyance, resta livré à lui-même, c'est-à-dire que Napoléon laissoit à la disposition de ses ennemis les élémens de son propre gouvernement.

Ainsi, les principaux dignitaires, l'impératrice et son fils, abandonnèrent subitement Paris, désertion injurieuse à la garde nationale, à qui on avoit confié le dépôt de la dynastie de Napoléon ; désertion qui accéléra la reddition de la capitale. Pleine d'honneur et de loyauté, la garde parisienne vit avec indignation les chefs du gouvernement se mettre à l'abri, emportant avec eux leurs richesses et la malédiction publique, osant encore recommander aux Parisiens de verser leur sang, de sacrifier leurs propriétés, leurs personnes pour le soutien d'une cause désespérée et d'un maître défendu par ses ministres et ses courtisans, avec la même lâcheté qu'ils avoient apportée à le servir. Le sentiment de l'honneur et du devoir n'étoit plus que dans les camps

et dans la masse de la population : tout ce qui étoit en dignité ne trembloit que pour la perte de ses richesses.

Paris avoit pour défenseurs les restes des corps des ducs de Trevise et de Raguse, repliés devant l'ennemi, et les troupes de vétérans et de divers dépôts commandés par les généraux Compans et Ornans, indépendamment de trente mille gardes nationales, sur lesquelles sept à huit mille au plus étoient propres à un service hostile. Avec toutes ces forces réunies, Paris ne pouvoit guère mettre en bataille plus de vingt-six à vingt-huit mille hommes, et seulement dix-huit à vingt mille soldats aguerris. Cette petite armée se trouvoit sous le commandement immédiat de Joseph Buonaparte, assisté des maréchaux ducs de Trévise et de Raguse, et du général gouverneur Hulin. Mais ce Joseph, possesseur éphémère du trône des Espagnes, avoit fui trois fois de Madrid à l'approche de l'ennemi ; et, à la journée de Vittoria, dernière bataille de la péninsule, il avoit donné lui-même le premier signal de la déroute. Quel présage pour tant de braves qui se dévouoient à la défense de Paris!

Joseph toutefois se montroit décidé à tenir dans ce dernier boulevard de la puissance de

sa famille. Dès la veille, ses proclamations avoient dit aux Parisiens : « *Je ne vous quitterai pas !* » soit qu'il voulût atténuer l'effet du départ de Marie-Louise, soit qu'il prétendît contracter l'engagement sérieux de ne plus fuir. Le lendemain il parcourut la ligne. Les troupes prennent aussitôt une position concentrée, leur droite sur les hauteurs de Belleville, Mesnil-Montant et la butte Saint-Chaumont, s'appuyant à Vincennes; le centre vers le canal de l'Ourcq, protégé sur les derrières par le mamelon de Montmartre; la gauche se prolongeant de Mousseaux à Neuilly. La nature du terrain coupé sur la droite, plusieurs redoutes couvrant le centre, Montmartre commandant la plaine en arrière du canal de l'Ourcq, et enfin cent cinquante pièces de canon avantageusement disposées sur toute la ligne, ajoutoient à la force de cette position défensive. Le duc de Trévise défendoit Paris depuis le canal de l'Ourcq jusqu'à la Seine; et le duc de Raguse depuis le même canal jusqu'à la Marne; aux troupes de ce dernier, on adjoignit celles du général Compans, ce qui éleva les forces du duc de Raguse à sept mille quatre cents hommes d'infanterie, et à mille chevaux environ.

Tandis que ces préparatifs se complétoient, les souverains alliés et leurs généraux, assemblés en conseil de guerre dans la nuit du 29 au 30, arrêtoient les dernières dispositions d'attaque. Le prince royal de Wurtemberg, formant la gauche, devoit marcher sur Vincennes ; le général Rayefski sur Pantin et Belleville ; les gardes russes et prussiennes sur la grande chaussée qui conduit de Bondy à Paris le long du canal de l'Ourcq. Sur la droite, l'armée de Silésie devoit se diriger par la chaussée de Soissons, vers Saint-Denis, et sur le village de la Villette, pour aborder les hauteurs de Montmartre, tandis que la grande armée marcheroit sur les hauteurs de Belleville et de Romainville. Le troisième corps étoit placé en échelons et en réserve, ainsi qu'une partie de la cavalerie.

Tout préludoit à une attaque prochaine, vers l'enceinte de la capitale, et les Parisiens ne soupçonnoient point encore la grandeur du péril qui les menaçoit. Poursuivant son système de perfidie et de mensonge, le gouvernement venoit d'annoncer que tous ces préparatifs militaires n'avoient pour objet que de repousser une foible colonne de l'armée ennemie; et deux cent mille hommes arri-

voient sous les murs de Paris; des masses d'infanterie s'avançoient par trois routes différentes; une cavalerie nombreuse couvroit les plaines; six cents bouches à feu alloient foudroyer les hauteurs.

De tous les spectacles, le plus nouveau pour les Parisiens, comme le plus terrible, étoit sans doute celui d'une bataille; la guerre, depuis près de deux siècles, n'avoit pas approché de leurs murs.

Le 30 mars, à deux heures du matin, Joseph donne l'ordre formel de défendre Paris, et de faire marcher la garde nationale. Entre trois et quatre heures, la *générale*, et ensuite le rappel des tambours se font entendre dans tous les quartiers de la ville, et tirent de leur sommeil les Parisiens, dont un grand nombre s'étoit livré aux douceurs du repos, sans prévoir que le réveil du lendemain seroit le signal des combats. Toute la garde nationale, quoique irritée et découragée de la fuite honteuse des membres du gouvernement, prend les armes et se rend avec célérité aux différens postes qui lui sont assignés en seconde ligne. En vain des femmes et des enfans en pleurs cherchoient à retenir leurs époux, leurs pères qui s'arrachoient avec effort de leurs bras: généraux,

officiers, soldats, citadins, tous réunis en un seul sentiment, malgré la diversité des opinions, se montrent pénétrés du devoir sacré pour toutes les nations, de défendre leur capitale. Deux parlementaires s'étoient présentés inutilement aux avant-postes des maréchaux ducs de Raguse et de Trévise; on avoit refusé de les admettre. Tout étoit prêt pour une courageuse résistance sur les hauteurs qui protégent Paris; l'artillerie garnissoit les positions; le duc de Raguse, après avoir jeté ses plus grandes forces sur les hauteurs de Belleville, dernier boulevard de cette immense capitale, entre la route de Soissons et la rive droite de la Seine, veut se hâter d'arriver à celles de Romainville, qui étoient la clé de la position, et que le général Compans, en se retirant de Claye, avoit négligé d'occuper; mais l'ennemi y étoit déjà, et c'étoit dans le bois même de Romainville que l'action alloit s'engager.

Vers cinq heures du matin, le canon gronde par bordées qui se succèdent, accompagné du feu roulant de l'infanterie, qu'entretiennent les tirailleurs de part et d'autre; ils s'éparpillent, s'approchent, s'attaquent, et le combat devient de plus en plus acharné. Ce

prélude terrible sert de signal aux nombreux agens de la police dont le chef est encore à son poste. Fameux par sa participation barbare à tous les crimes de Napoléon, ce frénétique zélateur du pouvoir du glaive, dominoit encore la capitale, soit par l'effroi de son ministère odieux, soit par les moyens de corruption de ses habiles devanciers. Tout son mérite à lui consistoit à imiter grossièrement son maître dans son incohérence, ses incartades, et le flux risible de ses paroles. Tout en se faisant gloire d'être son premier archer, il s'érigeoit en protecteur des académies, nul avant lui n'ayant avili avec tant de scandale les organes du savoir et de l'opinion. Persécuteur de la vertu et de l'innocence, aveugle dans son appui comme dans ses inimitiés, il protégea la bassesse et le crime. Homme d'Etat inepte, il fut atteint, au milieu de la crise dont il étoit incapable de calculer les effets, du même esprit de vertige qui s'emparoit alors de tous les esclaves du despotisme : aussi accéléra-t-il la chute du pouvoir dont il étoit le séïde, et qu'on lui avoit imprudemment confié. Dans sa rage impuissante, vouant Paris à la destruction, il le laisse en proie aux plus vils sicaires.

Ces hommes désespérés s'efforçoient d'égarer et d'armer le peuple par de faux bruits, assurant partout que l'ennemi étoit repoussé, que Napoléon arrivoit avec quatre-vingt mille combattans. L'astuce et la perfidie étoient déchaînés pour enflammer les esprits et remuer les passions. L'atelier littéraire de la police vomit alors une affiche incendiaire intitulée : *Nous laisserons-nous piller? nous laisserons-nous brûler?* et dont voici le début;

« Tandis que l'empereur arrive sur les derrières de l'ennemi, vingt-cinq à trente mille » hommes, conduits par un partisan audacieux, osent menacer nos barrières : en imposeront-ils à cinq cent mille citoyens qui » peuvent les exterminer ?

» N'avons-nous pas du canon, n'avons-» nous pas des baïonnettes, n'avons-nous » pas des piques et du fer ? Nos faubourgs, » nos rues, nos maisons, tout peut servir » à notre défense. Etablissons des barricades, faisons sortir nos voitures et tout » ce qui peut obstruer les passages; crénelons nos murailles, creusons des fossés, » montons les pavés des rues à tous les » étages, et l'ennemi reculera épouvanté.

» Qu'on se figure une armée essayant de pé-

» nétrer dans un de nos faubourgs au milieu
» de tant d'obstacles, à travers le feu croisé
» de la mousqueterie qui partiroit de toutes
» les maisons ; exposée sans cesse aux pierres
» et aux poutres qu'on jetteroit de toutes les
» croisées, ne seroit-elle pas détruite cette
» armée avant que d'arriver au centre de
» Paris ? »

La vigilance des bons citoyens arrêta la distribution de cette production infernale dont il ne circula que peu d'exemplaires : c'étoit en la propageant parmi le peuple que les fauteurs de Napoléon espéroient réduire Paris en un monceau de cendres ou de cadavres, ou tout au moins avoient-ils en vue de transformer Paris en une nouvelle Saragosse, comme si le souffle de la tyrannie pouvoit jamais inspirer l'exaltation du patriotisme ! Fut-il jamais au pouvoir d'un oppresseur d'entraîner les peuples à une défense nationale ? Aussi que d'efforts superflus pour soulever Paris dans les journées immortelles dont nous retraçons les événemens !

Excités toutefois par des émissaires, un certain nombre d'habitans non encore armés, appartenant la plupart à la classe indigente, formèrent des groupes, coururent aux bar-

rières, demandèrent partout des armes, et n'en trouvèrent nulle part. Un de ces rassemblemens se porta en hâte sur la place Vendôme, et là il reçut de l'état-major des piques pour aller au feu; mais le peuple rejetoit ces armes en criant à la trahison, comme s'il eût été au pouvoir des chefs de l'armée de lui offrir des fusils qu'ils n'avoient pas. Ceux qui formoient ces groupes tumultueux, sortoient presque tous de la classe souffrante et laborieuse : ils ne désiroient que le trouble dans l'espoir du pillage; tel étoit le mobile qui les poussoit à prendre les armes, à provoquer le carnage et l'incendie, à proclamer le retour subit de Napoléon et de son armée. On avoit juré dans des conciliabules tenus au sein des faubourgs, d'exterminer les marchands, de dépouiller les riches; les maisons, les victimes étoient désignées, et les voitures toutes prêtes pour l'enlèvement du butin. Telles étoient les dispositions sinistres de quelques centaines de forcenés, et la police cherchoit à l'agiter cette lie impure de la population, au moment même où l'ennemi, après deux heures d'escarmouches et de canonnade, en venoit à des attaques plus sérieuses.

A huit heures du matin, le corps russe

du général Rayefski s'étoit avancé de Bondy, en trois colonnes, soutenu par les gardes et les réserves; et, quittant la grande route de Meaux, il avoit formé l'attaque des hauteurs de Belleville. De même que celles de Montmartre, elles commandent Paris et le terrain d'alentour, qui est couvert de villages et de maisons de campagne. La division du prince Eugène de Wurtemberg, après avoir commencé et soutenu le premier feu, essaie de tourner le flanc droit de la position; mais ses masses d'infanterie sont repoussées. A l'instant le duc de Raguse, prenant l'offensive, fait occuper par ses tirailleurs les bois et les maisons avancées de Pantin, et appuie toute son infanterie par une artillerie favorablement postée. La disposition du terrain ne permettant pas à la cavalerie alliée d'exécuter aucune charge décisive, le feu de l'artillerie parisienne a le temps de porter le ravage dans les rangs ennemis. Le combat continue avec opiniâtreté sur les hauteurs entre Romainville et Pantin; et l'acharnement est tel qu'il faut renouveler les tirailleurs de part et d'autre : les villages de Pantin et de Romainville pris et repris plusieurs fois, restent au pouvoir des troupes françaises.

L'arrivée de toutes les colonnes d'attaque, et de grands efforts de courage pouvoient seuls donner la victoire aux alliés. Deux circonstances imprévues vinrent encore ajouter à l'incertitude et aux dangers de cette journée sanglante.

Le général Barclai de Tolly, commandant en chef les armées russes, apprit, en arrivant sur le champ de bataille, que le maréchal Blucher n'avoit reçu que dans la matinée les dispositions d'attaque, et qu'il ne pourroit, à cause de l'éloignement, arriver près de Montmartre que vers le milieu du jour. Le général russe fut également informé que le corps du prince royal de Wurtemberg, soutenu par celui du général Giulay, ne seroit en mesure de prendre part à l'action au-dessous de Vincennes, qu'après midi. Ces contre-temps et la résistance des troupes françaises multiplioient les obstacles à tel point qu'il devenoit douteux qu'on pût s'emparer dans la journée des hauteurs qui dominent Paris. Dès lors tout devenoit problématique, car l'apparition subite de Napoléon, au centre de tant de ressources, pouvoit changer en un moment l'état de la guerre. En admettant même qu'il reparût seul et sans armée, n'auroit-il pas trouvé des

moyens immenses pour ouvrir un nouveau champ de carnage ? Les derniers rapports du général Wenzingerode rendoient cette circonstance vraisemblable, Buonaparte ayant fait un mouvement rétrograde sur Vitry dès le 27 mars. La perspective du danger fit sentir la nécessité d'un effort extraordinaire, et le général Barclai de Tolly engagea sur-le-champ l'élite des troupes russes pour décider le sort de la journée.

Il fit avancer successivement les grenadiers de la réserve, les gardes prussiennes et de Bade, pour prendre part aux attaques du général Rayefski. Bientôt le village de Pantin, défendu par le général Compans, est repris à la baïonnette, et le prince Eugène de Wurtemberg enlève celui des Prés-Saint-Gervais. Mais les troupes françaises, recevant aussi des renforts, reviennent à la charge avec la plus rare valeur. Arrêtées par les grenadiers russes près du bois de Romainville, elles sont rejetées enfin dans les villages de Belleville et de Mesnilmontant ; néanmoins chaque avantage n'étoit obtenu qu'au prix des plus grands sacrifices, et après la plus vigoureuse résistance. Un feu nourri de mousqueterie et de canon alimentoit le combat sur toute la ligne. En-

flammés d'une ardeur martiale, les soldats français ne cessoient d'opposer la plus vive résistance, et descendoient même des hauteurs la baïonnette en avant, pour repousser les alliés. Le champ de bataille étoit couvert de morts, et le carnage présentoit le plus affreux spectacle. Déjà les Russes occupoient toutes les collines entre Romainville et Pantin. Le général de Tolly ordonne alors à tous les régimens, transformés en tirailleurs, de réunir leurs forces et de quitter l'offensive, dans la persuasion qu'à l'arrivée de l'armée de Silésie et du prince royal de Wurtemberg sur le terrain, on s'empareroit de Belleville et Saint-Chaumont avec moins de sacrifice.

La plupart des généraux français ne se dissimuloient déjà plus que Paris succomberoit infailliblement si les alliés montroient de plus fortes masses; mais le sentiment de l'honneur national portoit officiers et soldats à redoubler d'efforts et de courage. Joseph Buonaparte manifestoit lui-même une sorte d'émulation, et se flattoit de conserver intact le siége de la puissance de sa famille. Des hauteurs de Montmartre, où il s'étoit transporté avec son état-major de Vittoria, il expédioit ses aides-de-camp à tous les postes, et faisoit répéter aux

gardes nationales et aux troupes de ligne cette phrase si rassurante de sa proclamation : « *Je suis avec vous! défendez-vous !* » Telle étoit encore sa confiance, quatre heures après les premiers coups de canon, qu'il supposoit toujours l'ennemi n'ayant que vingt-cinq à trente mille hommes pour former ses attaques. Il ne fut détrompé que par l'arrivée subite d'un officier tombé la veille dans un parti de cosaques, et conduit au quartier-général des souverains alliés. C'étoit le capitaine-ingénieur Peyre, attaché à l'état-major général de Paris.

Cet officier avoit reçu du gouverneur Hulin la commission délicate d'aller reconnoître la force et la position des alliés, ou, selon une autre version, de s'informer seulement des motifs qui avoient fait refuser les parlementaires. A peine débouchoit-il de Pantin, que, tombant dans une avant-garde de cosaques, il fut fait prisonnier ainsi que son gendarme d'ordonnance. Il soutint d'abord qu'il étoit retenu contre toute espèce de droit, sa mission ayant pour objet l'envoi des parlementaires, et il demanda à être reconduit aux avant-postes. On lui objecte qu'il n'est point en règle, n'étant pas précédé d'un trompette, et n'ayant aucun ordre par écrit. Forcé de rester

sous la garde des cosaques, ce n'est que le lendemain, au point du jour, qu'il est transféré à Bondy. Dans son trajet, le capitaine Peyre commence à reconnoître la force des alliés, qu'il avoit crue, ainsi que tout Paris, de vingt-cinq à trente mille hommes. Quelle est sa surprise, lorsqu'étant arrivé au quartier-général, on lui annonce qu'on va prendre à son égard les ordres de l'empereur Alexandre. Il étoit sept heures du matin, et la canonnade se faisoit entendre distinctement sur Paris, au moment où le prince de Schwartzenberg prévint cet officier qu'il auroit audience de l'empereur de Russie à l'issue du conseil qui venoit de s'assembler; bientôt, en effet, il est introduit devant le czar.

« Monsieur, lui dit Alexandre, sur le refus » qu'on a fait hier de recevoir les parlementaires des alliés, j'étois décidé à attendre » qu'on vînt me faire des propositions au nom » de la ville de Paris. Ce n'est point à la nation française que nous faisons la guerre, » mais à Napoléon qui, par la plus injuste » agression, lorsque j'avois traité loyalement » et franchement avec lui, a porté le fer et le » feu dans mes Etats : n'a-t-il pas occasionné la » dévastation de mon pays, et l'incendie de

» ma capitale? Je pourrois user de repré-
» sailles; mais, je vous le répète, ce n'est
» point à la nation française, ce n'est point
» à la ville de Paris que je fais la guerre :
» croyez-vous que Paris se défende? — Oui,
» Sire, répond le capitaine Peyre. — Tant pis,
» reprend Alexandre; vous avez pu juger de
» la force de notre armée : ce n'est point une
» seule division comme on vous l'a dit fausse-
» ment, mais l'armée de l'Europe entière qui
» est devant votre capitale. Toute résistance
» seroit donc vaine, et feroit répandre le sang
» inutilement : combien est forte l'armée sous
» Paris? — Votre Majesté me permettra de
» ne pas répondre à cette question. — C'est
» juste; mais, Monsieur, puisqu'on veut se
» défendre, dites bien à celui qui vous a en-
» voyé, que d'après la démarche que vous venez
» de faire, les hautes puissances ont chargé
» le général Barclai de Tolly d'attendre à
» portée des avant-postes le parlementaire
» qu'on jugera convenable d'envoyer pour en-
» trer en conférence. Voilà des proclamations,
» remettez-les à qui bon vous semblera. Sur-
» tout n'oubliez pas de dire, puisqu'on veut se
» défendre, que je serai toujours disposé à
» traiter lors même qu'on se battroit dans

» les faubourgs; mais que si l'enceinte de la » ville étoit forcée l'épée à la main, nous ne » serions plus les maîtres d'arrêter nos troupes » et de préserver Paris du pillage. Partez, » Monsieur, le salut de Paris est en vos mains. »

Prenant aussitôt congé du czar, le capitaine Peyre se dirige, avec l'état-major russe, vers le village de Pantin, et y pénètre accompagné de deux trompettes et d'un officier-général. Neuf heures du matin venoient de sonner, et une vive fusillade s'étoit engagée entre les tirailleurs des deux partis. Les officiers russes font cesser immédiatement le feu de leurs soldats; mais il n'est aucun moyen de faire suspendre celui des Français. Pénétré de l'importance de sa mission, le capitaine Peyre s'élance, avec son gendarme, à travers une grêle de balles dont plusieurs percent ses habits; et, rentré dans la ligne de défense, il court à Montmartre, où est l'état-major général. On le croyoit prisonnier; le gouverneur de Paris s'empresse de l'introduire devant Joseph Buonaparte. Ce lieutenant-général de Napoléon plein de sécurité étoit alors à table; sa surprise fut extrême, quand le capitaine Peyre lui rendit compte que l'empereur de Russie et le roi de Prusse étoient à Bondy avec toutes leurs

forces. Vaincu par cette première impression, Joseph s'écrie : « En ce cas, il ne reste plus » qu'à parlementer. » Le capitaine Peyre insiste lui-même sûr l'impossibilité où sont les troupes françaises de résister à des forces immenses commandées par les souverains en personne. Son récit achevé, il remet à Joseph les proclamations dont il étoit porteur. Le poids d'un pareil témoignage sembloit devoir dissiper tous les doutes; et pourtant Joseph et son état-major retombèrent dans l'incertitude, ou plutôt dans leur aveuglement, ne pouvant se persuader que toutes les forces des alliés fussent sous Paris. Ce n'est qu'au bout d'une heure qu'ils ajoutent foi à l'exposé du capitaine Peyre, quand ils aperçoivent enfin les armées coalisées se développant dans la plaine Saint-Denis sur un front de plus de deux lieues. Il étoit alors midi; la garde nationale sortoit des barrières pour soutenir la ligne, et on apercevoit clairement l'ennemi faisant ses dispositions pour une attaque générale. Les premières colonnes de l'armée de Silésie venoient d'arriver sur le terrain; Saint-Denis étoit bloqué. Le corps du général Langeron, après avoir délogé les troupes qui tenoient Aubervilliers, avançoit directement

par Clichy sur Montmartre, tandis que les corps prussiens des généraux Kleist et York marchoient sur les villages de la Villette et de Pantin. Dès que l'artillerie eut ouvert son feu, les batteries françaises, entre les deux villages, ripostèrent avec succès ; et plusieurs bataillons reprenant l'offensive, renouvelèrent leurs efforts pour y entrer de nouveau. Les Prussiens repoussent les premières colonnes ; ils sont enfoncés à leur tour par le surcroît de nouvelles troupes, par le feu meurtrier des batteries parisiennes couvertes et flanquées de fossés profonds. Mais de nouveaux bataillons de la garde prussienne, et de celle de Bade, se jettent, la baïonnette en avant, et emportent une seconde fois le village de Pantin.

Pendant ces différens combats, les tirailleurs de l'avant-garde du prince royal de Wurtemberg s'étoient approchés de Vincennes ; et le général Barclai de Tolly, en ayant reçu la nouvelle, ordonna l'attaque générale. La division du prince Eugène de Wurtemberg se porta sur Belleville, et celle du prince Gorschakoff sur le village de Charonne, tandis que le corps des grenadiers russes, sous le commandement du lieutenant-général Lambert,

marchoit aussi pour attaquer les villages de Belleville et de Mesnilmontant.

Déjà, du côté de Montmartre, les batteries ennemies étoient parvenues jusqu'au pied de ce mamelon, et, ouvrant leur feu, lançoient les boulets, les obus, par-dessus la tête de Joseph Buonaparte et de son état-major. Prévenu par le maréchal duc de Raguse que les troupes françaises, malgré leur glorieuse résistance, alloient être accablées par le nombre, et ne pourroient plus tenir qu'une heure et demie, Joseph vit alors que la prise de Belleville, de la butte Saint-Chaumont et de Montmartre alloit ouvrir aux alliés l'accès de la capitale, et qu'il étoit temps de songer à sa propre sûreté, qu'il retrouvoit encore une fois dans une prompte fuite.

Il ordonne aussitôt au capitaine Peyre d'accompagner l'aide-de-camp qu'il envoie au duc de Raguse pour l'autoriser à demander au général Barclai de Tolly une suspension d'armes et une capitulation ; mais ces dispositions pacifiques ne pouvoient se manifester assez promptement pour arrêter l'effusion du sang humain. Le temps s'écouloit, le combat se prolongeoit sur toute la ligne, et l'arrivée successive des forces de la coalition donnoit à l'ennemi une supériorité décidée.

Tandis que les dehors de cette immense capitale étoient ainsi le théâtre du carnage, l'intérieur offroit un aspect imposant et calme. La masse de la population couvroit les places, les rues, les boulevards intérieurs du nord, mais sans confusion, sans désordre, sans témoigner ni surprise ni frayeur, manifestant plutôt le sentiment de la curiosité et de l'attente. La foule se portoit plus particulièrement vers les portes Saint-Denis et Saint-Martin, comme pour assister à une cérémonie publique. Entre la file non interrompue de voitures, de bagages, de trains, d'officiers, de militaires de toutes armes allant au combat, ou revenant blessés, ou servant d'escorte, on voyoit circuler une foule immense et presque autant de femmes que d'hommes attirés par un spectacle unique dans les annales de l'Europe. Un sentiment universel d'intérêt et d'estime environnoit les braves qui se dévouoient à une mort presque certaine. On les plaignoit de se battre au nom d'un chef universellement détesté, et dont le renversement eût été reçu comme un bienfait du ciel; mais cette cause étoit encore celle de l'honneur, tant que les armes laisseroient entrevoir quelque apparence de succès.

Ni le bruit du canon et de la mousqueterie, ni les nouvelles effrayantes répandues par les agitateurs, ni les vociférations des émissaires de la police ne purent troubler Paris. On eût dit qu'un secret pressentiment faisoit préjuger d'avance que le dénoûment de ce grand drame n'offriroit point un désastre, et que l'enceinte de cette belle capitale seroit préservée des horreurs de la guerre. Mais si la masse de la population attendoit avec fermeté l'événement, il n'en étoit pas de même dans l'intérieur de toutes les familles. Que de mères et d'épouses étoient éperdues et en larmes! Les unes se représentoient avec effroi le sac de Paris et leurs filles outragées; d'autres, et c'étoit le plus grand nombre, trembloient sur le sort de leurs maris ou de leurs fils qui avoient pris les armes. Les généraux toutefois n'exigeoient d'autre service des détachemens de la garde nationale, appelés hors des barrières, que de se placer en seconde ligne, et de présenter à l'ennemi l'apparence d'une force qui n'existoit point en réalité. On ne devoit pas s'attendre que la garde parisienne montreroit cette fermeté, cette valeur héroïque, partage des troupes régulières et aguerries. Plusieurs pères de famille, en effet, qui, pour la première

fois, assistoient à une bataille; d'autres, qui maudissoient le funeste honneur de soutenir un chef odieux et un gouvernement détesté, trouvèrent le chemin de la retraite, en jetant un coup d'œil en arrière; d'autres, touchés des larmes de leurs femmes et de leurs filles qui venoient les arracher du danger, suivirent aussi l'exemple que suggéroient la prudence et l'indignation; d'autres enfin s'opposèrent avec énergie à ce que la garde nationale fût sacrifiée à l'intérêt politique d'un seul homme. A la barrière de Mousseaux, par exemple, l'ordre est donné au bataillon de service, par un officier supérieur, d'aller combattre avec la troupe de ligne. Le bataillon reste indécis; le chef insiste. Le duc de Fitz-James sort des rangs, prend la parole, et dans une harangue animée, démontre à ses frères d'armes que l'ordre de leur chef est contraire à l'institution de la garde nationale. Entraîné par son discours, le bataillon refuse de dépasser la barrière, et le duc de Fitz-James donne ainsi le premier exemple d'une désobéissance courageuse aux ordres émanés de Napoléon et de ses adhérens. D'un autre côté cependant, l'histoire impartiale doit le dire, la garde

nationale parisienne fournit aux principales attaques une foule de tirailleurs qui contribuèrent à repousser l'ennemi à plusieurs reprises; elle eut un grand nombre de blessés dans ses rangs, laissa plus de trois cents morts sur le champ de bataille, et resta ferme sous les drapeaux du devoir. Elle reçut pourtant d'un de ses propres chefs le honteux exemple d'une lâche désertion, et ce chef appeloit depuis trois mois tout Paris aux armes. Que dis-je! organe de toutes les mesures désastreuses, provocateur de tous les moyens d'avilissement, apôtre fougueux de la tyrannie, ses travaux, ses discours ne tendoient qu'à perpétuer le système de désolation générale sur lequel étoit fondée la puissance de Napoléon. Aussi jouissoit-il de toute sa faveur : honneurs, richesses, crédit, tout étoit accumulé sur sa tête. Qui n'eût dit alors qu'après avoir ceint l'épée, il n'eût versé jusqu'à la dernière goutte de son sang pour celui auquel il n'hésitoit pas de sacrifier la France? N'avoit-il pas déclaré à la garde nationale que si elle tenoit un jour seulement, l'Empereur arriveroit avec des forces considérables? Le canon gronde; le sifflement des balles se fait entendre; le trône de Napoléon est en péril;

et cet homme, à la fois orateur, académicien, conseiller d'Etat, ministre, cet homme, revêtu de l'habit de guerrier, se montre pâle et tremblant; il prend honteusement la fuite, malgré les clameurs de ses frères d'armes, qui, dans leur indignation, menacent de tirer sur lui : la vitesse de son cheval le met bientôt à couvert, et il va grossir le nombre des courtisans auxquels il ne reste plus que la célébrité du mépris. Cette désertion fut provoquée, il est vrai, par la fuite de Joseph Buonaparte et de son état-major. Désespérant de la fortune d'un frère qui, deux fois, avoit fait de lui l'instrument couronné de ses usurpations, il laissa Paris à sa destinée, après avoir envoyé toutefois l'autorisation de capituler au maréchal duc de Raguse. Par ce lâche abandon, la garde nationale se trouvoit sans commandant en chef. Outrée de se voir ainsi, au moment de la crise, le jouet des événemens, elle ne fut calmée que par la présence et les discours de son général en second. Dans une courte harangue le maréchal Moncey exhorta ses frères d'armes, alors en bataille aux barrières, à rester à leur poste, et à répondre, par leur bonne contenance, à l'attente publique; il ajouta que si l'ennemi se montroit

en trop grande force sur les points d'attaque ; il seroit possible qu'on fût contraint de capituler, mais qu'il falloit conserver toujours une attitude imposante, afin d'obtenir des conditions honorables.

En effet, tous les efforts de la persévérance et du courage alloient être épuisés.

Le combat s'étoit animé du côté de la Villette, où l'artillerie parisienne opposoit une longue résistance aux troupes d'élite de la grande armée, soutenue par six bataillons prussiens et par la présence du prince Guillaume de Prusse ; mais les corps de Kleist et d'York étant venus prendre part à l'action, leur artillerie fit taire les batteries françaises, et les troupes se concentrèrent aussitôt dans la Villette, se disposant à défendre le village.

En même temps deux divisions russes s'emparoient, sous le feu de la mousqueterie et de la mitraille, du cimetière de Mont-Louis : elles prenoient huit pièces de canon, et occupant aussitôt le village de Charonne, parvenoient ainsi jusqu'aux portes de la capitale.

Vainement le duc de Raguse avoit entrepris encore, en avant de Belleville, une attaque sur les gardes de Prusse et de Bade. Les régimens russes, prussiens et badois reprenant

l'offensive, renversent tous les obstacles; et, en peu de temps, les hauteurs entre les barrières de Belleville et de Pantin se trouvent tournées et assaillies de front : elles tombent bientôt au pouvoir des alliés, ainsi que vingt bouches à feu. Les grenadiers russes forcent, avec la même vigueur et le même succès, les deux villages de Belleville et de Mesnilmontant. La mêlée de l'infanterie augmente le carnage, et plusieurs soldats sont tués à côté du duc de Raguse, à coups de baïonnettes, dans le village même de Belleville. La butte Saint-Chaumont est également tournée, forcée, et la garde nationale rentre un peu en désordre dans les barrières. Maîtres de la butte, les alliés se disposent à tirer sur les édifices qui sont à portée de leurs batteries : on y arbore aussitôt le drapeau noir. Les troupes françaises tenoient encore à leur centre la ferme du Rouvroy, en avant du canal de l'Ourcq, où étoit établie une forte redoute défendue par dix-huit pièces de canon en batterie. Cette position avoit tenu en échec pendant une partie de la journée le corps du général York; mais, le flanc étant débordé par les hauteurs de Romainville, l'ennemi, par une attaque simultanée, repoussa l'infanterie

en bataille devant le Rouvroy. Là il fut contenu encore un moment par l'artillerie, jusqu'à ce qu'il eût engagé la sienne. Protégés alors par leurs pièces, les troupes d'élite des alliés firent tout reculer jusqu'aux barrières, après avoir encore enlevé sept canons; mais ce fut au prix du sang de leurs plus braves soldats qu'elles obtinrent ces divers avantages. Les troupes françaises ne démentirent pas un moment la réputation de haute valeur qu'elles devoient à vingt-cinq années de triomphes presque jamais interrompus; accablées par le nombre, elles ne cédoient le terrain qu'en frémissant. On vit, pendant cette lutte inégale, plus d'un grenadier, plus d'un de ces braves vétérans que le peuple désigne sous le nom de *vieille moustache*, se traîner en dedans des barrières, atteint de plusieurs blessures mortelles, et là expirer le fusil à la main, en s'écriant d'une voix éteinte : *Ils sont trop !*

Déjà le prince de Schwartzenberg avoit envoyé un parlementaire au général Drouot, qui tenoit encore quelques positions au-delà des barrières pour exhorter ce général à cesser une résistance inutile qui compromettoit la sûreté de Paris et de ses habitans. Le général Drouot avoit répondu que, ne commandant

point l'armée française, il alloit sur-le-champ faire part de cette ouverture au général en chef: le moment étoit décisif. Vers Charonne, Belleville, Mesnilmontant et la butte Saint-Chaumont, l'ennemi avoit presque triomphé de tous les obstacles. Il étoit trois heures, et le duc de Raguse, autorisé avant midi à capituler, combattoit encore; il avoit depuis long-temps la totalité de ses forces engagées. Instruit que Joseph Buonaparte étoit en fuite, voyant les positions les plus avantageuses au pouvoir des alliés, et vingt mille de leurs soldats qui alloient encore entrer en ligne, il expédia successivement plusieurs officiers parlementaires au prince de Schwartzenberg, pour lui faire connoître qu'il étoit prêt à entrer en arrangement. Un seul de ces officiers parvint à sa destination. Conduit devant le général Barclai de Tolly, il demande une trève de deux heures au nom du duc de Raguse, qui, à cette condition, promettoit d'abandonner tout le terrain qu'il occupoit encore hors des barrières, et s'engageoit, l'armistice expiré, de souscrire à la reddition de la capitale. Le général russe en référa aussitôt à l'empereur Alexandre et au roi de Prusse, qui n'avoient pas quitté un moment

le champ de bataille. Ces deux monarques, animés du désir de ménager le sang humain, et voulant préserver de sa ruine une des premières capitales de l'Europe, accordèrent la trève, et ordonnèrent de suspendre le combat.

On étoit encore en pourparlers, quand les hauteurs de Montmartre furent attaquées par l'armée de Silésie. Quatre cents dragons français, ayant un colonel à leur tête, osèrent charger plus de vingt mille hommes en colonnes d'attaque, infanterie et cavalerie; ils renouvelèrent quelques charges infructueuses; et leur chef, voyant qu'ils alloient être tournés par la plaine de Neuilly, fit sonner la retraite, qui s'opéra en désordre. Montmartre étant alors découvert, le huitième corps russe, sous les ordres du lieutenant-général Roudsevitch, et le dixième, commandé par le lieutenant-général Kapzewitch, quoique plusieurs fois repoussés, escaladèrent enfin les hauteurs au pas de charge, après avoir culbuté quelques compagnies de ligne que la garde nationale soutenoit. Vingt-neuf bouches à feu et une soixantaine de caissons tombèrent au pouvoir de l'ennemi, dont les obus et les boulets atteignoient déjà le faubourg Montmartre et la Chaussée-d'Antin.

Tous les obstacles alloient être surmontés aussi à la Villette. La cavalerie des alliés, qui s'étoit formée à la ferme du Rouvroy, se déployoit et serpentoit dans la plaine. Les hussards noirs de Brandebourg repoussèrent les charges qu'essayèrent les dragons français, et pénétrèrent, à leur poursuite, dans le village. En vain l'infanterie voulut-elle s'y maintenir. Deux bataillons de chasseurs russes, du corps de Woronzoff, y entrèrent au pas de course, en même temps que la cavalerie alliée, et s'en emparèrent, ainsi que des batteries posées pour le défendre. Presque au même instant, les corps prussiens des généraux York et Kleist, qui venoient de marcher contre la Chapelle, sur la grande route, emportoient aussi ce village contigu au faubourg Saint-Denis.

Au moment où ces vives attaques conduisoient l'ennemi jusqu'aux barrières, le premier cri d'alarme et d'épouvante étoit poussé dans Paris. De là, une terreur panique générale, occasionnée, selon les uns, par l'éclat d'un obus; selon d'autres, par le coup de fusil d'un garde national, qui étendit roide mort, près la porte Saint-Denis, un cavalier revenant au galop par le faubourg, en criant à travers la foule : *Voilà les ennemis !* Le cri, *les voilà !*

les voilà! accrédité par la détonation, se propage, et répand l'effroi dans l'immense concours du peuple, vers les portes Saint-Denis et Saint Martin, sur les boulevards Poissonnière et du Temple. La foule se disperse en un clin-d'œil, et gagne, à la course, et dans toutes les directions, les quartiers du centre vers la Seine. Quelques boutiques encore ouvertes sont à l'instant fermées, et les maisons barricadées; les marchés restent solitaires et déserts. Mais, revenu bientôt de cette fausse alarme, le peuple couvre de nouveau les rues, les places, les quais, les boulevards, toujours agité en sens contraire, par cent bruits contradictoires; toujours harcelé, tourmenté par de vils provocateurs sortis des antres de la police. Des militaires même répandus à dessein dans la ville, annonçoient l'apparition d'une armée française. « Vous êtes un imposteur, » dit le maréchal Moncey à un officier qui venoit affirmer, dans les rangs de la garde nationale, l'arrivée de Napoléon avec quarante mille hommes. L'incertitude et l'attente tenoient tous les esprits en suspens : on ne savoit au juste si l'ennemi étoit victorieux, s'il étoit repoussé, si l'on se battoit encore.

Telle étoit la situation de l'intérieur de Paris

quand l'officier parlementaire du duc de Raguse revint avec l'adhésion des alliés à la proposition d'un armistice. La capitale de la France fut ainsi préservée au moment où elle alloit être forcée l'épée à la main sur presque toute la ligne de défense. Le général Compans ayant évacué les hauteurs de Pantin, l'ennemi s'étoit porté dans la rue de Belleville, le seul point de retraite du duc de Raguse. Il l'en avoit chassé, il est vrai, en chargeant lui même, à la tête de quarante hommes, les premiers pelotons, assurant ainsi le retour de ses troupes; mais il se trouvoit acculé aux murs de Paris.

Sur le flanc gauche de la ligne d'attaque, les troupes du prince royal de Wurtemberg arrivoient sur le terrain, après avoir repoussé les corps qui défendoient les approches de Vincennes. Une batterie de trente-une pièces de canon, placée entre Vincennes et la barrière du Trône, étoit confiée aux élèves de l'Ecole Polytechnique; ils n'avoient que peu d'exercice, et pourtant ils rivalisoient d'ardeur avec les vétérans qu'on leur avoit associés. Transformés en canonniers, ces jeunes disciples de la guerre servoient les batteries avec l'enthousiasme de la valeur; leur feu, bien dirigé, jonchoit de cadavres ennemis les approches des

positions. Il y eut un grand nombre de ces élèves blessés sur leurs pièces, soit par les tirailleurs ennemis, soit par les hussards wurtembergeois, qui vinrent les charger à plusieurs reprises. Forcés de battre en retraite, ils abandonnèrent deux canons dont les attelages s'étoient sauvés. Mais, se voyant bientôt soutenus par un régiment de cuirassiers, ils reviennent à leur poste, y retrouvent leurs pièces, et soutiennent de nouveau le feu avec la même valeur.

On s'étoit battu pendant deux heures à la barrière même du Trône, et les alliés avoient d'abord été repoussés. L'arrivée de l'avant-garde du prince royal de Wurtemberg donna aussi sur ce point la supériorité à l'ennemi. Quelques cosaques pénétrèrent vers le faubourg Saint-Antoine, et prirent aussi deux pièces de canon qu'un escadron de gendarmerie leur fit abandonner; en même temps deux autres colonnes du prince royal se portoient sur les hauteurs de Rosny et sur Charenton. En vain les élèves de l'école vétérinaire, secondés par quelques troupes de ligne, défendirent le pont sur la Marne; cent cinquante jeunes gens y furent tués; on tenta aussitôt d'y mettre le feu, mais sans succès,

la communication des mèches avec les fougasses se trouvant interrompue. L'ennemi eut le temps de s'emparer du pont, et de se répandre sur la rive droite de la Seine vis-à-vis le Port-à-l'Anglais. Là les tirailleurs du prince royal de Wurtemberg firent feu sur la garde nationale en patrouille vers l'autre rive.

La nouvelle d'un armistice suspendit toutes les attaques.

Déjà plusieurs maires des différens arrondissemens s'étoient assemblés à l'Hôtel-de-Ville pour aviser aux moyens de préserver la capitale d'être saccagée. Le capitaine Peyre vint rendre compte à ces magistrats de son entretien avec l'empereur de Russie, et des dispositions favorables des souverains alliés; il fit sentir combien il étoit urgent de hâter le moment de la capitulation. Des députés nommés à cet effet se transportèrent d'abord au quartier-général du maréchal duc de Raguse. Là se trouvoient déjà le comte Orloff, aide-de-camp de l'empereur de Russie, et le comte de Paar, aide-de-camp du prince de Schwartzenberg, chargés de régler la cessation des hostilités, de concert avec le colonel Denys, premier aide-de-camp du duc de Raguse, et le colonel baron Fabrier, attaché à son état-major.

Le cri d'une capitulation avoit retenti ; et l'héritier de Pierre-le-Grand, et l'héritier du Grand-Frédéric, s'étoient jetés dans les bras l'un de l'autre, en s'écriant d'une voix émue, et les yeux humides de larmes : *La cause de l'humanité est gagnée !* Ces deux monarques s'étoient portés immédiatement après l'armistice sur les hauteurs de Belleville. Là ils virent la capitale de la France, et reçurent ses députés. Vers quatre heures du soir le comte de Nesselrode se rendit dans la ville, muni de pleins pouvoirs, pour ratifier la capitulation ; elle fut enfin conclue sur les bases suivantes :

Que les troupes alliées occuperoient le lendemain l'arsenal, toutes les barrières, et entreroient ensuite dans Paris que les maréchaux ducs de Trévise et de Raguse en sortiroient à la tête de leurs corps respectifs, avec leurs armes et leur artillerie.

Que, dans aucun cas, les hostilités ne pourroient recommencer avant le délai de deux heures après l'évacuation.

Paris étoit recommandé à la générosité des souverains alliés.

Immédiatement après la signature, l'empereur de Russie et le roi de Prusse, accompagnés du prince de Schwartzenberg, retour-

nèrent au village de Bondy, où avoient été préparés leurs quartiers.

Le général en chef des armées russes, Barclai de Tolly, élevé ce même jour à la dignité de feld-maréchal, porta son quartier-général au village de Romainville.

L'armée de Silésie bivouaqua sur les hauteurs de Montmartre et aux environs.

Le corps des grenadiers russes s'établit sur les collines de Belleville et à Charonne, et le corps d'armée du général Rayefski, en arrière de ces deux positions; les gardes russes, prussiennes et de Bade restèrent aux environs de Pantin, ayant en arrière d'elles toute la cavalerie des corps de réserve.

Les troupes wurtembergeoises et le corps autrichien du comte Giulay bivouaquèrent aux environs de Vincennes et de Charenton.

Ainsi les armées alliées s'étoient arrêtées, comme par une sorte d'enchantement, devant la capitale de la France, terme de tant de maux, de fatigues et de travaux guerriers.

La résistance opiniâtre et glorieuse des troupes françaises avoit coûté aux vainqueurs sept à huit mille hommes restés sur le champ de bataille, et aux vaincus trois à quatre mille. L'humanité eut à gémir sans doute :

mais du moins entrevoyoit-on la perspective consolante que tant de braves n'avoient pas succombé inutilement; qu'ils avoient scellé de leur sang la chute d'un pouvoir monstrueux, et relevé pour ainsi dire l'étendard de l'Europe régénérée sous le gouvernement de souverains légitimes.

Toutefois l'esprit humain reste humilié et confondu, et il est forcé de reconnoître que ce ne fut point l'ouvrage des hommes. Paris, environné de dangers, n'y échappa que par une sorte de miracle. La seule résistance, commandée par le devoir et l'honneur, pouvoit occasionner sa ruine. Selon les dispositions arrêtées, dans la nuit du 29 au 30, par les souverains alliés, toutes les colonnes d'attaque devoient arriver à dix heures du matin sur le terrain désigné pour chacune d'elles; non-seulement l'armée de Silésie, mais encore le corps d'armée du prince royal de Wurtemberg, et celui du général Giulay ne parurent en ligne qu'au moment de la suspension d'armes. L'attaque du prince royal vers la barrière du Trône devoit servir de signal pour une attaque générale depuis Montmartre jusqu'au faubourg Saint-Antoine, et de là à la Seine. Heureusement ce prince fut retardé dans sa marche,

et l'on n'entendit ses tirailleurs qu'à l'instant même de la capitulation. S'il étoit arrivé sur le terrain à midi, plus de cent mille hommes seroient entrés probablement de vive force dans cette immense capitale, et les dix-huit mille braves qui la défendoient sur les hauteurs de Belleville, n'auroient pu la soustraire à son sort.

D'un autre côté, peu s'en fallut aussi que Napoléon, par sa présence, ou du moins par les ordres qu'il transmit à ses ministres, ne fît de Paris un théâtre de désolation et de carnage.

Pressant avec une célérité incroyable le mouvement de ses troupes, faisant détruire ou jeter dans l'Aube et dans le canal du bassin de Troyes, des caissons, des forges de campagne et plusieurs canons, faute de moyens de transports, il étoit arrivé à Troyes avec sa garde, le 29 mars à onze heures du soir, après avoir exténué ses soldats par une marche de vingt lieues. Tourmenté par de sinistres pressentimens, il avoit jugé que la durée de son pouvoir dépendoit de la résistance de Paris, et que s'il n'en prévenoit pas la reddition, c'en étoit fait de sa puissance. Il prit alors la résolution de faire partir en toute

hâte, et dans la nuit même, le général comte de Girardin, auquel il donna une mission absolument contraire à celle qu'avoit reçue de lui le général Dejean au pont de Doulencourt. Les instructions adressées aux ministres de la guerre et de la police, contenoient, dit-on, l'ordre positif de défendre Paris par tous les moyens possibles (1). Napoléon vouloit que les rues fussent barricadées, et qu'on les dépavât; que dans toutes les parties de la ville, situées au nord, les maisons fussent

(1) M. le lieutenant-général comte de Girardin a réclamé en 1814 contre le récit qui le concerne dans la première édition de cette Histoire. Il n'avoit point d'ordres, dit-il, ni de dépêches pour les ministres de la guerre et de la police; sa mission n'ayant pour objet que de voir les maréchaux ducs de Trévise et de Raguse, afin de savoir d'eux et de s'assurer quelles étoient la force et la position de l'ennemi ainsi que celle des deux corps de l'armée française. Cette réclamation mérite sans doute d'être appréciée; mais quand il s'agit d'un fait notoire, la seule dénégation de la partie intéressée ne forme qu'une présomption, et point une preuve historique. Tout ce qu'on peut en induire, c'est que la mission du général comte de Girardin ayant été d'une nature secrète, restera probablement ensevelie entre lui et Napoléon, à moins que ses communications avec les ministres et les généraux, dans la soirée du 30 mars, ne viennent à être révélées un jour. Jusques-là le devoir de l'historien consiste à ne présenter que dans la forme du doute des circonstances dépourvues de témoignages certains, et qui ne reposent que sur la notoriété ou la clameur publique.

crénelées ; que du haut des toits et des fenêtres on jetât des pavés, des bûches, de l'huile bouillante, et qu'à cet effet on soulevât et on armât la populace. Il prescrivoit aussi, dans le cas où la partie du nord seroit forcée, de brûler les faubourgs, et de se retirer ensuite dans la partie de la ville située au midi, c'est-à-dire sur la rive gauche de la Seine, après avoir placé d'avance des fougasses sous tous les ponts, afin de les faire sauter. Il auroit aussi fallu défendre l'autre rive avec le même acharnement, et ne céder chaque quartier pied à pied que lorsqu'il seroit à moitié incendié ou détruit. Napoléon promettoit d'arriver en douze heures à la tête de son armée.

Le 30 au matin, il partit de Troyes avec sa garde, formant toujours tête de colonne : elle se dirigea vers Pont-sur-Yonne et Moret. Mais dans sa vive impatience, Napoléon quitta son armée à cinq lieues de Troyes, et prit la route de Sens. Arrivé à Villeneuve-l'Archevêque, il se jette dans une carriole avec quelques officiers de confiance et une suite de trente personnes, la plupart courant en charrettes ou sur des bidets de poste, cortége dont l'aspect étoit plutôt celui d'un aventurier que d'un souverain naguère si puis-

sant. Quinze cents cavaliers d'élite de sa garde à cheval suivoient à une marche de distance.

A son passage à Sens, Napoléon mande le maire, et lui dit qu'il est suivi par cent cinquante mille hommes, pour lesquels il faut qu'on prépare des vivres. De Sens, il gagne en toute hâte Moret, Fontainebleau, et arrive enfin à la Cour-de-France (1), près de Juvisy, à quatre lieues de la capitale. Là, il s'arrête; et, comme s'il eût été engourdi par le sentiment de la peur, il n'ose s'aventurer dans sa propre capitale, qu'il devoit supposer aux prises avec l'ennemi. Il attend dans une auberge, avec une sorte de tranquillité, les nouvelles de Paris; il les attend presque toujours seul, marchant à grands pas, ne laissant paroître dans ses traits aucune trace d'inquiétude ni de trouble, et soupant même avec appétit; puis, faisant étendre son lit ambulant, il s'y jette et s'endort.

La plus extrême diligence suffit à peine à l'officier-général expédié par Napoléon pour arriver au moment où la capitulation venoit d'être consentie ou signée. Ainsi, quelques heures de retard sauvèrent peut-être Paris,

(1) Lieu de poste entre Essone et Villejuif.

soit de l'attaque générale des alliés, soit de l'effet désastreux des ordres transmis par Napoléon.

S'ils parvinrent trop tard aux chefs militaires, il n'en fut pas de même à l'égard des chefs de la police. Ces hommes, si lâchement voués au despotisme, n'avoient pas cessé un instant de provoquer la ruine de la capitale. Avant même d'avoir eu connoissance des intentions de leur maître, si conformes au plan infernal qu'ils avoient essayé de mettre à exécution, ils faisoient encore des *Bulletins* pour tromper le peuple et pour l'exaspérer. Leurs émissaires parcouroient tous les quartiers, annonçant tantôt que l'ennemi étoit repoussé, tantôt que le roi de Prusse venoit d'être coupé avec une colonne de dix mille hommes, et qu'on alloit le voir entrer prisonnier; ils débitoient ces grossiers mensonges au moment où le peuple apercevoit des excellences, des altesses, des grands dignitaires, des majestés mêmes, triste exemple de la fragilité des grandeurs humaines, continuer leur retraite, et déceler, par leur abattement, la fausseté de ces bruits de victoires. Mais rien ne pouvoit décourager les adhérens de Napoléon. Quand ils eurent l'assurance qu'il s'approchoit en personne de Paris avec son armée, ils pour-

suivirent avec une nouvelle énergie l'exécution de leurs projets sinistres. Ils semèrent l'argent parmi la populace dans le faubourg Saint-Antoine, ainsi que dans les autres quartiers populeux, et l'excitèrent à se soulever, en faisant un appel aux plus furieux démagogues; en assignant des conciliabules nocturnes, et en mettant tout en œuvre pour traverser la capitulation ou pour la rompre avec violence, par un mouvement populaire. Mais l'attitude impassible de la masse des Parisiens déjoua leurs calculs affreux; et, contre cette force d'inertie, vinrent se briser leurs tentatives homicides.

Vers la fin du jour seulement, on avoit su, dans Paris, que le frère de celui à qui on pouvoit imputer tous les malheurs publics, avoit autorisé le maréchal duc de Raguse à traiter avec les généraux alliés, et l'on avoit vu bientôt la ville se remplir de troupes dont le mouvement annonçoit aux yeux les moins exercés un abandon prochain.

Quelques coups tirés des hauteurs qui dominent Paris, apprirent à ses habitans que désormais leur destinée ne dépendoit que d'eux-mêmes, et de l'accueil qu'ils préparoient à l'armée européenne. La nuit

couvroit déjà de ses premières ombres la retraite successive des braves troupes qui avoient si vaillamment défendu la capitale : elles s'écoulèrent sans désordre et sans bruit.

A la chute totale du jour, un spectacle nouveau vint frapper les regards. D'innombrables feux couvrirent d'une lumière rassurante et vive cette suite de collines qui, du nord à l'est, commandent Paris. Ce voisinage des alliés rappela aux Parisiens qu'une année auparavant Napoléon avoit juré que, lors même que les ennemis occuperoient les hauteurs de Montmartre, il ne leur rendroit pas un seul des villages réunis aux antiques domaines de la France.

L'espérance et le calme commençoient à rassurer les esprits; on se disoit tout bas : « Enfin, on a capitulé, Paris est sauvé; il » est sauvé pour la France, et perdu pour » Napoléon. Dieu a livré aux souverains » alliés la capitale de l'empire français » comme un juste châtiment des malheurs » infligés à Moscou, à Vienne, à Madrid, » à Berlin, à Lisbonne, par le dévastateur » de l'Europe. »

Mais Paris n'étoit pas encore à l'abri de tous les périls; une horrible tentative de

destruction menaçoit encore cette capitale que deux cent mille soldats étrangers venoient de respecter. Buonaparte avoit donné l'ordre de faire sauter la poudrière de Grenelle, et ce magasin contenoit deux cent cinquante milliers de poudre en grain, cinq millions de cartouches d'infanterie, vingt-cinq mille gargousses à boulet, trois mille obus chargés, et une immense quantité d'artifice. La moitié de Paris eût été anéantie de fond en comble, par l'effet d'une si épouvantable explosion; et c'étoit là, sans doute, ce dernier coup de désespoir dont on menaçoit sourdement Paris, et qui devoit effrayer les générations présentes et futures. A neuf heures du soir, arrive près de la grille Saint-Dominique, un colonel, à cheval, qui demande le directeur de l'artillerie. Le major de Lescourt se présente : « Monsieur, dit le » colonel, le magasin à poudre de Grenelle » est-il évacué? Non, répond le major; il » ne peut même pas l'être : nous n'avons » pour cela ni assez de temps, ni assez de » chevaux. — Hé bien, il faut le faire sauter » sur-le-champ. » A ces mots, le major pâlit, et se trouble. — « Hésiteriez-vous, » Monsieur? » dit le colonel. Revenant à

lui, après un instant de réflexion, et craignant qu'un pareil ordre ne soit transmis à d'autres, le major de Lescourt affecte un air calme, et répond qu'il va s'en occuper. Le colonel disparoît aussitôt; et le major, faisant continuer l'évacuation, sauve ainsi Paris (1) d'une catastrophe pendant laquelle Napoléon, des hauteurs de Juvisy, eût pu, à l'imitation de Néron, contempler sa capitale en proie à la destruction et à l'incendie.

Ainsi, cette nuit du 30 mars, destinée au ravage, voyoit finir au contraire dix années de désolation; elle préparoit, dans la capitale des arts et du goût, l'alliance des grandes puissances de l'Europe et la restauration du trône de nos rois; révolution surprenante que le génie le plus hardi osoit à peine envisager comme le rêve de l'espérance.

---

(1) L'Empereur Alexandre, touché de la belle action de cet officier, voulut l'en féliciter lui-même, et lui donna la décoration de l'ordre de Saint-Anne de seconde classe.

LIVRE XVII.

Projets des royalistes et des constitutionnels. — Journée du 31 mars. — Le peuple entier va au-devant de l'armée libératrice. — Premiers cris de *Vive le Roi!* — Formation et marche des groupes royalistes. — Vains efforts des partisans de Napoléon pour arrêter ce mouvement. — Il se communique au peuple. — Entrée des monarques et des troupes alliées dans Paris. — Leur marche jusqu'aux Champs-Élysées. — Ivresse du peuple. — Magnanimité de l'empereur Alexandre. — Tout Paris proscrit Napoléon, et les signes de son gouvernement disparoissent. — Accusations perfides. — Assemblée des royalistes à l'hôtel de Morfontaine. — Adresse à l'empereur Alexandre pour réclamer les Bourbons. — Napoléon reçoit à la Cour-de-France la capitulation de Paris. — Sa retraite sur Fontainebleau.

Foyer des révolutions qui ensanglantèrent l'Europe, Paris en proie successivement à tous les maux de l'anarchie et de la tyrannie, voyoit, après vingt-cinq années de convulsions et de guerres, l'Europe en armes se frayer un chemin jusque dans ses murs, et abjurant tout esprit de vengeance, se présenter en libératrice à ses habitans opprimés. Leur sort alloit enfin dépendre d'eux-mêmes. Il étoit à craindre

toutefois qu'une longue servitude n'eût flétri tous les cœurs ; que l'oppression, après avoir sapé les fondemens de la civilisation et de la morale, n'eût éteint l'amour de l'indépendance, et que les droits de la légitimité ne fussent méconnus.

Cependant l'approche de la crise avoit fait naître trois partis qui divisoient secrètement la capitale : l'un, composé de royalistes fidèles, imploroit les Bourbons ; un parti plus nombreux désiroit vaguement recouvrer la liberté à l'ombre d'une constitution monarchique ; un troisième parti enfin vouloit maintenir la tyrannie par la violence et la terreur. Ces élémens de discorde intestine s'étendoient sur presque toute la France. Mais, réunis dans un sentiment commun, les royalistes et les constitutionnels pouvoient accabler, sous le poids de l'indignation générale, les fauteurs et les satellites du tyran, au milieu même de leurs derniers efforts pour arrêter l'élan de la restauration publique.

Napoléon toutefois n'étoit ni défait ni en fuite ; vaincu seulement par la supériorité des forces et des manœuvres de l'ennemi, il accouroit avec son armée vers la capitale, où son nom et l'appréhension de son arrivée

suffisoient pour inspirer l'épouvante. Les deux cent mille soldats de l'Europe, que Paris alloit recevoir dans son sein, sembloient ne pas suffire pour mettre ses habitans à couvert de la vengeance de l'oppresseur irrité.

Ainsi, le 31 mars, Paris étoit encore contenu par dix mille espions et par un sceptre d'airain; il ne falloit rien moins, pour oser se déclarer, que cette énergie politique dont les Français, d'ailleurs si belliqueux, ne se montroient plus susceptibles. Mais, bravant tous les périls, quelques royalistes se dévouèrent. Déjà, malgré l'extrême défiance d'une police inquiète, malgré le frein terrible de l'exil ou de la mort, plusieurs associations secrètes s'étoient formées au sein de la capitale, les unes spontanément, d'autres par l'impulsion des chefs invisibles d'une confédération qui embrassoit la presque totalité des provinces de France. Celle-ci remontoit à l'année 1800, et son organisation mystérieuse par bannières, aux années 1803 et 1804. Les personnes qui la composoient ne pouvoient se reconnoître que par des signes de convention; et l'écriture en étant proscrite, elles n'avoient à redouter aucune preuve matérielle. *Déli......* étoit le mot d'ordre, et celui qui répondoit *vrance*

faisoit évidemment partie de l'association. La hiérarchie en étoit si cachée qu'on n'eût jamais pu en découvrir l'ensemble. La confédération ne recevoit de direction que du roi ou de ses commissaires. De même que les royalistes de l'ouest, ceux de Paris attendoient avec la plus vive impatience l'événement qui devoit les rendre à l'autorité légitime. Des noms illustres, tels que ceux des Rohan, des La Rochefoucault, des Montmorency, des Chateaubriand, des Noailles, figuroient dans l'association parisienne. Elle avoit fait l'essai de son influence, en introduisant dans la garde nationale un grand nombre de royalistes, et en favorisant l'évasion de MM. de Polignac, qui, même dans les fers de Buonaparte, n'avoient pas désespéré de la restauration. En vain la police fit-elle arrêter plusieurs personnes en relations intimes avec MM. de Polignac, entr'autres M. de Gobineau, l'un des hommes les plus dévoués à la Maison royale; dans mille circonstances il l'avoit servie au péril de sa vie, et du fond de son cachot il la servoit encore (1).

(1) M. de Gobineau n'est sorti des prisons de Buonaparte que le 1er avril, le lendemain de l'entrée des alliés à Paris.

L'association échappa à toutes les investigations de la police, même au moment critique de l'arrestation de M. de Saint-Victor, qui, envoyé en Bretagne pour les intérêts du roi, tomba dans les piéges tendus par les agens de l'usurpateur; bravant les rigueurs des cachots et l'appareil des supplices, M. de Saint-Victor déploya le plus noble courage et une résignation parfaite : rien ne fut pénétré, et pourtant la police avoit des indices certains sur l'existence et sur l'organisation d'un parti royaliste.

Ni ces arrestations, ni l'éloignement de MM. de Polignac n'avoient pu ralentir les opérations de l'association parisienne aux intérêts de laquelle s'étoient aussi dévoués depuis long-temps MM. de Saint-Fer, de Quinsonna, Gain de Montagnac, Clermont Mont-Saint-Jean, et une foule d'autres gentilshommes, tous unis par les liens de l'honneur, de la religion et du patriotisme.

Au milieu de tous ces dangers renaissans, l'espoir venoit de luire enfin pour les royalistes. Des témoignages irrécusables avoient dissipé tous les doutes sur l'arrivée de S. A. R. MONSIEUR, comte d'Artois. On avoit su à Paris que ce prince, en pressant de ses pieds

le sol de la France, s'étoit livré à la plus touchante émotion; que des larmes avoient coulé de ses yeux; qu'il s'étoit écrié : « Je revois la » terre natale, cette terre sur laquelle mes » aïeux se plaisoient à répandre le bonheur. » La proclamation suivante, datée de Vesoul, le 27 février, étoit aussi parvenue avec un caractère authentique à MM. Adrien et Mathieu de Montmorency, principaux chefs de la confédération.

« Nous, CHARLES-PHILIPPE DE FRANCE, fils de France, MONSIEUR, comte d'Artois, lieutenant-général du royaume, etc., etc., à tous les Français, Salut.

» Français, le jour de votre délivrance approche. Le frère de votre roi est arrivé parmi vous. C'est au milieu de la France qu'il veut relever l'antique bannière des Lis, et vous annoncer le retour du bonheur et de la paix, sous un règne protecteur des lois et de la liberté publique.

» Plus de tyran, plus de guerre, plus de conscription, plus de droits vexatoires. Qu'à la voix de votre souverain, de votre père, vos malheurs soient effacés par l'espérance, vos erreurs par l'oubli, vos dissensions par l'union dont il veut être le gage.

» Les promesses qu'il vous renouvelle solennellement aujourd'hui, il brûle de les accomplir et de signaler, par son amour et ses bienfaits, le moment fortuné qui, en lui ramenant ses sujets, va le rendre à ses enfans. VIVE LE ROI ! »

Signé CHARLES-PHILIPPE.

Il paroissoit essentiel de répandre et de faire connoître cette pièce importante, plus encore pour éclairer l'opinion publique que pour rassurer et fortifier le parti royaliste. Tel étoit le sentiment du vicomte Mathieu de Montmorency (1). A peine l'a-t-il manifesté que Mr Guillaume de Nieuvverkerke (2), et son frère Charles, de concert avec le comte de Laurice, s'emparent de la proclamation, et l'impriment en une nuit, sans ouvrier, sans autre secours que leur zèle et leur propre intelligence; ils en tirent mille exemplaires, et le lendemain, jour de la mi-carême, ils les répandent, secondés par M. de Maistre, dans toutes les classes de la société, couronnant ainsi, avec le plus rare bonheur, une entreprise si hasardeuse. Bravant alors tous les dangers, M. Adrien

(1) Chevalier d'honneur de MADAME.

(2) Maréchal-des-logis, depuis la restauration, dans les grenadiers royaux commandés par M. de Larochejaquelein.

de Montmorency (1), accompagné de son fils Henri, alla déposer aux pieds de MONSIEUR, comte d'Artois, lieutenant-général du royaume, le serment de l'inviolable fidélité d'une foule de gentilshommes et de Français de toutes les classes, dévoués aux intérêts de l'auguste Famille des Bourbons.

Rien ne pouvoit être plus avantageux aux royalistes que la nouvelle certaine de l'arrivée de MONSIEUR sur le sol de la France : aussi le gouvernement usurpateur s'efforçoit-il par ses émissaires et par ses manœuvres de démentir ou d'étouffer les bruits qui perçoient dans ce sens, soit à Paris, soit dans les provinces. Ce fut pour déconcerter les artifices de Buonaparte que M. d'Aguestré, fait prisonnier, et renvoyé sur parole, soutint dans le monde, qu'il avoit vu à Soissons Mgr le duc de Berry. M. d'Aguestré, dans l'excès de son zèle, s'applaudissoit de l'effet de sa supercherie, lorsque, signalé à la police, il fut arrêté et conduit à Vincennes, d'où il n'est sorti qu'à la restauration.

Cependant, l'événement probable de l'occupation de Paris par les alliés avoit fait juger

(1) Prince de Laval, depuis la restauration.

nécessaire aux royalistes d'organiser un mouvement dont l'explosion marqueroit l'affranchissement de la capitale. Il importoit en effet de convaincre les hautes puissances que le vœu des Français, comprimé trop long-temps, n'avoit jamais cessé d'être favorable à la cause du roi. Mais d'un autre côté, l'association parisienne étoit affoiblie depuis que plusieurs royalistes s'étoient rendus à leurs postes dans leurs provinces respectives.

D'ailleurs, pouvoit-elle se flatter de donner l'impulsion à un mouvement général? Non sans doute : la défiance, l'égoïsme, l'isolement et la crainte régnoient dans toutes les classes, quoique le mécontentement fût général. Aucun parti dans l'Etat n'étoit en mesure de former spontanément et sans l'appui des étrangers une masse imposante, et irrésistible contre le pouvoir militaire. Les royalistes n'avoient aucune influence réelle dans l'administration, dans le gouvernement, ni dans l'armée : ils ne pouvoient agir qu'isolément et par les moyens violens de l'insurrection. Mais au sein même du gouvernement de Buonaparte s'étoit formé un autre parti plus à portée d'abattre d'un seul coup l'édifice de la tyrannie impériale. Sûr de trouver un ap-

pui dans l'opinion des Français et dans le besoin qu'ils éprouvoient de se soustraire au despotisme ; ce parti aspiroit, depuis deux mois à la restauration de la monarchie par la liberté publique. Les moyens violens n'entroient ni dans ses vues ni dans ses calculs : c'étoit moins par l'insurrection que par la défection qu'il se proposoit d'agir. Opérer la restauration sans secousses et sans déchiremens, tel étoit l'espoir qui animoit ce parti politique sorti des premiers élémens de la révolution française. Trois membres du sénat, le prince de Talleyrand, le général comte de Beurnonville et le général comte de Jaucourt en étoient les régulateurs. Instruits vers l'époque de la rupture du congrès, que les souverains confédérés n'avoient plus qu'un but, celui de détrôner Buonaparte, ils avoient craint le partage de la France, ou peut-être qu'on ne la forçât de recevoir pour monarque un prince étranger. Après s'être concertés, les trois sénateurs s'étoient associé M. l'abbé de Montesquiou, comme honoré jadis de la confiance du Roi, et M. le duc d'Alberg comme étant l'ancien ami du prince de Metternich ; ils avoient envoyé secrètement M. de Vitrolles aux mo-

narques alliés pour s'assurer si la Maison de Bourbon seroit appelée à régner sur tous ses anciens domaines, et si Paris seroit épargné. Une réponse affirmative ne leur ayant plus laissé aucun doute sur les intentions favorables des puissances, le projet de renverser le gouvernement impérial avoit pris alors un plus haut degré de maturité et de consistance. Secondés par la diversion de Buonaparte sur Saint-Dizier, les cinq conjurés n'avoient pas douté un instant que les alliés, au lieu de le poursuivre, ne marchassent sur la capitale, puisqu'ils ne pouvoient manquer d'y être accueillis; tout étoit disposé pour que, Paris pris, la France fût bientôt délivrée de Buonaparte. Tels étoient déjà, le 30 mars, les mobiles secrets qui devoient donner l'impulsion aux événemens politiques.

Cependant le parti royaliste, étranger à toutes ces combinaisons, agissoit de son côté sans être admis même comme auxiliaire par les chefs du parti constitutionnel qui vouloit rester maître de la direction des mouvemens ultérieurs. Tout pouvoit dépendre du degré d'enthousiasme dont seroient animés les partisans de la dynastie légitime : il falloit abjurer les froids calculs, et se laisser entraîner par

le sentiment. On ne pouvoit se dissimuler que le danger étoit réel; que, maîtres encore du terrain, les fauteurs de la tyrannie impériale se préparoient à faire échouer les tentatives des royalistes; en un mot que l'arrivée subite de Napoléon pouvoit donner aux événemens une face nouvelle.

Les amis du roi, sans chefs avoués, sans direction immédiate, n'osoient rien se communiquer collectivement; ils sembloient délaissés par ceux même qui auroient dû préparer le mouvement et donner l'impulsion.

Toutefois, dans une réunion de royalistes, on décide d'abord que plusieurs gentilshommes à cheval et armés se déclareront publiquement, et entraîneront ainsi le peuple. Mais on considère ensuite, en délibérant avec plus de réflexion et de calme, qu'il seroit impolitique de vouloir maîtriser par la violence l'opinion générale. Le parti de se déclarer sans armes, et spontanément, est le seul qui paroisse convenable : il est adopté.

Instruits, dans la soirée du 30 mars, qu'une capitulation ouvriroit le lendemain l'accès de Paris aux alliés, plusieurs royalistes prennent entr'eux l'engagement de se réunir sur la place Louis XV, et de s'y déclarer pour les Bour-

bons, sous les auspices de la religion et de l'amitié: nul d'entr'eux ne connoissoit encore les vues des hautes puissances. Telle étoit l'incertitude à cet égard, que, dans la nuit même, M. de Semallé, commissaire de MONSIEUR, comte d'Artois, fit partir le comte de Douhet de Sourzac (1), avec la mission expresse de percer les avant-postes des coalisés, pour chercher le comte de Langeron, et recevoir de ce général quelques lumières sur les intentions des souverains. M. de Douhet traversa la chaîne des postes, et rapporta bientôt qu'un mouvement royaliste étoit indispensable pour fixer la détermination des puissances encore irrésolues.

Enfin s'ouvrit cette journée mémorable, qui devoit mettre un terme à vingt-cinq années de désolation et de carnage. Dès le point du jour, les habitans des deux sexes, abandonnant leurs maisons, se portent en foule vers les

(1) M. le comte de Douhet figuroit, en 1798, dans l'organisation des royalistes du Midi, en qualité d'adjoint, ou chef militaire de la Basse-Auvergne et du Bourbonnais. Une commission militaire séante à Poitiers, le condamna à mort, par contumace. Il obtint, en 1797, un brevet de lieutenant-colonel, et eut la mission d'aller établir une correspondance entre la Vendée et l'Auvergne. Après la restauration, il fut nommé maréchal-des-logis des gendarmes de la garde du Roi.

places, vers les quais de la rive droite, et de là gagnent les boulevards du nord dans toutes les directions, manifestant plus de curiosité que d'inquiétude. Tout se passe d'abord en réflexions sur les dangers de la veille, sur la fuite de Joseph, sur la désertion du gouvernement, dont le plan de défense avoit eu pour base le pillage et la destruction de la capitale; déjà même on ne se dissimule plus que les ennemis en sont les sauveurs.

Mais l'agitation et le désordre règnent encore au sein de Paris. Le mouvement partiel de retraite d'une foule d'officiers isolés; l'arrivée d'un grand nombre de blessés; le départ précipité de plusieurs membres du gouvernement et de l'administration; la fureur concentrée des partisans de la tyrannie, tels étoient les objets qui frappoient encore le peuple, et lui inspiroient une sorte de crainte mêlée d'espérance. Son extrême mobilité se décéloit dans ses idées comme dans ses impressions.

On vit paroître bientôt, détachés, quelques officiers alliés, quelques patrouilles de cavalerie. A leur aspect, les applaudissemens, les cris d'union, les cris de reconnoissance, formèrent comme le prologue du spectacle inouï

qui alloit s'offrir aux regards des Parisiens étonnés. Quelques murmures d'improbation se font entendre néanmoins, mais ils partent des salariés de la police, qui formoient le grand ressort du gouvernement de Buonaparte.

Un voile mystérieux couvre peut-être encore une partie des efforts tentés par les partisans de Napoléon pour soutenir et ranimer son autorité expirante dans les journées du 30 et du 31 mars.

L'énergie infernale qu'avoit déployée cet homme pendant tout le cours de sa puissance, faisoit pressentir par quels terribles moyens il s'efforceroit de la conserver.

Soulever le peuple, rompre la capitulation signée la veille, déjouer les projets des royalistes, provoquer des résistances, ou plutôt une infâme trahison, qui, en attirant la vengeance des alliés, retarderoit toutefois leur entrée dans Paris, et donneroit le temps à Buonaparte d'y porter le fléau de la guerre, tel fut le complot ourdi par ses adhérens dans la nuit du 30 mars.

Jusqu'au dernier moment ils persistent à servir leur maître avec toute l'énergie de la perversité et du crime. Plusieurs d'entre eux à cheval, courent dans les quartiers du Louvre,

criant de fermer les boutiques, de barricader les rues, les maisons, et d'assaillir l'ennemi, tandis que Napoléon, en personne, arrive pour l'attaquer par les dehors de la ville. Une foule immense remplissoit déjà les ponts et les quais vers la place de Grève. La populace s'émeut, et les premiers détachemens de cosaques qui paroissent sont salués par les cris de *vive Buonaparte! vive l'empereur!* cris forcenés, accompagnés de gestes menaçans. Tout à coup se présentent brusquement quatre hommes, deux à pied avec fusils et baïonnettes, deux autres à cheval, avec uniforme d'officiers, et le sabre nu à la main; ils barrent le passage au marquis de Forbin (1), et à M. de Thomasow, aide-de-camp du prince Wolkonski, chargé de préparer les logemens de l'empereur Alexandre. L'un d'eux s'adressant à M. de Forbin : « Si tu es bon » Français, lui dit-il, défends-toi pour ne » pas être égorgé; » puis, se tournant vers le

(1) Le marquis de Forbin se rendoit au quartier général des alliés, après s'être concerté avec plusieurs royalistes, quand il rencontra M. de Thomasow, avec quelques officiers russes et prussiens. M. de Thomasow apercevant de la fermentation, et d'ailleurs ne connoissant point Paris, invita M. de Forbin à l'accompagner aux Tuileries, et de là à l'Hôtel-de-Ville.

peuple, il s'écrie d'une voix forte : *A moi, Français! l'empereur est arrivé; main basse sur les ennemis!* Tous les quatre chargeant en même temps les officiers russes et le marquis de Forbin, appellent à eux des hommes apostés pour leur prêter main-forte.

Entourés, surpris, les Russes sautent à bas de cheval, cherchant un asile dans les maisons voisines. Un cosaque d'escorte est percé de trois coups de baïonnette; le marquis de Forbin, renversé de cheval, est blessé de deux coups de sabre par un groupe de ces furieux, qui s'écrient : *C'est un émigré! à la Seine! à la Seine!* On l'eût mis en pièces, de même que les Russes, sans l'arrivée subite d'un peloton de la garde nationale, qui réprima la rage homicide des assaillans. Toutefois, secondés par une partie de la populace, ils traînent prisonnier au premier poste, le marquis de Forbin, en proférant d'horribles injures mêlées de menaces. A toutes ses représentations, ils répondent : « Nous avons des ordres ; » le duc de Vicence est ici; l'empereur arrive. » On verra dans deux heures s'il fera bon à » Paris. »

Mais la vigilance et l'attitude ferme de la garde nationale firent tout avorter. Le mouve-

ment, d'ailleurs, n'ayant pu se propager jusqu'à la masse du peuple, fut aisément étouffé par l'arrestation des deux chefs de l'émeute, nommés Jacques Diette et Joseph Imbert, tous deux officiers dans un corps de partisans (1). M. de Thomasow, délivré par la garde nationale, accomplit sa mission, et le marquis de Forbin joignit les royalistes.

Ainsi que les tentatives incendiaires de la veille, les appels homicides furent sans effet sur la masse du peuple rendu à lui-même. Loin de vouloir concourir au maintien d'un gouvernement détesté, il commençoit à exhaler son indignation contre ses instrumens pervers. Dans les marchés, dans les places publiques, partout on signaloit avec mépris les vils suppôts d'une police expirante. *Les voilà!* disoit le peuple, qui les reconnoissoit à leur maintien équivoque, à leurs yeux hagards; *les voilà, mais nous ne les craignons plus!* Une impression profonde, celle de l'indignation et du ressentiment, s'étoit commu-

(1) Appelés partisans de saint Martin. Diette et Imbert furent détenus pendant quinze jours dans les prisons de la Préfecture, alléguant pour leur justification qu'ils avoient reçu des ordres; qu'ils étoient abandonnés et malheureux, mais qu'ils avoient obéi.

niquée aux Parisiens contre les auteurs de la cruelle épreuve que venoit de subir la capitale, et contre le chef insensé, qui, en épuisant la France, l'avoit réduite à une infériorité qui ne lui permettoit plus que des sacrifices sans gloire.

Ainsi, ni les tentatives des brigands salariés, ni les bruits perfides forgés pour répandre l'alarme, ne firent évanouir ce sentiment de sécurité générale, qui entraînoit cinq cent mille citoyens au-devant de l'armée libératrice. Les flots de la multitude se portoient, dans toutes les directions, vers les boulevards, où tout faisoit présager une explosion politique. Quelque danger qu'il y eût à se déclarer, on vit, à neuf heures du matin, paroître à cheval, sur la place Louis XV, M. Charles de Vauvineux, tenant à la main la proclamation suivante du commandant en chef des armées alliées, et s'arrêtant au milieu du peuple pour en faire la lecture à haute voix :

« Habitans de Paris,

» Les armées alliées se trouvent devant Paris ; le but de leur marche vers la capitale de la France est fondé sur l'espoir d'une réconciliation sincère et durable avec elle. Depuis vingt ans, l'Europe est inondée de sang

et de larmes; les tentatives faites pour mettre un terme à tous les malheurs ont été inutiles; parce qu'il existe dans le pouvoir même du gouvernement qui vous opprime, un obstacle insurmontable à la paix. Quel Français ne seroit convaincu de cette vérité! Les souverains alliés cherchent de bonne foi une *autorité salutaire* en France, qui puisse cimenter l'union de toutes les nations et de tous les gouvernemens avec elle.

» C'est à la ville de Paris qu'il appartient, dans les circonstances actuelles, d'accélérer *la paix du Monde;* son vœu est attendu avec l'intérêt que doit inspirer un si immense résultat : qu'elle se prononce, et dès ce moment l'armée qui est devant ses murs devient le soutien de ses décisions.

» Parisiens, vous connoissez la situation de votre patrie, la conduite de Bordeaux, l'occupation amicale de Lyon, les maux attirés sur la France, et les dispositions véritables de vos concitoyens.

» Vous trouverez dans ces exemples le terme de la guerre étrangère, et celui de la discorde civile; vous ne sauriez plus le chercher ailleurs. La conservation et la tranquillité de votre ville seront l'objet des soins et des mesures que les

alliés s'offrent de prendre avec les autorités et les notables qui jouissent le plus de l'estime publique.

» Aucun logement militaire ne pèsera sur la capitale.

» C'est dans ces sentimens que *l'Europe en armes* devant vos murs s'adresse à vous. Hâtez-vous de répondre à la confiance qu'elle met dans votre amour pour la patrie et dans votre sagesse.

» Le commandant en chef des armées alliées,
Prince DE SCHWARTZENBERG. »

A peine M. de Vauvineux a-t-il lu cette proclamation, qu'arborant la cocarde blanche, il fait entendre au sein de Paris le premier cri de *Vive le Roi!* et ce cri est répété au même moment par le comte Leon de Lévis, dans la rue du Bac; par M. Charles de Crisnoy, sur la place Vendôme; par MM. Guillaume et Charles de Nieuwerkerke, sur le boulevard des Italiens; par M. le comte de Laurice et par M. de Maistre à la porte Saint-Denis. Tous ces gentilshommes sont à cheval, haranguant le peuple, distribuant des cocardes et répétant avec enthousiasme le cri de *Vive le Roi!* et ce cri, selon la belle pensée du plus éloquent de nos écrivains, ouvre les yeux des

Français, change le cœur des princes et sauve le Monde. Personne toutefois n'ose encore le répéter, ce cri de restauration.

Arrivent presque aussitôt, sur la place Louis XV, le comte Thibaut de Montmorency, le comte Gustave d'Hautefort, le chevalier Barrey du Theil, M. Charles de Crisnoy et le comte César de Choiseul, formant le premier groupe royaliste. Ils sont étonnés de leur petit nombre, mais n'hésitent pas une minute à arborer cette cocarde, signe de paix publique; et, s'élançant tour à tour dans les bras les uns des autres, ils font entendre avec enthousiasme, les cris de *Vive le Roi! Vivent les Bourbons!* déplorant tout haut les malheurs de la famille royale: « Vengeons, dit » l'un d'eux, vengeons par notre dévouement, » la mort du duc d'Enghien, si lâchement » immolé! — Au diable son assassin! » s'écrient à l'instant des hommes du peuple. Le comte de Montmorency attache aussitôt un mouchoir blanc au bout de sa canne, et agitant ce drapeau improvisé, il invite les Parisiens à venir se ranger sous la bannière de la fidélité et de l'honneur. Mais le peuple, frappé de cette audace, reste encore immobile. « Rallions-nous à un Montmorency, dit le

» marquis du Roure; on ne peut se ranger
» sous un plus noble étendard! »

Tel fut le premier groupe royaliste; il se dirigea immédiatement, vers la rue Royale, et ne fut d'abord grossi dans sa marche que par le comte de La Ferté-Meun, le duc de Mouchy, le duc de Fitz-James, qui fit aussi de son mouchoir un drapeau blanc, le comte Adolphe de Lascases, le comte Florian de Kergorlay, le vicomte de Chateaubriand, le comte Auguste de Poret, et le comte Maurice d'Adhémar. A l'aspect du drapeau blanc, le peuple s'attroupe, et commence à s'attendrir. Frappé du cri *Vivent les Bourbons!* un charretier en blouse s'écrie, près de la Madeleine, en versant des larmes : « Oh! les bons princes!
» Pourquoi ne sont-ils pas arrivés plus tôt?
» J'avois trois fils, le dernier vient de m'être
» enlevé; au moins celui-ci me resteroit en-
» core. »

Cependant, si quelques royalistes hésitoient à se déclarer, il en étoit plusieurs, dans toutes les classes, dont l'ardeur et le zèle l'emportoient sur l'incertitude des événemens et sur toutes les appréhensions. Parmi ces derniers, on cite M. Alexandre de Boisgelin, qui dans la nuit même s'étoit transporté chez

un grand nombre d'amis du roi pour les prévenir qu'il y auroit un rassemblement, et pour les sommer de s'y rendre. MM. d'Avaray et Auguste de Juigné sembloient aussi se multiplier pour faire appel aux royalistes, sans que l'élan de leur cœur tînt à un plan arrêté d'avance. Le vicomte de Pons sortoit de chez lui aux cris de *Vive le Roi!* avec le comte Dubois de la Motte, le vicomte de Malartic, le comte Charles de Béthisy, le marquis de Pimodan, le comte Alexandre de Mazancourt, et le chevalier de Budes de Guébriant; tous se répandent à l'entrée du boulevard Italien, pérorent le peuple, et distribuent les premières cocardes blanches, que les femmes, surtout, saisissent avec transport.

Déjà M. le Pelletier de Morfontaine, M. de Finguerlin, le baron Sury d'Aspremont, le baron Armand de Maistre, MM. Guillaume et Charles de Nieuwerkerke, arborant les signes du royalisme, parcouroient à cheval les boulevards, cherchant à propager le mouvement, et à préparer aux monarques alliés la réception que méritoient des libérateurs. S'attachant surtout à remuer le peuple, ils lui expliquent les avantages de la restauration, en les lui rendant sensibles :

« C'est la paix, lui disent-ils, que nous vous » donnons; c'est la cessation de la conscrip- » tion et des impôts vexatoires. » Le peuple se presse alors autour d'eux, et répète leurs cris avec plus d'enthousiasme encore. Les uns baisent leurs bottes, d'autres se roulent aux pieds de leurs chevaux; les femmes surtout les serrent, les embrassent, et font éclater une sorte d'ivresse : c'est ainsi que de proche en proche le mouvement se propage et se communique à la multitude. La garde nationale commençoit à le partager. M. de Bréant, l'un de ses capitaines, après avoir dissipé quelques perturbateurs, met en bataille le poste qu'il commande, vis-à-vis la Mairie du faubourg Saint-Honoré, ordonne au tambour de battre au champ, et, le premier, fait crier *Vive le Roi!* à la garde nationale. Plusieurs patrouilles font entendre le même cri, et manifestent les mêmes sentimens. Tel est le bon esprit de la majorité de cette garde, que plusieurs postes ayant reçu l'ordre de tirer sur les royalistes, s'y refusent, et manifestent toute l'horreur que leur inspire la guerre civile. De nombreuses patrouilles se portent dans toutes les directions pour le maintien de l'ordre.

Cependant les premiers cris de *Vive le Roi!*

avoient frappé d'étonnement la masse du peuple qui, agité par les événemens de la veille, et excité au désordre par les émissaires de Napoléon, n'osoit encore se livrer à tout l'élan de sa joie. C'étoit sur la garde nationale que se fixoient plus particulièrement les regards. Quand on vit plusieurs de ses officiers, entr'autres le duc de Fitz-James et le vicomte du Saillant se joindre aux royalistes, en criant *Vive le Roi!* alors le peuple fut ébranlé, et le mouvement devint plus général.

Mais une vive opposition se manifestoit encore sur plusieurs points de la ville. De retour de sa mission au quartier-général des alliés, le comte de Douhet avoit distribué des proclamations et fait entendre les cris royalistes. Il est d'abord applaudi par le peuple sur les boulevards et à la porte Saint-Denis. Arrivé à la porte Saint-Martin, la scène change: des agens de la police ameutent la populace des faubourgs, et en un instant M. de Douhet est entouré, renversé de cheval, et blessé à coups de crosses de fusil. On l'eût massacré sans la courageuse assistance de MM. Raymond et Vauquelin, officiers dans la huitième légion. Ces bons citoyens arrachent M. de Douhet à la fureur des satellites de Buonaparte.

Cependant plusieurs rassemblemens s'étoient formés sur les boulevards Italiens, vis-à-vis les cafés Hardi et Riche. Là, les royalistes essayoient, par leurs discours, de faire éclater des sentimens trop long-temps comprimés. Quelle fut leur joie quand ils se virent soutenus par des témoignages d'approbation générale! Plusieurs d'entr'eux lisoient à haute voix les proclamations des alliés. M. Eugène de Carbonnières mit tant de chaleur dans cette lecture et dans ses exhortations, que bientôt les spectateurs transportés s'écrièrent: « *A bas le tyran! Vivent les Bourbons!* » *Vivent nos princes légitimes!* » Dans son enthousiasme, M. de Carbonnières, arrachant du chapeau de son jeune fils la cocarde tricolore, y substitua la cocarde blanche. « Mon enfant, lui dit-il devant la foule assemblée, j'ai donc le bonheur de te parer » de cette cocarde, symbôle de l'amour de » ton père et de tout bon Français pour l'auguste famille que la Providence va rétablir » sur le trône! Songe que je lui fus constamment fidèle; jure que tu suivras mon » exemple, et que tu sauras mourir, s'il le » faut, pour ton Roi. » Ces paroles qu'il prononce avec énergie et sensibilité, en serrant

son fils dans ses bras, enflamment les spectateurs, qui foulent aux pieds la cocarde tricolore, et se parent de la couleur blanche, signe de la régénération politique.

D'autres groupes se formoient sur les boulevards : on y voyoit figurer le vicomte de la Tour-du-Pin Chambly; le comte Louis de la Tour-du-Pin, le marquis de Louvois, MM. de Gaucourt, Achille de Saint-Frère, Hyppolite de Malartic, MM. Amédée et Jules de Maistre, Henri de Louvigny, de Courtemanche, de Tolozan, de Fontenay, de Cormier, et un grand nombre d'autres royalistes, qui partout faisoient retentir les cris de *Vivent les Bourbons! A bas le tyran!*

Les rassemblemens se recrutoient dans toutes les classes; quelques-uns cependant trouvoient encore de l'opposition, non-seulement parmi les émissaires de la police, mais dans la garde nationale même. MM. de Courbillon, de La Grange, Morin, le Mercier, Holbac et Berrier, étoient chacun à la tête d'un groupe formé de leurs amis. Tandis que M. de la Grange se rendoit à l'Hôtel-de-Ville, pour y surveiller les autorités, MM. Holbac, Morin et le Mercier, porteurs de proclamations roya-

listes imprimées dans la nuit (1), cherchoient à propager le mouvement. Arrivés dans la rue Montmartre, ils tombent dans un détachement de satellites de Napoléon; ceux-ci les arrêtent, en les qualifiant de traîtres, de royalistes : ils leur présentent la pointe de leurs armes, arrachent leurs cocardes, la foulent aux pieds, déchirent les proclamations avec des signes de profanation et de mépris, et traînent MM. Holbac, Morin et le Mercier à la mairie du troisième arrondissement, où l'on dresse un procès-verbal contre eux. Informé de l'arrestation de ses amis, M. de La Grange court réclamer leur liberté; à peine l'a-t-il obtenue que tous ensemble retournent à leurs postes pour donner au peuple l'impulsion royaliste.

Dans l'intervalle, le premier groupe, conduit par le comte Thibaut de Montmorency, s'étoit mis en marche, précédé d'un tambour, et se dirigeant vers les boulevards. A peine y est-il arrivé, qu'il s'accroît par l'adjonction de MM. Armand de Maillé, Archambaud de Périgord, le duc de Luxembourg, Rainulphe d'Osmond, Charles de Briges, Scipion du

(1) Chez M. Michaud, aujourd'hui imprimeur du Roi.

Roure, Duparc et ses fils, Armand de Fraguier, Dubouchage, René de Bonald, Théodore de Fontenay, le marquis d'Alesme, et de plusieurs autres formant un cortége de plus de soixante personnes parées de la couleur royale. Il se réunit à d'autres groupes formés, ou à dessein, ou spontanément, avec des succès divers (1).

Cependant, de même que les boulevards, la place Louis XV devenoit aussi le grand quartier-général des royalistes. En moins d'une heure plus de dix mille personnes s'y étoient rassemblées. Là, et dans l'espace compris entre la rue Royale, l'entrée de la rue

(1) A peine la première édition de cet ouvrage eut-elle paru, que de nombreuses réclamations, très-respectables dans leur objet, furent rendues publiques par des royalistes qui regrettoient de ne pas figurer dans le récit de la journée du 31 mars. Il m'a été impossible d'éviter le même écueil dans une seconde édition. Pouvois-je au milieu de tant de détails, donner le contrôle de tous les royalistes qui se sont montrés honorablement dans cette première journée de restauration? Ne me serai-je pas perdu dans un dédale, si j'avois voulu relater minutieusement tous les faits individuels? L'histoire contemporaine se nourrit, il est vrai, de particularités; mais elle n'en doit pas moins reléguer les longues nomenclatures dans les gazettes ou dans les relations officielles. Probablement la critique trouvera ma narration déjà trop circonstanciée; mais les lecteurs contemporains ne me feront pas le même reproche, et, pour l'écrivain, il n'y a pas de succès sans lecteurs.

Saint-Honoré et les boulevards de la Madeleine, avoient eu lieu les premières distributions de cocardes blanches. Là venoient de se réunir plusieurs dames, telles que la vicomtesse de Chateaubriand, Mme de Vauvineux, Mme de Semallé, la comtesse de Choiseul, la princesse de Léon, Mmes de Courtemanche, de Virieux, de Lostanges, et d'autres encore qui excitoient les jeunes gens à se parer des couleurs royalistes, distribuant elles-mêmes avec autant d'empressement que de grâce, des cocardes ou des morceaux de rubans blancs que le peuple recevoit comme des signes de paix. Honneur, hommage à l'influence exercée par les dames françaises sur le dénoûment de la plus longue et de la plus horrible tragédie de notre histoire! Pouvoient-elles ne pas abhorrer une domination qui bannissoit du sol natal la piété, l'amour, les lumières et la politesse? Aussi formoient-elles mille vœux secrets pour le rétablissement d'une monarchie dont elles firent presque toujours l'ornement, et dont elles conservoient seules, pour ainsi dire, la tradition. L'élan le plus honorable, les sentimens les plus nobles et le plus beau dévouement firent des Parisiennes, dans cette journée immor-

telle, les interprètes et les organes du vœu national. Avec quelle sollicitude et quelle ardeur elles propagèrent la cocarde royale ! Venoit-elle à leur manquer, on leur voyoit mettre en pièces aussitôt tout ce qui, dans leur parure, pouvoit servir à multiplier les signes de la restauration.

Il étoit près de midi, et les groupes royalistes augmentoient à vue d'œil sur les boulevards, sur la place Louis XV ; et les cris de *Vive le Roi !* étoient répétés partout. Là figuroient également, parmi les plus ardens promoteurs de l'autorité légitime, MM. de Ladeveze, de Marguerit, Agier, Boutard, Charles Lacretelle, MM. Bertin, Christian Royou, Nicolle, les frères Mame, Bocquet, le jeune le Normant, et une foule d'autres zélés royalistes. Plusieurs groupes, faisant le tour de la place Louis XV, sont tout à coup saisis de respect et d'attendrissement, en foulant aux pieds le lieu même où a été immolé Louis XVI : ils frémissent à ce cruel souvenir, et fondent en larmes....

En vain les partisans de Napoléon s'efforcent d'arrêter cet élan irrésistible, en voulant proscrire les cocardes blanches, en étouffant par leurs clameurs les cris de *vivent les Bourbons !*

vive le Roi! Il en est même qui, oubliant leur noble extraction et les principes sacrés de leurs aïeux, ne rougissent pas de se porter de groupe en groupe en criant : « Otez vos co-
» cardes! N'avons-nous pas un ordre de choses
» établi? pourquoi ne pas nous y attacher?
» Nous ne devons faire de vœux que pour l'em-
» pereur. » Mais ces froides remontrances, ces indignes exhortations, recueillies et frappées d'anathème par l'opinion publique, se perdoient dans les accens tumultueux, dans les concerts d'acclamations qui partoient déjà de mille bouches. Toutefois les satellites de Napoléon ne bornèrent pas leur opposition à des harangues inspirées par le dépit : ils en vinrent à des voies de fait; plusieurs royalistes furent insultés; le cheval de M. Guillaume de Nieuwerkerke et celui de M. de Vauvineux reçurent des coups de sabre. De fougueux émissaires parcouroient le faubourg Saint-Antoine, et vers midi encore ils se flattoient d'y opérer un mouvement anti-royaliste. Les faubourgs Saint-Marceau et Saint-Jacques sembloient mornes, sombres et dans l'attente d'un déchirement; mais rien désormais ne pouvoit plus arrêter le mouvement libérateur. Tous les groupes étoient en marche en suivant les bou-

levards, et ce n'étoit plus un simple rassemblement, c'étoit un immense cortége qui partout sur son passage étoit salué par les acclamations de la multitude.

Un simple incident rendit l'élan plus général : tout à coup on aperçoit un homme du peuple, portant un faisceau de piques fabriquées par ordre de Buonaparte pour la défense de Paris, et surmontées d'une flamme tricolore. Des royalistes se saisissent à l'instant même d'une de ces piques, et substituent à l'étoffe aux trois couleurs, un mouchoir blanc, qu'ils déploient à tous les regards. L'aspect de ce signe du royalisme flottant dans les airs, produit une sorte d'enthousiasme électrique qui se communique de proche en proche, et bientôt presque toutes les fenêtres des maisons, depuis l'entrée des boulevards jusqu'à la porte Saint-Martin, sont ornées de drapeaux blancs improvisés.

Depuis neuf heures du matin les flots d'une population immense inondoient, pour ainsi dire, tous les boulevards que devoit suivre l'armée alliée en entrant dans Paris; çà et là quelques patrouilles de la garde nationale suffisoient pour maintenir l'ordre parmi cette masse de citoyens dont la grande majorité se

montroit animée des mêmes sentimens et du même esprit. Les balcons, les fenêtres, les terrasses, étoient partout également encombrés de spectateurs impatiens de voir défiler cette armée étrangère qui venoit rendre aux Français la paix et le repos; spectacle inouï dans l'histoire du Monde.

Déjà la cavalerie sous le commandement du grand-duc Constantin, et les gardes de toutes les armées alliées s'étoient formées en colonnes de grand matin sur la route de Bondy à Paris. L'empereur de toutes les Russies avec son état-major, ses généraux et leur suite venoient de se rendre à Pantin, où le joignit le roi de Prusse avec un semblable cortége.

Là ces deux monarques reçurent les maires de Paris. L'empereur Alexandre leur adressa ces paroles d'autant plus remarquables, que les promesses qu'elles renferment se sont réalisées.

« Le sort de la guerre m'a conduit jusqu'ici.
» Votre empereur, qui étoit mon allié, m'a
» trompé trois fois : il est venu jusques dans le
» cœur de mes Etats, y apporter des maux
» dont les traces dureront long-temps. Une
» juste défense m'a amené jusqu'ici, et je suis
» loin de vouloir rendre à la France les maux

» que j'en ai reçus. Les Français sont mes » amis, et je veux leur prouver que je viens » rendre le bien pour le mal. Napoléon est » mon seul ennemi; je promets ma protection » spéciale à la ville de Paris; je protégerai, » je conserverai tous ses établissemens publics; » je n'y ferai séjourner que des troupes d'élite; » je conserverai votre garde nationale qui est » composée de l'élite de vos citoyens : c'est à » vous à assurer votre bonheur à venir.

» Il vous faut un gouvernement qui vous » donne le repos, et qui le donne à l'Europe; » c'est à vous à émettre votre vœu : vous me » trouverez prêt à seconder vos efforts. »

Les deux monarques, entourés d'une foule de princes et de généraux, se dirigèrent ensuite par les barrières de Paris vers le faubourg Saint-Martin, les cosaques de la garde formant la tête de la marche. Le comte Sosthène de la Rochefoucault en cocarde blanche, venoit d'arriver au-devant des souverains alliés, s'offrant pour guide à l'empereur de Russie. Vers midi toutes les troupes qui précédoient et suivoient le cortége impérial et royal firent leur entrée au son des trompettes et d'une musique guerrière; elles étoient composées d'infanterie, d'une nombreuse cavalerie et de

trains d'artillerie dans le meilleur ordre et dans la plus belle tenue. L'infanterie marchoit sur trente hommes de front, et la cavalerie sur quinze.

A leur arrivée dans le faubourg, la foule y étoit si considérable, les acclamations si vives que cette marche militaire fut long-temps ralentie; et avant même que les monarques touchassent à la porte Saint-Martin pour déboucher sur les boulevards, il y eut long-temps impossibilité de poursuivre : tout Paris sembloit concentré sur un seul point. Vers une heure enfin, l'armée alliée, l'armée européenne, l'armée amie de la France parut sur les boulevards Poissonnière. A ces forêts de lances, à ces épais bataillons, à ces escadrons brillans formés par l'élite des soldats de l'Europe, qui auroit pu reconnoître des corps d'armées échappés aux rigueurs des saisons, à la fatigue, aux hasards des combats? Etoient-ce là ces débris dont se composoient les armées alliées selon les bulletins de Napoléon? Alors tomba le bandeau que des mains perfides et cruelles avoient étendu sur tous les yeux depuis tant d'années!

On eût dit une armée de Titans et de Centaures, à l'aspect de ces légions accourues des

bords du Volga, de la Sprée et du Danube, et de cette immense cavalerie de l'Asie et de l'Europe. Le cœur étoit affligé, et les yeux se remplissoient de larmes devant cet appareil nouveau, devant cette pompe étrangère, devant ce cortége de la force et de la victoire; mais bientôt le besoin de la paix, l'amour de l'humanité et de la patrie l'emportoient sur l'orgueil national. Les Parisiens étonnés contemplèrent avec admiration et comme un spectacle inconnu jusqu'alors, une armée resplendissante au milieu de six cent mille citoyens dans une sécurité parfaite; un peuple entier circulant au milieu de dix peuples divers comme parmi ses propres frères; une armée ennemie enfin, reçue comme une armée nationale rentrant au sein de sa famille. La marche de ces troupes qui, transportées de contrées si éloignées, sembloient défiler à une parade, étoit partout accompagnée de signes les moins équivoques des dispositions de la multitude; la différence du langage étoit effacée par un même sentiment qu'inspiroient la haine de l'oppression et l'ardent désir de retrouver enfin une autorité tutélaire, éprouvée par les siècles, seule digne de la France et de l'Europe. Ce vœu se manifestoit dans l'enceinte de Paris par

le concert et l'élan de toutes les nations de l'Europe, qui n'en formoient plus qu'une seule. La curiosité si naturelle à l'égard de tant de peuples étrangers, de patrie, de costume et de langage, et l'intérêt qu'excitoit une si grande scène, firent place à une sorte d'exaltation, quand, au milieu d'un état-major magnifique et immense, composé de princes, d'officiers-généraux, de ministres d'Etat, d'ambassadeurs, tous à cheval, brillant de la splendeur qui entoure les grands souverains, on aperçut l'empereur Alexandre, le roi de Prusse et le grand-duc Constantin, ayant auprès d'eux le généralissime prince de Schwartzenberg et l'ambassadeur d'Angleterre, lord Cathcart. La foule se précipita aussitôt vers les deux monarques, en criant *Vive l'empereur Alexandre! Vive Frédéric-Guillaume!* On vouloit les contempler tous les deux. Le peuple, mêlé aux personnes d'une classe supérieure, vouloit voir Alexandre et toucher son cheval. On pressoit ses mains, ses genoux, ses habits; on le dévoroit, pour ainsi dire, au milieu des cris *Vivent nos libérateurs!* Ce n'étoit pas de ces seules acclamations que l'air retentissoit; elles étoient mêlées à d'autres acclamations qui augmen-

toient graduellement, et bien plus bruyantes encore, celles de *Vive le Roi! Vive Louis XVIII! A bas le tyran! Vivent les Bourbons!* Ces cris exprimoient nettement à quelles conditions les royalistes entendoient rendre hommage aux libérateurs. Aux éclats tumultueux de la multitude se joignoient les applaudissemens redoublés qui partoient de toutes les fenêtres des maisons situées le long de la ligne jusqu'aux Champs-Elysées. Les balcons des plus beaux hôtels étoient garnis de personnes distinguées, agitant des mouchoirs blancs et battant des mains. L'empressement avec lequel on se portoit sur le passage des troupes, retardoit leur marche sans l'interrompre. Aux différentes haltes la foule se mêloit dans les rangs; les Parisiens serroient la main des soldats, et leur offroient des rafraîchissemens et des liqueurs : mais aucun soldat ne vouloit rien prendre sans payer.

Pendant toute la marche de cet imposant cortége, marche qui dura plusieurs heures, les deux souverains répondirent aux acclamations d'un peuple immense, par une affabilité sans bornes, par les expressions les plus rassurantes de l'intérêt qui les animoit pour

le bonheur de la France et de l'Europe. Le peuple, dans son étonnement, voyoit enfin pour la première fois, depuis vingt années, des rois qui étoient *hommes*, et qui l'invitoient à les approcher. Avec quelle curiosité empressée on les contemploit! Les paroles les plus flatteuses sortoient de leurs bouches. « Nous ne venons pas en conquérans, nous » sommes vos alliés, répétoient-ils sans cesse. » Je porte les Français dans mon cœur, » s'écrioit l'empereur Alexandre. Un jeune homme, M. Charles du Rozoir, ayant témoigné à ce puissant monarque son admiration sur l'affabilité avec laquelle il accueilloit le moindre citoyen, Alexandre lui fit cette réponse : « N'est-ce pas pour cela que nous » sommes souverains? »

Les royalistes, se groupant autour du czar, n'avoient cessé de lui redemander à grands cris leur roi légitime; Alexandre, de son côté, par des signes gracieux et une sorte d'approbation tacite, sembloit dire aux Parisiens: « Si tel » est votre vœu, il sera accompli ! » Ce fut aussi pendant cette marche que le vicomte de Pons et le vicomte de Malartic, s'approchant du czar, lui demandèrent la permission de faire flotter le drapeau blanc sur le châ-

teau des Tuileries : « Messieurs, » répondit Alexandre après avoir consulté le roi de Prusse qui s'en remit à sa décision, « faites ce » que vous voudrez. »

Les troupes, ou plutôt toute cette armée d'élite, s'élevant à cinquante mille hommes, après avoir suivi les boulevards intérieurs du nord, se dirigea par la rue Royale et la place Louis XV, vers les Champs-Elysées, tandis que d'autres colonnes défiloient par les boulevards extérieurs le long des murs de Paris, pour aller prendre leurs cantonnemens aux environs.

Entourés de leur nombreux état-major, les deux monarques firent halte aux Champs-Elysées, et se placèrent sur le côté droit, vers le milieu de l'avenue. Là, les troupes défilèrent devant LL. MM. dans le plus bel ordre et pendant plusieurs heures. Cette imposante cérémonie militaire acheva d'entraîner la partie la plus éclairée de la nation; il fut permis à une foule de citoyens d'exprimer des sentimens depuis si long-temps contenus au fond des cœurs. Aux acclamations de *Vive l'empereur Alexandre! Vive le roi de Prusse!* se mêlèrent sans contrainte les cris de *Vive le Roi! Vivent les Bourbons! Vive Louis XVIII!*

On ceignoit l'écharpe, on arboroit la cocarde blanche. Sensibles aux marques d'un enthousiasme aussi vif que sincère, les souverains, les officiers-généraux alliés répondoient avec une noble réserve : « Français !
» nous ne prétendons point influencer votre
» opinion; déclarez-vous d'une manière posi-
» tive et légale, et nous vous répondrons du
» reste. » Une scène plus touchante encore marqua l'arrivée d'Alexandre vers les Champs-Elysées : une dame qui s'étoit signalée par sa participation active au mouvement royaliste, se jette aux genoux du czar, et les yeux mouillés de larmes, elle lui demande son roi. « Vous le voulez, la nation française le désire;
» hé bien, vous l'aurez, » répond Alexandre en la relevant. Cette bonté presque divine laissoit dans tous les cœurs une impression profonde qui s'exhaloit par les plus ardens témoignages de reconnoissance et de respect. Ce jour-là même, à trois heures après midi, M. le comte de Nesselrode rédigeoit chez le prince de Talleyrand l'écrit fameux par lequel l'Europe s'interdisoit de traiter avec l'ennemi commun.

Tout Paris sut en un moment que pour la première fois peut-être la victoire ne répan-

droit que les bienfaits précurseurs d'une paix universelle; que la capitale de la France seroit exempte de contributions et de charges de guerre, et que tous ses monumens seroient respectés.

Les transports du peuple retentirent de toutes parts. Les fastes de l'histoire n'offrent pas l'exemple d'un enthousiasme aussi éclatant et aussi sincère. On ne peut retracer que foiblement le sentiment électrique dont tout Paris fut saisi, et que tout Paris manifesta. Comment reproduire ce grand et sublime spectacle, d'ailleurs présent encore à tous les yeux?

L'attention étoit successivement captivée par les scènes les plus frappantes : là, c'étoit la garde nationale armée et en uniforme, débarrassant les avenues pour le passage des troupes alliées dans toute la pompe d'une parade militaire, le lendemain d'un combat sanglant et acharné; ici, un monarque étranger étoit reçu comme un père dans la capitale d'un Etat conquis et délivré par ses armes, et recueilloit avec la plus touchante modestie les hommages dont l'environnoit tout un peuple ivre de reconnoissance; plus loin, ce peuple opprimé la veille manifestoit tout à coup son vœu una-

nime pour la paix et pour le renversement de la tyrannie, jouissant comme d'un bonheur et de sa délivrance, et du spectacle d'une armée conquérante. On aperçut aussi, comme pour compléter cet immense tableau, ce même peuple, naguère tremblant devant les images de son oppresseur, et guidé par un intrépide Vendéen (1), jetant une corde au cou de la statue de Napoléon, qui surmontoit le faîte de la colonne de la Victoire, et s'efforçant de la renverser aux cris répétés d'*A bas le tyran!* La haine du peuple rendu à lui-même, ne connut bientôt plus de bornes; non-seulement les signes du gouvernement que ce jour voyoit s'écrouler, disparurent pour faire place aux signes de la royauté, mais encore les Parisiens, renouvelant les outrages qui marquèrent dans l'antiquité les funérailles de Néron, répandirent le plus juste opprobre sur le terme de la domination de Napoléon Buonaparte.

Enfin le bonheur de cette journée à jamais célèbre fut scellé en quelque sorte par les assurances les plus positives des sentimens

---

(1) M. René Nicolas, officier vendéen de première origine, aujourd'hui chevalier de Saint-Louis et garde-du-corps du roi.

généreux qui animoient les monarques en faveur de la nation française.

Aussi la confiance fut-elle bientôt réciproque, et tant de nations, ennemies la veille, se traitoient déjà le premier jour de leur concorde comme d'anciens alliés.

Mais ce concours de vœux et de volontés ne pouvoit être unanime : les méchans respiroient, et le génie du mal continuoit à lutter contre le génie du bien. Ces élans précurseurs de la restauration faisoient frémir de rage les partisans de Napoléon, et les fauteurs de sa tyrannie. L'amour-propre blessé, les intérêts froissés et les terreurs de l'avenir les rallièrent; et ce jour qui devoit être pour eux le prélude de la justice éternelle, ce jour qui vit briser le sceptre de l'usurpation, vit aussi se former au sein de la capitale cette alliance monstrueuse entre les brigands dont les projets de destruction et de pillage venoient d'être déjoués, et les infâmes qui, pour des honneurs et des richesses, avoient livré la France aux fureurs d'un insensé. Unis de regrets et d'intention, ces hommes, écume de la populace et d'une cour détestable, s'efforcèrent d'abord d'empoisonner les sources de la vérité, pour égarer l'opinion publique

par d'astucieuses déclamations, en alarmant l'orgueil national, en allumant les passions haineuses, en excitant les soldats contre les citoyens, et les citoyens contre les soldats, en suscitant enfin des accusations virulentes. Dans l'accès de leur rage, ils crièrent à la trahison et à la felonie. « On ne s'est point » défendu, disoient-ils; le plus grand dé- » sordre a présidé aux préparatifs militaires. » Là, les boulets n'étoient pas de calibre; » ici, les batteries étoient disposées avec un » art perfide. N'a-t-on pas refusé des armes » au peuple? La garde nationale n'a-t-elle » pas trouvé, au lieu de poudre, des cendres » dans ses cartouches? Montmartre a été né- » gligé : on n'y a résisté que pour la » forme; tous les généraux ont trahi; Paris » a été vendu et livré. »

Il ne fut pas difficile aux partisans de la vérité de repousser par des argumens victorieux ces déclamations vagues inspirées par l'esprit de haine, de vengeance et de dépit. « Quoi! » dirent-ils, on ne s'est pas défendu, les bou- » lets n'étoient pas de calibre, les cartouches » ne contenoient que des cendres, et pour- » tant huit mille ennemis ont mordu la pous- » sière, et quatre mille Français ont péri

» dans cette lutte inégale. Quelle est donc la
» position qui n'ait pas été disputée avec cons-
» tance et courage? Montmartre, dites-vous;
» mais le roi Joseph y étoit en personne : c'est
» donc lui qui, par sa fuite précipitée, a trahi
» la cause de Napoléon? Est-il un seul général,
» un seul officier, un seul soldat qui, dans
» cette journée sanglante, n'ait pas suivi la
» route de l'honneur et du devoir? Dix-huit à
» vingt mille soldats n'ont-ils pas résisté pen-
» dant dix heures aux efforts de deux armées
» immenses? Comment se flatter qu'une poi-
» gnée de braves conserveroit Paris, qui ne
» pouvoit plus être préservé que par la géné-
» rosité des vainqueurs? Quelle est d'ailleurs la
» capitale, abandonnée par son gouvernement,
» qui, dans le cours de cette guerre euro-
» péenne, ait opposé une résistance aussi ho-
» norable? Madrid lui-même, que le peuple
» vouloit défendre contre l'usurpateur, n'a-
» t-il pas cédé avec moins de gloire? Rien n'a
» donc flétri l'honneur des drapeaux français,
» et il est resté sans tache. Si l'exemple de la
» lâcheté a été donné, ce n'est que par les
» courtisans et les flatteurs de Napoléon : un
» tel contraste fait ressortir encore plus la va-
» leur héroïque des troupes françaises. Paris,

» il est vrai, pour éviter sa ruine, a préféré » souscrire, sous les auspices de la magnanimité, à une capitulation qui assuroit son » salut, et préparoit celui de la France entière. » La France, dites-vous, ne s'est pas levée » non plus pour défendre le trône de Napoléon: mais quel est le peuple qui, gémissant » sous le joug, ait jamais couru aux armes par » enthousiasme? Quelle est la nation qui se » soit dévouée pour son gouvernement, quand » la patrie, n'étant plus qu'un vain mot, se » réduisoit à l'intérêt d'un seul homme et de » quelques familles? Les tyrans n'ont d'autres » défenseurs parmi les citoyens, que des satellites, et jamais la masse du peuple qu'ils » oppriment: telles sont les seules causes de » la catastrophe du dominateur de la France. » En vain la nation a-t-elle été poussée depuis » six mois par l'astuce, la fraude et la violence, » à la défense du trône de l'usurpateur; en » vain plus de cinq cent mille hommes ont-ils » été levés et enrégimentés, et Napoléon a-t-il » reçu jusqu'à dix mille hommes par jour; en » vain ses armées de Lyon et de Bayonne ont-elles obtenu des renforts dans la même proportion. A peine ces hommes arrachés violemment à leurs foyers et à leurs familles ont-

» ils été en ligne, que, profitant de la première » marche ou de la première rencontre, ils se » sont dispersés dans les bois et dans les cam- » pagnes. Voilà comment cette puissance, » naguère si colossale, s'est vue réduite à dé- » fendre Paris avec vingt mille soldats contre » deux cent mille; Lyon avec quinze mille » contre soixante mille Autrichiens; et l'A- » dour avec vingt-cinq mille combattans contre » quatre-vingt mille. Quel exemple des vicis- » situdes humaines! Napoléon lui-même, au » sein de son empire, à quelques lieues de sa » capitale, ne peut plus réunir autour de sa » personne au-delà de trente à quarante mille » braves! Quelle preuve plus manifeste que la » nation entière l'abandonne, qu'elle le re- » pousse, qu'elle ne trouvera désormais le bon- » heur et la sécurité que sous l'égide tutélaire » de ses monarques légitimes! Par quel ren- » versement de toutes les idées verroit-on une » trahison dans cette défection morale, pro- » voquée autant par les abus et les malheurs » de la guerre, que par l'extravagance et les » crimes de l'usurpateur? Si Napoléon a été » trahi, ce n'est que par lui-même. »

Mais pouvoit-on se flatter qu'au milieu de tant de passions et de ressentimens, la voix

de la raison et de la vérité se feroit entendre; qu'elle étoufferoit tant de clameurs et de plaintes accueillies d'ailleurs comme une consolation par l'orgueil national humilié? Les plaies étoient encore trop vives.

Cependant aucune espèce d'opposition désormais ne pouvoit plus ralentir l'accomplissement des grands desseins de la Providence. Le vœu des royalistes alloit être exprimé autrement que par des acclamations bruyantes et tumultueuses : un des sujets les plus fidèles à ses princes légitimes, M. Lepelletier de Morfontaine, s'étoit élancé un des premiers dans les groupes de la restauration; au milieu de cette journée immortelle qui voyoit s'éclipser un pouvoir monstrueux, il fit aux Champs-Elysées même, étant aidé de ses amis, un appel aux vrais partisans de Louis XVIII, pour les rassembler dans son hôtel, rue du faubourg Saint-Honoré : cette espèce de convocation eut un plein succès. Plus de six cents personnes, toutes bien nées, et parmi lesquelles on remarquoit autant de jeunes gens que d'anciens serviteurs de nos rois, accoururent à ce rendez-vous de la fidélité. Cette réunion improvisée fut tumultueuse, mais unanime dans les sentimens d'a-

mour et de respect qu'elle manifesta pour l'auguste famille des Bourbons. M. Antoine Ferrand (1) y porta la parole, et fit entendre les accens de cette véritable éloquence monarchique dont les Harlay, les L'Hopital, les d'Aguesseau avoient offert autrefois de si nobles modèles. On arrêta, sur sa proposition, qu'une députation seroit envoyée à l'empereur Alexandre pour lui demander de délivrer à jamais la France du joug de Buonaparte, et de lui rendre les Bourbons. L'adresse suivante, rédigée par l'orateur, fut votée à l'unanimité :

A LL. MM. l'Empereur de Russie et le Roi de Prusse.

« SIRES,

Paris est occupé par vos armées triomphantes.

Recevez l'hommage le plus flatteur pour des vainqueurs généreux, le prix le plus doux et le plus rare de la victoire..... les bénédictions des vaincus.

Des vaincus.... Ah! ce nom qui n'exclut pas lui-même toute idée de gloire, ne sauroit nous appartenir.

---

(1) M. le comte Ferrand, aujourd'hui ministre d'Etat de Louis XVIII.

Nos vœux vous appeloient; ils secondoient votre sainte croisade contre le fléau des nations, contre *ce monstre*, *étranger à notre patrie*, qui, poussé par un bonheur dont il n'étoit pas digne, au timon d'un Etat déchiré par les factions, avoit perverti l'énergie d'un peuple généreux, avoit abusé de cette énergie pour déclarer follement la guerre à la liberté du Monde, et, pour ainsi dire, à l'espèce humaine elle-même, contre ce monstre à qui il fut éminemment donné de dépeupler et de détruire; qui, de la Baltique aux Pyrénées, arrachoit les enfans à leurs pères, pour en faire les instrumens ou les victimes de sa *dévorante tyrannie*, et *forçoit les pères à faire des vœux contre le succès des armes de leurs enfans*.

Ces vœux ont été exaucés par la Providence, réalisés par vos braves armées.... Vous triomphez, Sires, mais nous ne sommes pas vaincus; nous sommes délivrés, et votre triomphe sera l'éternel objet de notre reconnoissance.

Daignez, libérateurs de notre malheureuse patrie, achever votre ouvrage, et mettre le comble à vos bienfaits.

La France ne peut se reposer, elle ne peut se replacer au rang des autres nations euro-

péennes, elle ne peut (nous le disons avec franchise) leur inspirer de confiance dans ses traités, que sous l'abri tutélaire de l'autorité légitime.

Ah! du moins, au milieu de nos longues et coupables erreurs, cette justice nous sera rendue, que *nul Français n'a osé s'asseoir sur le trône de Louis XVI.*

Le frère de cet infortuné, de ce saint monarque, son légitime successeur, le descendant du bon Henri, le souverain des Français, n'est pas encore parmi nous.

Permettez, Sires, que, sous vos auspices, une députation des Français fidèles, aille se jeter à ses pieds, lui offrir un hommage expiatoire, le supplier de venir rendre à la France la présence de son roi, et arrêter avec Vos Majestés, dans sa capitale désormais purifiée, les bases inaltérables de la tranquillité de l'Europe. »

VIVE LE ROI !

La députation, composée de MM. Ferrand, de la Rochefoucault, de la Ferté-Meun et de Chateaubriand, porta sur-le-champ ce vœu vraiment français à l'empereur de toutes les Russies, qui put dès lors se convaincre des

sentimens qui animoient la classe éclairée de la nation. A minuit, M. le comte de Nesselrode dit aux députés royalistes, de la part de l'empereur Alexandre, que jamais ce prince ne traiteroit avec Napoléon, ni avec aucun membre de sa famille, et que le lendemain une déclaration authentique seroit publiée en conséquence. Tel fut, pour ainsi dire, le complément de la journée du 31 mars, l'écueil de la puissance de Napoléon.

Cet homme, que la fortune avoit élevé à un si haut point de grandeur, n'étoit déjà plus qu'un simple soldat. Il venoit d'assister, pour ainsi dire, aux funérailles de son immense autorité, et ce ne fut pas une des moindres singularités de sa vie politique. On a vu que, s'arrêtant à quatre lieues de Paris, dans la soirée du 30 mars, lui seul avoit dormi d'un sommeil tranquille, quand deux cent mille soldats étrangers et six cent mille citoyens se disposoient à lui ravir la couronne. Les généraux et les aides-de-camp de sa suite, inquiets et agités, n'avoient osé troubler son sommeil, attribuant à la sécurité autant qu'à la lassitude cette espèce de léthargie. Enfin, à minuit, Napoléon s'éveille rempli d'inquiétude sur les événemens de la capitale, d'où

il n'a point encore reçu d'informations assez positives. Entraîné par son impatience, il se jette dans une voiture attelée de quatre chevaux de poste, et va au-devant de l'officier-général qu'il a expédié à Paris, et dont il attend le retour avec tant d'anxiété. Il est suivi seulement de trois autres voitures, avec sa livrée, marchant au pas comme la sienne, et sans aucune escorte. A l'embranchement de la route qui conduit au château de Morangiès, elles sont arrêtées par un général venant à franc étrier de Paris. A peine est-il à la portière de la première voiture, que Napoléon descend précipitamment, ainsi que plusieurs personnes de sa suite, au nombre desquelles se trouvoient le prince de Wagram, le grand-maréchal Bertrand et le grand-écuyer Caulaincourt. Napoléon rebrousse aussitôt chemin, marchant à pied vers la Cour-de-France, se faisant suivre par ses voitures; et, dans ce court trajet, il apprend que Paris ne lui appartient plus, qu'aucun effort, aucune tentative n'a pu rompre ou empêcher la capitulation. A cette nouvelle, il est frappé comme par la foudre, et, revenu à lui : « J'au-
» rois préféré, dit-il, qu'on m'eût percé le
» cœur d'un coup de poignard. » Il demande

ensuite à l'officier-général si la garde nationale s'est battue avec courage. Sur la réponse qu'elle n'a pas tiré un coup de fusil (fausseté insigne), il s'écrie : « Ah ! les lâches ! ils me » le paieront cher ! » Se reprochant alors, dit-on, deux grandes fautes : de n'avoir pas brûlé Berlin, et de n'avoir pas brûlé Vienne.

Arrivé à la Cour-de-France, Napoléon tient une espèce de conseil avec les officiers qui l'entourent. Il n'y avoit point encore là de corps d'armée, les têtes de colonnes n'ayant pas même atteint Fontainebleau ; mais on apercevoit aux environs des soldats errans qui avoient allumé quelques feux, des grenadiers de la garde mêlés avec les fuyards, et dans un délâbrement extrême. Il est d'abord question dans cette conférence de rassembler les débris des corps qui, dans leur retraite de Paris, s'éparpilloient sur toute cette route. On ne pouvoit se dissimuler l'état de découragement et d'épuisement absolu de l'armée. Les soldats s'attendoient à recevoir l'ordre de marcher sur Orléans pour s'y réorganiser. Napoléon resta près de trois heures à conférer avec ses généraux. Le jour commençoit à paroître, et il étoit à craindre que la cavalerie légère de l'ennemi n'arrivât dans cette direc-

tion. Il fut décidé enfin qu'on rallieroit à Fontainebleau l'armée et les corps en retraite de Paris, sans négliger toutefois la voie des négociations. Ce fut à l'issue de cette conférence que M. de Caulaincourt se dirigea vers la capitale avec de pleins pouvoirs, et même avec un blanc seing pour consentir à telles conditions qu'il plairoit aux monarques alliés de prescrire. Sans attendre le résultat de cette démarche décisive, mais inutile, Napoléon remonta en voiture, et rétrograda sur Fontainebleau, au moment même où les ennemis, prenant possession de sa capitale, ne lui laissoient plus d'autre alternative que de mourir avec gloire, ou de succomber avec ignominie.

—

LIVRE XVIII.

Situation de Paris après l'entrée des alliés. — Ils refusent de traiter avec Napoléon. — Le conseil municipal de Paris réclame le rétablissement des Bourbons. — Déclaration de Louis XVIII. — Déclaration de l'empereur de Russie. — Le sénat, convoqué extraordinairement, établit un gouvernement provisoire. — Le mouvement royaliste continue dans Paris. — Représentation à l'Opéra. — Délivrance des prisonniers français en Russie. — Acte de déchéance de Napoléon. — Réunion de son armée à Fontainebleau. — Il veut marcher sur Paris. — Les maréchaux lui arrachent son abdication. — Régence de Blois. — Situation critique de la France. — Conférences pour la régence; intervention du prince Talleyrand. — La régence est rejetée. — Napoléon consent à se retirer à l'île d'Elbe — Attaque et pillage de Pithiviers. — Pillage de la ville de Tonnerre. — Troisième attaque de Sens et prise de cette ville. — Ligne de démarcation entre les armées alliées et les armées françaises.

L'ESPRIT public, mêlé aux transports de la reconnoissance, venoit de se manifester avec tant d'éclat, que les monarques alliés regardèrent comme inutile d'établir dans Paris des mesures de police sévères. Le général baron Sacken en prit le gouvernement militaire, et ce choix fut bientôt justifié par le bon

ordre et la tranquillité qui régnèrent dans cette immense capitale. Toutes les affaires reprirent leur cours naturel : la circulation ne fut plus entravée ; on rouvrit les barrières, les boutiques et les magasins ; la sécurité devint générale dans une ville occupée par des armées étrangères, et que les émissaires de Napoléon cherchoient à remplir d'alarmes.

On savoit déjà que les monarques alliés avoient repoussé la mission du grand écuyer Caulaincourt, que Napoléon, dans sa détresse, venoit d'envoyer pour négocier la paix à tout prix, et souscrire à tous les sacrifices.

Cette résolution énergique sembloit assurer à jamais le salut de la France et de l'Europe. La paix avec Napoléon n'eût été possible qu'à des conditions aussi déshonorantes pour lui qu'onéreuses à la France même ; on auroit exigé d'énormes contributions, et les places frontières en garantie des traités. Humilié dans son orgueil, trompé dans son ambition, Napoléon eût tourné toute sa fureur contre la France épuisée et désolée ; il l'eût couverte de proscriptions et de deuil. Déjà des villes entières étoient condamnées ; les confiscations, les expropriations auroient précédé et

suivi les supplices. Vingt jours avant sa catastrophe, n'avoit-il pas dit à ses soldats, pour exciter leur courage à la bataille de Craonne : « Je vous partagerai les terres des ennemis de » l'Etat. » Ces ennemis étoient tous ceux qui abhorroient sa domination. Ainsi la guerre civile auroit encore aggravé les malheurs de la guerre étrangère, et un despotisme sanglant et féroce se seroit assis pour jamais sur les ruines de la France. Que dis-je? le démon révolutionnaire, enchaîné un moment par les revers, mais retrouvant de nouvelles forces, auroit profité de la première guerre suscitée au sein de l'Europe, pour rompre ses fers, pour s'élancer au-delà du Rhin et des Pyrénées avec plus de furie encore.

La perspective d'un si horrible tableau disparut pour faire place à un avenir plus prospère. Dociles aux conseils de la sagesse, ou plutôt inspirés par la sagesse même, les monarques alliés désarmèrent par leur justice la nation française, dont l'asservissement n'auroit jamais pu être consommé ni par la ruse, ni par la force des armes; car la France peut être envahie, et non subjuguée.

Ce fut sous ces auspices favorables que s'annonça la journée du 1er avril : elle présenta

bientôt le spectacle le plus animé et le plus riant : une population immense circuloit dans les rues, sur les quais et dans les places publiques ; la satisfaction brilloit sur tous les visages.

La rive gauche de la Seine, entre le pont Royal et le pont Louis XVI, offrit un coup d'œil curieux et pittoresque. Des cavaliers de différens régimens et de différentes nations établirent là leur bivouac ; et tout le port qui borde les casernes de Napoléon, aujourd'hui l'hôtel des gardes-du-corps, fut couvert d'artillerie, d'armes et d'équipages. Le peuple se promenoit, sans inquiétude et avec la curiosité la plus attentive au milieu de ces instrumens de guerre, de ces soldats accourus des Steppes de l'Asie, et dont l'attitude paisible ne respiroit plus que la concorde. Le mouvement se prolongeoit vers le pont Louis XVI et vers les Champs-Elysées, convertis déjà en un véritable camp de cavalerie nomade. Les vivandières et les marchandes se faisoient entendre par signes, et la plus parfaite harmonie régnoit entre l'habitant de Paris et ces guerriers Hyperboréens qu'on lui avoit représentés comme des hommes à la fois stupides et féroces.

Cependant la journée du 31 mars n'avoit encore offert que les préludes de la restauration ; il falloit d'autres événemens pour amener le renversement total de la tyrannie. Le voile qui avoit couvert si long-temps ses traits hideux et livides, étoit déchiré, il est vrai, et l'idole alloit apparoître dans toute sa difformité aux regards de la nation française. Le joug étant brisé subitement, la pensée et la parole, qui depuis tant d'années restoient enchaînées au fond des cœurs, purent s'exhaler sans contrainte. Les écrivains ressaisirent tout à coup la plume; et la presse, devenue l'un des principaux instrumens de la politique pour tromper les peuples, gémit enfin en faveur de la vérité et de la justice.

Frappés de stupeur et d'épouvante aux acclamations de *Vive le Roi !* les inquisiteurs de la pensée publique s'étoient dispersés et cachés, et enfin les journaux se voyoient affranchis de leurs dures entraves. Long-temps victimes de la spoliation la plus inique, les anciens propriétaires d'une feuille justement célèbre (1) s'étoient ressaisis, dès le 31 mars, de leur propriété littéraire, sous les yeux même

(1) Journal des Débats.

des satellites de Napoléon. L'indignation des Parisiens se manifesta bientôt en accens foudroyans contre le fléau des nations, et les rues retentirent des cris de joie et de vengeance mêlés ensemble.

Ce mouvement se communiqua à la masse du peuple, et l'on vit des troupes de femmes verser leurs bénédictions sur les soldats de l'Europe qui venoient de délivrer leur pays, et manifester leur exécration contre le dominateur qui l'avoit désolé.

Partout le drapeau blanc flottoit, et les jeunes gens déployoient avec ostentation l'emblème du gouvernement légitime : ils accouroient s'inscrire sur des listes dressées à la hâte pour la formation d'une garde royale (1).

Cependant l'opinion publique ne s'étoit pas encore exprimée d'une manière légale. Le corps législatif, par sa popularité, devenoit le véritable organe des sentimens de la nation ; mais, dispersé par un coup d'Etat depuis le 31 décembre, il ne pouvoit se réunir assez tôt, ni dans une majorité assez imposante, pour prendre l'initiative du mouvement régénérateur.

(1) Chez M. Charles de Noailles, rue du faubourg S. Honoré.

Le sénat étoit le seul corps qui possédât quelque autorité ; mais la France entière sembloit le réprouver comme ayant été l'instrument le plus docile des caprices du tyran. Ne l'avoit-il pas divinisé, pour ainsi dire, par les plus lâches adulations? la plupart des sénateurs s'étoient cachés pendant la crise, redoutant les effets de la haine des Parisiens, ou d'une réaction politique. Dans cet instant de fluctuation et d'incertitude, une autorité moins élevée, mais plus rapprochée du peuple, devint le premier interprète des vœux de la nation.

Assemblé à l'Hôtel-de-Ville, le conseil municipal de Paris ose déclarer le premier qu'il renonce formellement à toute obéissance envers le dominateur, et il exprime le vœu le plus ardent pour que le gouvernement monarchique soit rétabli dans la personne de Louis XVIII et de ses successeurs légitimes ; cette résolution courageuse, le conseil municipal la motive dans une proclamation adressée aux Parisiens, et dont les principaux traits méritent d'être consignés dans l'histoire de la restauration.

« Habitans de Paris, vos magistrats seroient
» traîtres envers vous et la patrie, si, par de

» viles considérations personnelles, ils com-
» primoient plus long-temps la voix de leur
» conscience.

» Elle leur crie que vous devez les maux
» qui vous accablent à un seul homme : c'est
» lui qui chaque année, par la conscription,
» décime nos familles; c'est lui qui, au lieu
» de quatre cents millions que la France payoit
» sous nos bons et anciens rois, pour être libre,
» heureuse et tranquille, nous a surchargés de
» plus de dix-sept cents millions d'impôts
» auxquels il menace d'ajouter encore ; c'est
» lui qui nous a fermé les mers des deux
» mondes, qui a tari toutes les sources de
» l'industrie nationale, arraché aux champs
» les cultivateurs, les ouvriers à nos manu-
» factures.

» A lui nous devons la haine de tous les
» peuples, sans l'avoir méritée, puisque,
» comme eux, nous fûmes les malheureuses
» victimes bien plus que les tristes instrumens
» de sa rage.

» N'est-ce pas lui enfin qui, redoutant, par-
» dessus tout, la vérité, a chassé outrageuse-
» ment, à la face de l'Europe, nos législateurs,
» parce qu'une fois ils ont tenté de la lui dire
» avec autant de ménagement que de dignité?

» Il n'est pas un d'entre nous qui, dans le » secret de son cœur, ne le déteste comme un » ennemi public; pas un qui, dans ses plus » intimes communications, n'ait formé le vœu » de voir arriver un terme à tant d'inutiles » cruautés.

» Le vœu de nos cœurs et des vôtres, nous » serions les déserteurs de la cause publique » si nous tardions à l'exprimer.

» *L'Europe en armes* nous le demande: elle » l'implore comme un bienfait envers l'huma- » nité, comme le garant d'une paix universelle » et durable. Parisiens! *l'Europe en armes* ne » l'obtiendroit pas de vos magistrats, s'il n'étoit » pas conforme à leurs devoirs.

» Mais c'est au nom de ces devoirs même » et des plus sacrés de tous que nous abjurons » toute obéissance envers l'usurpateur, pour » retourner à notre maître légitime.

» S'il y a des périls à suivre ce mouvement » du cœur et de la conscience, nous les accep- » tons; l'histoire et la reconnoissance des » Français recueilleront nos noms, et les » légueront à l'estime de la postérité (1). »

(1) Cette proclamation, rédigée par M. Bellart, membre du conseil, fut adoptée et signée collectivement par MM. Lebeau,

Oui, magistrats de Paris, la postérité, comme la patrie, vous saura gré d'avoir pris cette courageuse initiative. Honneur au conseil municipal ! la France et l'Europe leur doivent peut-être leur salut.

Il restoit un dernier coup à porter, car la politique réclamoit la coopération du sénat et du corps-législatif, premiers corps de l'Etat. Mais pendant dix ans le sénat avoit tenu la France et l'Europe enchaînées aux pieds d'un Corse; il avoit plus affligé la terre et plus déshonoré le cœur humain, que le sénat de Tibère et celui de Néron.

Telle étoit du moins, à l'égard de ce premier rouage du gouvernement impérial, l'expression unanime de l'opinion publique. On convenoit cependant qu'il renfermoit une foule de membres estimables qui n'avoient dû leur élévation qu'à leurs talens, à la considération dont ils étoient environnés, ou aux services signalés qu'ils avoient rendus à la patrie : les uns dans la carrière des armes; d'autres dans celle de l'administration publique, ou des négociations. C'étoit donc moins les individus

président; de Montamant, secrétaire; Badenier, Barthelemy, Bonomet, Boscheron, de Lamoignon, Demautre, Gauthier, d'Harcourt, Pérignon et Vial.

qui excitoient le déchaînement que l'institution elle-même. Façonnée, subjuguée par l'oppresseur, elle étoit devenue en quelque sorte antinationale. Mais combien de sénateurs en avoient gémi en secret! combien de sénateurs avoient eu le cœur navré des tristes obligations que leur avoit imposées un despotisme pour ainsi dire inévitable! Le colosse une fois ébranlé, on pouvoit s'attendre que le sénat céderoit au vœu public avec autant de facilité qu'il avoit plié sous la volonté impérieuse de Napoléon.

Ce corps se croyoit écrasé sous les débris du trône impérial, quand la déclaration suivante vint lui donner une existence nouvelle.

« Les armées des puissances alliées ont occupé la capitale de la France. Les souverains alliés accueillent le vœu de la nation française.

» Ils déclarent :

» Que si les conditions de la paix devoient renfermer de plus fortes garanties, lorsqu'il s'agissoit d'enchaîner l'ambition de Buonaparte, elles doivent être plus favorables, lorsque, par un retour vers un gouvernement sage, la France elle-même offrira l'assurance de ce repos.

» Les souverains proclament en conséquence :

» Qu'ils ne traiteront plus avec Napoléon Buonaparte, ni avec aucun de sa famille ;

» Qu'ils respectent l'intégrité de l'ancienne France, telle qu'elle a existé sous ses rois légitimes ; ils peuvent même faire plus, parce qu'ils professent toujours le principe que, pour le bonheur du peuple, il faut que la France soit grande et forte.

» Qu'ils reconnoîtront et garantiront la constitution que la nation française se donnera. Ils invitent, par conséquent, le sénat à désigner sur-le-champ un gouvernement provisoire qui puisse pourvoir aux besoins de l'administration, et préparer la constitution qui conviendra au peuple français.

» Les intentions que je viens d'exprimer me sont communes avec toutes les puissances alliées. *Signé* ALEXANDRE. »

Ainsi des monarques, long-temps menacés par les armes de la France, ne s'en vengeoient qu'en lui offrant, avec la paix, toute son indépendance et le choix d'un gouvernement légitime.

Ainsi, le sénat de Napoléon étoit appelé lui-même par le réparateur des maux de l'Europe à participer au grand œuvre de la régénération politique.

Quelle fut la surprise des sénateurs quand, déchus en quelque sorte de leurs fonctions par une révolution si paisible, mais si prononcée, ils se virent convoqués extraordinairement par le prince Talleyrand de Périgord, en sa qualité de vice-grand-électeur ! Son nom seul, il est vrai, et la réputation de ses talens étoient de grands motifs de sécurité, et ne pouvoient manquer d'entraîner les personnages les plus considérables de l'Etat, qui, dans l'ordre civil et militaire, n'avoient servi qu'à regret les violences de Napoléon. A peine convoqués, la plupart des sénateurs se rendent en grand costume à la séance extraordinaire : ils se montrent pâles, décomposés, mais polis et affables, affectant de saluer le public. A peine le prince Talleyrand leur a-t-il communiqué le sujet de la convocation, à peine sont-ils informés qu'il s'agit de voter au secours d'un peuple délaissé et de sauver la patrie, que l'espérance reparoît sur leur visage, et la fierté dans leur maintien comme dans leurs paroles ; ils entrevoient dès lors que, protégés par deux cent mille baïonnettes, ils pourront s'ériger en autorité libératrice, et se dédommager ainsi du honteux asservissement où les a tenus Napoléon.

Par un premier décret, soixante-cinq sénateurs réunis, secouant le joug impérial, formèrent un gouvernement provisoire, ou comité chargé de rétablir l'action de l'administration de l'Etat. Toutes les voix se portèrent sur le prince Talleyrand, le comte Beurnonville, le comte de Jaucourt, le duc Dalberg (1) et l'abbé de Montesquiou (2); ce choix, inspiré par la modération, annonçoit que la restauration tendroit vers la liberté publique, et que la France n'auroit à déplorer aucune réaction fâcheuse. Le gouvernement provisoire signala son installation par une adresse aux armées françaises : « Vous n'êtes plus, leur dit-» il, les soldats de Napoléon; le sénat et toute » la France vous dégagent de vos sermens. »

La journée fut couronnée, pour ainsi dire, par une scène éclatante, et qui décela aux yeux les moins clairvoyans les progrès irrésistibles de la restauration.

Dans la matinée l'empereur de Russie et le roi de Prusse avoient parcouru à cheval les plus beaux quartiers de la ville, et partout sur leur passage les diverses classes de

(1) Conseiller d'Etat.
(2) Ancien membre de l'assemblée constituante.

citoyens avoient pu les approcher et les entendre. Loin de satisfaire la curiosité publique, cette extrême affabilité dont la nation française sembloit avoir perdu le souvenir, cette touchante popularité qui relève et pare la grandeur, redoubloient l'empressement général. Le bruit s'étant répandu que les deux souverains iroient le soir à l'Opéra, bientôt une multitude immense vint en assiéger toutes les entrées. Cette vaste salle offrit, au moment de la représentation, l'aspect unique de plusieurs milliers de spectateurs rassemblés de tous les points de l'Europe, parlant diverses langues, et tous confondus dans un seul sentiment, dans un seul vœu: la paix du monde et le salut du genre humain.

L'apparition de l'empereur Alexandre et de Frédéric-Guillaume dans une loge préparée au-dessus de l'amphithéâtre, excita des transports si unanimes, des acclamations telles que la plume essaieroit vainement de les décrire. Ce n'étoient plus ces honteuses vociférations qu'un groupe de satellites proféroit pour un vil salaire, tandis que le reste des spectateurs gardoit un morne silence. C'étoit l'élan de tous les cœurs, le cri de toutes les bouches. A plusieurs reprises les deux monarques té-

moignèrent, de la manière la plus touchante, combien leur âme étoit sensible à l'accueil d'un peuple généreux, que vingt ans d'oppression n'avoient pu dépouiller des traits distinctifs de son caractère ; l'entrée de leur loge étoit ouverte à quiconque s'y présentoit. En saluant leurs vengeurs par tant d'acclamations sincères, les Français pouvoient-ils ne pas mêler à ce digne hommage le nom du souverain légitime, du père de la patrie, que ces nobles amis et ces puissans alliés venoient rendre à leur amour ? Aux cris unanimes de *Vive Alexandre ! Vive Frédéric-Guillaume !* se joignit bientôt ce cri si nécessaire aux cœurs français : *Vive Louis XVIII ! Vivent les Bourbons !* et à l'instant, comme par l'effet d'un sentiment électrique, tous les regards attendris se portèrent vers le buste du prince adorable qui fut la tige de cette branche auguste. L'orchestre, se rendant l'interprète de cette inspiration religieuse, fit entendre l'air vraiment national : *Vive Henri IV!* Il produisit un nouvel enthousiasme. Les femmes brillantes de beauté et de parure dont les loges étoient garnies, agitoient des mouchoirs blancs, et des cocardes blanches étoient jetées aux hommes réunis au parterre.

On représentoit *la Vestale*, où quelques allusions aux circonstances furent vivement saisies et applaudies.

D'autres transports couronnèrent cette grande représentation à la fois théâtrale et politique. L'odieux emblème de la tyrannie corse blessoit les regards de tous les bons Français et de leurs alliés : bientôt un cri général d'indignation se fit entendre, et l'aigle aux serres ensanglantées disparut pour faire place à l'antique bannière de la France, à ces lis qui ornoient la cotte d'armes de saint Louis, de Philippe-Auguste et de Henri IV.

A la sortie de l'Opéra, une personne de la plus haute considération demanda à l'empereur Alexandre s'il avoit été satisfait des Parisiens : « Je chercherois en vain des mots, » répondit le czar, pour vous rendre l'émo- » tion que j'ai éprouvée. Si jamais j'avois pu » concevoir l'idée de faire peser sur Paris le » fardeau de la guerre, l'accueil que j'ai reçu de » ses habitans l'auroit repoussée de mon cœur. »

Le lendemain plusieurs cortéges décorés de la cocarde blanche, et précédés du drapeau blanc, parcoururent la ville, et furent partout accueillis des cris de *Vive le Roi!*

Une scène imprévue et attendrissante, dont

la place Louis XV devint le théâtre, prouva combien il est facile de toucher des cœurs français par la seule impression des sentimens nobles et élevés. Une foule de jeunes gens à pied et à cheval, tous des familles les plus distinguées de la capitale, s'étoient rassemblés; un peuple nombreux les environnoit et recevoit d'eux à l'envi des cocardes blanches. Deux jeunes magistrats étoient au milieu d'eux, M. de Broë et M. Agier, substitut du procureur-général. Tout à coup celui-ci, pénétré d'un saint enthousiasme, s'écrie : « A genoux, Messieurs, sur cette place où » Louis XVI fut rendu à la vie immortelle; à » genoux devant Dieu qui, seul, a pu produire » le miracle de notre délivrance. » A ces mots, prononcés d'une voix forte, quoique émue, plusieurs cavaliers mettent pied à terre, et se jettent à genoux avec le plus grand recueillement; le peuple les imite, et répondant à cette religieuse impulsion, fait entendre les cris de *Vive Louis XVIII!* M. Agier, cédant ensuite aux instances des spectateurs, lit tout haut l'éloquent arrêté du conseil général aux applaudissemens du peuple, qui donne ainsi en même temps des signes visibles de respect et de la plus vive émotion.

Un mouvement spontané réunit, le même jour, un concours immense sous le buste d'Henri IV, rue de la Ferronerie. A son aspect tous les chapeaux furent élevés; l'air retentit de nouvelles acclamations; tous les yeux se dirigèrent vers le bon roi dont on voyoit l'image, et tous les cœurs s'élancèrent au-devant du prince qui bientôt devoit faire le bonheur de son peuple. Plus de guerre, plus de conscription, s'écrioit-on de toutes parts ; les mères sembloient regarder leurs enfans avec plus de tendresse. La touchante alliance des cris : *Vive Louis XVIII ! Vive Henri IV !* excitoit la plus douce émotion parmi les spectateurs. Il revient, il revient, s'écrioit le peuple en prononçant le nom du roi.

La déclaration de S. M., datée de Hartwel, le 1er janvier 1814, étoit répandue dans Paris, et portoit dans tous les cœurs la sécurité et la confiance.

Jamais roi, après de si horribles bouleversemens, ne s'étoit annoncé à ses sujets sous des auspices plus paternels et plus sages. C'étoit ce même prince qui, abandonné et banni, pour ainsi dire, du sol natal, avoit écrit à l'empereur de Russie la lettre suivante :

« Le sort des armes a fait tomber dans les
» mains de Votre Majesté Impériale plus de
» cent cinquante mille prisonniers; ils sont la
» plus grande partie Français. Peu importe
» sous quels drapeaux ils ont servi ; ils sont
» malheureux : je ne vois parmi eux que mes
» enfans. Je les recommande à la bonté de
» Votre Majesté Impériale. Qu'elle daigne con-
» sidérer combien un grand nombre d'entre
» eux a déjà souffert, et adoucir la rigueur
» de leur sort. Puissent-ils apprendre que leur
» vainqueur est l'ami de leur père ! Votre
» Majesté ne peut pas me donner une preuve
» plus touchante de ses sentimens pour moi ! »

Une si noble sollicitude ne sauroit être inspirée qu'à un monarque légitime, qui ne veut être rétabli sur le trône de ses ancêtres, que pour donner à son peuple des preuves constantes de son affection paternelle.

Mais tous les obstacles n'étoient pas encore aplanis ni surmontés. Vingt années d'insubordination, de déchiremens ou de guerres, en changeant le cours des idées, avoient laissé à une génération nouvelle l'habitude d'une vie pleine de hasards et de désordres, et d'une existence sans aucun frein moral ni religieux. De là plus de nœuds de famille ; presque plus de

liens sociaux ; plus de principes de stabilité. On ne vouloit que du pouvoir et des richesses mêlées à beaucoup de servitude ; telles étoient les maximes du jour. La raison, l'expérience et les lumières ne conservoient presque plus d'empire sur une jeunesse trop habituée, à n'obéir qu'à un chef armé, et à ne reconnoître que lui. N'étoit-il pas à craindre que le caractère pacifique et paternel des Bourbons n'affligeât ces hommes qui ne déposeroient les armes qu'en murmurant? D'autres endurcis dans les crimes politiques, enrichis des dépouilles de l'Europe, tourmentés par les remords, ne voyoient qu'en frémissant le retour de cette auguste famille qu'ils avoient méconnue et offensée. C'étoit dans les grands corps de l'Etat que se décéloient le plus les sentimens de répugnance pour une restauration complète. Une sourde opposition préludoit à de plus vives résistances : il avoit fallu d'abord ramener vers Louis XVIII la pensée des sénateurs les plus raisonnables. Cette tâche, le prince de Talleyrand l'avoit remplie avec autant de sagacité que de bonheur. Il s'efforçoit de rassurer toutes les imaginations qu'effrayoit la perspective du rétablissement de nos princes légitimes. Il annonçoit avec

confiance que rien ne seroit indigne du noble caractère du Roi ; qu'il ne se montreroit que le testament de Louis XVI à la main ; et qu'aucun souvenir amer, aucune vengeance n'attristeroient son retour.

C'est ainsi qu'il parvint à familiariser avec la restauration plusieurs sénateurs influens, et quelques membres du gouvernement de l'Etat. Les esprits étoient préparés ; mais le sénat sembloit hésiter de lancer sa foudre contre l'oppresseur qu'il avoit encensé tant de fois. Ce fut seulement le 2 avril que par un décret rendu public le lendemain, il déclara la déchéance de l'empereur Napoléon, et délia le peuple et l'armée du serment de fidélité.

Cet acte réparateur donnoit à l'opinion publique les formes d'un vœu vraiment national ; et, aux yeux des hommes réfléchis et impartiaux, il justifioit en partie les sénateurs opprimés comme tout l'Etat, des reproches qu'ils avoient encourus jusqu'alors par leur servile obéissance. Le sénat élevoit à côté de Napoléon déchu une autorité régulière et légale, à laquelle pouvoient enfin se rallier tous les bons citoyens ; il rompoit surtout le prestige qui attachoit encore l'armée à son chef ;

en un mot, en se séparant de Napoléon, le sénat préservoit la France de la guerre civile, et amenoit sans secousse la restauration de la monarchie.

A la sortie de la séance, où il venoit de briser ses chaînes, le sénat se rendit en corps à l'audience de l'empereur de Russie, qui, après avoir reçu ses hommages, lui adressa la parole en ces termes :

« Un homme qui se disoit mon allié est » arrivé dans mes Etats en injuste agresseur ; » c'est à lui que j'ai fait la guerre, et non à » la France. Je suis l'ami du peuple français ; » ce que vous venez de faire redouble encore » ce sentiment : il est juste, il est sage de » donner à la France des institutions fortes » et libérales qui soient en rapport avec les » lumières actuelles. Mes alliés et moi, nous » ne venons que pour protéger la liberté de » vos décisions. »

S'arrêtant après ces paroles, Alexandre reprit presqu'aussitôt, avec la plus touchante émotion : « Pour preuve de cette alliance du» rable que je veux contracter avec votre na» tion, je lui rends tous les prisonniers qui » sont en Russie. Le gouvernement provisoire » me l'avoit déjà demandé ; je l'accorde au

» sénat d'après la résolution qu'il a prise au-
» jourd'hui. »

Ainsi, d'un seul mot, cent cinquante mille Français, captifs aux extrémités de l'Europe et de l'Asie, alloient rentrer dans le sein de leurs familles; ainsi Alexandre, voyant le premier corps de l'Etat décidé à souscrire au bonheur des Français, voulut qu'aucun d'eux n'y fût étranger, et n'eût à gémir sur une terre lointaine, tandis que des jours sereins alloient luire sur leur patrie. Ce trait digne des Titus et des Marc-Aurèle reproduisoit, aux regards de la nation, les attributs de l'autorité souveraine, embellie des charmes de la bienfaisance.

Les sénateurs sortirent de l'audience du czar, pénétrés de gratitude et d'admiration.

Le plus puissant souverain de la terre venoit de répandre la joie et l'attendrissement dans tous les cœurs. Dans les cercles, dans les lieux publics, dans l'intérieur des familles, partout on s'entretenoit de la magnanimité d'Alexandre; on citoit des mots heureux et touchans sortis de la bouche de ce prince. En passant devant la colonne de la place Vendôme, et en regardant la statue, il avoit dit aux seigneurs

qui l'entouroient : « Si j'étois placé si haut, » je craindrois d'en être étourdi. »

Il avoit fait le même jour la réponse suivante aux personnes qui lui protestoient que son arrivée avoit été attendue et désirée depuis long-temps à Paris : « Je serois venu plus » tôt ; n'accusez de mon retard que la valeur » française. » Eloge aussi vrai que délicat, et honorable pour la nation qui en étoit l'objet.

Le lendemain, soixante-dix-sept membres du corps législatif, alors à Paris, se réunirent dans la salle ordinaire de leurs séances, et adhérèrent à l'acte du sénat, qui prononçoit la déchéance de Napoléon et de sa famille ; les adhésions du corps des avocats et de la cour de cassation, qui suivirent immédiatement, invoquoient la charte qui devoit assurer désormais la liberté publique, et rendre à la France les descendans de Henri IV. On put juger dès lors que la révolution marcheroit d'un pas plus ferme, et que toutes les autorités se grouperoient successivement autour du sénat et du gouvernement provisoire. Les officiers généraux ne pouvoient tarder non plus de donner à l'armée l'exemple de leur dévouement à la patrie. Ceux qui se trouvèrent alors à Paris n'hésitèrent pas de se dé-

clarer. Le général de division Legrand donna le premier son adhésion aux actes du gouvernement provisoire et à toutes les mesures adoptées par le sénat. Le maréchal duc de Bellune, qu'une blessure grave, reçue à la bataille de Craonne, retenoit aussi à Paris, protesta de sa fidélité aux intérêts de la nation, et adhéra également à tout ce que pourroit prescrire le gouvernement provisoire pour le salut et le bonheur de l'Etat. Tous les regards se tournèrent alors vers l'armée, et les bons citoyens ne désespérèrent plus de la voir rentrer dans le sein de la nation qui étoit rendue à elle-même. Déjà un grand nombre de conscrits, en marche pour joindre Napoléon, venoient de rebrousser chemin, et beaucoup de soldats étoient rentrés dans leurs foyers, décorés de rubans blancs, et portant au bout de leurs fusils des branchages d'arbres en signe de paix. Plusieurs villages aux environs de Paris présentoient le touchant spectacle d'une foule de jeunes gens qui venoient embrasser leurs mères, et de mères qui serroient leurs fils qu'elles avoient crus morts ; ils rentroient sous le toit paternel avec des rameaux dans leurs mains, et faisant retentir l'air des cris : *A bas le tyran ! Vive le Roi !*

Cependant Napoléon rassembloit à la hâte tous les corps de son armée. C'étoit le 31 mars qu'il avoit paru à Fontainebleau avec ses aides-de-camp et sa suite; mais ses têtes de colonnes ne se montroient point encore; à peine ce jour-là put-on rallier quelques détachemens épars, quelques escadrons d'avant-garde. Napoléon avoit occupé aussitôt le palais; on l'avoit vu triste, accablé, irrésolu. Toutes les troupes venoient à marches forcées pour se concentrer, mais elles n'arrivoient point encore avec assez de célérité au gré de son impatience.

Le lendemain, 1er avril, le duc de Raguse, s'étant porté à Essonne avec le corps d'armée qui venoit d'évacuer la capitale, fit prendre position à ses soldats, se hâtant d'aller à Fontainebleau rendre compte des événemens qui avoient précédé et suivi la prise de Paris. Napoléon parut apercevoir enfin toute l'étendue de ses revers, sans s'abuser davantage par de nouvelles illusions. Il s'arrête de lui-même au projet de se retrancher; de réunir le peu de forces qui lui restent encore; de chercher à les augmenter, et de négocier, en s'appuyant de plus en plus sur l'Autriche. C'étoit, en effet, le seul parti raisonnable.

Immédiatement le duc de Raguse alla faire commencer les travaux de défense que l'exécution d'un tel projet rendoit nécessaires. Le même jour, Napoléon se transporte à Essonne, pour examiner la position, et là il apprend, par le retour des officiers qu'avoit laissés le duc de Raguse pour la remise des barrières, la prodigieuse exaltation de Paris, la déclaration de l'empereur Alexandre, et la révolution qui s'opère.

N'écoutant plus alors que le sentiment d'un aveugle courroux, il prend la résolution de sacrifier à sa vengeance le reste de l'armée; il ne veut plus entendre à aucun autre parti qu'à celui d'une attaque désespérée, quoiqu'il n'y ait plus une seule chance de succès en sa faveur. Cette poignée de braves qui l'entoure, ces débris de tant de batailles, ne sont plus que des victimes offertes à ses passions; rien ne l'arrête, rien ne le rebute. Si les troupes qui lui arrivent sont dépourvues de munitions, hé bien, c'est dans les arsenaux de Paris qu'elles iront en puiser. Cette détermination prise, tous les ordres, toutes les instructions, tous les discours sont d'accord avec le projet d'une attaque furieuse dont Napoléon fixe lui-même l'exécution au 5 avril.

L'espérance renaît aussitôt dans l'âme de tous ses partisans à Paris, qui, instruits de son projet dès le lendemain, annoncent, avec une joie féroce, que son armée s'élève à soixante mille hommes, et qu'elle va marcher sur Paris pour y mettre tout à feu et à sang : car, disent-ils, la France est loin de partager la révolte de la capitale. Tous ceux qui, regrettant un pouvoir déchu, sont enhardis par une révolution pacifique, entretiennent et propagent ces bruits sinistres. La lice étoit ouverte depuis le 1er avril, et les partis se trouvoient en présence. On s'en aperçut aux violences exercées contre les royalistes : des émissaires de la police, des militaires déguisés, des hommes égarés ou coupables, faisoient la guerre aux cocardes blanches. On les arrachoit de tous côtés, tandis que la garde nationale conservoit imperturbablement la cocarde tricolore ; on arrachoit également les placards et les affiches royalistes. En peu de jours l'esprit public fut abattu, et la consternation se répandit dans toutes les classes.

L'acte de déchéance prononcé par le sénat, pouvoit à peine tirer les Parisiens de cet état de stupeur et d'anxiété. Mais alors parut, comme un fanal au milieu des écueils de la

tempête publique, l'écrit célèbre intitulé : *de Buonaparte et des Bourbons;* écrit inspiré par deux passions généreuses : la haine de l'oppression et l'amour de la royauté légitime ; écrit achevé au bruit du canon, et publié sur la brèche. Il fit bientôt tomber le voile qui couvroit encore la tyrannie militaire qui pesoit depuis dix ans sur la France; bientôt même il fit revivre dans les cœurs français le besoin impérieux d'une autorité paternelle et tutélaire. Disons-le, car ceci appartient à l'histoire d'une si grande époque, la pensée, même les traits de cette brillante philippique, où respire parfois le génie de l'éloquence grecque et romaine, appartenoient en concurrence à l'association honorable qui aspiroit depuis si long-temps à relever la monarchie, et dont M. de Chateaubriand n'étoit que l'organe. Le danger qu'entraînoit l'existence matérielle d'un tel écrit, avoit paru si effrayant, que, pour en mieux dérober toutes les pages, madame de Chateaubriand les avoient portées pendant près de deux mois cachées sur son sein.

Que d'erreurs, que de fausses idées redressa ce vigoureux parallèle entre la tyrannie et la bienfaisance d'un pouvoir sacré ! à peine dix mille exemplaires, dévorés en quinze jours, purent satisfaire la curiosité publique.

Cependant l'aigreur et la défiance régnoient toujours dans cette immense capitale, et les bruits inquiétans se confirmoient sur les dispositions des troupes. On savoit que les corps forcés le 30 mars dans les positions en avant de Paris, avoient manifesté dans leur mouvement d'évacuation par la barrière d'Enfer, des impressions fâcheuses, accusant les Parisiens de les avoir abandonnés. Ces troupes tristes, sans être abattues, n'avoient pas dissimulé qu'elles se replioient avec le désir et l'espoir de la vengeance; on ajoutoit que Napoléon les avoit trouvées, au nombre d'environ quinze mille hommes à Essonne, et qu'après les avoir passées en revue, il leur avoit offert, pour récompense de la reprise de Paris, quarante-huit heures de pillage.

Le gros de l'armée, après avoir passé à Troyes, la cavalerie au galop, l'infanterie au pas de course, s'étoit dirigé vers Fontainebleau, par la route la plus directe; les têtes de colonnes n'y étoient point encore arrivées, quand parut, de retour de sa mission à Paris, le grand-écuyer Caulaincourt.

Avant même qu'il eût parlé, on put se douter que tout venoit d'être rejeté, et que les négociations ne présentoient plus aucun espoir.

S'appuyant sur la déchéance prononcée par le sénat, l'empereur de Russie avoit chargé le grand-écuyer de proposer à Buonaparte, au nom des puissances alliées, de se choisir un lieu et un établissement de retraite pour lui et sa famille. Cette proposition étoit dictée par le désir d'arrêter l'effusion du sang, et par la conviction que, si elle étoit adoptée, l'œuvre de la paix générale et le repos intérieur de la France n'éprouveroient plus d'obstacles; mais M. de Caulaincourt n'osoit point, dit-on, faire lui-même à son maître une semblable ouverture. On apprit le même jour, à Fontainebleau, que le comte de Schuwalow, aide-de-camp de l'empereur Alexandre, venoit d'arriver à Melun, et demandoit à conférer avec Napoléon. L'aide-de-camp Flahaut partit immédiatement pour connoître l'objet de la mission du général russe : c'étoit la même qu'avoit reçue indirectement M. de Caulaincourt; mais ces premières négociations restoient enveloppées d'un mystère impénétrable.

Le lendemain, 3 avril, arrivèrent les premiers corps de l'armée composés de la cavalerie et des bataillons de la garde. C'étoit un dimanche, et il y eut messe au palais, selon l'usage de la cour : plusieurs généraux y assistèrent.

Après la messe, Napoléon passa en revue sa garde; puis, ayant fait réunir en cercle les officiers et sous-officiers, il leur parla à peu près en ces termes :

« Officiers, sous-officiers et soldats de ma » vieille garde, l'ennemi nous a dérobé trois » marches, et il est arrivé à Paris avant nous. » Quelques factieux, restes d'émigrés, à qui » j'avois pardonné, ont entouré l'empereur de » Russie ; ils ont arboré la cocarde blanche, » et ils veulent nous forcer à la prendre. Depuis la révolution, la France a été maîtresse » chez elle ; souvent chez les autres, mais toujours chez elle. J'ai offert la paix; j'ai proposé de laisser la France dans ses anciennes » limites, en perdant tout ce qu'elle avoit » acquis: on a tout refusé. Dans peu de jours, » j'attaquerai l'ennemi, je le forcerai de quitter » notre capitale. J'ai compté sur vous; ai-je » eu raison ? — Oui, oui, s'écrient plusieurs » voix parties des rangs. — Notre cocarde, » ajoute Napoléon, est tricolore; plutôt que » d'y renoncer, nous périrons sur notre sol. » A peine a-t-il achevé cette courte harangue, que, laissant tous les esprits dans une extrême agitation, il rentre dans le palais pour y concerter, avec son ministre intime, l'exécution des

mesures sinistres qu'il a conçues, et dont il ne veut plus se départir. Plusieurs colonnes arrivent successivement; et les soldats qui les composent, déjà découragés par la nouvelle de la prise de la capitale, trouvent les corps qui les ont précédés dans la fermentation et le trouble. Quelques régimens nomment des députés; officiers supérieurs, officiers subalternes, les soldats même délibèrent; les plus éloquens pérorent: ils démontrent les dangers de la guerre civile; et le doux nom de patrie se fait entendre au milieu d'une armée, docile depuis dix ans au joug le plus despotique. Le projet de marcher sur Paris, miraculeusement conservé, pour en faire un théâtre de carnage, après qu'on n'avoit pu le garantir, révoltoit généralement tous ceux dont les idées étoient restées justes et saines au milieu du délire de l'ambition et des fureurs de la guerre; d'ailleurs l'armée elle-même commençoit à entrevoir que la cause pour laquelle son chef invoquoit l'appui du soldat, ne tenoit plus qu'aux intérêts d'un seul homme. Des Français seroient-ils dénaturés au point de sacrifier la patrie au pouvoir d'un despote si universellement odieux? Ces idées prenoient, de moment en moment, plus de consistance dans l'esprit des offi-

ciers et des soldats les plus éclairés. La connoissance des événemens qui perçoit peu à peu avec plus de détail, fortifioit encore ces dispositions favorables. Toute cette journée se passa dans une continuelle agitation ; le talisman de l'obéissance passive étoit rompu. On savoit déjà que des maréchaux se refuseroient à marcher sur Paris, et un grand nombre d'officiers et de soldats se prononcèrent tout haut dans le même sens. D'un autre côté, on ne pouvoit se dissimuler que la masse des troupes accoutumées à une soumission aveugle, obéiroit à la voix de son chef, quels que fussent ses projets. Il n'y avoit donc pas un moment à perdre, si l'on vouloit éviter les horreurs de la guerre civile. Les maréchaux et les principaux officiers se rassemblèrent chez le major-général, pour délibérer sur les moyens de sortir d'un état aussi critique. Les guerriers qui avoient tout fait pour la gloire, jetèrent sur la patrie un coup-d'œil de compassion ; ils sondèrent ses plaies. La France étoit envahie depuis les Pyrénées jusqu'à la Garonne ; depuis les Alpes jusqu'à l'Auvergne ; depuis le Rhin jusqu'à la Loire. Paris et ses environs étoient occupés par deux cent mille soldats étrangers, et les trente-cinq à

quarante mille braves que Napoléon pouvoit à peine rallier autour de lui se trouvoient, pour ainsi dire, cernés. Des masses considérables venoient de partir des positions dont l'ennemi s'étoit emparé autour de Paris, pour occuper les hauteurs de Juvisy, de Corbeil, et de Melun, opposant déjà un front impénétrable à toutes les tentatives que pourroit former Napoléon. Déjà même un corps russe débordoit Fontainebleau, par Versailles, et poussoit ses partis vers Pithiviers et Orléans. Tout étoit disposé pour écraser, par des forces supérieures, en cas d'agression, les restes de ces braves qui, depuis dix ans, servoient l'ambition d'un homme, tout en croyant servir la patrie. En admettant même la possibilité de prolonger la lutte, cinq cent mille Russes, Allemands, Prussiens n'étoient-ils pas en seconde ligne de l'autre côté du Rhin, prêts à seconder les efforts de leurs compatriotes par une nouvelle irruption plus menaçante que la première, et qui auroit achevé la désolation de la France? Vers le midi, toute l'Espagne se préparoit à franchir les Pyrénées sur les traces de l'armée anglaise, espagnole et portugaise. Vainement plus d'un million de Français avoit été appelé

en moins de treize mois sur le champ de bataille; la nation, indignée contre son oppresseur, opposoit la force d'inertie à ses demandes réitérées, ne voulant plus soutenir au-dehors un monstrueux système de guerre, ni au-dedans une tyrannie effroyable. Déjà même l'ouest et tout le midi étoient à la veille de courir aux armes, et de se détacher du centre. Quelle eût été alors la situation déplorable de la France! Envahie par huit cent mille étrangers, et déchirée au-dedans par la guerre civile, elle n'auroit plus offert, en quelques mois, qu'un monceau de ruines et de cendres. Telle étoit la perspective déchirante qui se présentoit aux regards attendris de quelques officiers-généraux. Pouvoient-ils balancer entre de si puissans intérêts et les appels homicides que Napoléon faisoit encore? On s'étoit empressé, à Paris, de faire parvenir à Fontainebleau son acte de déchéance; il commençoit à être connu des principaux chefs de l'armée. Dès ce moment, ils virent qu'ils s'opiniâtreroient en vain à résister au vœu de la nation légalement exprimé, et que le seul moyen de sauver la patrie consistoit à isoler et à déplacer le seul homme, qui formoit encore un obstacle à la paix du Monde. Après avoir considéré

toutes les chances de la guerre, et la situation critique de l'Etat sous tous ses points de vue, quelques maréchaux s'accordèrent à convenir que l'abdication de Napoléon étoit le seul parti qui pût offrir des voies de conciliation praticables, et garantir la France d'un bouleversement général et d'une ruine totale. Mais comment aborder une question si délicate devant un homme aussi violent, et accoutumé à tout faire plier sous sa volonté indomptable? Le major-général, prince de Wagram, ayant accès auprès de sa personne à toutes les heures, prit, de concert avec les maréchaux, la résolution hardie d'indiquer à Napoléon cette seule voie de salut. Il pénètre, pendant la nuit, dans le palais, arrive aux appartemens, aborde l'empereur, et hasarde de conseiller l'abdication comme le seul remède capable de prévenir un affreux déchirement; mais, accueilli par des accès de colère et de rage, il se retire, sans être tenté de renouveler sa démarche infructueuse. Alors les maréchaux se concertent de nouveau pour la journée du lendemain.

Napoléon se doutoit si peu de la disposition générale des esprits, que, persistant dans l'intention de marcher sur la capitale, il ordonna,

dans la matinée du 4 avril, de diriger l'armée sur Essonne, où étoit son avant-garde. Il fit disposer l'artillerie, qui, avec trois cents pièces de canon venues du Champ-de-Mars, formoit un parc de sept cents bouches à feu, et demanda ses chevaux pour se mettre à la tête de ses troupes; il commença même à les haranguer, en leur montrant Paris comme une proie facile. Quelques milliers de Polonais sont les plus empressés de le seconder. dans ce sinistre dessein, et, il faut le dire aussi, tant est déplorable l'effet du pouvoir militaire! Napoléon trouve même des Français qui répondent à ses appels sacriléges : les cris *Paris! Paris!* partent déjà des rangs. Tout étoit perdu, si l'armée sortoit de Fontainebleau, et si les soldats, accoutumés à la voix de Napoléon, se précipitoient encore sur ses pas pour le suivre. On assure que ce fut le maréchal Ney qui le premier prononça, à haute voix, le mot d'abdication; Napoléon feignit de ne pas entendre, et il continua de passer la revue des troupes. Alors le maréchal monte au palais sur ses pas, et le suit jusque dans son appartement. Là, il lui demande s'il a connoissance de la grande révolution qui vient de s'opérer dans la capitale. Napoléon répond,

de l'air le plus calme dont il peut se parer, qu'il ne sait absolument rien. Le maréchal Ney, en lui remettant les journaux de Paris, lui dit : « Vous n'êtes plus empereur ; voici l'acte de » votre déchéance ; nous ne vous répondons » plus de l'obéissance des troupes dont nous » ne sommes plus les maîtres. » Surpris de cette déclaration foudroyante, Napoléon rugit de colère ; mais le maréchal lui déclare nettement que son abdication seule peut sauver la France. Il s'engage aussitôt entre eux une longue et vive discussion. Dans l'intervalle, survient le maréchal Lefevre, qui, s'adressant à Napoléon, lui dit, avec un accent très-animé : « Vous êtes perdu ! vous n'avez » voulu écouter les conseils d'aucun de vos » serviteurs ; le sénat a prononcé votre dé- » chéance. »

Ces paroles, et ce concert entre les généraux, firent sur lui une impression telle, que cet homme, accoutumé jusqu'alors à se regarder comme au-dessus de toutes les lois, se voyant soumis à celles de la nécessité, se mit à verser un torrent de larmes. Ainsi ce fut dans ce même palais où Napoléon avoit tenu captif, pendant dix-neuf mois, le vénérable chef de l'Eglise, qu'il reçut son arrêt, comme si Dieu

eût voulu faire du théâtre de son insolent triomphe celui de son humiliation et de sa chute.

Dans ce même moment, survinrent les maréchaux Oudinot et Macdonald, qui, restés auprès de leurs corps d'armée, mais apprenant ce qui se passoit au palais de Fontainebleau, n'hésitèrent pas de s'y rendre. Ils déclarèrent aussi à Napoléon que tout étoit perdu pour lui, et qu'ils ne le suivroient pas contre la loi, la patrie et l'honneur; ils appuyèrent fortement le parti de l'abdication. Le maréchal Macdonald montra une lettre du sénateur Beurnonville, qui présentoit la nouvelle révolution comme irrésistible.

Enfin, après quelques heures de discussions et de débats, après s'être concerté en particulier avec Bassano et Bertrand, ses confidens intimes, l'empereur déchu, parut se résigner à son sort. Il consentit à déposer le pouvoir, et souscrivit un acte d'abdication en faveur de son fils, comme s'il avoit pu léguer ce qu'il ne possédoit plus. Les maréchaux Ney et Macdonald se chargèrent de stipuler pour sa sûreté et pour ses intérêts personnels, conjointement avec le grand-écuyer Caulaincourt, et de porter à Paris la proposition que faisoit Buona-

parte, de se soumettre à la décision du sénat et du peuple français, moyennant que le trône passeroit à son fils; tous trois, enfin, vouloient négocier franchement, auprès de l'empereur de Russie, en faveur de la dynastie de Napoléon.

La régence de l'impératrice Marie-Louise sembloit une condition nécessaire à la plupart des officiers généraux; n'écoutant que leurs habitudes belliqueuses, et regrettant surtout la perspective des avancemens rapides, ils croyoient devoir préférer la régence à tout autre parti.

Mais rien désormais ne pouvoit plus arrêter l'entière démolition de l'édifice monstrueux élevé par le délire de l'ambition humaine.

Le même motif qui détachoit les maréchaux de la personne de Napoléon, depuis le décret de sa déchéance, avoit porté le duc de Raguse, resté à Essonne, à songer aussi aux moyens de délivrer la France de la croisade européenne armée contre elle; les maux de la patrie ne pouvoient avoir un terme que lorsque l'armée, redevenue nationale, n'appartiendroit plus à un seul homme. Toutefois des intérêts si divers animoient ses principaux chefs, qu'un accord unanime entre eux sembloit impossible. Les circonstances étoient

pressantes; on touchoit au 4 avril, et c'étoit au lendemain que Napoléon avoit fixé l'action désespérée qui devoit entraîner la destruction de la capitale et du dernier soldat. On ne pouvoit faire avorter ce projet insensé qu'en offrant aux différens corps d'armée la possibilité de se détacher de Napoléon. Ce fut dans cette vue que le duc de Raguse entama des pourparlers avec le prince de Schwartzenberg.

Il communiqua l'objet de sa négociation aux négociateurs de Buonaparte à leur passage à Essonne; et il protesta même que, puisqu'on étoit d'accord pour un changement que le salut de l'Etat commandoit, il agiroit de concert avec ses compagnons d'armes. Son union fut aussitôt réclamée, comme pouvant être d'un grand poids, et le duc de Raguse se joignit sans hésiter aux négociateurs, laissant son corps d'armée au plus ancien général de division, avec l'ordre formel de ne faire aucun mouvement jusqu'à son prochain retour. Mais, dans la nuit même, ce général, inquiet de voir aller et venir de Fontainebleau plusieurs officiers d'état-major, et se croyant menacé de dangers personnels, mit les troupes en mouvement. A quatre heures du

matin, le sixième corps tout entier, au nombre de douze mille hommes, passa avec armes, bagages et munitions, dans la ligne des alliés, pour aller prendre ses cantonnemens à Versailles. Le général Souham y commandoit, et venoit de traiter de sa soumission et de celle de ses troupes avec le gouvernement provisoire, qui lui offroit le caractère d'une autorité nationale.

Donnant aussitôt la plus grande publicité aux motifs de sa conduite, le duc de Raguse déclara que c'étoit au nom de la patrie et pour éviter la guerre civile, qu'il s'étoit rangé sous l'autorité du sénat et du peuple, qui l'avoient délié du serment de fidélité. Le même esprit qui animoit ses compagnons d'armes, l'avoit porté à stipuler, par une convention particulière, que si les événemens ultérieurs de la guerre livroient la personne de Napoléon aux alliés, sa vie et sa liberté, dans un lieu convenable, seroient garanties.

Napoléon fut frappé comme d'un nouveau coup de foudre en apprenant la défection du sixième corps de son armée. On crut, à Fontainebleau, que le duc de Raguse, après s'être fortement prononcé pour qu'on ne marchât point contre Paris, avoit saisi avec empresse-

ment l'occasion propice de se soustraire au ressentiment de Buonaparte qui, atterré par cet abandon, versa encore un torrent de larmes; mais, se reprochant bientôt sa foiblesse, et reprenant plus de fermeté, il parut se repentir de son abdication. A peine eut-il une connoissance officielle du décret qui contenoit le motif de sa déchéance, qu'il lança contre le sénat une espèce de manifeste qu'il intitula : *Ordre du jour*, parce qu'il l'adressoit à l'armée; il contenoit les passages suivans :

« L'empereur remercie l'armée pour l'at- » tachement qu'elle lui témoigne, et principa- » lement *parce qu'elle reconnoît que la France* » *est en lui*, et non dans le peuple de la » capitale.

» Le soldat suit la fortune et l'infortune de » son général, son honneur et sa religion.

» Le sénat s'est permis de disposer du gou- » vernement français : il a oublié qu'il doit » à l'empereur le pouvoir dont il abuse main- » tenant; que c'est lui qui a sauvé une partie » de ses membres de l'orage de la révolution, » tiré de l'obscurité et protégé l'autre contre » la haine de la nation.

» Le sénat se fonde sur les articles de la cons- » titution; il ne rougit pas de faire des re-

» proches à l'empereur, sans remarquer que, » comme le premier corps de l'Etat, il a pris » part à tous les événemens; il est allé si loin, » qu'il a osé accuser l'empereur d'avoir changé » des actes dans la publication (d'être faus-» saire). Le monde entier sait qu'il n'avoit pas » besoin de tels artifices; *un signe de sa part* » *étoit un ordre pour le sénat, qui toujours* » *faisoit plus qu'on ne lui demandoit.* »

Le soir même, Napoléon réunit autour de lui la plupart de ses officiers-généraux, pour s'assurer de leurs dispositions dans le cas où l'abdication en faveur de son fils seroit rejetée. Ils se rassemblèrent au nombre de plus de quarante, faisant luire encore autour de leur ancien chef un rayon d'espérance. Napoléon sembloit moins redouter l'abandon de la fortune que la perte de la vie; c'est du moins ce qu'on peut inférer des paroles suivantes, qu'il adressa à ses généraux: « Quand on a eu vingt » ans de gloire, et qu'on a fait trembler l'uni-» vers, on ne doit guère s'attendre à avoir » long-temps à vivre. »

L'esprit d'incertitude qui le portoit tantôt à négocier, et tantôt à essayer de reprendre les armes, se manifesta surtout dans la journée du 5 avril. Toute entreprise sur Paris devenant

impraticable ; il arrêta ce même jour un plan qui consistoit à se diriger, avec les vingt-cinq mille hommes qui lui restoient, tant de sa garde que de la ligne, vers les Alpes, pour se joindre au prince Eugène Beauharnais. « Si » je veux, et si j'arrive, disoit-il, je suis sûr » d'être reconnu par toute l'Italie. » Informés de ce nouveau projet, plusieurs généraux insistèrent auprès du secrétaire d'Etat Bassano, presque toujours seul avec Napoléon, pour qu'il persuadât à son maître de ne pas se montrer aux soldats; mais, en dépit des représentations, il parut à la parade, s'obstinant même à passer en revue le corps du maréchal Oudinot : son visage étoit pâle, altéré, et les mouvemens convulsifs, qu'il ne pouvoit plus maîtriser, attestoient les souffrances de son âme. Il se hâta de passer la revue, et put juger, par le morne silence des soldats, combien ils étoient peu disposés à faire de nouveaux sacrifices pour relever son pouvoir.

Il remonte aussitôt au palais, fait appeler le maréchal Oudinot, et lui demande si les troupes le suivront? — « Non, sire, répond » le maréchal; vous avez abdiqué. — Il est » vrai, mais c'est à certaines conditions. — » Les soldats, reprend le maréchal, ne con-

» noissent pas ces nuances ; ils croient que vous » ne pouvez plus les commander. — Tout est » donc dit de ce côté, ajoute Napoléon ; attendons les nouvelles de Paris. »

Toute la journée du 5 avril se passa dans une agitation cruelle. On désiroit impatiemment l'arrivée des maréchaux Ney et Macdonald, qu'on regardoit comme les représentans de l'armée. Tout faisoit craindre que Napoléon, après s'être repenti de sa première résolution, n'entraînât ses vieilles troupes dans quelque entreprise désespérée et furieuse. A la vérité la défection du sixième corps ayant comme ébranlé l'armée entière, la plupart des régimens furent bientôt dans un état de désorganisation complète ; et, dans la nuit même du 5 au 6, des corps entiers quittèrent leurs positions ; plus de huit mille soldats s'éparpillèrent, les uns vers Paris, et le plus grand nombre sur les routes d'Orléans et de la Loire, favorisés par les paysans dans les campagnes, qui, en leur montrant les chemins détournés, leur disoient : « Vous êtes sauvés » maintenant. »

Toutefois, le mouvement de la restauration étoit encore borné à l'enceinte de Paris ; le reste de la France, surtout la Normandie et

les provinces arrosées par la Loire, étoient plongées dans la plus triste anxiété. Depuis Orléans jusqu'à Nantes, toutes les villes se croyoient à la veille d'être en même temps le théâtre de la guerre civile et étrangère. Des troupes, des bagages et de l'artillerie, encombroient Orléans, dont le pont sur la Loire étoit miné.

En quittant Paris, l'impératrice et le roi de Rome avoient pris la route de Tours, par Rambouillet et Chartres. Déjà les ministres et les principaux dignitaires étoient arrivés dans la capitale de la Touraine désignée d'abord pour être la résidence de Marie-Louise. Cette princesse alloit s'y rendre, lorsque, le 1er avril, on lui apporta à Vendôme des dépêches de Napoléon, qui fixoient à Blois le siége de la régence. Blois avoit reçu aussitôt des ordres pour préparer les logemens nécessaires à la cour, aux ministres, à la mère et aux trois frères de Napoléon; et enfin, à dix-huit cents hommes de troupes. Le jour même, parurent dans cette ville, les premiers détachemens de cavalerie, suivis de beaucoup de bagages et de quinze fourgons qui contenoient le trésor. Les courriers se succédoient d'heure en heure. Avant la chute du jour, on vit arriver l'impé-

ratrice et le roi de Rome, qui firent leur entrée au milieu d'une foule immense et d'un silence qui ne fut jamais interrompu. L'expression de la tristesse étoit peinte sur le visage de Marie-Louise. Les ministres, à Tours, se hâtèrent de revenir à Blois; et là, il y eut de fréquens conseils, mais sans aucun résultat apparent. On savoit, d'une manière vague, dans toutes les villes des bords de la Loire, que Paris étoit au pouvoir des alliés; mais aucun détail n'avoit percé encore, toutes les communications étant interceptées ou interrompues par l'ordre exprès des ministres et des dignitaires composant le conseil de régence: ils étoient secondés, dans l'exécution de leurs mesures anti-nationales, par des préfets et par des fonctionnaires dévoués à la tyrannie expirante.

Ainsi, tandis que les premiers pas de la restauration étoient marqués par des actes pacifiques et tutélaires, une sorte de conspiration tramée par trois ou quatre ministres, secondés par quelques préfets, comprimoit partout l'élan national qui se trouvoit relégué dans l'enceinte de Paris et de Bordeaux. On retenoit le reste de la France dans l'ignorance complète de ce qui se passoit à l'armée et dans

la capitale, d'où il n'arrivoit plus ni lettres, ni journaux, ni voyageurs.

Paris jouissoit de la plus parfaite tranquillité, tandis que les bulletins mensongers, publiés pour égarer l'opinion publique, représentoient cette ville en proie à la destruction et au pillage. On ne doutoit pas, à Mantes, que la capitale ne fût à feu et à sang. Le bulletin de Rouen assuroit que Napoléon, après avoir remporté une grande victoire et fait six mille prisonniers, étoit rentré dans Paris, qu'il avoit livré au pillage.

Plusieurs préfectures, notamment celle de Maine et Loire, cédant à l'impulsion des ministres de Buonaparte, et animées du même esprit, faisoient circuler officiellement la note suivante :

« L'empereur, ayant porté son quartier-
» général à Troyes, le 29, s'est dirigé, à
» marches forcées, par Sens, sur la capitale,
» qu'il savoit sérieusement menacée. S. M. étoit
» le 31 mars à Fontainebleau; mais elle y a
» appris que l'ennemi, arrivé vingt-quatre
» heures avant l'armée française, avoit occupé
» Paris, après avoir éprouvé une forte résis-
» tance qui lui avoit coûté beaucoup de monde.

» Les corps d'armée de Leurs Excellences

» les maréchaux duc de Trévise et de Raguse, » et celui du général Compans, après avoir » couru à la défense de Paris, se sont repliés » entre Paris et Essonne, où l'empereur a » pris position avec toute l'armée qui arrive » de Troyes.

» L'occupation de la capitale par l'ennemi » est un malheur qui afflige profondément le » cœur de S. M., mais sur lequel on n'aura » pas long-temps à gémir. L'ennemi ne sauroit » garder une ville aussi populeuse, où sa posi- » tion seroit trop critique : la présence de » l'empereur avec son armée, aux portes de » la capitale, l'obligera bientôt de l'évacuer. » Il n'en pourra détacher au plus que quelques » troupes légères pour inquiéter les départe- » mens voisins.

» L'empereur se porte bien, et veille pour » le salut de tous.

» S. M. l'impératrice et le roi de Rome sont » en sûreté.

» Les rois, frères de l'empereur, les grands » dignitaires, les ministres, le sénat et le con- » seil d'Etat se sont portés sur les rives de la » Loire, où le centre du gouvernement s'éta- » blit provisoirement.

» Ainsi, l'action du gouvernement ne sera

» point paralysée : les bons citoyens, les vrais » Français, peuvent être affligés de l'occupation de la capitale; mais ils ne doivent » pas en concevoir de trop vives alarmes : qu'ils » se reposent sur l'activité de l'empereur et sur » son génie, du soin de notre délivrance.

» Malgré les succès que l'armée coalisée » vient d'obtenir, et dont elle ne s'enorgueillira pas long-temps, le théâtre de la » guerre est encore loin de vous. Si quelques » coureurs, attirés par l'espoir du pillage, » osoient se répandre dans vos campagnes, ils » vous trouveroient armés pour défendre vos » femmes, vos enfans, vos propriétés. »

Ainsi, le même système d'imposture, qui avoit servi à désoler la France, sur le penchant de sa ruine, étoit encore pratiqué avec audace par les principaux salariés du gouvernement. Mais la politique adroite et profonde, qui avoit inspiré au prince de Talleyrand d'amener le sénat à prononcer la déchéance de Napoléon, frappoit déjà de stupeur ses adhérens, et paralysoit tous les ressorts de l'autorité administrative qu'ils auroient exercée encore en sa faveur dans les provinces non envahies. Cette seule conception d'un homme d'Etat alloit faire écrouler tout l'édifice impé-

rial, et forcer Napoléon à renoncer pour lui et ses héritiers au pouvoir suprême.

Décidés néanmoins à élever gouvernement contre gouvernement, ses frères et ses ministres venoient de se réunir à Blois, devenu le siége de la régence; ils y avoient établi les bureaux de la guerre, et quatre cents commis travailloient nuit et jour au recrutement de l'armée. Les communications étant libres encore avec plusieurs divisions militaires, on alloit tenter d'arracher de nouvelles levées à ces malheureux pays, en attendant qu'ils devinssent le théâtre de la guerre civile.

Pour préparer l'exécution de ces projets sinistres, la régence éphémère de Blois répandit avec profusion, dans une moitié de la France, la proclamation suivante, datée du 3 avril, et signée Marie-Louise :

« Français, les événemens de la guerre ont » mis la capitale au pouvoir de l'étranger.

» L'empereur, accouru pour la défendre, » est à la tête de ses armées si souvent victo- » rieuses.

» Elles sont en présence de l'ennemi sous » les murs de Paris.

» C'est de la résidence que j'ai choisie, et

» des ministres de l'empereur qu'émaneront
» les seuls ordres que vous puissiez recon-
» noître.

» Toute ville au pouvoir de l'ennemi cesse
» d'être libre; toute direction qui en émane
» est le langage de l'étranger, ou celui qu'il
» convient à ses vues hostiles de propager.

» Vous serez fidèles à vos sermens : vous
» écouterez la voix d'une princesse qui fut re-
» mise à votre foi, qui fait sa gloire d'être Fran-
» çaise, d'être associée aux destinées du souve-
» rain que vous vous êtes librement choisi.

» Mon fils étoit moins sûr de vos cœurs au
» temps de vos prospérités.

» Ses droits et sa personne sont sous votre
» sauve-garde.

» *Contresignée Montalivet, faisant fonction*
» *de secrétaire de la régence.* »

Ainsi, ce n'étoit pas de l'armée que partoit le signal des discordes civiles, mais de quelques ministres d'un gouvernement déchu qui s'obstinoient à sacrifier la patrie pour conserver leurs richesses et leurs dignités.

Ce fut au milieu de ces tristes présages que les négociateurs de Fontainebleau chargés de pleins pouvoirs pour défendre les intérêts de

Napoléon, en faisant prévaloir la régence, arrivèrent, dans la nuit du 4 au 5 avril, devant l'empereur Alexandre.

Rien n'étoit encore décidé en faveur des peuples, du besoin de la patrie et de la sûreté future de l'Europe, quand s'ouvrit cette grande négociation. Le vœu des royalistes étoit considéré par les partisans de la régence comme l'expression d'un sentiment isolé et illégal, comme une acclamation tumultuaire, en opposition aux intérêts de l'armée et des corps de l'Etat. En effet, le sénat gardoit encore le silence à l'égard des Bourbons, et la majorité de l'armée inclinoit pour Marie-Louise et le roi de Rome.

On étoit dans ces dispositions lorsque le gouvernement provisoire eut à lutter contre les ambassadeurs de Buonaparte, qui venoient réclamer la régence. L'Autriche la désiroit alors, et l'empereur Alexandre lui-même n'étoit pas éloigné d'y adhérer.

Donnons le récit exact de cette fameuse nuit politiquement orageuse.

Le 5 avril, à onze heures du soir, le czar, qui venoit de recevoir un courrier du prince de Schwartzenberg, fit prévenir le gouvernement provisoire de ne pas se séparer, attendu

que, dans la nuit même, il recevroit les négociateurs de Buonaparte. A deux heures du matin, ils sont introduits chez le czar, et y restent jusqu'à cinq heures, discutant et faisant valoir les droits de la dynastie de Napoléon. Mais la négociation n'étoit appuyée que sur un principe faux et destructeur. En effet, Napoléon pouvoit-il réclamer pour sa dynastie?

Ce n'étoit que la plus basse adulation qui avoit substitué le nom de dynastie à celui de famille, pour désigner l'exécrable race qui avoit prétendu s'asseoir sur le trône de Clovis. Il n'y a de dynastie que lorsque la famille qui règne compte une longue suite de générations. Or, Napoléon n'avoit pas même posé les fondemens d'une domination régulière. Jamais il n'eut pour lui les suffrages de la nation; jamais il ne fut l'objet de son choix volontaire. Comme consul, il usurpa l'autorité suprême; et les élections subséquentes qui lui confirmèrent le pouvoir pendant sa vie, et ensuite comme empereur, n'ont été, selon l'expression du noble écrivain, souvent cité dans cette histoire (1), que des fourberies exécutées sous l'influence des baïonnettes. Acquiescer n'est pas choisir; le contrat qu'il avoit juré, il l'avoit rompu.

(1) Le vicomte de Chateaubriand.

En admettant même la domination révolutionnaire à laquelle il étoit redevable du trône, il avoit évidemment encouru la déchéance par le plus horrible abus du pouvoir; ce pouvoir n'étoit fondé que sur l'épée : un grand revers, en l'abattant, avoit délié les peuples qui ne lui étoient attachés que par la force. Napoléon n'avoit aucun autre titre à l'autorité suprême; or, il n'y avoit et ne pouvoit y avoir de dynastie dans sa race. Sans doute la propriété du trône doit être respectée comme celle de la charrue, mais c'est quand les rois apportent en naissant le droit d'hérédité à la couronne, transmis par leurs ancêtres; c'est le temps seul qui consolide les droits du sceptre : telle est la différence qui existe entre une race de souverains légitimes et la famille du dominateur éphémère d'un Etat. Où est l'héritage, quand le père l'a dissipé? Le fils de l'empereur Napoléon ne pouvoit plus avoir de droits qu'à la succession de Buonaparte, qui venoit de retomber dans la classe ordinaire des hommes. Dès ce moment, les Français étoient rentrés dans leurs droits naturels, et ils jouissoient de l'entière et pleine faculté de rétablir sur le trône leur monarque légitime, les princes de l'antique dynastie royale, l'auguste famille des

Bourbons, enfin, « qui, pendant huit cents » ans, gouverna la France avec gloire, tou» jours avec bonté, qui, dans une longue suc» cession de souverains, ne compte qu'un » tyran, qui fit asseoir la fidélité et l'honneur » sur le trône de France, et dont le sang » noble et doux ne se reposoit de produire » des héros que pour faire des rois honnêtes » hommes (1). »

Ce fut sur des principes diamétralement opposés que s'appuyèrent les négociateurs de Buonaparte, s'efforçant de convertir l'usurpation en droit, s'étayant de l'intérêt d'un parti et de la volonté de la force armée. La cause de Napoléon devenoit celle de ses adhérens, qui prétendoient conserver non-seulement les honneurs et les richesses, mais encore rester en possession de toutes les branches du pouvoir. L'armée, de son côté, en s'arrogeant, pour ainsi dire, le droit d'élection, devenoit l'arbitre de l'Etat, et ménageoit à Napoléon le retour à la souveraine puissance ; car, qui auroit pu soutenir les restes de cet édifice militaire, si ce n'étoit son fondateur? En un mot, admettre la régence,

(1) *De Buonaparte et des Bourbons*, etc.

c'eût été maintenir en d'autres termes le gouvernement de Napoléon, et tenir toujours ouvertes les sources de la guerre. Toutefois comment se résoudre à rétablir les Bourbons, que l'armée entière sembloit repousser? Les ambassadeurs de Buonaparte n'avoient rien négligé pour faire prévaloir la régence, et l'empereur Alexandre paroissoit ébranlé.

Aux négociateurs de Fontainebleau succédèrent, dans l'appartement du czar, les membres du gouvernement provisoire. On établit toutes les demandes qui venoient d'être énoncées par les envoyés de Buonaparte, et le gouvernement provisoire les discuta: tous ses efforts portèrent sur un seul objet, celui de détourner le projet de la régence. Les plus hautes considérations politiques furent débattues dans cette conférence célèbre. Le gouvernement provisoire avoit déjà sondé toute l'étendue du danger, n'ignorant pas que le prince de Schwartzenberg s'étoit refusé à marcher sur Fontainebleau, pour y disperser les nobles débris de l'armée de Buonaparte et se rendre maître en même temps de sa personne. Ils avoient donc le sentiment que l'Autriche inclinoit pour la régence, et en fomenteroit l'existence. Or, il y alloit, pour ainsi dire, de

leur tête. Animés par de si puissans motifs et par leur amour pour la cause du roi, ils se surpassèrent dans une si grave conjoncture. Il est aujourd'hui universellement connu que le prince de Talleyrand prononça à cette occasion un discours plein d'intérêt et de vigueur, trop récent pour que l'histoire ait pu s'en emparer, mais qui sera un jour un des plus honorables monumens de notre restauration.

Ce n'étoit pas seulement par des motifs politiques que ce prince, homme d'Etat, s'étoit constitué le défenseur de la cause sacrée des descendans de saint Louis; depuis longtemps il s'étoit dévoué aux intérêts de cette auguste Famille, ayant reconnu, le premier, MONSIEUR, comte d'Artois, comme lieutenant-général du royaume. Le gouvernement provisoire fut puissamment secondé par le général comte Dessole, appelé au commandement de la garde nationale parisienne, et qui montra, dans cette conférence nocturne, les plus louables intentions, en repoussant avec beaucoup d'énergie la proposition de la régence. Ceux qui la réclamoient alléguoient surtout le vœu de l'armée et l'intérêt des généraux. Mais à quel titre la force armée, dans le système des monarchies modernes, s'arrogeroit-

elle le droit de délibérer sur le sort des empires, et d'intervenir dans la succession des couronnes? La force armée ne délibère point, elle obéit aux lois. Les généraux eux-mêmes ne venoient-ils pas de baisser leurs épées devant la volonté nationale, donnant ainsi le plus bel exemple d'abnégation et de patriotisme? Un conseil de régence d'ailleurs n'eût été qu'un nouveau comité de salut public, un gouvernement révolutionnaire, ou enfin une stratocratie (1). Livrer la France aux passions des soldats, c'eût été la ramener aux élections tumultuaires et vénales du Bas-Empire; c'eût été la vouer à la tyrannie militaire, de tous les gouvernemens le plus épouvantable.

Ces grands intérêts furent discutés jusqu'à sept heures du matin. On se sépara; et rien n'étoit encore décidé. L'empereur Alexandre convoqua, pour deux heures après midi, les négociateurs de Buonaparte et le gouvernement provisoire, manifestant l'intention de consulter le roi de Prusse avant d'annoncer le parti auquel s'arrêteroient les alliés. Ainsi, le sentiment de Frédéric-Guillaume alloit être d'un grand poids dans cette détermination

(1) Le gouvernement des généraux.

politique. Un membre du gouvernement provisoire, le général comte Beurnonville, qui, pendant son ambassade à Berlin, avoit eu avec ce monarque des relations honorables, prit aussitôt la résolution de se rendre lui-même chez le roi avant que le czar pût y arriver. Il s'y présente, et fait sentir au roi tous les inconvéniens de la régence, la facilité qu'auroit Buonaparte de reprendre les rênes du gouvernement, et combien il importoit d'élever à jamais entre lui et Berlin une barrière insurmontable, afin de soustraire la Prusse à sa vengeance. Le roi, aisément convaincu, décida sans peine l'empereur de Russie à éloigner toute idée de régence, et, à deux heures, le czar en fit lui-même la déclaration aux ambassadeurs de Buonaparte, et au gouvernement provisoire (1).

Voilà comment furent écartées les prétentions de Napoléon et de sa famille; voilà

(1) Un compatriote de Buonaparte, le général Pozzo di Borgo, aujourd'hui ambassadeur de Russie auprès de Louis XVIII, est regardé aussi comme un des hommes d'Etat qui ont le plus contribué, par la fermeté de leurs conseils, à faire prévaloir le rétablissement de la monarchie, et à faire triompher la cause des rois.

comment fut rejetée son abdication conditionnelle en faveur de son fils.

Ainsi, malgré la formation d'un gouvernement provisoire, malgré le décret de déchéance, malgré le vœu de Bordeaux et de Paris, la régence pouvoit encore prévaloir sept jours après l'entrée des alliés dans la capitale, le sort de la monarchie n'ayant été décidé qu'à deux heures après midi, le 6 avril. Les alliés ne vouloient d'abord que renverser Buonaparte: tel étoit l'unique but qu'ils se proposoient, et le régime futur de la France n'étoit qu'une arrière-pensée soumise aux événemens. Les efforts du gouvernement provisoire, son inébranlable fermeté, l'allégresse que tout Paris avoit fait éclater à l'entrée des monarques alliés, et dans laquelle étoient venus se confondre les vœux exprimés par les royalistes, telles furent les causes de la grande et importante décision du 6 avril.

Toutefois ce seroit une véritable présomption que d'attribuer l'heureux résultat qui répandit la joie dans toute l'Europe, à aucun homme, ni à aucune classe d'hommes. Cette cause sacrée a triomphé, parce qu'elle étoit conforme aux principes immuables de la justice et de la vérité. Les grands événemens de

1814 auroient été incomplets, s'ils ne s'étoient pas terminés par le rétablissement de l'ancienne famille des Bourbons. En remontant sur le trône, les descendans de saint Louis détruisoient en France l'esprit de conquête et de spoliation, reste du génie révolutionnaire qui avoit enflammé Buonaparte ; ils assuroient à la France les plus grands bienfaits, en lui rendant un caractère social, et en la replaçant dans le sein des nations.

Les maréchaux Ney et Macdonald, et le grand-écuyer Caulaincourt, reprirent la route de Fontainebleau où ils arrivèrent le 6 avril, à onze heures du soir. On comprit, à la seule pantomime du négociateur diplomate, qu'il n'y avoit plus rien à espérer. Le maréchal Ney entra le premier dans les appartemens du palais. — « Avez-vous réussi? dit Napoléon » en l'apercevant. — En partie, sire, mais » non pour la régence : il étoit trop tard. Les » révolutions ne reculent jamais ; celle-ci a » pris son cours, et le sénat reconnoîtra de- » main les Bourbons. » On s'attendoit que Napoléon romproit à l'instant les négociations pour tenter de nouveau la fortune ; ses principaux officiers le croyoient. Quelle fut leur surprise quand ils lui entendirent proférer ces

paroles ! « Où pourrai-je vivre avec ma fa-
» mille? — Où voudra votre majesté, répon-
» dit le maréchal Ney, et, par exemple, l'île
» d'Elbe, avec six millions. — Six millions,
» c'est beaucoup, puisque je ne suis plus
» qu'un soldat; » puis ces paroles lui échap-
pèrent : « En effet, un enfant de trois ans et
» une étrangère ne peuvent gouverner la
» France. Je vois bien qu'il faut se résigner;
» je dis donc adieu à tous mes compagnons
» d'armes. » Il choisit l'île d'Elbe pour sa
retraite, mais après avoir hésité, paroissant
d'abord choqué du voisinage de la Corse.

L'inconcevable facilité avec laquelle le plus orgueilleux des hommes, après avoir reçu l'arrêt de sa déchéance, accueilloit celui de son exil, excita l'étonnement des généraux et du petit nombre des personnes initiées dans les mystères d'une si étrange négociation. L'amour de la vie et l'espoir de régner encore pouvoient seuls expliquer le honteux dénoûment de ce grand drame dont le héros avoit aspiré ouvertement à la monarchie universelle : « Homme toujours
» extraordinaire, disoient encore ses admi-
» rateurs, il lui faut le Monde, ou un dé-
» sert. »

L'armée inquiète, effrayée sur son sort;

auroit suivi Buonaparte au-delà de la Loire. Là, changeant le théâtre de la guerre, il eût pu rallier autour de sa personne l'armée d'Italie, celle du Midi, et tout ce qu'il avoit enfermé inutilement dans des places fortes; là, enfin, il eût pu relever sa fortune, ou au moins succomber avec gloire.

Mais cet homme, après avoir affecté un désintéressement hypocrite, marchanda minutieusement sa vie et quelques millions; en un mot, il consentit à l'abdication entière et sans restriction, moyennant qu'un traité en règle, garanti par les hautes puissances alliées, lui assureroit à lui et à sa famille une retraite à l'île d'Elbe, et les six millions déjà promis.

En conséquence il rédigea son abdication dans les termes suivans :

« Les puissances alliées ayant proclamé que » l'empereur Napoléon étoit le seul obstacle » au rétablissement de la paix de l'Europe, » l'empereur Napoléon, fidèle à son serment, » déclare qu'il renonce pour lui et ses héritiers » aux trônes de France et d'Italie, et qu'il » n'est aucun sacrifice personnel, même celui » de la vie, qu'il ne soit prêt à faire pour » l'intérêt de la France. »

Tel fut donc le premier dénoument du drame

le plus mémorable que présente l'histoire du Monde. Mais cet acte de sa vie politique, Napoléon le signala par la même hypocrisie dont il s'étoit paré si souvent. Déposé par son propre sénat, devenu l'objet de l'exécration universelle, abandonné même de ses soldats qui désertoient par milliers, cerné par des forces imposantes qui s'approchoient pour l'accabler, s'il s'obstinoit à refuser le généreux pardon qui lui étoit offert, que fait-il? Toujours charlatan et fourbe, il donne comme un sacrifice volontaire sa soumission forcée; il affecte d'être entraîné par un sentiment d'esprit public, ou par un respect religieux pour le serment; en un mot il se cache encore sous le voile du mensonge, de l'honneur et de la vertu.

On auroit pu se passer de son insolente abdication : il avoit cessé de régner. Son armée se désorganisoit par les adhésions; tous les corps se décomposoient. Le respect qu'il avoit inspiré s'affoiblissoit par degrés; on s'en alloit sans prendre congé de lui. Les officiers généraux s'entretenoient à voix basse en sa présence. Un jour, à leur grand étonnement, ils se surprennent à blâmer Napoléon qui les laissoit debout pendant trois heures, tandis qu'il déclamoit avec

amertume contre ses propres officiers. Mais alors aussi se développoit le système perfide qu'avoient préparé ses lâches flatteurs pour ménager sa vanité; alors il imputoit déjà lui-même son infortune à la trahison, affectant de voir des traîtres dans quelques-uns de ses maréchaux et de ses principaux officiers, auxquels il adressa des reproches directs et piquans; alors, en un mot, il ne vit plus, dans la plupart de ses soldats, que des déserteurs : « Est-il possible, dit-il, que » des troupes jusqu'à présent si fidèles, et que » j'ai menées pendant vingt ans à la victoire, » abandonnent leur vieux général ? »

Le lendemain de son abdication, Napoléon, encore indécis, hésita d'en remettre l'acte authentique, tel qu'il l'avoit arrêté; mais, instruit que la plupart de ses généraux étoient prêts à obéir à l'appel du gouvernement provisoire, se voyant d'ailleurs isolé et sans protection dans un pays où, peu de jours auparavant, il disposoit à son gré de la vie de tous ses habitans, il prit l'engagement formel de ratifier son abdication au moment de l'échange du traité qu'il venoit de solliciter de la générosité des hautes puissances.

Ce fut alors que le maréchal Ney, se croyant

libre de donner son adhésion aux nouvelles lois qui alloient régir la France, déclara, dans une lettre rendue publique, et adressée au gouvernement provisoire, *que, pour éviter à la mère-patrie les maux d'une guerre civile, il ne restoit plus aux Français qu'à embrasser entièrement la cause de leurs anciens rois.* Pendant ces négociations une trève s'étoit établie entre l'armée française qui suivoit Napoléon, et l'armée des coalisés.

Cependant il parut plusieurs fois se repentir du parti qu'il avoit pris; mais, plus défiant que jamais, il n'osa s'arrêter à aucune résolution grande et vigoureuse. Il trembloit que toute la vérité ne vînt à se faire jour : aussi prenoit-il toutes les précautions imaginables pour que rien ne transpirât dans son armée.

Les grands événemens de Paris étoient à peine connus à Fontainebleau; il n'y circuloit que des bruits vagues et confus. Tous les esprits y étoient dans l'agitation; les soldats des avant-postes désertoient aussitôt qu'ils étoient instruits de la déchéance. Les officiers passoient leur temps à jouer pour s'étourdir, et s'attendoient à tous momens à la défection totale des débris de cette armée, contre laquelle les alliés ne vouloient point employer la force. Napo-

léon se tenoit dans un appartement écarté du palais, et se communiquoit peu. Deux ou trois affidés, tels que le duc de Bassano et le général Bertrand, l'approchoient de plus près, et sembloient avoir toute sa confiance. S'il passoit des revues, c'étoit au galop, sans s'arrêter dans les rangs, cherchant à cacher aux yeux du soldat son abattement et l'altération de ses traits, distribuant avec profusion des décorations et des grades.

Ayant reçu, le 7 avril, des nouvelles de Marie-Louise, il fit aussitôt répandre le bruit que l'empereur d'Autriche alloit lui confier une armée de cent mille hommes pour soutenir ses droits. Sans inspirer une grande confiance, ces nouvelles ranimèrent un peu les esprits des uns, tandis qu'elles causèrent à d'autres de vives inquiétudes, car chacun avoit montré ses opinions à découvert. Le même jour l'armée reçut l'ordre de se tenir prête à marcher sur Orléans, et Napoléon parut décidé à regarder comme non avenus tous les arrangemens auxquels il avoit accédé. On le crut dans la ferme intention de se retirer au-delà de la Loire avec ceux qui voudroient le suivre; mais le soir même les troupes reçurent contre-ordre, et il ne fut plus question de dé-

part ni d'aucune tentative. Ces hésitations, ces incertitudes ne faisoient que prolonger les maux de la France.

Tandis que Paris célébroit le retour de la paix par tous les témoignages de la reconnoissance et de l'allégresse publique, les villes de Sens, de Tonnerre et de Pithiviers, étoient encore en proie à toutes les horreurs de la guerre.

Le 5 avril, les ennemis étoient entrés à Pithiviers de vive force : en vain cent chasseurs avoient opposé une résistance trop honorable à deux mille hommes; en expiation de la mort d'un parlementaire, tué par un employé des Droits-Réunis, la ville venoit d'être livrée au pillage.

Le lendemain on avoit appris à Sens une partie des heureux événemens qui venoient d'affranchir Paris; mais les nouvelles ne circuloient que sourdement : personne n'osoit manifester sa joie, la ville étant encore sous l'autorité militaire. Le même jour, quinze cents Autrichiens se présentent devant ses murs avec trente pièces de canon et plusieurs obusiers. Un parlementaire vient proposer à la ville de se rendre; mais une fatale étoile y conduit dans ce moment même le général Alix : alors l'effroi est

général; le parlementaire se retire après avoir reçu la réponse que la ville seroit défendue jusqu'à la dernière extrémité. Le feu commence aussitôt; il étoit impossible de soutenir un siége, la garnison étant à peine de trois cents hommes. Résolu d'épargner le sang, le général autrichien envoie un second parlementaire; mais l'inexorable Alix répond de nouveau qu'il s'ensevelira sous les ruines de la ville, que telle est l'intention des habitans. Il connoissoit comme eux les événemens de Paris, mais il les avoit fait démentir par des proclamations pleines d'impostures, et il menaçoit de punir ceux qui répandroient des nouvelles contraires. Tout étoit disposé pour monter à l'assaut, lorsqu'une dame de la ville, voulant se dévouer pour le salut commun, se fait descendre sans être aperçue, par-dessus les murs, et se rend au camp des alliés; là, elle annonce que ses compatriotes n'ont aucune part à la barbare résolution du général Alix. Les généraux ennemis font cesser à l'instant même le feu, et s'assurent bientôt de la vérité en voyant les hauteurs voisines se couvrir de la population tout entière qui se réfugioit dans les campagnes. Indigné de l'imposture du général Alix, le commandant autrichien le fait som-

mer de nouveau, et lui déclare que sur son refus il passera toute la garnison au fil de l'epée, en commençant par lui Alix. Cette menace, appuyée par des préparatifs formidables, intimide le général, et il capitule enfin; mais déjà plusieurs maisons et quelques édifices étoient la proie des flammes; et Alix, en partant, laissoit un nom à jamais exécré dans une malheureuse ville qu'il avoit exposée trois fois à l'incendie, à la destruction et au pillage.

On l'accuse d'avoir excité sans cesse les habitans des bourgs et des campagnes à l'insurrection, en leur persuadant qu'il les soutiendroit, tandis qu'il les abandonnoit à la colère de l'ennemi. Après avoir évacué Sens, il se porta jusqu'à Montbard avec son corps de partisans; il rétrograda ensuite vers Auxerre devant la division du prince de Lichtenstein, que les alliés détachoient dans cette direction, pour châtier la ville de Tonnerre où des partisans formés par Alix et quelques habitans armés, venoient de tuer des soldats faisant partie d'une patrouille autrichienne. Découvrant le cadavre d'un soldat mutilé inhumainement, les ennemis ne respirent plus que vengeance. Ils font précéder leur entrée à Tonnerre de quelques volées de canon, et autorisent

le pillage de la ville. Une partie des habitans avoient fui à leur approche. Deux maisons du faubourg d'où étoient partis les coups de fusil sont livrées aux flammes, et l'ennemi prend aussitôt des otages qu'il dirige sur Dijon. Quelle destinée cruelle ! Des citoyens sont exposés aux fureurs des deux partis ! Ainsi, la ville de Tonnerre qui venoit de voir emprisonner son premier magistrat par ordre d'Alix, pour avoir obéi aux réquisitions de l'ennemi, étoit livrée à peu de jours de distance à une exécution militaire, pour avoir attaqué l'ennemi dans ses murs.

L'armistice vint mettre un terme à tant de maux. Ce fut le 7 avril que M. de Caulaincourt, et les maréchaux Ney et Macdonald conclurent, avec le généralissime prince de Schwartzenberg, une convention particulière pour la cessation des hostilités ; elle fut fondée sur la déclaration solennelle que les alliés avoient proclamée avant d'entrer dans Paris, et portant qu'ils ne traiteroient point avec Buonaparte comme chef du gouvernement français. La convention exprimoit la base de ces dispositions, la France étant considérée dès lors comme replacée sous un gouvernement dont les principes offroient les sûretés nécessaires pour le maintien de la paix.

Cet arrangement préliminaire déterminoit aussi avec précision les lignes de démarcation qui seroient observées entre les armées alliées et les armées françaises.

A partir de l'embouchure de la Seine, les alliés devoient occuper la rive droite de cette rivière, et de plus les limites méridionales des départemens de la Seine-inférieure, de l'Oise, de Seine et Oise, de Seine et Marne, de l'Yonne, de la Côte-d'Or, de Saône et Loire, du Rhône et de l'Isère, jusqu'au Mont-Cénis.

LIVRE XIX.

Causes du traité secret de Fontainebleau. — Objections du ministre d'Angleterre : il adhère au traité. — État de la guerre à cette époque. — Dissolution du gouvernement impérial et de la régence de Blois. — Acte constitutionnel décrété par le sénat. — L'opinion reprend son empire. — Entrée publique à Paris de Monsieur, comte d'Artois. — Les troupes se mutinent à Lille, à Thionville et à Metz. — Incendie des faubourgs de Soissons. — Les provinces de l'Est résistent à l'élan de la restauration — Dispositions de de l'armée du Midi.

Livrés à l'incertitude et à la plus vive anxiété, les restes de cette armée de braves qui s'étoient ralliés autour de Napoléon à Fontainebleau, attendoient avec impatience la conclusion du traité entre leur ancien chef et les puissances alliées. Le moindre retard inquiétoit tellement les officiers et les soldats sur leur sort, qu'un général plus téméraire, et qui n'eût

pas craint pour ses jours, eût profité habilement de la disposition des esprits pour allumer la guerre civile ; mais les délais tenoient à la nature même de la négociation. Quelle détermination pouvoit-on prendre à l'égard d'un homme tel que Napoléon, moins dangereux par lui-même que par la nature et le nombre de ses adhérens? C'est ici que la politique européenne alloit trouver un funeste écueil.

On proposa d'abord, dans les conférences, d'accorder à Napoléon un lieu de retraite, seul moyen d'éviter une guerre civile et de gagner les maréchaux qui se refuseroient probablement. à tout arrangement ultérieur si ce point important n'étoit pas réglé et convenu. Le duc de Raguse étoit alors le seul maréchal qui eût accédé franchement au nouvel ordre de choses. D'ailleurs on croyoit Napoléon encore à la tête de trente mille hommes dont il pouvoit compter, ayant en outre dans le midi, sous les ordres du maréchal Soult, une armée de cinquante mille hommes qui lui étoit également dévouée ; en Italie une autre armée tout aussi formidable et également en sa faveur ; de plus, toutes les places fortes en Hollande, en France, en Italie et sur le Rhin. Il étoit douteux qu'une lutte prolongée pût le faire tomber au pou-

voir des alliés. Il eût pu nourrir la guerre dans la partie méridionale, Bordeaux et Paris étant les seules villes qui se fussent déclarées contre sa domination. L'état hostile de la France méritoit une attention sérieuse.

Les excursions du général Maison dans la Belgique, à la fin de mars, avoient fait une diversion utile en faveur des places frontières, en réchauffant et en prolongeant la résistance dans le Nord. Le 15 mars, ce général avoit pénétré à Gand, et occupé un moment cette ville. Les Saxons, l'ayant attaqué dans sa retraite, n'avoient cependant pu l'entamer. Le 31 mars, il avoit détaché sur Courtray, une colonne qui fut repoussée, il est vrai, en voulant s'emparer de la ville. Le duc de Saxe-Weymar réclamoit en vain les secours de Bernadotte, arrivé sur les bords de la Meuse avec les Hanovriens et les Suédois; Bernadotte restoit stationnaire depuis plus de six semaines, ne voulant pas coopérer à l'invasion de l'ancienne France, ni au renversement total de Napoléon. Sur cette même frontière aucune place forte n'étoit disposée à ouvrir ses portes aux alliés. Maubeuge, à la fin de mars, avoit repoussé vigoureusement une tentative des Saxons. A l'est, Béfort

venoit de capituler il est vrai, et Huningue, assiégé dans les formes, étoit à la veille de succomber; mais aucune autre forteresse ne se trouvoit réduite aux dernières extrémités, la plupart n'étant qu'observées ou bloquées imparfaitement. Besançon, plusieurs fois serré de près, avoit vu les attaques des Autrichiens se convertir en blocus insignifiant. Anvers défioit une armée entière; Bayonne soutenoit un siége glorieux. Les clés de l'Italie étoient toujours au pouvoir de l'armée du prince Eugène Beauharnais, qui se maintenoit avec intrépidité dans ses lignes de l'Adige, du Mincio et du Pô. Mais le sang humain y étoit répandu inutilement, car les destinées de la France ne pouvoient plus se décider en Italie; c'étoit au contraire le sort de l'Italie qui alloit se décider en France. Quant aux provinces méridionales, le Languedoc, par exemple, étoit défendu avec opiniâtreté par le maréchal Soult, tandis que le maréchal Suchet se mettoit en marche, de la Catalogne, pour voler au secours de la patrie.

Ainsi, Napoléon n'étoit rien moins que dépourvu des moyens de prolonger la guerre. Tel étoit le sentiment de l'empereur de Russie. Selon ce monarque, il étoit à craindre que

d'autres corps ne se joignissent aux débris de l'armée de Fontainebleau. On n'étoit pas assuré non plus des dispositions du sixième corps, qu'avoit paralysé le duc de Raguse. Toutes ces considérations firent prévaloir le projet de traité qui garantissoit à Buonaparte sa sûreté et une retraite honorable. L'empereur de Russie ne le regarda point comme un acte de pure générosité, mais comme une mesure politique. Le gouvernement provisoire l'approuva également, dans la persuasion qu'il seroit difficile d'en régler un plus conforme aux intérêts de la France et de l'Europe. On alloit le signer, quand lord Castlereagh arriva dans la capitale. Ce ministre éleva d'abord quelques objections, et parla du danger de laisser un homme tel que Buonaparte dans le voisinage de son ancien empire et si près de l'Italie, qui nourrissoit des sentimens en sa faveur; mais, considérant ensuite combien il seroit difficile de lui trouver un asile qui ne fût pas également dangereux, il rétracta son opposition, dans l'idée aussi que l'acte d'abdication romproit toutes espèces de liens et de rapports entre Napoléon et son armée, et que celle-ci, en jurant fidélité au roi, ne seroit plus en état de troubler la tranquillité de l'Europe.

Tels furent les motifs qui décidèrent les alliés à transiger avec Buonaparte après l'avoir détrôné. On échangea les ratifications de part et d'autre, et il en résulta un traité secret, en vingt-un articles, étrange monument d'une révolution étonnante et d'une imprévoyance fatale.

En vertu de ce traité, Napoléon renonçoit, pour lui et ses successeurs, à tout droit de souveraineté et de domination tant sur l'empire français et le royaume d'Italie, que sur tout autre pays du monde. Il *acceptoit* pour lieu de son séjour, *sa vie durant*, l'île d'Elbe, érigée en principauté séparée, avec un revenu annuel de six millions de francs, à répartir sur toute sa famille (1).

Ainsi, l'homme qui avoit fait trembler l'Europe, et qui se prétendoit le successeur de Charlemagne, *consentoit* à vivre d'aumône dans une petite île de la Méditerranée.

Ce refuge généreux, il le devoit au sentiment personnel d'un souverain auquel la grandeur éphémère de sa destinée l'avoit attaché par les liens du sang; il le devoit à l'empereur Alexandre, dont la simplicité héroïque des

(1) Voyez le traité secret de Fontainebleau, du 11 avril 1814.

anciens temps procuroit à la France et à l'Europe des avantages inappréciables. De l'avis de ces bienfaisans monarques, Napoléon alloit être transféré à l'île d'Elbe, et y jouir d'un état conforme au rang de l'infortunée archiduchesse, son épouse; il étoit visible que cette princesse, qui n'avoit pu garantir sa domination, servoit au moins de *palladium* à sa personne. Ces considérations réunies donnèrent à la catastrophe du despote de la France un caractère de générosité et de philantropie, qui, aux yeux de la postérité, eût honoré la transaction européenne dont il étoit l'objet, si cet homme, profondément perfide, ne se fût applaudi dès lors au fond de l'âme de la facilité qu'il auroit à se jouer de la foi des traités. En effet, qui pourroit douter qu'il n'eût déjà en vue de les fouler aux pieds à la première occasion, et de se replacer à la tête du gouvernement de la France? Tel étoit aussi l'espoir de ses principaux affidés.

Tandis que l'archiduchesse Marie-Louise servoit, pour ainsi dire, de sauve-garde au banni de l'île d'Elbe, elle étoit exposée, à Blois, aux actes de violence de ses beaux-frères, Joseph et Jérôme.

Depuis les premiers jours d'avril, la régence

de Blois, étourdie par le mouvement rapide de la restauration, déconcertée par l'irrésolution de Buonaparte, mettoit en délibération sa retraite, tantôt à Tours, tantôt à Rennes, tantôt dans le Berry. Marie-Louise parut ne pas goûter ces projets; mais, alléguant sa sûreté et le salut de l'Etat, ses beaux-frères, Jérôme et Joseph, voulurent la contraindre de les suivre au-delà de la Loire. L'impératrice répondit que son sort lui paroissoit décidé; qu'elle n'avoit rien à craindre pour sa personne, soit qu'elle tombât dans les mains des Russes ou des Allemands. Joseph et Jérôme insistent pour qu'elle s'éloigne : une voiture attelée est toute prête à la recevoir. Marie-Louise résiste à la violence, mande son préfet du palais et les chefs de sa garde, qui, en présence des frères de Napoléon, protestent qu'ils ne recevront d'ordre que de la princesse, et qu'ils s'opposeront à toute démarche contraire à sa volonté. Une vive discussion s'engage, à l'issue de laquelle les deux rois détrônés prennent seuls le parti de la retraite. On vit arriver le lendemain, à Blois, le comte de Schuwalow, chargé, par les souverains alliés, de ramener Marie-Louise à son auguste père. La présence et la mission

de ce général russe marquèrent le dernier soupir du gouvernement impérial. Aucun membre de la régence n'osa contester les pouvoirs du comte de Schuwalow. La consternation n'étoit plus déguisée. Atterrés par l'abdication, les ministres, les dignitaires, se hâtent de solliciter des sauf-conduits, et des lettres de recommandation auprès de l'envoyé moscovite. La plupart transmettent précipitamment leur adhésion au gouvernement provisoire, dans l'espoir de jouir en paix de leurs richesses intactes. Mais, avant de se séparer, ils ouvrent le trésor, ils se paient de l'arriéré de leur traitement, ils se distribuent des gratifications : ministres, grands dignitaires, officiers du palais, espions, satellites, tous, prennent un passeport d'une main, de l'argent de l'autre; tous accourent dans Paris, où viennent s'ensevelir les restes d'un pouvoir abattu. L'impératrice et le roi de Rome, avec leur escorte militaire, quittent Blois, et se dirigent vers Orléans.

Après avoir vu ses portes barricadées, son pont miné, et ses murs armés de canons, cette ville fut tout à coup encombrée des débris de la cour, de l'armée et du gouvernement impérial. Des troupes de toutes armes arrivoient

sans chef, et des chefs arrivoient sans troupes. Orléans, rassuré sur les horreurs d'un siége, ne l'étoit pas sur les désordres auxquels peut se livrer une armée débandée. Jusqu'au 12 avril, cette ville flotta dans une sorte d'inter-règne, ne reconnoissant ni le gouvernement impérial, qu'on n'osoit plus invoquer, ni le gouvernement royal, qu'on n'osoit proclamer encore. On vit bientôt paroître le prince Esterhazy, envoyé auprès de Marie-Louise, qui partit immédiatement pour Rambouillet, où l'empereur François, dans une entrevue, alloit lui prodiguer des consolations paternelles. Après quelques mois de séjour en Suisse et en Savoie, cette princesse retourna dans le sein de son auguste famille, pour laquelle, quatre années auparavant, elle s'étoit dévouée par le plus étonnant sacrifice. Peut-être dans cette grande crise, a-t-elle épargné deux fois, à la France, une guerre intestine : d'abord, en sortant de Paris, le 28 mars, où sa présence eût occasionné une résistance fatale; puis, en opposant à Blois la plus courageuse fermeté aux tentatives de ses beaux-frères. Ceux-ci, entraînés dans la chute de Napoléon qui les avoit subitement élevés, errèrent d'abord aux environs d'Orléans; de là ils se réfugièrent en

Suisse, libres de choisir dans l'Europe délivrée, un asile que des souverains légitimes étoient, naguère, obligés de chercher hors du continent; mais libres aussi, par l'excessive indulgence des alliés, d'ourdir de nouvelles trames contre la France et contre le repos de l'Europe.

Cependant de tous les points de la France se faisoit entendre le nom des Bourbons; tous les vœux pressoient leur retour, et à ces acclamations se joignoit le désir de voir refleurir à l'ombre des lois la liberté publique, et renaître enfin cette ancienne prospérité qui pendant plusieurs siècles avoit rendu ce royaume heureux sous les fils de saint Louis : jamais les Français n'avoient été aussi libres d'exprimer leurs sentimens à l'égard de cette auguste famille.

Telles étoient les dispositions de la grande majorité des citoyens, quand le sénat conservateur, dans sa séance du 6 avril, donna la constitution par laquelle *il appeloit au trône de France Louis-Stanislas-Xavier, frère du dernier roi.*

Le légitime souverain alloit donc être rendu aux Français, mais comme roi constitutionnel. Le but de cette disposition s'étoit montré trois

jours auparavant, lorsque le sénat, dans son acte de déchéance contre Buonaparte, avoit consacré en principe, *que dans une monarchie constitutionnelle, le monarque n'existe qu'en vertu de la constitution.*

Ainsi, par la désignation de frère du dernier roi, les senateurs sembloient avoir eu plutôt en vue le principe *d'élection* que celui de *restauration* par droit de succession héréditaire. Ils établissoient par là que le monarque n'avoit d'autre titre à la puissance que le choix libre de la nation, comme si l'assassinat de Louis XVI avoit pu légitimer le triomphe des factieux, qui, sous divers noms, avoient envahi le pouvoir souverain; comme si un régicide avoit pu détruire les droits établis par une possession de tant de siècles. Une longue et cruelle expérience n'avoit-elle pas démontré que de telles maximes et de tels principes étoient tout aussi contraires aux intérêts de la nation, qu'injurieux à la majesté royale?

Non-seulement le sénat, par son acte constitutionnel, se déclaroit supérieur à la personne du monarque, mais encore il se confirmoit héréditairement, de sa propre autorité, dans les rangs, les honneurs et les salaires que Napoléon Buonaparte lui avoit conférés à vie.

Remontons à la source de cette constitution du sénat, et suivons-la dans sa marche secrète, car ces détails appartiennent aussi à l'histoire.

Peu sensible aux maux de la France, le sénat de Buonaparte n'eût rien fait pour la restauration; il n'eût point rappelé le roi sans la condition expresse d'une charte qui limiteroit le pouvoir royal. Mais depuis que tant de constitutions éphémères avoient été renversées par leurs propres fondateurs, on ne reconnoissoit plus en France, dans ces codes improvisés, que des théories inspirées par la violence ou par la fraude, et servant de voile à un pouvoir révolutionnaire ou au despotisme armé. En faisant revivre les droits de la nation, le sénat n'avoit donc qu'un but, celui de se perpétuer. Toutefois le prétexte du bien public, l'espoir de tout calmer, le triomphe des *idées libérales*, expressions nouvelles si vides de sens, firent trouver au sénat un appui auprès du puissant monarque qui, non content de briser nos fers, vouloit aussi nous préserver d'un gouvernement arbitraire. Généreuse sollicitude, mais inutile pourtant à l'égard du prince que nous ramenoit la Providence. On voulut un acte constitutionnel. D'abord le sénat parut

en abandonner la rédaction au gouvernement provisoire. On pouvoit espérer quelque sagesse de la réunion de cinq hommes dévoués à la cause royale. Mais bientôt les sénateurs, pour plus de sûreté, s'attribuent cette œuvre de précaution et de circonstance. Une commission composée des sénateurs Lambresch, Destutt de Tracy, Barbé-Marbois, Eymery et le duc de Plaisance, est chargée de combiner et de rédiger la nouvelle constitution. Le 4 avril, on en discute les bases en présence du gouvernement provisoire et du comte de Nesselrode, ministre de Russie. Vingt-cinq personnes composèrent cette première assemblée. Des questions absurdes y furent débattues. On y soutint, par exemple, que le droit de paix et de guerre devoit appartenir à la nation. On y énonça la proposition étrange qu'il ne s'agissoit pas de savoir ce qui étoit bon en soi, mais ce qui conviendroit aux sénateurs. Tout fut dévolu au sénat, même le droit de disposer du trône. Un membre du gouvernement provisoire, l'abbé de Montesquiou, s'éleva contre cette proposition : « Louis XVIII, dit-il, peut seul être roi légitime en France ; il l'a toujours été comme » chef de la famille des Bourbons, et l'empe-

» reur Napoléon n'a jamais eu qu'un pouvoir » usurpé. » Le sénateur Lambresch combattit vivement ces principes avec des argumens républicains. De son côté, le président de l'assemblée s'attachoit à démontrer que, l'armée de Buonaparte étant redoutable encore, il falloit tout sacrifier pour obtenir du sénat la proclamation de Louis XVIII. Rien ne fut décidé, sauf l'hérédité du sénat, amorce à laquelle il ne sut point résister.

L'assemblée du lendemain fut plus nombreuse encore : les deux rapporteurs présentèrent un projet en cent articles, où le roi n'avoit le choix, pour les places vacantes au sénat composé de cent membres, que dans les candidats désignés par les colléges électoraux et présentés par le sénat lui-même. « Une constitution sans le roi et » sans la nation, voilà, s'écria l'abbé de » Montesquiou, voilà, je crois, la chose » la plus étrange qui se soit jamais faite. » Puis se tournant vers les deux rapporteurs : « Qui » êtes-vous, leur dit-il ? qui sommes-nous? » qui vous a donné le droit de faire une cons- » titution? qui est-ce qui me donne le droit » de parler au nom du roi? où sont vos pou- » voirs, où sont les miens? Mais si nous

» sommes sans pouvoirs, nous ne sommes
» pas dans l'ignorance des sentimens du roi
» et de la nation. Par l'organe du duc d'An-
» goulême, Bordeaux connoît les intentions
» du roi, et nous savons d'avance que la nation
» veut les mêmes choses et n'en veut pas da-
» vantage. » — « Mais le sénat, dit le rappor-
» teur, n'est point dans la proclamation. » —
« Je parle principe, et ne me mêle point des
» personnes, reprend l'abbé de Montesquiou :
» un seul doit nous guider dans cette ma-
» tière, c'est que la nomination de la Chambre
» haute appartient au roi dans un nombre in-
» défini. » — « Mais les personnes sont quelque
» chose, réplique le rapporteur, d'autant plus
» que vous voulez nous chasser tous comme
» des *manans*. » — « On ne veut chasser per-
» sonne, ajoute le membre du gouvernement
» provisoire ; quant à moi, je veux, au con-
» traire, qu'on vous comble d'honneurs, mais
» par des arrangemens particuliers qui ne ren-
» versent pas les principes de la monarchie. »

On se résuma, et on convint que le projet de constitution contiendroit un sénat à la nomination du roi et illimité, avec tous les arrangemens particuliers, publics ou secrets, à faire pour les sénateurs actuels.

On crut pouvoir se flatter alors que le résultat du travail pour le lendemain seroit plus conforme aux principes monarchiques. Mais ce fut cette même nuit que le grand écuyer Caulaincourt vint, avec trois maréchaux, proposer la régence et un armistice. Le trouble s'empara du gouvernement provisoire, et le parti constitutionnel en prit de nouvelles forces; il voulut dicter des lois au monarque. Dans une troisième assemblée, on présenta une constitution moins repoussante, mais presque aussi vicieuse. Le sénateur Lambresch en fit le rapport. L'effroi de la nuit, qui duroit encore, emporta tous les suffrages. On obtint cependant la nomination illimitée du sénat, l'entrée des ministres aux assemblées, et le pouvoir exécutif dans les mains du roi, sans aucune réserve; mais rien ne put faire consentir à retrancher, à l'égard de la personne du roi, les mots : *appelé librement*, ni l'espèce de marché de la royauté au prix d'un serment. Dans la soirée du 6 avril, le travail ainsi arrêté fut porté au sénat, qui en retrancha plusieurs droits du roi, et augmenta les siens. Ainsi cette constitution monarchique, dévolue d'abord au gouvernement provisoire, ne renfermoit pas une seule ligne qui lui appartînt.

Un cri unanime d'indignation se fit entendre d'un bout de la France à l'autre contre l'acte émané du sénat.

« Louis XVIII, disoit-on, n'est pas frère, » il est oncle de Louis XVII, qui, roi dans » une prison, n'en a pas moins régné en vertu » de ce principe fondamental de la monarchie » française, *que le Roi ne meurt jamais.* La » restauration de Louis XVIII a d'ailleurs été » effectuée, non par le vote du sénat de Buo- » naparte, mais par les acclamations générales » et antérieures des Français, depuis Saint- » Jean-de-Luz jusqu'à la capitale.

» Qui voudroit voir ce prince soumis à la » condition déshonorante et impolitique de » tenir sa couronne comme un *bienfait* d'un » corps si long-temps l'instrument servile de » l'oppresseur de la nation? C'est par un droit » de succession héréditaire, reconnu et con- » firmé par la voix et l'affection universelle » de son peuple, que Louis XVIII monte » sur le trône de ses ancêtres; la France, en » proie successivement à tant de factions, ne » peut recouvrer sur d'autres fondemens sa » tranquillité, son indépendance et son bon- » heur. »

A ces puissantes objections succédèrent bien-

tôt des argumens vigoureux consignés dans une foule d'écrits que l'opinion publique accueilloit avec avidité, et confirmoit avec chaleur. On scruta sévèrement les droits que s'arrogeoit le sénat. « A quel titre, disoit-on, un corps qui » ne doit son existence qu'à la constitution » anéantie, s'est-il permis de rédiger pour la » France un acte constitutionnel? Le sénat de » Buonaparte n'est-il pas dissous par le fait? » Est-il autre chose maintenant qu'une asso- » ciation d'individus sans caractère politique! » Et alors d'où emprunte-t-il la mission qu'il » se donne? Dira-t-il qu'il représente la na- » tion? Mais a-t-il oublié que par son insti- » tution même il n'étoit pas appelé à délibérer » sur ses droits, mais seulement à garantir » de toute atteinte la charte impériale dont » quelques-uns de ses membres avoient rédigé » les articles? Ne sait-il pas que, pour être » représentant d'une nation, il faut être délé- » gué par elle, et que lorsqu'il s'agit de la » constituer, il faut un mandat spécial qu'au- » cun autre acte ne peut jamais remplacer?

» Pourquoi, d'ailleurs, le corps législatif, » qui représente véritablement la nation, n'a- » t-il pas été admis aux délibérations du sénat? » L'acte constitutionnel lui est étranger, aucun

» article n'ayant été livré à la discussion dans
» son sein.

» Moins soigneux encore de sa renommée,
» le sénat, sans aucune pudeur, entreprend
» de convertir en dignités et en patrimoine les
» biens qu'il ne possède que par usufruit.
» A-t-il le droit de transmettre à ses héritiers
» les dignités et les propriétés de tous, puisque
» tous peuvent y prétendre? Quoi! de son
» autorité privée, le sénat déclare irrévoca-
» blement à lui ce qui ne lui a pas été aliéné?
» Il conteste à nos princes légitimes leurs
» droits au trône; et, pour satisfaire sa vanité
» et son avarice, il s'arroge, sans l'aveu des
» Français, les domaines et les terres dont il
» n'a que la jouissance temporaire. Il ne donne
» pour motif de son usurpation que sa volonté,
» et annonce fièrement que Louis XVIII ne
» sera proclamé qu'autant qu'il aura consacré
» par son suffrage un envahissement si honteux;
» un tel acte n'est qu'une insulte réfléchie faite
» à la nation et à l'auguste maison de France :
» on doit donc le regarder comme non avenu. »

L'opposition étoit si générale, que le sénat trouva peu d'apologistes; quelques voix pourtant s'élevèrent en sa faveur.

« On demande, dirent les défenseurs du

» sénat, à quel titre il s'est permis de rédiger
» pour la France une constitution, lui qui
» étoit dissous par le fait; on demande où il
» a emprunté la mission qu'il s'est donnée, et
» qui l'a invité à nous constituer de nouveau?
» Mais les adversaires du sénat nous supposent
» donc sans aucune autorité constitutionnelle,
» et plongés dans le chaos? Ils feignent de
» méconnoître notre situation politique. Igno-
» rent-ils que le sénat étoit le seul corps cons-
» titué existant, et que l'empereur Alexandre
» l'avoit invité à agir pour l'intérêt de la France?
» Le sénat devoit-il faire abnégation absolue
» de lui-même, se dissoudre, et appeler
» d'autres membres à sa place? La question
» de l'hérédité n'en est pas une, si l'on veut
» établir la Chambre des Pairs; quant aux
» dotations, les sénateurs ne doivent-ils pas
» avoir un patrimoine ou un traitement suffi-
» sant pour soutenir leur dignité? On accuse
» le sénat d'avoir été complice de Buonaparte;
» mais tous les Français n'ont-ils pas été com-
» primés? Qui auroit appuyé la déchéance
» avant le 31 mars? Le sénat a donné les bases
» d'une constitution générale, où sont repro-
» duits les principes conservateurs de la liberté
» publique et de la liberté individuelle. Il a

» déclaré que Louis-Stanislas-Xavier ne seroit
» proclamé roi des Français qu'après l'accep-
» tation de l'acte constitutionnel; mais n'ou-
» blions pas que nous avons déjà eu cinq à six
» constitutions, et autant de gouvernemens
» correspondans : il y a donc eu interruption
» de la royauté. A son expiration il existoit
» une constitution acceptée par le roi : or, le
» trône ne doit reparoître que dans l'état où
» il étoit, c'est-à-dire avec une constitution.
» Si elle est nécessaire à la France, c'est en-
» core plus pour le roi qu'il la faut. Les adver-
» saires du sénat veulent en venir à demander
» qu'il n'y ait pas d'acte constitutionnel;
» d'autres déjà ont examiné *s'il faut une nou-*
» *velle constitution?* Ils ont tranché net en
» disant : *non*, *il n'en faut pas.* Que veulent-
» ils? la royauté absolue. »

Ainsi, quoique les opinions fussent généralement prononcées contre la tyrannie, elles étoient divergentes sur le mode de restauration. Les uns réclamoient l'ancienne monarchie; d'autres en plus grand nombre vouloient une monarchie limitée ou constitutionnelle.

Mais si la crainte de retomber sous un pouvoir arbitraire, alarmoit quelques consciences, la plupart des Français, enfin éclairés sur le

noble caractère de leur roi, et sur ses dispositions personnelles, étoient sûrs déjà d'y trouver la plus solide garantie en faveur d'une liberté sage et bienveillante. On convenoit même que l'extrémité opposée à la tyrannie se faisoit appréhender de la part des Bourbons; car c'étoit sur cet écueil qu'avoit péri l'infortuné Louis XVI, et avec lui le bonheur et la liberté des Français. Mais tout ici indiquoit que le bon et tendre père, réservé à la nation par la Providence, sauroit conduire au port le vaisseau de l'Etat, sauvé miraculeusement du naufrage. Ce roi, vraiment français, n'avoit-il pas fait des belles-lettres ses plus chers délassemens dans les temps les plus prospères, comme dans ses longs malheurs? Armé d'une instruction vaste, doué d'une mémoire qui saisit tout, d'un coup d'œil prompt et sûr, n'avoit-il pas étudié, jusque dans leurs plus petits détails, toutes les parties de l'économie politique? Et c'étoit ce souverain que le Roi des rois envoyoit à la France, pour que, joignant la bonté à la force, il pût défendre ses peuples de leurs propres erreurs, et les préserver de nouveaux écarts. Qui donc pouvoit être plus en état qu'un tel monarque de s'assurer par lui-même des besoins et des vœux de

ses sujets? Tout faisoit pressentir que le roi éviteroit un double écueil, en offrant lui-même à la nation française, non pas une constitution fabriquée à la hâte comme celle du sénat, mais le fruit des réflexions les plus sages.

Ainsi un pouvoir modérateur alloit bientôt ravir aux méchans tous les prétextes de discorde en proclamant cette clémence céleste, jusqu'alors inconnue, qui devoit désarmer tous les partis, et réunir enfin tous les Français en une seule famille. La patrie désolée, sur les bords de l'abîme, réclamoit l'appui et les lumières de son roi. On sut bientôt qu'il se faisoit précéder par son auguste frère le lieutenant-général du royaume, dont la présence étoit d'autant plus désirée, que l'agitation et l'inquiétude régnoient toujours dans Paris. On y sentoit le besoin de recevoir le premier gage d'une heureuse restauration: elle n'étoit plus douteuse; mais, à l'exception du conseil municipal, les autorités même les plus rapprochées du peuple, se renfermant dans un silence obstiné, ne publioient ni proclamation, ni aucun acte public pour reconnoître la dynastie des Bourbons. Les signes de l'ancienne monarchie n'étoient pas même encore

admis d'une manière légale. Qui le croiroit? Les couleurs blanches se trouvoient *constitutionellement* proscrites. La police provisoire, formée des débris de celle de Napoléon, les réprouvoit. Soumis à une censure nouvelle, les journaux même n'osoient s'expliquer ouvertement sur la cocarde blanche. Des fonctionnaires, tièdes ou perfides, soutenoient qu'il étoit hors de propos de parler sans cesse des couleurs de l'ancienne France, et qu'il étoit possible que le roi lui-même *voulût conserver la cocarde tricolore;* comme si, rappelé par le vœu de la nation, le roi n'étoit pas celui de l'antique monarchie, le descendant de saint Louis et d'Henri IV, le souverain paré des mêmes couleurs. Après plusieurs jours d'incertitude et de débats, les réclamations des royalistes l'emportèrent, et l'ordre fut donné à la garde nationale d'arborer la cocarde blanche. Alors seulement finit cette espèce de guerre civile fomentée dans Paris dès les premiers momens de la restauration; alors les partisans de la cause royale purent porter librement les couleurs que, jusqu'au dernier moment, les satellites de Napoléon avoient enveloppées dans une persécution manifeste.

Alors aussi parut dans tout son éclat cette garde nationale à cheval, formée par les royalistes de Paris, au premier cri de *vive le Roi!* et avec une rapidité qui tient du prodige, pour servir de garde à la famille royale. Un vœu unanime appeloit à la tête de cette brillante jeunesse un brave entre les braves, un fidèle entre les fidèles; toutes les voix nommoient le comte Charles de Damas. A peine a-t-il accepté le commandement, que des gentilshommes de toutes les provinces, envoient leurs enfans ou accourent eux-mêmes; des habitans de Paris, de toutes les classes et de toutes les professions, s'y réunissent aussi avec un zèle égal à leur confiance dans un tel chef. Six jours suffirent pour former, monter, équiper cette garde chevaleresque, dont un escadron, dès le 11 avril, partit pour aller au-devant de S. A. R. Monsieur, comte d'Artois.

Ce prince venoit d'arriver au château de Livry (1), qu'il avoit désigné lui-même comme sa dernière station avant son entrée publique dans la capitale. A peine en fut-on informé,

(1) Château appartenant au comte et à la comtesse Charles de Damas.

qu'un grand nombre de personnes de tout rang y accoururent comme pour faire entendre les préludes de l'allégresse publique. La noblesse respiroit dans toutes les manières du prince. On put s'enivrer de son aimable accueil et de sa bonté royale. En n'apercevant ni escorte ni gardes autour de sa voiture, on témoigna quelque surprise : « Je n'en avois pas besoin, » à travers la haie de cocardes blanches qui » ne m'ont pas quitté depuis Vesoul jusqu'ici, » dit S. A. R.; j'arrive à Paris avec d'autant » plus de satisfaction, que je suis sûr d'y ap- » porter la paix générale. La cocarde que » vous voyez à mon chapeau vient de m'être » envoyée par l'empereur d'Autriche. » L'arrivée d'un détachement nombreux de la garde nationale de Paris offrit une scène touchante et animée. MONSIEUR adressa à chacun les paroles les plus affables. « J'aime l'habit » que vous portez, leur dit-il; je n'en aurai point » d'autre pour mon entrée dans Paris. Mes en- » fans, vos malheurs expirent: notre unique soin » sera de vous les faire oublier! » A ces mots l'émotion, l'enthousiasme, s'emparent des gardes nationaux. Le prince fait apporter du ruban blanc, et en coupe un morceau qu'il met à sa boutonnière. « Mes enfans, dit-il aux gre-

» nadiers qui l'entourent, nous avons tous les » mêmes sentimens, portons tous la même » couleur, qui est celle de notre roi. » En un instant tous les grenadiers imitèrent le prince. Ce fut la veille d'un beau jour.

Le lendemain, 12 avril, S. A. R., vêtue d'un habit de garde national, monta sur un cheval blanc, et se dirigea vers Paris. On vit accourir de tous côtés, à sa rencontre, une foule immense qui ne cessoit, par ses acclamations, de témoigner sa vénération et son amour à un prince si long-temps le jouet de la fortune.

Entouré de plusieurs gentilshommes et officiers de sa maison, MONSIEUR approchoit des barrières, quand on aperçut un groupe de maréchaux de France, qui s'étoient portés en avant. Dans cet illustre cortége, on voyoit mêlés ensemble les enfans des anciens héros de la France et les braves qui l'ont illustrée de nos jours : ceux-ci sembloient réunis dans un sentiment commun avec les descendans des Montmorency et des La Trémouille. « Monseigneur, dit le maréchal Ney, en portant la parole au nom de ses frères d'armes, » nous avons servi avez zèle un gouvernement » qui nous commandoit au nom de la France.

» V. A. R. et S. M. verront avec quelle fidélité
» et avec quel dévouement nous saurons servir
» notre roi légitime. — Messieurs, répondit
» le lieutenant-général du royaume, vous avez
» illustré les armes françaises ; vous avez
» porté dans les contrées les plus éloignées
» la gloire du nom français ; à ce titre le roi
» revendique tous vos exploits ; tout ce qui a
» été fait pour la France n'a jamais été étran-
» ger au roi. »

Arrivé à la barrière de Bondy, le prince fut reçu par les membres du gouvernement provisoire, précédés et suivis du corps municipal et de nombreux détachemens de la garde nationale.

Organe du gouvernement, le prince Talleyrand, s'étant avancé vers S. A. R., lui parla en ces termes : « Monseigneur, le bonheur
» que nous éprouvons en ce jour de régéné-
» ration sera à son comble si MONSIEUR re-
» çoit avec la bonté céleste qui distingue son
» auguste maison, l'hommage de notre ten-
» dresse religieuse. — Messieurs les membres
» du gouvernement provisoire, dit le prince,
» je vous remercie de tout ce que vous avez
» fait pour notre pays. J'éprouve une émotion
» qui me prive du pouvoir d'exprimer tout

» ce que je sens. Plus de divisions; la paix et » la France! Je la revois, et rien n'est changé, » excepté qu'il y a un Français de plus. » A ces mots, les cris de *Vive le Roi! Vive Monsieur! Vivent les Bourbons!* retentirent de toutes parts. Le prince manifesta aussi au corps municipal la plus vive émotion, et répondit au discours du préfet de la Seine avec la plus touchante bonté. De la barrière de Bondy le cortége fit son entrée par le faubourg Saint-Denis. En passant sous la porte triomphale, MONSIEUR éprouva une telle émotion qu'il laissa tomber la bride sur le cou de son cheval, et joignant les deux mains, sembla dire : « Me voilà donc sous l'arc de » triomphe élevé à la gloire de mon aïeul; » me voilà au sein de cette chère patrie, que » j'ai pleurée si long-temps. »

Le cortége s'avança par la rue Saint-Denis, vers l'église métropolitaine. L'enthousiasme et l'allégresse de l'immense population de la capitale éclatèrent avec des transports inouïs. Les Français se hâtoient de porter sur le prince auguste tous les sentimens de vénération et d'amour qui les ramenoient vers la race antique des Bourbons; ils reconnoissoient en lui le représentant de leur roi; l'illusion de sa

présence leur rendoit déjà cette monarchie bienfaisante si impatiemment désirée. Les acclamations publiques étoient mêlées de sensibilité et d'attendrissement; un grand nombre de spectateurs ne purent retenir leurs larmes. La marche du prince étoit sans cesse retardée par la foule, et par les éclats de la joie universelle. Non-seulement toutes les rues que traversoit le cortége étoient remplies par les flots du peuple, mais les fenêtres, les balcons, les amphithéâtres, et jusqu'aux toits de chaque maison, étoient couverts de personnes des deux sexes, qui agitoient des mouchoirs blancs, en faisant retentir l'air des cris répétés de *Vive le Roi! Vive Monsieur!* et ces cris se mêloient au bruit de la musique militaire, qui, sur toute la route, faisoit entendre l'air : *Vive Henri IV.* MONSIEUR répondoit à l'allégresse publique par les signes les plus affectueux; à tout moment, pour saluer la foule attendrie, il levoit en l'air son chapeau, surmonté de panaches blancs. La loyale bonté du prince, son expression vraie, la candeur d'amour et de confiance des Parisiens, formoient le tableau le plus touchant. C'étoit par des mots simples, mais profonds dans leur simplicité, que le peuple exprimoit

son bonheur. « Comme il ressemble à Henri IV! » disoit l'un; c'est notre bon roi Henri lui-» même. Voyez, disoit un autre, il a l'air bien » content de se trouver avec nous, il rit. » Tant le peuple étoit heureux, après vingt-cinq ans de malheurs, de retrouver le sourire de ses rois! il sembloit dire : « Oui, nous » aurons des rois français! » confondant toutes ses idées, toutes ses sensations dans ce sentiment unique. Un grand nombre d'officiers des armées alliées, mêlés dans le cortége ou parmi le peuple, joignoient leurs acclamations à celles des troupes françaises et de tous les spectateurs, comme pour célébrer à la fois la fête de la restauration, de l'ordre social et de la paix universelle.

Au moment où le prince touchoit au pont Notre-Dame, on vit trois colombes voltiger autour de sa personne auguste, et se reposer tout à coup sur sa tête, circonstance qui ajouta à l'émotion publique. Il étoit près de trois heures, et le cortége n'étoit point encore arrivé à l'église métropolitaine. Des cris d'allégresse annoncèrent enfin son approche : ils furent entendus et répétés aussitôt par la foule des assistans qui remplissoient le parvis, la nef et les ailes de cette immense basilique. Dans le

sanctuaire étoient rassemblés les cardinaux, archevêques et évêques, le clergé de la métropole et des environs. Dans le chœur et dans le haut de la nef figuroient les principaux corps de l'Etat et un grand nombre d'officiers généraux, tant français qu'alliés; tous attendoient avec la plus vive impatience l'apparition du prince. Leschanoines le reçurent sous un dais au grand portail de l'église. Son entrée fut signalée par des acclamations prolongées et unanimes. Au discours que lui adressa le clergé, le prince répondit : « C'est la miséricorde de » Dieu qui a mis un terme aux malheurs des » Français; allons lui en rendre grâces. Le roi » ne peut être heureux qu'autant que son » peuple le sera » Lorsqu'il traversa la nef et le chœur, les cris de *Vive le Roi! Vive Monsieur!* redoublèrent avec une ardeur dont la sainteté du lieu ne put arrêter l'explosion. Le premier mouvement du prince fut de se jeter à genoux pour rendre grâces à Dieu. L'expression angélique peinte sur ses traits annonçoit les sentimens de générosité et d'affection dont sa grande âme étoit remplie. L'enthousiasme qui animoit tous les Français se communiqua rapidement aux officiers russes, autrichiens, anglais, prussiens, espagnols et portugais,

placés dans le chœur de la cathédrale. Il sembloit que toute l'Europe, représentée par l'élite des guerriers français et étrangers, jurât la concorde et la paix, dont les bienfaits devoient guérir les plaies profondes de la France.

Le *Te Deum* ayant été chanté à grand orchestre, fut suivi du *Domine*, *salvum fac Regem!* que tous les assistans en chœur répétèrent. La cérémonie achevée, S. A. R. fut reconduite, sous le dais, au milieu des cris de joie qui retentirent au dedans et au dehors avec plus de force encore. Tous les rangs, tous les états se confondirent : les ecclésiastiques de la métropole, les militaires, les magistrats, les enfans, les femmes, tous sembloient n'être plus qu'une seule famille ; on se félicitoit mutuellement, on s'embrassoit en s'écriant : *Quel beau jour!*

Les acclamations, l'ivresse du peuple accompagnèrent le prince jusqu'au palais des Tuileries. A peine MONSIEUR y fut-il entré que le drapeau blanc apparut et flotta au-dessus du pavillon principal, au milieu des transports d'une foule immense qui remplissoit le jardin, les cours et les avenues.

Le prince étoit rentré dans son apparte-

ment ; assiégé par la foule : « Monsei-
» gneur doit être bien fatigué, dit un officier
» de sa suite. — Comment serois-je fatigué,
» répondit MONSIEUR, dans un jour tel que
» celui-ci, le premier jour heureux que j'aie
» eu depuis vingt-cinq ans ? » Lorsqu'on lui demanda le soir quelles mesures il jugeoit nécessaires pour la sûreté de sa personne : « Aucune, répondit-il; n'ai-je pas été reçu
» partout comme l'enfant de la maison ? »

Mots heureux, sortis de l'âme d'un vrai descendant de ce roi chéri, qui a rendu la dynastie des Bourbons populaire. En effet, jamais le peuple de la capitale n'avoit montré une telle ivresse; jamais un prince n'avoit été l'objet de tant d'amour.

Le soir, la plupart des édifices publics et des maisons particulières furent illuminés spontanément, et décorés d'emblèmes ingénieux.

Ainsi la nation française, après avoir vu rompre les liens qui l'attachoient depuis tant de siècles à ses habitudes, à ses mœurs, à son gouvernement ; la nation à qui on étoit parvenu, à force de diffamations et de violences, à faire méconnoître ses princes légitimes, et, ce qui est pis encore, à les lui faire oublier,

descendoit tout à coup dans sa conscience, et y retrouvoit ce besoin d'amour et de fidélité pour ses rois, source la plus pure du bonheur public. La journée du 12 avril le lui avoit révélé; elle avoit signalé en quelque sorte la résurrection du caractère français, dénaturé et étouffé par vingt-cinq ans de délire. Revenue à elle-même, la nation, par un vœu librement émis, par un vœu universel, vouloit déposer, dans les mains de son monarque légitime, la puissance limitée par les lois. L'approche et le nom seul de Louis XVIII, le retour précurseur de sou auguste frère, avoient fait éclater, dans une génération toute nouvelle, des sentimens, des transports, des émotions, que, par une sorte d'instinct, les enfans avoient reçus de leurs pères.

Mais aussi étoit-il de la famille, ce prince qui, en y entrant après une si longue absence, avoit dit : « Il y a un Français de plus dans » Paris. » C'étoit un enfant de la maison, ce prince dont la douce affabilité parut contraster si heureusement avec le regard farouche de l'insensé qui s'étoit érigé en dominateur de la France. Dès lors sa cause fut entièrement perdue. Les sentimens que Napolèon avoit étouffés si long-temps se manifestèrent de plus en plus

parmi les partisans de l'ordre, de la paix et du bonheur public.

Mais l'armée sembloit réprouver une révolution toute civile à laquelle généraux, officiers et soldats n'avoient qu'une part involontaire.

En un mot, presque tous les corps n'y adhéroient qu'en murmurant; quelques-uns même opposoient de la résistance. Plusieurs garnisons du nord se mutinèrent. Il y eut à Lille de grands désordres, malgré la fermeté du général Maison. Les troupes à Thionville furent plusieurs jours en pleine révolte, et la garnison de Metz se montra menaçante. Aux portes même de Paris, le commandant du château de Vincennes résistoit encore, se refusant à la reddition de cette prison d'Etat, transformée en dépôt de munitions et de machines de guerre.

Au-delà de la Marne, la ville de Soissons, si malheureuse par quatre siéges successifs et par ses désastres prolongés, étoit dominée encore par le génie du mal. En s'éloignant des bords de l'Aisne, Napoléon avoit laissé dans cette ville une garnison de deux mille quatre cents hommes de troupes aguerries, sous le commandement du chef de bataillon Gérard. Cet officier se trouvoit placé en

quelque sorte sous la direction et la surveillance de l'auditeur Harel, investi des pouvoirs administratifs, et l'un des plus fougueux adhérens de Napoléon. Se hâtant de prendre toutes les mesures militaires pour une défense opiniâtre, le chef de bataillon Gerard en dépassa les bornes, en se laissant intimider par l'auditeur impérial, qui sans cesse menaçoit les habitans de les faire fusiller. Le commandant craignit d'être taxé de foiblesse, et il ordonna l'incendie des faubourgs, destruction inutile, à l'exception de quelques maisons voisines des remparts, puisque la disposition du terrain permettoit d'ouvrir la tranchée à cinquante toises des murailles et à couvert du feu de la place. Telle fut, en effet, la première opération du général Bulow, en cernant Soissons. Mais, se dirigeant bientôt vers la capitale, il ne laissa qu'un simple détachement chargé d'observer la place. Alors seulement la garnison brûla les faubourgs, dans un rayon au-delà de la portée du canon de siége, incendie d'autant plus déplorable qu'il fut ordonné à l'insu des habitans, et que le pillage le rendit plus odieux encore.

L'auditeur impérial, après ce désastre, eut encore assez de pouvoir sur l'autorité militaire

pour retarder la délivrance de Soissons jusqu'au 14 avril (1).

Un esprit de résistance et d'aigreur, qui déconcertoit la raison et l'évidence, se manifestoit en même temps dans les provinces de l'est, désolées par l'invasion étrangère. Les campagnes, et quelques villes mêmes, refusoient en général d'ajouter foi à la prise de Paris, tant cet événement choquoit l'opinion factice dont on étoit imbu sur la force de nos armées et sur les ressources de Napoléon. Tel étoit encore le prestige de ce nom fameux, qu'en Champagne, en Lorraine et en Bourgogne, long-temps après l'événement de l'abdication, les paysans n'en étoient pas convaincus, et répétoient, avec les adversaires de la restauration, cet éternel adage des mécontens : *Tout n'est pas fini.*

Sur une de nos plus grandes routes, de Paris à Moulins, par exemple, la cocarde blanche n'étoit encore arborée qu'à Nevers; et les troupes répandues sur cette ligne étoient si exaspérées, qu'elles s'exhaloient partout en propos effrayans. Les rapports devenoient

(1) Ce récit, purement historique, n'a été inspiré par aucune intention accusatrice; nous n'avons fait que céder à l'authenticité des renseignemens et au poids des témoignages.

chaque jour plus alarmans sur le mauvais esprit de l'armée. Au milieu de ces embarras, les ministres provisoires manquoient d'action et de fermeté. Le gouvernement, toutefois, lança un arrêté contre les magistrats et les fonctionnaires qui refuseroient d'adhérer au nouvel ordre de choses. Mais l'armée ne pouvoit y être amenée que par la puissance de l'opinion et par la force des circonstances. On s'attendoit à plus d'opposition encore de la part des troupes du midi, commandées par le général réputé le plus ambitieux des lieutenans de Buonaparte. Inquiet déjà de son silence, le gouvernement provisoire venoit de lui adresser des dépêches pressantes, décisives même, pour l'entraîner dans la nouvelle révolution.

En signant l'armistice du 7 avril, le généralissime prince de Schwartzenberg, de concert avec les maréchaux Ney et Macdonald, avoit réglé que, relativement au midi, la ligne de démarcation seroit fixée suivant le terrain occupé par l'armée de lord Wellington et par celle du maréchal Soult, au moment où arriveroient les courriers qu'on alloit leur expédier concurremment.

Mais là, sur ce théâtre animé de la guerre,

le système de résistance proclamé par la régence éphémère de Blois empêcha la vérité de percer, et donna lieu à la sanglante bataille de Toulouse, tache éternelle de sang, imputée à l'ivresse du pouvoir militaire, à l'ambition et à l'orgueil.

LIVRE XX.

Situation de Bordeaux à la fin de mars. — Combat d'Etauliers. — Résistance du fort de Blaye. — Projet des royalistes sur Rochefort et sur La Rochelle. — Mouvement dans la Vendée. — Wellington marche en avant. — Combat aux portes de Tarbes. — Retraite du maréchal Soult sous les murs de Toulouse. — Description de cette ville et de ses positions. — Confédération chrétienne. — Systeme de défense du maréchal Soult. — Arrivée de Wellington devant l'armée française. — Bataille de Toulouse. — Affreuse position des Toulousains. — Retraite du maréchal Soult dans le bas Languedoc. — Toulouse se déclare pour les Bourbons. — Entrée de Wellington dans cette ville. — Rentrée glorieuse du maréchal Suchet en France. — Situation de son armée. — Suspension d'armes dans tout le Midi.

Près de vingt jours s'étoient écoulés depuis que la bataille d'Orthès avoit ouvert à lord Wellington toutes les routes du midi : dans cet intervalle, l'armée du maréchal Soult s'étoit ralliée à Conches, d'où elle couvroit encore la ville de Tarbes et la route de Toulouse; mais ce n'étoit pas sans peine qu'on étoit parvenu à réorganiser des corps dont les soldats s'étoient dispersés dans presque toutes les di-

rections; pendant quinze jours les gendarmes n'avoient été occupés qu'à réunir les fuyards sur les routes d'Auch, de Montauban, de Saint-Gaudens et de Toulouse.

L'armée combinée cependant sembloit s'être bornée à la conquête du bassin de l'Adour, à l'investissement de Bayonne et de Saint-Jean Pied-de-Port, et à l'occupation de Bordeaux qui lui offroit un immense avantage. La lenteur de lord Wellington étoit fondée sur l'impérieuse obligation où il s'étoit vu de disséminer ses forces pour obtenir de si grands résultats. Toute son aile gauche assiégeoit Bayonne, et le corps d'armée du maréchal Béresford, qui formoit le centre, après avoir marché en avant sur Bordeaux, se trouvoit à trente lieues de la base d'opération. Resté à Aires sur l'Adour, n'ayant de disponible que le tiers de ses troupes, Wellington avoit hésité de se hasarder devant l'armée française : elle lui paroissoit encore redoutable. Ce fut pour frapper des coups plus sûrs, qu'il suspendit sa marche ; l'état de la guerre dans le nord lui faisoit d'ailleurs présager des événemens qui mettroient un terme à l'effusion du sang humain. Informé toutefois que les hostilités se poussoient avec plus de vigueur encore, et qu'on n'arracheroit la paix

que par de plus grands sacrifices, il ordonna au maréchal Béresford de laisser une garnison à Bordeaux, et de se rallier à l'armée qui brûloit de reprendre l'offensive. Le maréchal, laissant environ quatre mille hommes à Bordeaux, sous le commandement immédiat du lieutenant-général comte Dalhousie, se replia aussitôt sur l'Adour. Par son loyal dévouement à la cause des Bourbons, et par l'exacte discipline qu'il sut maintenir dans une ville si importante, lord Dalhousie mérita la confiance des Bordelais. Leur enthousiasme et leur amour pour l'auguste prince qui s'étoit jeté dans leurs bras, brilloient au milieu des incertitudes et des chances de la guerre. Ils avoient levé spontanément un impôt volontaire, sur leurs besoins, pour subvenir aux dépenses royales. Les artisans, et jusqu'aux pauvres de la ville, avoient brigué et obtenu l'honneur de former la garde du prince. Le marquis de la Rochejaquelein fut chargé de l'organiser; et en un clin d'œil ce bataillon sacré, ayant pour chefs secondaires MM. de Gombault, Roger et de Martorie, s'éleva à six cents hommes, tous habillés et équipés. Pendant plusieurs jours Bordeaux avoit été illuminé, et ces marques de réjouissances n'avoient pas même cessé,

quand on avoit su qu'une division française se dirigeoit avec des intentions hostiles, par la route de Périgueux. Non-seulement Bordeaux étoit menacé à l'est par ce corps d'armée, sous les ordres du général Decaen, mais encore au nord par la division du général Lhuilier; d'un autre côté la résistance du fort de Blaye interdisoit la libre navigation de la Garonne, et Bordeaux se trouvoit en quelque sorte isolé du reste de la France. Les bâtimens à voile ne pouvant remonter le fleuve que pendant la forte marée, l'amiral Penrose saisit ce moment favorable pour combattre un vaisseau de guerre embossé qui protégeoit la flotille; mais il alloit être arrêté ensuite par le canon de Blaye. On vit alors qu'on ne pourroit réduire la forteresse qu'en l'attaquant de vive force. Déjà lord Dalhousie avoit passé la Gironde, et repoussé les troupes françaises jusqu'au-delà de la Dordogne. Le général anglais, ne connoissant pas le théâtre de la guerre, avoit pris pour aide-de-camp le marquis de la Rochejaquelein. Bientôt il passa lui-même la Dordogne près de Saint-André de Cubzac, dans l'intention de sommer le fort de Blaye. Arrivé dans la plaine d'Etauliers, il trouva postés près du village de ce nom le général

Lhuilier et le général Des Barreaux. Là il y eut un engagement sérieux; et, après une courte résistance, les Français, inférieurs en nombre, battirent en retraite, et laissèrent trois cents prisonniers. Le détachement des alliés s'approcha immédiatement du fort de Blaye. Les habitans de la ville, n'ayant pu déterminer la garnison à capituler, venoient d'abandonner leurs maisons, ayant avec eux leur respectable maire, M. Duluc, qui, s'étant déclaré pour le roi, vint à Etauliers au-devant de lord Dalhousie. Déjà l'amiral Penrose avoit forcé l'entrée de la Gironde, et détruit la flotille. Il bombarda le fort de Blaye, qui refusoit avec obstination de se rendre. S. A. R. le duc d'Angoulême en avoit le plan exact; mais il falloit un siége régulier pour s'emparer de la forteresse. Lord Dalhousie revint à Bordeaux pour préparer l'attaque du côté de terre. Cette ville excita sa sollicitude; il voulut la mettre à l'abri de toute entreprise de la part des troupes françaises qui s'avançoient par Périgueux pour opérer leur jonction avec la colonne du général Lhuilier.

Mais aucune résistance ne pouvoit plus arrêter l'élan de la restauration; déjà MM. de Mauléon et Malet de Roquefort avoient fait

prendre la cocarde blanche, au péril de leur vie, à un corps de garde nationale d'élite qu'ils commandoient à la Teste. D'un autre côté, les mouvemens de la Vendée alloient correspondre avec ceux de Bordeaux. M. de Mesnard, des environs de Luçon, ayant conçu le projet de faire déclarer Rochefort et La Rochelle, venoit de percer jusqu'à Bordeaux, afin d'obtenir de Mgr le duc d'Angoulême des lettres de sa main pour entraîner les commandans militaires.

Le complot auroit éclaté le lundi de Pâques à La Rochelle : douze cents conscrits cachés devoient se joindre à un parti dans la ville, tout prêt à ouvrir les portes aux royalistes conduits par M. de Saint-Marceau. L'insurrection du Poitou étoit aussi combinée avec ces tentatives. M. de Baschu, officier de dragons, s'étoit déjà concerté avec le comte de Suzannet, aux environs de Nantes; il venoit d'arriver à travers mille dangers, pour supplier S. A. R. de se mettre à la tête des royalistes de l'ouest, et de se faire précéder par le marquis de la Rochejaquelein. La Vendée réclamoit quinze mille fusils et de la poudre. Trois cents canonniers garde-côtes avoient formé le hardi projet d'arrêter leurs officiers,

le jour fixé pour l'insurrection générale, et d'arborer le drapeau blanc au moment même où le comte de Suzannet, dans le Bas-Poitou, et le comte Charles d'Autichamp, dans l'Anjou, feroient sonner le tocsin aux cris de *Vive le Roi!* On vit arriver aussi de l'ancienne Vendée un meûnier angevin, nommé Pierre Cochet, homme intrépide, qui avoit participé aux trois guerres civiles; le marquis de la Rochejaquelein le chargea d'aller soulever les environs de Mortagne.

Bordeaux cependant n'étoit protégé que par le détachement de lord Dalhousie. A la vérité les milices anglaises sollicitoient la faveur de voler à la défense de la capitale de la Guienne; déjà même le marquis de Buckingham s'étoit embarqué avec quatre mille hommes pour l'embouchure de la Gironde; mais les vents contraires ayant retardé l'expédition, elle ne parut que lorsque toute la France partageoit la délivrance de Bordeaux.

Tandis que cette ville et la Vendée devenoient le foyer de l'insurrection royaliste, lord Wellington, marchoit à la conquête du Languedoc.

Ses divers détachemens et les réserves de cavalerie et d'artillerie venant d'Espagne, ne

l'avoient joint que le 17 mars. Dans l'intervalle le maréchal Soult, ne jugeant pas sa position très-sûre, s'étoit retiré à Lambege dans la direction de Tarbes, laissant ses avant-postes vers Conches.

L'armée de Wellington se mit en marche le 18, et bientôt le lieutenant-général Hill repoussa les postes avancés des Français, qui, à la faveur de la nuit, se replièrent sur Vic-en-Bigorre.

Près de Vic, les deux divisions du général comte d'Erlon, laissant passer le reste de l'armée, s'embusquèrent dans les vignes, et reçurent à coups de fusil l'avant-garde anglaise, commandée par le lieutenant-général Clinton. En vain ce général s'efforça de les débusquer; il fut repoussé avec perte. L'arrière-garde, à la faveur de la nuit, rejoignit le maréchal Soult. Aussitôt l'armée alliée occupa Vic-en-Bigorre et Rabastens, tandis que l'armée française se dirigeoit vers Tarbes. Cette ville n'offrant pas une ligne militaire, le maréchal Soult prit position à une demi-lieue, sur la hauteur vers le moulin à vent d'Oléac, son centre et sa gauche en arrière, sur les collines près d'Angos.

Peu de villes se présentent aussi agréa-

blement que Tarbes. Située dans une plaine riante sur la rive gauche de l'Adour, qu'on passe sur un assez beau pont, elle est d'ailleurs le siége d'une préfecture, et c'étoit pour Wellington une conquête importante. Le maréchal Soult s'y étoit fait précéder par le général de division Maransin, chargé de la levée en masse du département des Hautes-Pyrénées: mais là, comme sur tous les autres points de la France, le peuple indigné refusoit de prendre les armes en faveur de Napoléon; là, comme partout, il formoit des vœux secrets pour le renversement de sa tyrannie.

L'armée de Wellington marcha de Vic et de Rabastens en deux colonnes d'attaque. Le lieutenant-général Clinton devoit tourner l'aile droite des Français, tandis que le lieutenant-général Hill attaqueroit Tarbes par la route de Vic-en-Bigorre.

Ce mouvement combiné eut un plein succès. Au moment où la division légère délogeoit les troupes d'avant-garde des hauteurs au-dessus d'Oléac, le lieutenant-général Hill traversoit la ville de Tarbes, et disposoit ses colonnes pour envelopper l'armée française. Le maréchal Soult, s'apercevant que Wellington cherchoit à attirer son attention sur son

front, tandis que ses ailes étoient en pleine marche pour le tourner, ordonna aussitôt la retraite. Elle s'effectua en hâte, par des chemins détournés et par les Landes de Pinasse, l'armée se repliant dans toutes les directions vers Saint-Gaudens.

Wellington campa le soir même sur le Larzet de Larroz, ayant au loin sur sa droite les troupes des lieutenans-généraux Cotton et Clinton, avec la sixième division et plusieurs brigades de cavalerie détachées à la poursuite du maréchal Soult. Il étoit à craindre que son armée ne fût devancée à Saint-Gaudens, et coupée de sa retraite sur Toulouse; mais la pluie tomboit à torrens, et le mauvais état des routes retardoit encore plus les Anglais que les Français.

Partout sur leur passage, les généraux interrogeoient les maires sur les dispositions des habitans et sur la marche des alliés. Les colonnes dispersées firent leur jonction à Villeneuve : elles venoient d'y être précédées par trois officiers-généraux couverts de redingotes de toile cirée, et parmi lesquels on avoit cru reconnoître le maréchal Soult lui-même, accompagné des généraux Clauzel et Villate. Le maire ayant été mandé par

eux, et sachant l'armée anglaise dans le voisinage, s'écria, sans les reconnoître : « *Vive le Roi! Vivent les Anglais! Vive Wellington!* » Les généraux eurent le bon esprit d'attribuer ces acclamations à la frayeur, et poursuivirent leur route vers Saint-Gaudens.

Cependant Wellington avoit surpris à Tarbes une partie des ressources du maréchal Soult : dès ce moment l'armée française manqua de tout. Dès lors aussi elle ne se crut en sûreté nulle part, et ne songea qu'à se réfugier sous les murs de Toulouse.

Partout où Wellington faisoit des progrès, le pays se déclaroit pour le roi, ou s'organisoit pour la cause royale. La ville de Pau arbora le drapeau blanc; le capitaine de gendarmerie qui y commandoit, passa avec ses gendarmes du côté des alliés. Persistant toutefois dans son système de circonspection, Wellington n'entra point à Pau, pour ne pas compromettre une ville qu'il regardoit comme sacrée. Tous les Béarnais, à l'abri du berceau de Henri IV, furent traités avec des égards qui leur épargnoient les charges de la guerre.

Lord Wellington paroît avoir eu l'intention de couper la retraite de Toulouse au maréchal

Soult. Deux routes conduisent de Tarbes à cette ville, celle de Saint-Gaudens et celle d'Auch. La première décrit une espèce d'arc; l'autre suit une ligne droite. Les Anglais, maîtres de la seconde, pouvoient arriver à Toulouse avant l'armée française, et, la privant ainsi de toutes ses ressources, la contraindre de se jeter dans les montagnes du pays de Foix. Le maréchal Soult profita de la circonspection de son trop prudent adversaire, qui sembloit négliger les avantages du nombre, du terrain et des événemens; il rallia son armée, prit la route transversale qui conduit de Saint-Gaudens à Auch, et gagnant, par l'habileté de sa retraite, trois marches sur Wellington, il arriva intact, et avec une célérité incroyable, sous les murs de la capitale du Languedoc. Dès lors on put pressentir qu'elle seroit défendue et disputée avec tout l'acharnement de la valeur française.

Toulouse, l'une des plus anciennes et des plus célèbres villes de France, est environnée de plaines fertiles, abondantes en blé, entrecoupées de rivières et de ruisseaux qui forment de belles et vastes prairies. Elle s'étend sur la rive droite de la Garonne, un quart de lieue au-dessus de son confluent avec le fa-

meux canal de Languedoc, communiquant ainsi aux deux mers, dont elle est à peu près à une distance égale. Sa figure est circulaire, en comprenant dans son enceinte, qui embrasse une lieue de circonférence, le faubourg Saint-Cyprien, séparé de la ville par un pont magnifique sur la Garonne. Les murailles de Toulouse, qui sont flanquées de tours rondes, placées de distance en distance, forment un rempart autour de la ville. On y entre par huit portes; la plupart de ses rues sont étroites et tortueuses, et ses maisons bâties en briques. On y remarque plusieurs hôtels et quelques beaux édifices, entre autres, l'Hôtel-de-Ville, connu sous le nom de *Capitole*. Sa population, qui ne répond plus maintenant à la grandeur de la ville, a baissé, depuis vingt ans, de quatre-vingt mille âmes à cinquante mille: effet d'une révolution désastreuse et d'un cruel système de guerre. A la vérité, le génie des Toulousains se tourne plutôt vers les sciences et les lettres, que vers l'industrie et le commerce. Leurs mœurs, nobles et libérales, leur faisoient détester le gouvernement oppresseur de Napoléon. En vain son commissaire, comte Caffarelli, par un arrêté du 29 mars, venoit de déclarer en état de siége tout le départe-

ment de la Haute-Garonne. « Il faut, avoit-il » dit, il faut que tout citoyen devienne soldat, » et que tout fonctionnaire, sans exception, » donne l'exemple : *Napoléon*, *patrie*, *hon-* » *neur*, doivent être la devise des Français » jusqu'au dernier moment de leur vie. »

Mais ce culte, érigé au despotisme par ses ministres et ses principaux affidés, ne trouvoit presque plus de zélateurs à Toulouse. La confédération royaliste y avoit étendu aisément ses ramifications, et cette ville aspiroit à imiter Bordeaux, et à devancer Paris, dont la délivrance lui étoit alors inconnue. Les traits qui signalèrent le grand événement que nous allons décrire, honorent Toulouse, où l'urbanité s'allie au patriotisme, et l'humanité au courage.

Depuis près de trois ans cette ville importante étoit aussi le centre d'une organisation royaliste du midi. M. Hypolite de Solages, et, après sa mort, MM. de Berthier, ses beaux-frères, en avoient posé les bases et préparé en secret les élémens. Le comte Robert de Mac-Carthy, par la sagesse de ses conseils, avoit imprimé à la confédération une marche sûre en la dérobant aux investigations de la police. Le moment d'agir approchoit : les

alliés pénétroient de tous côtés dans le cœur de la France, quand les royalistes de Toulouse, impatiens de connoître les vues de lord Wellington, lui députèrent le baron d'Arbou-Castillon, gentilhomme plein de zèle et de lumières, et qu'animoit le seul desir de coopérer à la restauration. Il s'étoit mis en marche dès le 9 janvier; mais les pluies, inondant les Pyrénées à cette époque, il ne put suivre la route des montagnes. En vain à Bayonne, à Peyrehorade et à Orthès, veut-il pénétrer dans le pays basque; deux fois ses guides, poussés en avant, tombent dans les coureurs de l'armée française; il quitte Bayonne le 5 février, mais avec la certitude qu'un auguste personnage est enfin arrivé au quartier-général de Wellington. Cette nouvelle douteuse jusqu'alors étant confirmée par le retour de M. d'Arbou-Castillon, les royalistes Toulousains étendent aussitôt leur organisation secrète sous le nom de *Confédération chrétienne.* On lève des bataillons, qui se subdivisent en compagnies, et embrassent les différens quartiers de la ville. Les comtes du Pac, de Guintrand et de Juliac; les chevaliers de Fumel et de Villèle; le vicomte de Vaudreuil; le baron Moubel-d'Orges; MM. de

Raymond, MM. d'Areigne, Victor de Marsac et d'autres gentilshommes, forment un état militaire, sous les ordres immédiats du comte d'Hargicourt, ancien maréchal-de-camp. Les opérations étoient dirigées également par le comte Louis de Berthier (1) intermédiaire, et agent du comité de Paris. MM. d'Arbou-Castillon et de Cantalause, partageant ses travaux, combinoient les mouvemens de la Haute-Garonne avec ceux de quelques départemens voisins, tels que le Tarn, l'Aveyron, Tarn et Garonne, où les royalistes s'organisoient avec un égal dévouement.

Tout s'avançoit avec ordre et dans le mystère, du moins les royalistes de Toulouse étoient-ils dans une parfaite sécurité. Cependant le commissaire extraordinaire Caffarelli avoit pénétré leurs projets, et obtenu même, dit-on, la liste exacte des principaux membres de la confédération chrétienne. Mais cette fois les intérêts de la politique furent immolés à l'empire de la beauté, trop rare sacrifice sous le gouvernement d'un soldat parvenu. On en fut redevable à une femme au-dessus de son sexe, par les ornemens de l'esprit et par la

(1) Connu dans le parti royaliste sous le nom de Bénigne.

solidité du caractère. La comtesse d'Hargicourt, ne pouvant plus douter que le secret de son parti n'ait été révélé au commissaire impérial, use alors de l'ascendant qu'elle exerce sur tout ce qui l'environne pour déterminer l'envoyé de Napoléon à ne pas tourner contre les royalistes toulousains l'autorité dont il est investi. Les représentations persuasives de Mme d'Hargicourt ont un plein succès, et les affiliés continuent leurs opérations sans inquiétude. Déjà deux de leurs députés étoient parvenus à Saint-Jean-de-Luz, pour déposer l'hommage de leur fidélité aux pieds de Mgr le duc d'Angoulême. Les événemens se pressent, et M. Ferdinand de Berthier va lui-même à Bordeaux prendre les ordres du prince; il revient à Toulouse plein de joie et d'espérance, hélas! pour y recevoir les derniers soupirs d'un frère, l'âme en quelque sorte du parti confédéré. Succombant sous le poids des fatigues, le preux Bénigne emporte dans le tombeau la consolante idée du rétablissement de son roi, et lègue à un frère digne de lui ses sentimens, ses travaux et son zèle.

Cependant l'armée française s'avançoit sous les murs de Toulouse.

A peine le maréchal Soult y eut-il trouvé un point d'appui, qu'il prit la résolution de s'y défendre par toutes les ressources de l'art militaire. Ses forces s'élevoient à quatre mille chevaux, à dix-huit mille soldats aguerris, et à six mille conscrits, parmi lesquels quatre mille étoient mal armés, et hors d'état de se battre. Le maréchal prit d'abord position entre la route d'Auch et de Saint-Gaudens, sa gauche appuyée sur le chemin de Muret, et sa droite sur la rive gauche de la Garonne, à une petite lieue au-dessous de Toulouse, décrivant ainsi le fer à cheval. Les Toulousains furent en proie aux plus vives alarmes à la vue d'une armée qui sembloit résolue de s'ensevelir sous les ruines de leur ville, plutôt que de la céder à l'ennemi.

Livré à ses propres forces, le maréchal Soult se créa bientôt des moyens de défense. Il fit construire, comme par enchantement, autour de la ville, un vaste système d'ouvrages qui excita l'admiration des habitans, et l'étonnement de l'ennemi. Toulouse en étoit susceptible, se trouvant environnée de trois côtés par le canal de Languedoc et par la Garonne. Sur la gauche de cette rivière, le maréchal forma une tête de pont, et fit élever autour

du faubourg Saint-Cyprien de forts ouvrages de campagne en avant de l'ancien rempart, fermant ainsi le faubourg de tous côtés. Une forte redoute défendoit l'entrée par la route d'Auch, et une autre s'éleva sur le pont neuf qu'on barricada. On construisit également trois têtes de pont sur le canal : la première au pont du passage, la deuxième à celui des Minimes et la troisième au pont qui aboutit à la route d'Albi. Tous étoient défendus par une artillerie formidable. Ces fortifications extérieures n'étoient encore que les points avancés du grand système d'ouvrages conçu par le maréchal Soult. Après avoir établi une ligne défensive le long du canal, il fit encore fortifier toute la droite de sa position. Au-delà du canal, vers l'est, et de là à la rivière d'Ers, Toulouse est protégée par un coteau, ou chaine de collines, qui s'étend jusqu'à Montaudran, et que traversent toutes les routes qui conduisent vers le canal et vers la ville. Le maréchal fit élever sur la croupe du coteau cinq redoutes liées les unes aux autres par des lignes retranchées[1], battant sur tous les points, se protégeant mutuellement, et dont les ouvrages furent improvisés avec une ardeur extraordinaire. Requis de vive force, formant

en secret des vœux pour une révolution politique, les Toulousains mirent la main à la pioche et à la pelle; et en trois fois vingt-quatre heures, ils créèrent ce chef-d'œuvre de l'art, monument de la vivacité de leur caractère. Ces préparatifs de défense terminés, le maréchal Soult fit rompre tous les ponts sur l'Ers, à portée de l'armée ennemie, afin qu'elle ne pût aborder la droite de sa position.

Les dehors de Toulouse étoient déjà hérissés d'ouvrages, quand Wellington, trois jours après l'arrivée du maréchal Soult, parut avec toute son armée, forte de dix à douze mille chevaux, et de cinquante mille fantassins. Ses lignes furent établies aussitôt en forme de croissant, à trois quarts de lieue de distance de la position formidable occupée par l'armée française.

L'intention de Wellington étoit d'attaquer dès le lendemain; mais il différa, ayant reçu l'avis que des partisans, mêlés à des compagnies franches, cherchoient à inquiéter les derrières de son armée, et que des rassemblemens formés dans les villes d'Hauterive, Cintegabelle, Saint-Hibar, s'étendoient vers Saint-Girons pour enlever ses convois et le harceler. Déjà même un convoi de bœufs ve-

noit d'être pris. Wellington envoya sur ses derrières de gros partis de cavalerie anglaise, qui balayèrent le pays. En trois jours, tout rentra dans l'ordre, le peuple des campagnes cherchant partout à favoriser les opérations des alliés, et se prononçant contre les bandits, qui, sous prétexte de s'armer pour défendre la cause de Napoléon, ne cherchoient que pillage et déprédations.

Vivres, convois, munitions, tout parvenoit en abondance au camp de Wellington, qui payoit chaque objet au-delà de sa valeur intrinsèque, tandis que l'armée du maréchal Soult, dénuée de tout, ne voyoit rien arriver de ce qui étoit requis et fourni. L'accès du camp ennemi étoit libre et ouvert à quiconque alloit et venoit; au contraire, on ne sortoit plus de la ligne française, dès qu'on y étoit entré.

Cependant Wellington hésitoit d'attaquer Toulouse du côté de l'ouest, ne voulant pas sacrifier le faubourg Saint-Cyprien, où tout étoit préparé pour une résistance opiniâtre. Instruit que le faubourg Saint-Michel n'avoit aucun moyen de défense, le général ennemi détacha quinze mille hommes sur la route de Foix, et jeta un pont volant à Pinsoguel, espérant que, de là, ses troupes gagneroient le

pont de Cintegabelle pour tourner Toulouse par le faubourg Saint-Michel, et la route de Carcassonne. Mais cette expédition fut contrariée par le mauvais état des chemins, et par l'accumulation des boues tenaces du Lauraguais, que toutes les ressources militaires ne purent surmonter.

Ayant alors reconnu que les routes de l'Arriège à Toulouse étoient impraticables pour la cavalerie et l'artillerie, et presque même pour l'infanterie, Wellington jugea qu'il ne lui restoit plus d'autre parti à prendre que d'attaquer le maréchal Soult dans sa position retranchée.

Le maréchal venoit de concentrer ses forces, dans une ligne moins étendue, ayant ainsi plus de troupes disponibles pour garnir les redoutes; une partie passa la Garonne. Sa gauche, placée derrière les murs du cimetière Saint-Cyprien, se prolongeoit circulairement sur le terrain des belles allées qui venoient d'être abattues; et sa droite étoit appuyée à l'embouchure du canal du Languedoc, ayant ses postes avancés à un quart de lieue en avant du canal, à la maison nommée *Thuilerie.*

Wellington resserra également sa ligne, et fit ses dispositions pour une attaque générale.

Jusqu'alors les opérations des travaux défensifs, et quelques coups de fusil tirés aux avant-postes, avoient signalé seulement la présence des deux armées rivales, lorsque, dans la nuit du 7 au 8 avril, lord Wellington, à l'insu du maréchal Soult, fit jeter un pont de bateaux sur la Garonne, au village de Beauselle, au-dessous du château de Blagnac. Dans la nuit même le quartier-général, le corps espagnol et l'artillerie portugaise, formant quinze mille hommes sous les ordres immédiats du lieutenant-général don Manuel Freyre, passèrent la Garonne vis-à-vis Gagnac, et se portèrent en avant, vers la ville, par la plaine des Minimes. Le dix-huitième de hussards anglais, commandé par le colonel Vivian, chargea un corps de cavalerie, le chassa au-delà du village de la Croix-d'Orade, et fit environ cent prisonniers. Dans cette charge, le colonel reçut une blessure qui le mit hors de combat. Ce premier succès mettoit Wellington en possession d'un pont important sur la rivière d'Ers, par où il falloit passer pour attaquer la position de l'armée française. La journée du 9 se passa en escarmouches et en prises de postes de part et d'autre.

Toulouse flottoit entre la crainte et l'espé-

rance, et l'universalité de ses habitans ne formoit qu'un vœu, celui d'être préservés des malheurs que pouvoit entraîner le choc de deux armées rivales accourues pour se disputer la possession de la ville. Sa garde urbaine ne s'élevoit guère qu'à sept ou huit cents hommes présens sous les armes, formant une légion composée de deux cohortes. Elle étoit commandée en l'absence de M. de Castellane par M. Chaptive, président du tribunal de commerce, et par les deux chefs de cohorte, MM. d'Assignan et Auguste de Cambon. Cette garde, pleine de zèle, fut chargée du service intérieur. Vainement le maréchal Soult provoqua la formation de plusieurs autres cohortes : cet ordre ne put recevoir son exécution.

Cependant, tout annonçoit que deux armées pénétrées d'une estime mutuelle, résultat d'une égale valeur, alloient se mesurer aux portes même de Toulouse; tout préludoit à une nouvelle et inutile effusion du sang.

Le gouvernement provisoire inspiré par une sage prévoyance, et par le désir ardent de faire succéder, dans le midi, comme dans le nord, les bienfaits de la paix aux horreurs du carnage, avoit chargé dès le 5 avril, le colonel Saint-Simon de porter au maréchal Soult et

au maréchal Suchet, le premier avis officiel de la nouvelle révolution qui changeoit si heureusement la face du monde; mais les ordres de départ ne furent expédiés aux bureaux de la guerre que dans la nuit du 6 au 7. M. de Saint-Simon étoit accompagné du colonel Cooke, qui devoit instruire aussi lord Wellington des mêmes événemens. Leur mission étoit sacrée; aussi fut-elle respectée même à Blois par le gouvernement de la régence, ou du moins par le ministre de la guerre, duc de Feltre, qui, pénétré de son importance, ouvrit aux deux parlementaires toutes les routes au-delà de la Loire. Se dirigeant d'abord vers Bordeaux, revenant ensuite vers Toulouse, ils ne furent arrêtés ni retardés sur les bords du Tarn, comme le bruit s'en répandit faussement dans tout le midi après la bataille. Arrivés à Montauban seulement, le 12 avril, comment le 10 auroient-ils pu prévenir le carnage sous les murs de Toulouse? Mais des courriers les avoient, dit-on, précédés dans cette même direction, et l'on ne pouvoit ignorer au quartier-général les événemens de Paris après dix jours d'intervalle, puisque quatre jours suffisent pour franchir l'espace qui sépare la Seine de la Garonne. Il est d'ailleurs avéré que, sur la

ligne d'opération, les autorités militaires des villes en état de siége, avoient reçu l'ordre d'intercepter et d'arrêter les courriers venant de la capitale (1).

Ne recevant aucun avis officiel des préliminaires qui rendoient la paix à la France, lord Wellington se disposoit à attaquer le maréchal Soult.

Déjà, voulant abréger la communication du corps espagnol posté sur la rive droite, avec le corps du lieutenant-général Hill, resté sur la rive gauche, le général anglais venoit de transporter plus haut le pont jeté sur la Garonne. Son plan d'attaque étoit arrêté : il consistoit à faire passer la rivière d'Ers, sur le pont de la Croix-d'Orade, au corps d'armée du maréchal Béresford, pour s'emparer du village de Montblanc. Ce général devoit ensuite remonter l'Ers, et tourner ainsi ladroite de la position du maréchal Soult, tandis que le lieutenant-général don Manuel Freyre, avec le corps espagnol sous ses ordres, et soutenu par la cavalerie anglaise, attaqueroit de front les retranchemens. C'étoit dans la partie inférieure du canal de Languedoc que l'action de-

(1) Nous avons par-devers nous la preuve légale de ce fait.

voit commencer, par la division légère sous les ordres du général Picton, et par la brigade de cavalerie allemande, pour attirer sur ce point l'attention de l'armée française, tandis que le général Hill exécuteroit la même manœuvre contre les troupes qui défendoient le faubourg Saint-Cyprien. Ainsi les plus grands efforts et les attaques les plus décisives alloient être dirigés sur la rive droite.

Aucune de ces dispositions ne pouvoit échapper au maréchal Soult. Déterminé à recevoir la bataille, il distribua son armée dans l'ordre suivant : la première division commandée par le général d'Arricau, fut répartie derrière les trois têtes de pont le long du canal. Au couvent des Minimes, s'embusqua le 31e léger sous les ordres du major Bourbacki. Le général d'Armagnac, avec la deuxième division, se posta derrière une colline à gauche de la route d'Alby. Toutes ces troupes restèrent sous le commandement supérieur du comte d'Erlon. Placé en avant, le général Vilatte défendoit la petite rivière d'Ers. La division Taupin et une brigade de la 5e sous le commandement immédiat du général Clauzel, garnissoient les redoutes de Montaudran. Enfin, les deux divisions du comte Reille

étoient chargées de défendre les ouvrages du faubourg Saint-Cyprien. Telle étoit la répartition des restes de ces vieilles bandes, qui tant de fois avoient envahi et fait trembler la péninsule. Quant aux nouvelles levées qui auroient pu embarrasser la marche des colonnes et semer l'effroi dans les rangs, elles furent rangées le long des remparts.

Le 9 avril, tous les corps de l'armée combinée se mirent en mouvement, et les premières colonnes, ayant passé la Garonne, attaquèrent à cinq heures du soir, les avant-postes placés à la Thuilerie. Le 6e léger et le 69e de ligne se replièrent aussitôt sur la rive droite. On assure que, les Anglais ayant fait répandre aux avant-postes de nombreuses proclamations annonçant les revers de Buonaparte et la prise de Paris, nos soldats dont rien n'affoiblissoit le courage, s'écrièrent : « Paris peut être pris ; mais l'ennemi saura » bientôt ce qu'il en coûte pour s'emparer de » Toulouse. »

Le 10 avril, jour de Pâques, à sept heures du matin, tandis que les troupes françaises, rangées en bataille dans leur ligne, se disposoient à la plus vigoureuse résistance, l'action commença vers l'embouchure du canal, sous

les hangars destinés aux embarcations. Une brigade française, d'abord repoussée, mit le feu à quelques maisons pour arrêter l'ennemi, et se replia vers la tête de pont formée à l'embranchement des deux canaux de Brienne et du Languedoc. Là, échouèrent tous les efforts des alliés pour la débusquer.

Bientôt l'action s'étendit sur toute la ligne. Le maréchal Béresford passa l'Ers, et attaqua la division Villatte, qui, opposant d'abord une résistance vigoureuse, se replia par les hauteurs, pour ne pas être accablée, gagnant ainsi les redoutes. Le maréchal Béresford, après avoir formé son corps d'armée en trois colonnes, à la Croix-d'Orade, s'empara du village de Montblanc, et, dans le même ordre, remonta immédiatement l'Ers sur un terrain difficile, dans une direction parallèle à la forte position du maréchal Soult. A peine fut-il arrivé au point où il tournoit la position, qu'il marcha à l'attaque. Au même moment, le corps espagnol de don Manuel Freyre longeoit la gauche de l'Ers, par la route d'Alby, jusqu'en face la Croix-d'Orade, d'où il marcha ensuite sur deux lignes, et avec une réserve, sur la hauteur, en avant de la gauche de l'armée française. Là, plaçant son artillerie à un quart de lieue du

pont, il forma ses colonnes en masses; et, apercevant le maréchal Béresford sur le terrain, il s'avança pour attaquer de concert les retranchemens français. L'intention du maréchal Soult étoit de foudroyer l'armée combinée ; puis de saisir l'instant favorable pour l'attaquer à l'improviste, et couper sa ligne par une charge hardie et décisive. Tout lui fit d'abord présager un succès. Ferme dans ses positions, son armée voyoit, sans en être intimidée, les troupes espagnoles marcher en bon ordre, former leurs colonnes d'attaque dans les fossés même, sous un feu vif de mousqueterie et d'artillerie, ayant leur général et son état-major à leur tête, tandis que la réserve, l'artillerie portugaise et la cavalerie anglaise continuoient d'occuper les hauteurs. Mais la valeureuse contenance des brigades françaises déconcerta les assaillans. Toute la droite des troupes de don Manuel fut repoussée avec perte dans son mouvement autour du flanc gauche de la position. Le maréchal Soult ordonne aussitôt la charge : une brigade de la division d'Armagnac s'élance hors de ses lignes, et, tournant toute l'aile droite du corps espagnol des deux côtés de la grande route de Toulouse à la Croix-d'Orade, la presse, la

renverse, et la contraint de se replier en désordre, malgré les efforts des officiers pour rallier leurs soldats. Dans cette mêlée sanglante, furent blessés le lieutenant-général Mandisabel, le général Espeletta, plusieurs officiers d'état-major et chefs de corps. Ainsi fut repoussée la première attaque.

Un égal succès signala l'intrépidité de nos troupes au premier pont sur le canal. Là une colonne anglaise, n'apercevant derrière le parapet que la tête de quelques soldats, s'étoit avancée pour s'emparer des retranchemens. A peine est-elle arrivée à portée de la mitraille, qu'une batterie masquée tonne contre les Anglais. Des rangs entiers tombent sous l'artillerie foudroyante, et la colonne ennemie, telle qu'une vague, au reflux de la mer, est reportée à l'endroit même d'où elle étoit partie.

Le canon cessant alors de gronder, quelques Toulousains croient la bataille finie, et viennent visiter les lignes. Ils aperçoivent en frémissant les dehors de la ville couverts de morts et de blessés : ils prodiguent à ceux-ci des secours, étanchent le sang, bandent les plaies, transportent dans les hôpitaux ces victimes de la guerre, sans distinction d'amis ou d'ennemis.

Mais Wellington va redoubler d'efforts. Le

canon gronde de nouveau ; les colonnes s'ébranlent, la bataille recommence avec une nouvelle furie, et ceux des habitans qui ont été entraînés hors des murailles, rentrent pleins de compassion et d'anxiété, dans l'enceinte de la ville.

L'armée, française fière de sa résistance, fait face de tous côtés aux nombreux ennemis qui se disposoient à revenir à la charge.

Bientôt les deux divisions, conduites par le maréchal Béresford en personne, attaquent les hauteurs de la Pujade, où se trouvoit la première redoute. Repoussées d'abord, elles se reforment en colonnes, reçoivent des renforts, renouvellent l'attaque, et emportent une partie des hauteurs.

La première redoute est évacuée ; les Anglais s'y logent : mais une brigade fraîche vient au secours des Français, qui chargent les alliés, et les repoussent de nouveau. Les généraux anglais se mettent à la tête des colonnes, et reviennent à la charge. La mêlée et le carnage sont effroyables : on n'entend plus ni le sifflement des balles, ni le fracas des boulets et des obus. Tout entier à son ardeur guerrière, le soldat combat cor ps corps et à l'arme blanche ; emporté par son courage, il

court avec hilarité à une mort certaine. Après des efforts inouïs de part et d'autre, le nombre l'emporte, et Béresford reste maître des hauteurs et de la première redoute qui couvroit et protégeoit le flanc de la position. Les troupes anglo-portugaises s'y logèrent, quoique l'armée française restât encore en possession de quatre redoutes, des retranchemens et des maisons fortifiées. Ce premier avantage n'ayant été obtenu qu'au prix de beaucoup de sang, et l'armée du maréchal Soult se montrant résolue de défendre pied à pied chaque retranchement et chaque redoute, tout annonçoit qu'on ne pourroit emporter les autres ouvrages qu'après les plus grands sacrifices.

Wellington avoit vu ses colonnes chanceler et sa réputation compromise. Il hésita, dit-on, de poursuivre de si sanglans trophées. Du moins l'attaque fut-elle suspendue jusqu'à l'arrivée de l'artillerie du maréchal Béresford, retardée par le mauvais état des routes. On attendit aussi que le corps espagnol, repoussé avec tant de perte, se fût reformé pour revenir à la charge. On ajoute que lord Wellington, apercevant, du haut de la redoute dont il venoit de se rendre maître, la ville de Toulouse, objet de ses efforts et de son ambition,

se sentit comme ranimé par l'aiguillon de la gloire et l'espérance du succès, et que, descendant aussitôt de la redoute, il rejoignit ses colonnes, et disposa tout pour continuer l'attaque.

Tous les préparatifs étant achevés, le maréchal Béresford poursuit son mouvement offensif; il se présente successivement, avec la brigade du général Pack et la sixième division, devant les autres redoutes, qui sont assaillies vivement et défendues de même. La valeur des Anglo-Portugais vient échouer à plusieurs reprises au pied des retranchemens. La mitraille foudroie les assaillans; de longues files tombent; les rangs abattus sont remplacés par de nouvelles colonnes d'attaque. Anglais, Espagnols, Portugais, foulent sous leurs pieds les cadavres de leurs compatriotes: ce spectacle redouble leur fureur et leur témérité. Wellington lui-même n'est plus rebuté par la résistance héroïque des troupes françaises, ni par les pertes graves que lui coûtent ces tentatives acharnées; voulant s'assurer la victoire, il fait renouveler l'assaut par un parti considérable d'Ecossais, qui, vers midi, emporte les deux redoutes du centre et les retranchemens où réside la principale force de la position.

Le lieutenant-colonel Coghlan y est frappé à mort, et le colonel Douglas a une jambe emportée. Quoique blessé également, le major-général refuse de quitter le champ de bataille.

A trois heures la bataille étoit générale, et la victoire encore disputée, mais elle penchoit visiblement du côté de Wellington. Ce fut alors que le maréchal Soult essaya, par une tentative désespérée, de l'arracher des mains de son heureux adversaire, en ordonnant au général Taupin, dont il avoit fait embusquer la division le long des haies, de se porter en avant et de reprendre les hauteurs. Ce mouvement, exécuté avec précision, pouvoit couper en deux l'armée combinée, en la séparant de l'aile droite commandée par le général Hill, tandis qu'on eut acculé à un marais, vis-à-vis la troisième redoute, le corps d'armée du maréchal Béresford. Tout à coup ce général essuie, aux approches du château de Gueri, vers le canal, une attaque furieuse. Mais, sorti trop tôt de son embuscade, et emporté, dit-on, par sa valeur indiscrète, le général Taupin court et se précipite témérairement sur les Anglais avant d'avoir formé sa troupe; cette imprudence n'échappe point à Béresford, qui, mettant ses soldats en bataille, commande

un feu des deux rangs. Etonnés de ces décharges inattendues, les Français se replient en désordre; et Béresford les fait charger avec vigueur. Dans cet instant fatal le général Taupin, culbuté, entouré, paie de sa vie son ardeur impétueuse. Le général Lamorliere, accouru à son secours, est blessé grièvement à la tête de sa brigade, qui rétrograde aussi en désordre; la première brigade de la division d'Armagnac, vient en hâte pour la soutenir, et résiste aux Anglais; la division battue se reforme derrière elle. Mais l'ennemi, supérieur en nombre, avoit obtenu sur tous les points un avantage décidé. Tandis que la sixième division anglaise continuoit à longer le sommet de la hauteur, les troupes espagnoles faisoient un mouvement correspondant sur leur front, et l'armée du maréchal Soult étoit également débusquée des deux redoutes et des retranchemens qui lui restoient encore sur la gauche. Dès lors Wellington s'empara facilement de la chaussée de Montaudron, qui conduit dans le Lauraguais, tournant ainsi l'armée française, et lui fermant presque toutes les issues. Le terrain n'étant pas favorable aux opérations de la cavalerie, aucune troupe à cheval n'avoit eu occasion de charger

ni d'un côté ni de l'autre; mais à peine Wellington vit-il la journée décidée en sa faveur, qu'il détacha sur-le-champ sa cavalerie légère pour couper au maréchal Soult toute retraite par la route de Montpellier.

Tandis que ces grandes opérations s'effectuoient sur la gauche de l'armée combinée au-delà de la Garonne, le lieutenant-général Hill, avec l'aile droite, délogeoit, en deçà, toute la gauche de l'armée française des ouvrages extérieurs du faubourg Saint-Cyprien. Le général Picton renouveloit aussi ses attaques, et enfonçoit les troupes qui gardoient une des têtes de pont du canal; mais sa division, ayant tenté de s'en emparer, fut repoussée avec perte. Le major-général Brisbane y reçut une blessure grave.

La bataille avoit duré douze heures, depuis sept heures du matin jusqu'à sept heures du soir; toutes les positions étoient couvertes de morts, et la ville s'étoit remplie de blessés. On y avoit transporté, pendant l'action, plusieurs officiers généraux, entr'autres, les généraux de division Harispe et Bouret; les généraux de brigade Berlier et Gasquet; le colonel du dixième d'infanterie de ligne, le chef de bataillon d'artillerie Marlincourt, qui

dirigeoit les batteries, et un grand nombre d'autres officiers blessés plus ou moins grièvement : tous avoient secondé, avec autant d'intrépidité que de constance, les dispositions vigoureuses du maréchal Soult.

A huit heures du soir le feu continuoit encore : deux bombes, lancées de la ville, servirent de signal comme pour le faire cesser. Du pont de la route d'Alby les soldats français apercevoient les alliés, qui, maîtres de la troisième redoute, se trouvoient placés en quelque sorte au-dessus de leur tête. Ils les virent travailler avec ardeur à détruire les ouvrages dont ils s'étoient emparés; ils les entendirent déplorer distinctement les pertes énormes qu'ils avoient essuyées dans leurs différentes attaques. Douze mille hommes étoient hors de combat.

Maîtres de toutes les positions, établis sur trois côtés de Toulouse, les alliés venoient de forcer l'armée française de se mettre à couvert derrière le canal, et même de se jeter dans la ville, pour y trouver son salut. Les remparts en étoient garnis.

A cette journée de carnage, alloit succéder une nuit d'effroi pour les habitans de Toulouse. Peu d'entr'eux avoient vu des combats ; la plupart ne connoissoient la bataille san-

glante qu'on venoit de livrer sous leurs murs que par les détonations continuelles de l'artillerie qui s'étoient fait entendre, et par le sentiment de la pitié qu'avoit fait naître la vue de ce grand nombre de blessés qui, du champ de bataille, étoient transportés continuellement dans la ville. Mais lorsqu'une armée de vingt-deux mille hommes, enfoncée de toutes parts, s'y réfugia pêle-mêle, se jeta partout, se logea militairement; lorsque cette armée commença tous les préparatifs d'une défense acharnée et destructive, les malheureux habitans de Toulouse aperçurent l'affreuse perspective de l'abîme qui le lendemain pouvoit s'ouvrir sous leurs pas. Avec la nuit pourtant le calme se rétablit; les clameurs cessèrent; on n'entendit bientôt plus que la marche lente des patrouilles et la voix monotone des factionnaires.

A neuf heures du soir, Wellington fit sommer la ville de se rendre; le maréchal Soult répondit qu'il étoit décidé à s'ensevelir sous ses décombres, lui et son armée. Le lendemain les habitans de Toulouse virent l'armée française, bivouaquée le long du canal, se fortifier, se distribuer dans l'enceinte murée pour défendre la ville à outrance; ils virent l'armée

combinée occupant toutes les positions extérieures, dresser les batteries, les mortiers, placer les projectiles inflammables, et maîtresse de tenter un dernier effort, tout disposer pour emporter la ville de vive force. Alors ils se rappelèrent les désastres d'une ville prise d'assaut, les horreurs de Sarragosse et de Tarragone ; chacun en redouta les funestes représailles. L'alarme étoit générale ; elle étoit augmentée par les gémissemens douloureux des mourans qu'on transportoit sur des brancards faits à la hâte ; par les cris lamentables que les femmes et les enfans poussoient dans les rues ; par le trouble et l'inquiétude de la population tout entière sur le sort qui lui étoit réservé : aussi cette journée fut-elle bien plus cruelle à supporter que celle de la veille où l'on avoit été moins effrayé qu'étourdi. Les sommations furent renouvelées ; mais le maréchal Soult persista à vouloir s'ensevelir sous les ruines de Toulouse. On savoit que tout étoit prêt au camp de Wellington pour une attaque générale. Le silence de la terreur, avant-coureur des plus grandes calamités, étoit un présage funeste de celles qui menaçoient la ville. A neuf heures du soir le maréchal Soult assembla un conseil militaire,

auprès duquel plusieurs députations de la ville furent, dit-on, introduites; toutes adressoient leurs supplications au maréchal, pour qu'il épargnât à la ville de Toulouse les malheurs dont elle étoit menacée. Bientôt se joignirent à ces représentations réitérées les instances de plusieurs généraux; la voix de l'humanité et de la raison dompta enfin l'intrépide maréchal : il céda à des forces égales en courage, et supérieures en nombre; il fit tous ses préparatifs en silence, et abandonna la ville pendant la nuit.

L'histoire impartiale doit le dire à la louange du général anglais : il accomplit avec une rigoureuse exactitude la promesse qu'il avoit faite à Mgr le duc d'Angoulême. Cet auguste prince l'avoit conjuré de ménager la bonne ville de Toulouse. Wellington ne songea plus dès lors qu'à protéger et à garantir la vie et les propriétés de ses paisibles habitans. Non seulement il fit détourner le feu dirigé contre la ville, mais il laissa défiler sans s'y opposer militairement, les troupes du maréchal Soult par la seule route qui leur fût encore ouverte. Le maréchal, précédé de son artillerie et de ses bagages, dirigea sa retraite vers le Bas-Languedoc, sur Castelnaudary, laissant dans Toulouse plus de deux mille blessés.

Instruits à l'avance du départ de l'armée française, les royalistes de Toulouse s'étoient donné rendez-vous pour le lendemain sur la place Royale, dans la ferme résolution de se déclarer ouvertement pour le roi. L'un d'eux, M. d'Arbou-Castillon, éludant la surveillance des patrouilles de la garde urbaine, fait afficher, dans la nuit même, aux endroits les plus apparens, la proclamation adressée aux Bordelais par Mgr le duc d'Angoulême (1).

Au point du jour, les habitans étonnés de ne plus entendre de fracas militaire, sortent de leurs maisons, et parcourent les rues; elles étoient désertes. La confiance renaît; on s'aborde, on se dit mutuellement que Toulouse est entièrement évacuée, que l'armée n'a pu la défendre.

Délaissée par toutes les autorités impériales; frappée long-temps de terreur par les proclamations du commissaire Caffarelli, Toulouse abandonnée à elle-même, est bientôt entraînée par la puissance de l'opinion. Le joug de fer sous lequel cette ville avoit gémi pendant tant d'années, étoit rompu; et ses habitans, rendus à la liberté, reconnoissent bientôt que l'empire de

(1) Imprimée au bruit du canon et au milieu des plus grands dangers par M. Bernardin Despax, imprimeur à Toulouse.

Napoléon s'écrouloit de toutes parts. Générations entières, numéraire, subsistances, tout avoit été enlevé avec des extorsions révoltantes : tout avoit été épuisé. Le peuple revenu à lui-même, pouvoit comparer sans contrainte les temps heureux de l'ancienne monarchie, avec les calamités du règne de l'usurpateur. Les Toulousains brûlent dès lors d'imiter les Bordelais, et de s'élancer vers le prince auguste dont le nom voloit déjà de bouche en bouche.

Le signal est donné; les royalistes arborent la cocarde blanche, et le peuple, accourant en foule, répond aux cris de *Vive le Roi!* La garde urbaine elle-même seconde le mouvement, entraînée par l'exemple de ses officiers, MM. Auguste de Cambon, Jouliac, et Savy-Gardheil fils. De même qu'à Paris, les dames les plus distinguées de Toulouse, telles que Mmes d'Hargicourt, du Pac, d'Alzan, de Raymond, de Gardouch, de Cantalause, d'Aspe, de Montbel, se mêlant parmi le peuple, distribuent elles-mêmes des cocardes blanches, et parent les citoyens des couleurs royales. Une sorte d'union sympathique rallie toutes les classes; le même élan saisit l'universalité des citoyens. On se demande partout où sont les étrangers; on les cherche

des yeux. Poussés bientôt par la curiosité vers les dehors de Toulouse, les habitans aperçoivent près de chacune des portes, les divisions de l'armée combinée, rangées dans le plus bel ordre, et observant le plus grand silence, comme si elles eussent craint de troubler le repos de la ville. Leur maintien calme excite et attire la confiance; on ne voit bientôt plus dans les ennemis que des amis et des protecteurs. La foule s'accroît; la population entière accourt à leur rencontre; elle les appelle par ses desirs, par ses regards, de la voix et du geste. Les alliés restent immobiles jusqu'à l'heure fixée par leurs chefs. A huit heures, une division imposante, surtout par sa cavalerie, entre par la porte Saint-Cyprien, traverse Toulouse aux acclamations d'innombrables spectateurs, et en sort par le faubourg Saint-Michel. D'autres divisions vont camper dans les villages environnans, ou marchent à la poursuite du maréchal Soult.

Les premiers Anglais qu'on avoit aperçus dans la ville, avoient été salués par les cris de *Vive le Roi!* et, en arrivant sur la place Royale, ils avoient vu précipiter du haut du Capitole le buste et l'effigie de Napoléon. Les adjoints du maire et le conseil municipal ve-

noient de s'assembler. M. le comte de Guintran paroît dans le lieu des séances ; il demande, au nom des citoyens, que l'autorité se déclare, et que les magistrats prennent l'écharpe blanche. L'un d'eux, M. Savy-Gardeilh, se prononce sans hésiter, et arbore la couleur royale.

On expédie aussitôt au quartier-général anglais M. d'Arbou-Castillon pour annoncer à lord Wellington, que Toulouse vient de se déclarer pour le roi. M. d'Arbou part au galop. A peine est-il hors des portes, sur le chemin de la Lande, que des paysans, trompés par son panache blanc et par son écharpe, croient apercevoir en lui le prince que devançoit la renommée ; ils entourent ce gentilhomme, se précipitent sur lui aux cris de *Vive le Roi!* baisent ses bottes, ses habits, son cheval. M. d'Arbou, vivement ému, ne peut retenir ses larmes ; et, se faisant connoître, il leur dit, que Toulouse vient de secouer le joug du tyran : « Mes amis, ajoute-t-il, vous » voulez donc aussi le roi ? — « Oui, oui ! » s'écrient ces braves paysans ; plus de Buo- » naparte ! *Vive le Roi !* » M. d'Arbou repart après leur avoir témoigné toute sa joie, et bientôt il est rencontré sur la route par MM. Polignac et de Norroi, porteur d'un écrit du duc

d'Augoulême, tracé sur du taffetas, et ainsi conçu : « Je desire qu'au départ de l'armée » française, Toulouse imite l'exemple de Bor- » deaux, et se déclare pour le roi. »

Signé Louis Antoine.

« Ce précieux taffetas devient inutile, dit » M. d'Arbou aux deux envoyés du prince; » notre cœur nous a dicté notre devoir : » *Vive le Roi!* »

Arrivé à Lanceguat, quartier-général de Wellington, le gentilhomme toulousain est présenté au général anglais par le major Mac-Mahon; il lui parle en ces termes : « Milord, » les habitans de Toulouse viennent de se » montrer dignes du nom français : ils ont » reconnu Louis XVIII pour leur souverain » légitime ; le seul drapeau blanc sera désor- » mais celui des fidèles Toulousains. Venez, » Milord, venez jouir du bonheur dont nous » vous sommes redevables. »

Cette déclaration alarma la prudence du général anglais qui étoit encore dans une ignorance complète des événemens de Paris. « Vous » avez agi avec bien de la précipitation, dit-il, » à l'envoyé toulousain; ignorez-vous qu'on » traite à Châtillon avec Buonaparte ? S'il

» obtient la paix, que deviendrez-vous? »
— « Nous avons fait notre devoir; nous sau- » rons mourir, » répond le baron d'Arbou-Castillon. Se retournant ensuite vers le major Mac-Mahon : « Voilà, lui dit-il, voilà la pre- » mière fois que j'ajoute foi au congrès. » En effet, dans presque toute la France, et dans le midi surtout, on regardoit les négociations de Châtillon comme supposées par Buonaparte et par ses adhérens.

Mais déjà le mouvement royaliste s'étoit propagé à Toulouse. Sur les places et dans les rues, se faisoient entendre les cris unanimes de *Vive le Roi! Vivent les Bourbons! Vivent les enfans d'Henri IV! Vive Louis XVIII!* Partout le peuple manifestoit une volonté ferme; et le corps municipal, cédant au vœu général, revint à ses anciens maîtres : il arbora les signes de la restauration.

Précédés du drapeau blanc, et escortés par la population entière, les magistrats et la garde urbaine vont au-devant de lord Wellington pour réclamer sa protection en faveur d'une partie de l'héritage sacré de saint Louis.

Le cortége prend la route d'Alby, tandis que Wellington se dirige, avec son état-major, vers la Porte-Neuve. Ce contre-temps est

bientôt réparé; les magistrats et les citoyens reviennent en hâte sur leurs pas, au moment où Wellington arrive au Capitole.

Quarante mille personnes des deux sexes se précipitent au-devant du général anglais, ne sachant comment exprimer leur joie et la sincérité de leur enthousiasme. Simple dans ses vêtemens, uni dans son maintien, Wellington attire à lui tous les regards de la foule empressée. Les cris fortement prononcés de *Vive le Roi! Vive Wellington!* retentissent de toutes parts, et alarment de plus en plus la prudence du général: il exprime hautement son opinion, essayant ainsi de réfréner un élan qui pourroit compromettre Toulouse; mais rien ne peut empêcher les sentimens de la multitude de se manifester par les cris redoublés de *Vive le Roi!*

Wellington entre à cheval avec son cortége dans la cour du Capitole : à l'instant il est enlevé, transporté par le peuple dans toutes les salles, et présenté plusieurs fois au balcon à la foule assemblée. L'ivresse étoit générale. Enfin il prend place, et reçoit le conseil municipal.

Organe de ses concitoyens, M. Lanneluc, premier adjoint du maire, implore, dans une

courte harangue, la protection de l'illustre général en faveur d'une ville que, par sa modération, il avoit rendue à jamais l'amie de la nation britannique; mais l'orateur gardant le silence sur l'élan courageux des Toulousains en faveur de leurs maîtres légitimes, sa voix est couverte à l'instant par les cris répétés de *Vive le Roi! Vivent les Bourbons!* « Braves » habitans de Toulouse, répond Wellington, » je serois fâché que des Français si dévoués à » la cause de leur roi, fussent la victime d'un » zèle empressé, mais louable. Je ne dois pas » vous dissimuler qu'on traite encore à Châ- » tillon, et qu'on regarde la paix avec Buona- » parte comme une chose possible : je vous » soutiendrai néanmoins autant qu'il pourra » dépendre de moi; mais peut-être le temps » n'est-il pas encore venu d'exprimer avec » cette énergie vos nobles sentimens........ » A ces mots la multitude paroît se recueillir; les Toulousains semblent d'abord interdits; un silence morne de quelques minutes est rompu tout à coup par M. de Limairac, sous-préfet, qui demande hautement une seconde cocarde blanche plus grande que la première. « La cocarde royale est à mon chapeau, » s'écrie le comte d'Hargicourt; elle n'en

» tombera qu'avec ma tête. » A l'instant même, les acclamations redoublent et retentissent jusqu'aux extrémités de la ville ; la cocarde est universellement arborée ; les fleurs de lis et le drapeau blanc remplacent au Capitole et sur toutes les tours le drapeau tricolore ; on n'est plus occupé qu'à détruire les signes du despotisme, et à former une garde royale (1).

Ces scènes d'allégresse publique n'étoient troublées, ni par la réflexion, ni par la crainte. Les calculs d'une lâche prudence furent étouffés par l'élan des cœurs et par la conscience du devoir. La bonne ville de Toulouse alloit en recevoir bientôt la récompense : les félicitations réciproques sur les heureux événemens d'une si généreuse entreprise étoient générales ; les âmes étoient sans trouble, les visages étoient radieux, quand le même jour, vers cinq heures après midi, on vit arriver le colonel Cooke et le colonel Saint-Simon, apportant les dépêches de Paris. Bientôt les Toulousains entendent ces paroles inattendues : « Le sénat » conservateur a prononcé la déchéance de » Napoléon Buonaparte ; les conseils suprêmes

(1) Le registre ouvert chez M. le baron de Cantalause fut couvert dès le premier jour de plus de cent signatures.

» de Paris appellent au trône Louis XVIII; la » capitale et l'armée rejettent l'usurpateur et » sa famille. »

L'enthousiasme se manifesta alors dans toute son énergie. Par un échange momentané, gage de la plus sincère confiance, les Anglais prennent la cocarde blanche, et les Toulousains unissent la cocarde noire aux signes de la restauration. Wellington lui-même arbore la couleur de nos rois, et dit avec transport et simplicité : « Je ne donnerois pas pour beau» coup la manière glorieuse dont s'est déclarée » la ville de Toulouse avant de connoître les » événemens de Paris. »

L'histoire doit le remarquer : les Toulousains dans cette grande circonstance ne reçurent l'impulsion que d'eux-mêmes, et ils la donnèrent à leurs propres magistrats qui, cédant à l'unanimité des vœux, se prononcèrent pour la cause royale. La position des Toulousains parut si critique au général espagnol Alava, qu'il expédia dans la matinée même un courrier à son gouvernement pour être autorisé à soutenir les royalistes de Toulouse si l'armée anglaise venoit à évacuer la ville, et à les prémunir contre les revers en leur assurant une retraite en Espagne. Honneur à la ville de

Toulouse! libre dans ses vœux, elle a donné à ses souverains légitimes le glorieux et hardi témoignage de son dévouement à leur cause, avant même d'avoir le moindre indice que Dieu et les hommes s'étoient déclarés en leur faveur. Elle en reçut bientôt la récompense en recueillant, pour ainsi dire, dans son sein, au milieu des éclats de la joie et du ravissement, ce prince, l'amour du Midi, et l'espoir de la France.

Les Toulousains acquirent aussi d'autres titres à la reconnoissance publique : rien de plus louable et de plus touchant que l'humanité de la garde urbaine et des femmes de cette ville, en faveur des blessés des deux armées, qui furent recueillis avec sollicitude et un empressement religieux.

On se consoloit en songeant que les bienfaits de la paix alloient succéder enfin à tant de scènes de carnage. Le colonel Saint-Simon, expédié par le gouvernement provisoire, partit immédiatement de Toulouse, afin de porter au maréchal Soult et au maréchal Suchet les décrets du sénat, et l'adhésion des puissances alliées. Le maréchal Soult ne regarda pas d'abord ces informations comme suffisantes pour le décider à poser les armes, et à envoyer sa

soumission ; il fit proposer à lord Wellington d'accéder à une suspension d'hostilités, afin d'avoir le temps de vérifier les faits par lui-même. Le général anglais ne jugea pas à propos d'acquiescer à cette demande, et il fit partir deux nouvelles divisions de son armée pour marcher à la poursuite du maréchal Soult, vers Castelnaudary, dans le Bas-Languedoc.

Son armée alloit être tournée dans ses nouvelles positions, et comme si le sang n'eût pas encore assez coulé, il y eut de nouveaux engagemens entre l'arrière-garde française et la cavalerie anglaise. D'autres faits d'armes signaloient encore dans le midi les dernières convulsions de cette campagne sanglante.

Le général Blondeau, laissé dans Saint-Jean-Pied-de-Port, continuoit de défendre les approches de cette place, voulant en interdire l'accès aux alliés.

Le 14 avril, le général Thouvenot faisoit une sortie vigoureuse à la tête de la garnison de Bayonne, détruisant les ouvrages avancés, chassant au loin l'ennemi, et faisant prisonnier le lieutenant-général Hope avec son état-major et quatre cents soldats anglais.

Au même moment le maréchal Suchet, avec son corps d'armée, rentroit sur le sol de

la France, laissant des souvenirs pleins de gloire dans la Péninsule dont il venoit decicatriser les plaies, en remettant lui-même à la nation espagnole son roi légitime; mission honorable et accomplie avec autant de fidélité que de noblesse, prélude heureux du rétablissement des trois branches de l'auguste famille des Bourbons sur le trône de leurs ancêtres. Ainsi furent couronnées les brillantes campagnes du vainqueur de Maria, de Belchite et de Sagonte; du conquérant de Lerida, de Méquinenza, de Tortose, de Tarragone et de Valence, de celui que les Espagnols eux-mêmes appellent *le plus vaillant et le plus heureux de tous les maréchaux de sa nation;* de celui enfin qui, délaissé avec une poignée de braves, s'étoit maintenu, entouré d'armées nombreuses, lorsque déjà tout étoit perdu, et la France envahie. Mais ce guerrier avoit honoré le caractère espagnol; il avoit relevé la discipline, et administré avec sagesse. Adoré de ses soldats dont il étoit le père, estimé, respecté des peuples même qu'il avoit assujétis par ses armes, il ramenoit au secours de sa patrie une armée d'élite dont aucun revers, dans cette guerre fatale, n'avoit obscurci les hauts faits. Devenue presque le seul espoir du midi

de la France, cette armée avoit fourni un détachement de vingt-deux mille hommes à celle du Rhône et de l'Isère; elle avoit laissé dans les places conquises dix-huit mille hommes de bonnes troupes, bien disciplinées et animées d'un excellent esprit (1). Réduite à quatorze milles braves, l'armée du maréchal Suchet repassa les Pyrénées avec son illustre chef, le 12 avril, deux jours après la bataille de Toulouse. Depuis trois mois tous les regards s'étoient portés vers cette armée valeureuse, comme pouvant seule, par l'habileté de son général, arrêter les progrès de Wellington. A chaque revers on annonçoit que l'armée du maréchal Suchet venoit enfin d'opérer sa jonction avec l'armée du maréchal Soult. Mais ces bruits, si long-temps accrédités par un sentiment d'estime universelle, n'avoient aucun fondement réel. Le système de défense du midi commandoit la séparation des deux armées : celle du maréchal Soult devoit couvrir

(1) A Sagonte, près de Valence; à Peniscola qui a soutenu un bombardement dont la moitié de la garnison a été la victime; à Tortose qui a été bloqué pendant onze mois; à Barcelonne également bloqué par un corps anglo-espagnol; à Hostalrick, et au grand fort Saint-Ferdinand à Figuières. Toutes ces garnisons sont rentrées en France avec armes et bagages.

les routes de l'Océan et tout le Haut-Languedoc; celle du maréchal Suchet alloit défendre les routes de la Méditerranée, qui couvrent le Bas-Languedoc et la Provence. S'il eût abandonné, après une marche plus rapide, les positions de Perpignan et de Narbonne, pour voler à la défense de Toulouse, une seconde armée de quarante mille Anglo-Espagnols eût percé à travers les Pyrénées, dans cet espace qui sépare Toulouse de Narbonne, et le canal du Languedoc ainsi que la ville de Montpellier eussent été livrés aux invasions de l'ennemi.

Au premier avis des heureux événemens qui venoient de mettre un terme aux maux de la France, le maréchal Suchet envoya le colonel Richard, de son état-major, au quartier-général de lord Wellington, afin de traiter d'une convention pour la suspension des hostilités avec l'armée qui étoit sous son commandement immédiat.

En même temps arrivoit aussi à Toulouse, de la part du maréchal Soult, le général de division Gazan, pour informer lord Wellington que le maréchal venoit de reconnoître le gouvernement provisoire, et qu'il réclamoit instamment la suspension des hostilités.

Une convention immédiatement conclue sur les bases de celle de Paris, entre l'armée combinée et les armées françaises sous les ordres des maréchaux Soult et Suchet, conserva les lignes de démarcation respectives dans l'état où elles se trouvoient au moment de l'armistice; la Garonne et le Tarn servirent de limites à Wellington.

Bordeaux, inquiet et agité, s'étoit cru, pendant plusieurs jours, à la veille de la guerre civile. En effet, vers la fin de mars, Napoléon avoit donné l'ordre positif de faire marcher dix-sept mille hommes, et de l'artillerie de siége contre cette ville. La tête de la colonne, forte de six mille combattans, arrivoit déjà par le chemin de Périgueux. On se disposoit à une vigoureuse résistance, en attendant qu'une diversion imposante se manifestât dans la Vendée. Lord Dalhousie et l'amiral Penroze venoient de combler les vœux du marquis de la Rochejaquelein, en lui donnant de la poudre et des armes, et les bâtimens nécessaires pour le transporter en Poitou. Un aviso alloit partir aussi pour Jersey, où venoit de débarquer Mgr le duc de Berry, qu'attendoient avec la plus vive impatience les royalistes de la Bretagne. Tout à coup le 10 avril, jour de la fête

de Pâques, au moment même où les citoyens prosternés dans les temples invoquoient la divine Providence, Bordeaux apprit en même temps la déchéance de Buonaparte, le rappel et le rétablissement des Bourbons. Cette heureuse nouvelle parvint en un clin d'œil dans toutes les églises où étoit rassemblée la population des deux sexes. On entonne aussitôt le *Te Deum*; et, après avoir rendu des actions de grâces à Dieu, les citoyens parcourent les rues et les places publiques, faisant éclater la plus vive allégresse; on s'embrasse, on se félicite; partout des feux sont allumés, et la ville est illuminée spontanément. Surpris par la joie à la nouvelle de ce fortuné changement, Mgr le duc d'Angoulême n'avoit pu prononcer que ces mots admirables : « Le sang français ne » coulera plus ! » La présence de S. A.R. augmenta l'ivresse du peuple.

Le corps d'armée du général Decaen, qui menaçoit Bordeaux, ne put croire d'abord à une révolution aussi subite, et hésita de partager la joie des Bordelais; mais, le général s'étant rendu auprès de S. A. R. pour lui offrir sa soumission, les troupes cessèrent de menacer Bordeaux : la ligne de démarcation ayant été établie également avec ce corps

d'armée, tout le midi fut pacifié et tranquille.

La France entière pouvoit enfin recevoir librement l'impulsion de sa capitale qui venoit de célébrer l'une des plus belles journées de la restauration : l'entrée publique de MONSIEUR, comte d'Artois, lieutenant-général du royaume.

—

LIVRE XXI.

Sensation que produit à Paris la bataille de Toulouse. — Dernières circonstances du séjour de Napoléon à Fontainebleau. — Ses adieux à sa garde. — Son départ pour l'île d'Elbe. — Progrès de la restauration. — Les adhésions sont unanimes. — Administration du Lieutenant-Général du royaume. — Convention du 23 avril. — Arrivée de Louis XVIII à Calais. — Première déclaration du Roi. — Entrée de Louis-*le-Désiré* dans Paris. — Réunion de la famille royale. — Situation du royaume. — Pacification générale. — Départ des Alliés. — Charte royale.

La France sortoit d'un abîme; depuis dix-neuf jours Paris étoit dans le ravissement. Un gouvernement paternel alloit enfin remplacer la puissance militaire d'un étranger. Au sein de la capitale, Monsieur, frère du roi, venoit de recueillir le témoignage éclatant de l'amour des Français pour son auguste famille. En un mot, la paix alloit succéder à une guerre d'invasion et à de grands désastres, quand tout à coup des murmures sinistres affligèrent tous les cœurs, et portèrent le deuil dans les familles.

La nouvelle se confirme qu'une bataille terrible a été livrée à cent cinquante lieues de la capitale, *huit jours après la déchéance de Napoléon*, et que douze mille braves ont péri dans cette mêlée sanglante. L'ange exterminateur semble étendre encore ses ailes funèbres sur Paris.

« Rien ne prouve plus évidemment, dit le » gouvernement provisoire, par l'organe du » journal officiel (1) combien se sont rendus » criminels ceux qui ont osé intercepter les » ordres et les dépêches du gouvernement » depuis le 1er de ce mois, que l'inutile effusion » du sang qui vient d'avoir lieu sous les murs » de Toulouse.......... De quelle affliction pro- » fonde n'est-on point pénétré quand on songe » qu'un si noble sang et de si glorieux sacrifices » n'étoient plus réclamés par la patrie, qu'ils » lui ont été au contraire dérobés par un ma- » chiavélisme barbare et impardonnable ! »

L'auteur de tant de maux, que la générosité de ses ennemis rendoit encore redoutable, différoit son départ sous divers prétextes, prolongeant ainsi les alarmes des amis de la restauration. Au contraire, les adhérens de sa tyrannie s'agitoient quoiqu'abattus, et re-

(1) Voyez le Moniteur du 18 avril 1814.

muoient encore les élémens de sa puissance; défiant l'Europe armée et bravant l'indignation publique.

Cependant Napoléon avoit vu sa propre garde se dissoudre en partie. Du 7 au 9 avril, plus de quatre mille grenadiers et chasseurs dispersés vers Orléans avoient réclamé à la mairie de Montargis des feuilles de route pour rentrer dans leurs foyers. Abandonné par la moitié de son armée, il voyoit le reste se fondre. Il en témoigna son ressentiment avec toute l'amertume de l'ambition étanouie.

« L'armée, osa dire ce chef ingrat, l'armée » s'est déshonorée; je ne veux plus d'elle; » elle n'est pas digne que je la commande. » — « Sire, répondit le général Dulauloy avec » fermeté, cette armée a combattu pour vous » jusqu'à son dernier soupir, et quand elle » perd tout, ah! du moins laissez-lui l'hon- » neur. Tant de généraux ici présens vous le » demandent avec moi. Officiers et soldats, » tous, et partout, ne sont-ils pas tombés pour » votre cause avec la même obéissance? » Mais il n'étoit pas capable de revenir sur son injuste accusation; celui qui, d'un trait de plume, avoit déshonoré des provinces, des populations entières, et quelques-uns de ses

officiers-généraux ? Il devoit finir par calomnier aussi son armée ; et pourtant elle n'avoit connu, elle n'avoit vu que lui : oubliant la cause publique, elle étoit toute dévouée à la sienne ; après ses revers, même après ses fautes, elle l'avoit salué toujours de ses mêmes acclamations.

Mais cet homme qui dans les jours de sa haute fortune s'étoit vu à la tête de cinq cent mille combattans, se trouvoit confiné alors avec sa garde seule réduite à deux ou trois mille vieux soldats. Sa pensée et ses regrets se portoient toujours sur Paris dont il lisoit chaque jour les journaux avec une avide curiosité. Il les tenoit de sa main tremblante ; et son œil inquiet les parcouroit rapidement. Au lieu de ces éloges outrés dont il avoit été l'objet pendant quinze ans, il n'y trouvoit plus que de tardives et douloureuses vérités. Il en frémissoit de colère, et s'emportoit en menaces, oubliant que son rôle venoit de finir. Revenu bientôt à lui-même, et se rappelant qu'il n'étoit plus le redoutable Napoléon, il s'écria, dit-on, dans sa douleur : « Si l'on m'avoit adressé, il y a trois ans, la centième partie des vérités que j'entends aujourd'hui, on me verroit encore sur le trône. » Réflexion accablante pour les lâches flatteurs qui l'avoient

entouré ; pour ces fonctionnaires sans force et sans vertu, qui, constamment prosternés à ses pieds, lui avoient vendu sans pudeur les intérêts du peuple ; pour ces écrivains stipendiés, qui, dans leurs lâches écrits, avoient épuisé les dernières formules de la plus servile adulation ; qui s'étoient montrés indifférens aux malheurs publics, pourvu que, d'une main avide, ils pussent recevoir l'or dont on payoit leur bassesse.

De tant de courtisans et d'officiers dévoués, il ne restoit plus auprès de sa personne que les généraux Belliard, Ornano, Petit, Dejean, Drouot, Lefevre-Desnouettes et Korsakousky ; les colonels Montesquiou, Bussy, Delaplace ; le chambellan de Turenne, le grand maréchal Bertrand et le ministre Bassano. Déjà le mameluck Rustan, et son premier valet de chambre Constant, l'avoient abandonné après avoir reçu de lui toute sorte de bienfaits.

Le 16 avril, se réunirent à Fontainebleau le général russe Schouwalow, le général autrichien Koller, le colonel anglais Campbell et le général prussien Valdebourg-Truchsess, commissaires des puissances alliées pour accompagner Napoléon jusqu'au port de Fréjus, et

présider à son embarquement. On suscita de nouveaux délais; Napoléon vouloit suivre la route de Briare, et non celle d'Auxerre ; il formoit sans cesse de nouvelles demandes. Tout lui fut accordé, et l'on fixa le départ au 20 avril. Dans la nuit même, il se fit précéder par une centaine de voitures chargées d'argent, de meubles, de munitions de guerre, de tableaux, de statues, et de toute sorte de dépouilles de la France et de l'Europe.

Jusqu'au dernier moment, il ne perdit pas l'espérance de rompre la coalition des princes alliés, et de profiter de leur désunion. Tel étoit évidemment le but de ses manœuvres secrètes, et même de ses discours, d'ailleurs incohérens, quoique médités.

A dix heures du matin, toutes les voitures étant prêtes dans la cour du château de Fontainebleau, Napoléon fit appeler le général autrichien Koller, auquel il tint le discours suivant :

« J'ai réfléchi sur ce qui me restoit à faire ;
» je me suis décidé à ne point partir. Les alliés
» ne sont pas fidèles aux engagemens qu'ils ont
» pris avec moi; je puis donc aussi révoquer
» mon abdication, qui n'étoit toujours que
» conditionnelle. Plus de mille adresses me
» sont parvenues cette nuit : l'on m'y conjure

» de reprendre les rênes du gouvernement. Je » n'avois renoncé à tous mes droits à la cou- » ronne, que pour épargner à la France les » horreurs d'une guerre civile, n'ayant jamais » eu d'autre but que sa gloire et son bonheur. » Mais connoissant aujourd'hui le méconten- » ment qu'inspirent les mesures prises par le » nouveau gouvernement, voyant de quelle » manière on remplit les promesses qui m'ont » été faites, je puis expliquer maintenant à » mes gardes quels sont les motifs qui me font » révoquer mon abdication, et je verrai com- » ment on m'arrachera le cœur de mes vieux » soldats. Il est vrai que le nombre des troupes » sur lesquelles je pourrai compter n'excédera » pas trente mille hommes; mais il me sera » facile de les porter en peu de jours jusqu'à » cent trente mille. Sachez que je pourrai » tout aussi bien, sans compromettre mon » honneur, dire à mes gardes que, ne consi- » dérant que le repos et le bonheur de la » patrie, je renonce à tous mes droits, et les » exhorte à suivre ainsi que moi le vœu de la » Nation. »

Le général Koller se recueillit un moment, et repassant en lui-même ce qu'il venoit d'entendre, il pria Napoléon de lui dire en quoi

les alliés lui paroissoient avoir manqué au traité? « En ce que l'on empêche l'Impéra-
» trice de m'accompagner jusqu'à Saint-Tropez,
» comme il étoit convenu, » lui dit l'empereur.
— « Je vous assure, reprit le général, que sa
» majesté n'est pas retenue, et que c'est par
» sa propre volonté qu'elle s'est décidée à ne
» pas vous accompagner. » — « Hé bien, je
» veux bien rester fidèle à ma promesse; mais,
» si j'ai de nouvelles raisons de me plaindre,
» je me verrai dégagé de tout ce que j'ai
» promis. »

Il étoit onze heures, et pendant que se faisoient les dernières dispositions pour le départ, Napoléon, entouré des commissaires et de quelques-uns de ses officiers, ne cessa de se plaindre des injustices dont il disoit être l'objet. Ses accusations se portèrent successivement sur l'empereur d'Autriche, sur l'empereur de Russie et sur le roi de Prusse. Il manifesta dès lors l'intention de se mettre sous la protection des Anglais. Enfin le départ ne pouvant plus se différer, il descendit à midi dans la cour du château où étoient rangés en bataille les grenadiers de sa garde, qu'il vouloit encore passer en revue. Là, tout étoit préparé pour la dernière scène de son pouvoir expirant. On aper-

cevoit des signes de terreur sur ses traits défigurés, et quelques larmes couloient de ses yeux. On attendoit ses ordres dans un profond silence; pas un cri de *vive l'empereur!* ne frappoit les airs. Les vieux guerriers conservoient l'attitude du respect; mais leur âme sembloit oppressée par la douleur. Napoléon, s'adressant à sa garde, lui parla ainsi :

« Généraux, sous-officiers et soldats de ma » vieille garde, je vous fais mes adieux; je » suis content de vous. Depuis vingt ans je » vous ai toujours trouvés sur le chemin de » la gloire.

» Les puissances alliées ont armé toute l'Eu» rope contre moi; une partie de l'armée a » trahi ses devoirs, et la France elle-même » a voulu d'autres destinées.

» Avec vous, et les braves qui me sont restés » fidèles, j'aurois pu entretenir la guerre civile » pendant trois ans; mais la France eût été » malheureuse, ce qui étoit contraire au but » que je me suis proposé.

» Soyez fidèles au nouveau roi que la France » s'est choisi; n'abandonnez pas cette chère » patrie, trop long-temps malheureuse.

» Ne plaignez pas mon sort; je serai tou-

» jours heureux, lorsque je saurai que vous
» l'êtes.

» J'aurois pu mourir, rien ne m'eût été plus
» facile; mais je suivrai sans cesse le chemin
» de l'honneur.

» J'écrirai ce que nous avons fait.

» Je ne peux pas vous embrasser tous; mais
» j'embrasse votre général. (Il presse le géné-
» ral Petit dans ses bras.) Qu'on apporte
» l'aigle. (Il prend l'aigle impériale, et dit :)
» Chère aigle, que ces baisers retentissent
» dans le cœur de tous les braves. Adieu, mes
» enfans!!!! Mes vœux vous accompagneront
» toujours; conservez mon souvenir. » Il
donne sa main à baiser aux officiers qui l'en-
tourent; monte ensuite en voiture avec le grand
maréchal, et prend la route du Midi.

Telle fut la dernière représentation théâ-
trale de ce héros hypocrite et comédien : elle
ne dépareroit point l'histoire d'un grand
homme. Telle fut la fin de cet empire colossal,
qui n'avoit été gouverné que par la violence
et par la fraude, et dont le chef avoit réussi à
dégoûter les Français de la guerre, et même de
la gloire.

De tous les adhérens de Napoléon, les géné-
raux Bertrand et Drouot furent les seuls qui

prirent la résolution de se retirer avec lui à l'île d'Elbe. Il étoit sous l'escorte d'une partie de sa garde, et protégé par des détachemens placés de distance en distance, commandés par Lefebvre-Desnouettes. On suivit la route du Bourbonnais sans être troublé. Au contraire, Napoléon reçut des députés et des hommages, et fut souvent salué des cris de *vive l'empereur*. Ces cris se prolongèrent jusqu'à Nevers : il en témoigna sa surprise par ces paroles remarquables : « Seroit-ce là le vœu » général ? » Arrivée à Villeneuve-sur-Allier, sa garde cessa de l'accompagner, et les cris de *vive l'empereur* cessèrent tout-à-coup. La transition fut même cruelle pour Napoléon. En traversant les provinces méridionales, il fut accablé des malédictions de toutes les classes d'habitans : il auroit même été immolé à leur vengeance, si les ruses et les précautions n'avoient été multipliées pour le soustraire à leur fureur.

Ainsi fut expulsé de la France ce conquérant d'une activité si fatigante; bouffi d'orgueil, mais chargé de l'exécration de la terre, qui, le front sillonné par les foudres du courroux céleste, frappé tout à coup et abattu par la fatalité, descendoit, tel qu'un roi de théâtre,

d'un trône pour lequel il n'avoit pas su vivre, ni osé mourir. Par un effet de la Providence, il survi-oit à sa renommée pour être livré, vivant, au burin de l'histoire, comme si la justice divine eût marqué elle-même le supplice que méritoit celui qui n'avoit régné que par l'imposture et l'erreur.

Napoléon, en route pour l'île d'Elbe, traversoit le midi de la France au milieu des imprécations publiques, et déjà la France respiroit. Les progrès de la restauration s'étendoient d'un bout du royaume à l'autre. Dans les villes et dans les campagnes, on arboroit les lis et le drapeau blanc. Les actes d'adhésion étoient unanimes. Dijon, dès le 4 avril, avoit fait flotter la bannière française sur la tour antique du palais des ducs de Bourgogne. La ville d'Autun s'étoit déclarée des premières. Vainement quelques préfets cherchoient à comprimer l'élan national; d'autres, tel que celui de la Somme (1), suivoient le sentier de l'honneur, et donnoient le plus noble exemple. Les actes d'adhésion furent signés avec enthousiasme à Amiens, et aux cris mille fois répétés de *Vive le Roi!* Compiègne, Péronne, Dreux,

(1) M. de la Tour-du-Pin.

Reims, Senlis, Evreux et Langres, se hâtèrent aussi de faire éclater leur allégresse.

Dès le 6 avril, Dunkerque s'étoit déclaré : troupes de lignes, garde nationale, citoyens, tout s'étoit confondu pour arborer la cocarde blanche. A Dieppe, les signes du gouvernement impérial avoient disparu en un clin d'œil, pour faire place aux couleurs et aux bannières de l'antique monarchie. Cédant à l'impulsion du marquis de Chabannes, premier aide-de-camp du roi, muni de pleins pouvoirs dans les provinces du nord, les habitans de l'Artois et de la Picardie faisoient aussi entendre partout les cris de *Vive Louis XVIII!* La ville de Rouen, trompée et retenue par des nouvelles mensongères, ne s'étoit déclarée que le 8. Le même jour, Auxerre s'étoit levée au bruit des cloches, des tambours et de la musique : hommes, femmes avoient pris la cocarde sans tache, et aux cris de *Vivent les Bourbons!* Nantes s'étoit déclarée aussi avec transport, le 9 avril, et Rennes le 10; mais en Bretagne, en Normandie, et dans d'autres provinces, l'élan de la restauration avoit été, pendant quelques jours, comprimé, soit par les manœuvres de quelques fonctionnaires du gouvernement abattu, soit par des dispositions

locales. On arrêtoit, on dénaturoit les nouvelles de Paris. Deux partis étoient en présence dans les contrées de l'ouest, si long-temps déchirées; mais la masse des peuples auroit aisément triomphé d'une opposition qui prenoit sa source plutôt dans l'intérêt particulier que dans les opinions politiques. Dans les campagnes de la Vendée, de l'Anjou, du Maine, de la Bretagne et de la Normandie, tout étoit prêt pour une insurrection générale. Pendant les fureurs révolutionnaires, comme sous le joug du tyran, la Vendée n'avoit jamais reconnu d'autre maître que Louis XVIII. Le moment étoit venu de prendre les armes, et quatre-vingt mille Vendéens, par un élan religieux, avoient fait leurs Pâques le mercredi Saint, dans la ferme intention de se lever en armes, le 11 avril suivant, lundi de Pâques. Ce jour étoit choisi pour proclamer le roi dans les rustiques bocages du Poitou, derniers asiles des royalistes dans leurs jours de deuil et de désastres. La restauration vint préserver la France d'une nouvelle guerre civile. Instruits, le 10 avril, de la déchéance de l'usurpateur, les Vendéens reçurent la plus douce récompense de leur courage et de leur fidélité. Le nom du roi fut répété par tous les échos; la

nuit même, on l'entendoit retentir dans les campagnes. Le drapeau blanc flottoit sur tous les clochers, sur toutes les sommités du pays. Des feux allumés, et le son des cloches, marquoient partout la joie publique. Tout annonçoit des jours heureux dans des lieux si long-temps désolés par les troubles civils. Les Vendéens, désarmés par leur roi, adressoient à Dieu des hymnes d'action de grâces, pour la miraculeuse restauration du trône, opérée au milieu des débris d'un empire, qui naguère, sembloit avoir détruit tout l'espoir du juste.

Orléans, Niort, Poitiers, Brives, rendoient aussi à Dieu de solennelles actions de grâces pour le retour des Bourbons. Les cris de *Vive Louis XVIII!* se faisoient entendre dans le moindre hameau. Vers la Loire, toutefois, quelques militaires égarés, quelques fonctionnaires, regrettant la tyrannie, s'efforçoient encore de comprimer l'esprit public; mais ces foibles barrières furent bientôt rompues. Plus loin, vers l'est, le mouvement fut moins contrarié. Avant même d'avoir eu connoissance des événemens de Paris, le maire de Mâcon avoit convoqué le conseil municipal, et proposé de se déclarer pour le souverain légitime;

aussitôt tous les habitans avoient arboré la cocarde blanche, et crié *Vive le Roi!*

Retenus dans les bornes d'une sage circonspection que les souvenirs du siége désastreux de 1793 ne justifioient que trop, les Lyonnais ne s'étoient déclarés que le 9 avril. Le lendemain et le surlendemain furent, pour eux, des jours d'ivresse : on s'embrassoit dans les rues. Les illuminations, les feux de joie, les solennités religieuses se répétèrent de proche en proche, jusqu'aux montagnes du Beaujolais et de l'Auvergne, signalant ainsi ces grands jours de bonheur public.

Le 13 avril seulement, on avoit connu à Villefranche par une correspondance particulière la déchéance de Napoleon, et la restauration de la monarchie. Sans attendre aucun avis officiel, le marquis de Marcillac, sous-préfet de Villefranche, secondé par les habitans, fait proclamer le roi et arborer le drapeau blanc (1). Le *Te Deum* est chanté dans toutes les paroisses, tandis que l'élan des peuples est encore comprimé dans le chef-lieu de l'A-

(1) Le Roi a daigné récompenser les habitans de Ville-Franche, en leur permettant de mettre un lis au drapeau de la garde nationale, pour avoir, est-il dit dans le brevet, donné impulsion au département.

veiron. Rhodez, en effet, contenu par l'autorité supérieure, ne proclame Louis XVIII que le 15 avril.

Entourés d'armées et privés de communications, les départemens de Tarn et Garonne et de Lot et Garonne, reçurent aussi les derniers le mouvement régénérateur. A peine le préfet d'Agen eut-il connoissance de la proclamation de Louis XVIII, qu'il repandit parmi ses administrés la joie et l'enthousiasme. Montauban étoit encore comprimé par les lois terriblesdu gouvernement usurpateur; mais le besoin d'un règne légitime étoit si généralement senti par l'universalité des habitans de Tarn et Garonne, qu'ils se disposoient à tout tenter pour hâter leur délivrance. Une insurrection alloit éclater, quand le 12 avril on vit à Montauban les deux officiers supérieurs qui se rendoient en parlementaires à l'armée du midi. Les habitans ne se contiennent plus; les cris de *Vive le Roi!* retentissent de toutes parts, malgré l'hésitation de l'autorité supérieure qui flottoit encore entre les ordres contradictoires du gouvernement de Paris et de la régence de Blois. Arrive le même jour le courrier de Paris; les journaux sont distribués, et en même temps les flots du peuple se répandent en tous sens dans les rues et les

places publiques. L'air retentit des cris d'amour si long-temps étouffés. Mais le peuple, s'apercevant bientôt qu'on refuse au courrier le passage libre vers Toulouse, et qu'on intercepte les nouvelles et les dépêches, forme des attroupemens, et demande à grands cris que le courrier soit expédié à sa destination : il se porte en foule et en tumulte devant les corps de garde ; il désarme les sentinelles ; il pousse des cris d'indignation. Le courrier néanmoins est forcé de rétrograder et de prendre une autre route par Caussade (1).

Aucun acte administratif ne faisant connoître l'adhésion de l'autorité supérieure à la régénération politique, les membres de la Cour d'as-

(1) L'arrestation de ce courrier, porteur de dépêches officielles sur la restauration, donna lieu au bruit si généralement et si faussement répandu à Toulouse que les officiers supérieurs expédiés de Paris au maréchal Soult, avoient été arrêtés à Montauban par ordre du préfet et du commandant militaire. L'indignation fit confondre des faits et des dates très-rapprochés, mais très-différens quant au résultat. L'erreur s'accrédita de plus en plus par la publication de l'article officiel inséré dans le Moniteur du 18 avril, qui attribuoit formellement la bataille de Toulouse à l'arrestation des courriers du gouvernement provisoire. Doit-on s'étonner qu'une erreur devenue en quelque sorte vulgaire se soit glissée naturellement dans la première édition de cette histoire? On a vu combien l'esprit de parti en a cruellement triomphé, en accablant l'auteur, et en dénigrant l'ouvrage avec la plus aveugle fureur à l'époque du 20 mars.

sises et le tribunal de première instance, reconnurent spontanément Louis XVIII. Le lendemain 14 avril, le préfet proclama enfin son adhésion, et tout le département de Tarn et Garonne put exprimer librement son enthousiasme : jamais joie ne fut plus franche et plus unanime.

Les villes de Nîmes, de Montpellier et de Cette imitèrent Bordeaux et Toulouse. Toutes les statues de Napoléon furent brisées ; tous les emblèmes de la tyrannie disparurent pour faire place aux signes de l'antique monarchie de Clovis. La Provence entière exprima les mêmes sentimens, mais avec des accens plus bruyans et plus marqués. Tous les partis réunis en un seul (celui de la restauration), s'abandonnèrent à la joie de la nature. Arles, Toulon, Marseille, Brignolles, rivalisèrent d'enthousiasme. Marseille fut en proie à une sorte de délire; les magasins fermés, les rues, les places, les promenades couvertes d'une population entière dans l'ivresse, chantant, dansant au son du tambourin, telle fut la physionomie de Marseille pendant plusieurs jours.

Ainsi la marche de la restauration, dans les différentes provinces du royaume, fut modifiée suivant le caractère des peuples, les dis-

positions locales, et celles des autorités civiles. Dans les places fortes du nord et de l'est, le mouvement fut subordonné à l'impulsion des autorités militaires prédominantes, qui, partout, embrassèrent la révolution avec une franchise apparente dont on ne pouvoit suspecter la sincérité.

« Les hommes sans peur et sans reproche, dit » le comte Morand, gouverneur de Mayence (1), » sont les vrais soutiens du trône et de la patrie. » Notre devoir est dans ces mots : *Obéissance » et fidélité.* »

« Ce seroit, dit le général Carnot, gouver- » neur d'Anvers (2), nous mettre en révolte » contre l'autorité légitime, que de différer » plus long-temps de reconnoître la dynastie » des Bourbons. L'avènement du nouveau roi » au trône de ses ancêtres sera bien plus glo- » rieux, appelé par l'amour des peuples, que » par la terreur des armes. »

Le 10 avril seulement, le récit des événemens qui venoient de sauver la France étoit parvenu dans la place de Metz, et à l'instant même les habitans, dirigés par un préfet qui

(1) Ordre du jour du 15 avril.
(2) Proclamation du 17 avril.

avoit défendu Louis XVI jusqu'à la dernière marche de son trône (1), ouvrirent leur cœur à l'espérance, et manifestèrent leur joie.

Lille troublée un instant par la garnison nombreuse qui garnissoit la place, fut préservée et protégée par la fermeté et la sagesse du général comte Maison, qui suivit sans hésiter l'impulsion nationale.

« L'armée, avoit dit le maréchal Berthier,
» major-général (2), l'armée essentiellement
» obéissante n'a pas délibéré; elle a manifesté
» son adhésion quand son devoir le lui a per-
» mis. Fidèle à son serment, elle sera fidèle
» au prince que la nation française appelle au
» trône de ses ancêtres. »

Tous les officiers supérieurs et les chefs de corps, tous les généraux de terre et de mer, après avoir transmis successivement leur adhésion, signoient individuellement la promesse de fidélité.

Dès le 8 avril, le maréchal Jourdan et les soldats de la quinzième division militaire avoient juré obéissance à Louis XVIII, et arboré la cocarde blanche.

---

(1) M. Viennot de Vaublanc, membre de l'assemblée législative en 1792, aujourd'hui ministre de l'intérieur.

(2) Quartier-général de Fontainebleau, le 11 avril.

« Ceux qui combattent depuis vingt ans » pour la gloire, mandoit le maréchal Suchet » au gouvernement provisoire (1), dévoue- » ront leur cœur et leurs bras à une cause » noble et pure ; au retour d'une constitution » sage, et à celui du prince, héritier de » Henri IV, le gage du repos de l'Europe. »

« Essentiellement obéissante et nationale, » l'armée des Pyrénées, dit aussi le maréchal » Soult (2), doit se conformer au vœu de la » nation.. »

L'armée française d'Italie déposoit également aux pieds du roi, par l'organe de ses généraux (3), l'hommage de sa fidélité et de son obéissance.

« Vous êtes déliée de vos sermens, dit le » maréchal Augereau à l'armée du Rhône (4) ; » vous en êtes déliée par la nation en qui ré- » side la souveraineté ; vous l'êtes encore par » l'abdication d'un homme qui, après avoir » immolé des milliers de victimes à sa cruelle » ambition, *n'a pas su mourir en soldat.*

(1) Quartier-général de Narbonne, le 14 avril.

(2) Quartier-général de Castelnaudary, le 19 avril.

(3) Le lieutenant-général comte Grenier, etc. Quartier-général de Pavie, le 25 avril.

(4) Quartier-général de Valence, le 16 avril.

» Jurons fidélité à Louis XVIII, et arbo-» rons la couleur vraiment française. »

Tels furent dans tout le Royaume et aux armées les heureux progrès de la restauration. Déconcertés par cette masse imposante de vœux et de témoignages qui s'offroient en si grande majorité au souverain légitime, les adhérens de Napoléon, les hommes égarés ou coupables qui frémissoient de voir luire sur la France l'aurore du bonheur public, dissimuloient leur dépit, et concentroient leur rage. Jusqu'au dernier moment ils s'étoient flattés de trouver dans les intérêts privés de la cour de Vienne un principe d'opposition qui ne pouvoit tarder de se manifester en faveur de leur cause; mais la conduite noble et franche de l'empereur d'Autriche anéantit leurs dernières espérances. Ce monarque, revenant de Dijon pour se rendre à Paris, suivi de sa garde, fit distribuer lui-même sur son passage des imprimés annonçant l'avènement de Louis XVIII au trône de ses ancêtres : tel étoit pourtant l'esprit de vertige qui affligeoit encore une foule d'habitans des provinces de l'est, qu'au moment même où l'empereur d'Autriche se prononçoit si formellement pour la restauration, les incrédules s'écrioient en

voyant passer ce prince : « Il va au secours de son gendre. » Cet égarement de l'opinion provenoit, dans ces mêmes provinces, de l'irritation occasionnée par les maux de la guerre. La crise d'ailleurs avoit été violente pendant les premiers jours d'avril ; les préfets et les principaux fonctionnaires avoient reçu presqu'en même temps des ordres opposés de la régence de Blois et du gouvernement provisoire : de là un système d'hésitation et de fluctuation, fatal aux administrés.

Humilié par l'opinion publique, piqué de ne point maîtriser la restauration, le sénat lui-même se préparoit à la résistance depuis qu'il ne sentoit plus le frein d'un maître. Ce corps dépourvu de forces par lui-même, se flattoit sans doute de voir les mécontens se grouper autour de lui : ses délibérations devenoient l'ouvrage d'un parti qui se couvroit du manteau républicain, et qui témoignoit ouvertement ses inquiétudes, parti peu nombreux, mais fomenté par de grands personnages. Le plan consistoit à entraver la restauration, à maintenir la mutinerie des soldats, à forcer le roi de souscrire à un pacte qui eût garrotté le pouvoir royal, tandis que la dignité du monarque, les droits de son auguste famille,

l'intérêt et le vœu de la nation s'opposoient à ce qu'il renonçât à son titre héréditaire pour accepter un titre, *conditionnel*, et presque électif, décerné par un sénat avili qui n'en avoit reçu la mission que d'un concours de circonstances déplorables et d'une erreur de la victoire.

On assuroit déjà publiquement que la constitution du sénat seroit rejetée.

Le prince de Talleyrand sut préparer les sénateurs eux-mêmes par des mots pleins d'adresse, offerts à leur vanité, à voir leur constitution subir des changemens : « Vous allez » trouver dans le roi, leur dit-il, un homme » d'un esprit supérieur et d'un talent distin- » gué; attendez-vous à le voir discuter les » articles de la constitution, et préparez-vous » à l'honneur d'entrer en lice avec lui. » Selon les esprits les plus modérés, ce système de constitution, le moment où il se produisoit, ses formes même ne remplissoient ni le vœu ni l'attente de la nation française. Sa publicité seule avoit fait diversion à la joie universelle: depuis ce moment elle avoit cessé d'être pure et sans mélange. Toute la nation désavouoit cet acte constitutionnel, comme lui étant étranger. On l'avoit brûlé publiquement dans

le midi : à Bordeaux, en plein théâtre ; à Nantes, par la main du bourreau.

L'indignation ne se contenant plus, on entendit crier sous les fenêtres de MONSIEUR : *Vive Louis XVIII ! A bas le sénat !* zèle outré sans doute, imprudent même, en ce qu'il irritoit de plus en plus les ennemis de la restauration ; mais rien ne pouvoit modérer l'élan de l'opinion royaliste.

Les plus fougueux adversaires du sénat s'écrioient, en apostrophant les sénateurs : « De » quel droit usurpez-vous tant d'honneurs et » de richesses? Les dépouilles du peuple n'ont » plus rien d'affligeant pour vous quand il s'a- » git de vous les partager et de les transmettre » en héritage à vos familles. Mais si vous vous » arrogez de si énormes récompenses, qu'of- » frirons-nous à nos guerriers, à ces braves » Français qui ne furent jamais coupables que » d'une erreur en croyant mourir pour la pa- » trie, lorsqu'ils servoient l'ambition d'un » seul homme ? Qu'offrirons-nous à ces négo- » cians honnêtes et industrieux tant de fois » ruinés par vos sénatus-consultes ? Qu'of- » frirons-nous à ces manufacturiers, à ces ar- » tistes toujours étrangers à votre opulence, » et dont les ateliers ont vainement réclamé

» vos encouragemens et vos faveurs? Qu'of-
» frirons-nous enfin à ces inconsolables mères
» de famille, dont vos décrets sacriléges ont
» tant de fois renouvelé le désespoir et les
» sanglots? Non, sénateurs de Buonaparte,
» jamais la France ne reconnoîtra en vous les
» pères de la patrie : n'est-ce pas vous qui
» vous êtes avilis au point de diviniser le ty-
» ran qui vous avoit attachés à son char de
» triomphe? N'est-ce pas vous qui aviez formé
» une langue nouvelle où les défaites avoient
» pris le nom de victoires, où la barbarie
» avoit pris le nom d'humanité, où la dé-
» mence avoit pris le nom de sagesse, où la
» fureur dévastatrice avoit pris le nom de mo-
» dération? N'est-ce pas vous qui nous aviez
» tellement dégradés que nous avions l'air de
» bénir nos chaînes? Votre constitution doit
» disparoître, parce que vous étiez sans pou-
» voir pour nous la donner, parce qu'au terme
» de l'article 90 de celle qui vous régissoit,
» vous n'étiez pas en nombre suffisant pour
» créer même un sénatus-consulte : en effet,
» vous deviez être les deux tiers présens; cette
» loi étoit positive, et sur cent quarante-trois
» sénateurs, il ne s'en est trouvé que soixante-
» six. Or, votre constitution est nulle, parce

» qu'elle est inique par la forme et par le » fond, et que d'ailleurs la nation tout entière » la réprouve. »

Ces accusations virulentes sembloient soulager les esprits, car le temps n'étoit plus où il suffisoit d'un appareil menaçant pour comprimer l'opinion publique; toutes les barrières du despotisme étoient renversées. Il paroissoit impossible de concilier la restauration avec l'existence du sénat de Buonaparte. Son esprit d'opposition s'étoit manifesté le jour de l'entrée publique de MONSIEUR, comte d'Artois, par le refus d'assister en corps au *Te Deum* chanté à cette occasion : il refusa également de reconnoître ce prince comme lieutenant-général du royaume, sous prétexte que la constitution n'étoit point encore acceptée. Il consentit toutefois à lui déférer lui-même le gouvernement, en attendant l'acceptation royale. Le gouvernement provisoire prit l'initiative. En cessant ses fonctions, il conféra, par un décret du 14 avril, le gouvernement de la France à Mgr le comte d'Artois, sous le titre de lieutenant-général du royaume, jusqu'à l'arrivée de S. M. Louis XVIII. Le décret fut présenté à MONSIEUR par le sénat en corps, et le prince Talleyrand adressa à S. A. R.

un discours analogue à la circonstance. Dans sa réponse le lieutenant-général du royaume dit qu'il avoit pris connoissance de la constitution, mais sans avoir reçu du roi son frère le pouvoir de l'accepter ; que néanmoins, d'après les sentimens et les principes du roi, qui lui étoient parfaitement connus, il pouvoit assurer que Sa Majesté en admettroit toutes les bases. La satisfaction fut générale quand on sut le lendemain que dans l'énumération des principes constitutifs du gouvernement, le prince n'avoit fait mention ni du sénat, ni de sa dotation, ni de son hérédité. On remarqua également que, dans aucune harangue adressée au lieutenant-général du royaume, il n'étoit question de la charte du sénat de Buonaparte. On put même se former une idée du jugement qu'en portoient les cours supérieures de judicature, par ces expressions d'un des députés de la cour royale de Dijon :

« Monseigneur, dit-il à MONSIEUR, comte » d'Artois, la cour royale de Dijon s'est em- » pressée de partager le noble élan des francs » Bourguignons vers leur légitime souverain, » si long-temps désiré, et de signaler à la » France attentive cette vérité constitutive de » notre antique monarchie : la race seule de

» saint Louis et de Henri IV a des droits sur » nous ; et au moment heureux où leur digne » héritier vient exercer son pouvoir, qui n'a » pu être que suspendu, notre devoir est une » soumission entière et respectueuse, et notre » désir un généreux oubli des erreurs pas- » sées...... »

Cette *vérité constitutive* contenoit une récusation tacite de l'autorité du sénat.

Dès lors toutes les espérances se portèrent vers le monarque, véritable législateur de son peuple. Déjà l'illustre prince qui administroit le gouvernement suprême, faisoit chérir l'autorité royale, et lui concilioit tous les esprits, autant par son caractère aimable que par les talens qu'il se trouvoit enfin à portée de développer. Toutes les réponses aux discours qui lui étoient adressés, respiroient la candeur et une dignité vraiment royale. Le prince prit de lui-même la résolution d'envoyer dans toutes les provinces du royaume des commissaires avec des pouvoirs très-étendus, pour diriger les autorités locales dans leurs mesures, et en même temps pour recueillir des informations exactes sur la situation du pays et sur les besoins des peuples. Plusieurs de ces dépositaires de sa confiance appartenoient au pre-

mier ordre de l'ancienne noblesse; les autres s'étoient déjà distingués par d'éminens services militaires ou civils.

Avant leur départ, S. A. R. leur fit connoître en ces termes les motifs qui l'avoient guidé, et les résultats qu'il attendoit de leurs opérations :

« Messieurs, je vous ai confié une mission » importante, et je vous ai choisis de ma- » nière que des Français qui ont professé des » opinions différentes, connussent également » l'état de la France. Vous apprendrez tous » combien sont nécessaires l'oubli du passé, » les sacrifices mutuels, enfin la franche réu- » nion des vœux et des volontés pour réparer » tant de désastres. Portez au peuple l'espé- » rance, et rapportez la vérité au roi : dites » partout, répétez jusque sous la chaumière » du pauvre, que le roi arrive avec les senti- » mens d'un père, et qu'il partagera le mal- » heur de ses enfans jusqu'à ce qu'il l'ait » réparé. »

Que ce langage, que ces intentions bienfaisantes différoient du ton impérieux et de la volonté despotique de l'étranger qui, pendant dix ans, avoit exercé sur la France une domination arbitraire !

On pouvoit tout espérer du gouvernement salutaire qui ramenoit enfin le calme au milieu de la France trop long-temps désolée.

Déjà, pour accomplir le grand œuvre de la paix générale, tous les souverains alliés venoient de se réunir dans Paris. L'empereur d'Autriche y avoit fait son entrée en grande cérémonie le 15 avril, après avoir été reçu à la barrière du Trône par l'empereur Alexandre, le roi de Prusse, et M[gr] comte d'Artois.

Révéré pour ses vertus privées et politiques, l'auguste chef de la maison de Lorraine détruisit sans retour l'espoir des mécontens, par sa réponse noble et ferme au sénat, qui lui offroit son hommage empressé. La phrase par laquelle ce monarque exprimoit qu'*il avoit combattu pendant vingt ans les principes qui venoient de désoler le Monde*, blessa tellement les sénateurs de Buonaparte, que, sur la proposition de M. Lambresch, ils refusèrent de l'insérer dans leur procès-verbal. N'étoit-ce pas déclarer implicitement qu'ils persistoient dans les doctrines révolutionnaires?

Tous les souverains réunis dans la capitale s'occupèrent, conjointement avec lord Cast-

lereagh, des moyens d'arriver à une pacification prompte et solide. Jamais un sénat plus auguste n'avoit présidé aux destinées de l'Europe.

Le 23 avril fut ratifiée par S. A. R. MONSIEUR, une convention préliminaire tendante au rétablissement des rapports d'ancienne amitié entre la France et les puissances alliées, et portant suspension d'hostilités entre les forces respectives de chacune des hautes puissances. Ce traité provisoire, en replaçant la France dans ses limites monarchiques du 1er janvier 1792, jetoit les fondemens de la paix générale de l'Europe.

Aussi fut-il amèrement censuré par tous les adversaires de la restauration, comme mettant dans les mains des ennemis un grand nombre de places fortes qui auroient pu servir de gages à une paix plus avantageuse. Selon ces fiers détracteurs, il eût donc fallu résister aux alliés maîtres de la capitale, et refuser de restituer des conquêtes que Buonaparte et ses armées n'avoient pu préserver de l'invasion? Les Bourbons venoient pour sauver la monarchie française, et non pour conserver l'empire napoléonien. Il étoit urgent, d'ailleurs, de dégager le sol français du poids de quatre cent mille étrangers qui lui coûtoient plus

de 800,000 fr. par jour, et qui pouvoient d'un moment à l'autre, développer des germes de troubles et de guerre civile. La convention du 23 avril remplit cet objet salutaire.

Précurseur de l'autorité royale, le lieutenant-général du royaume venoit de révéler à la France ce qu'elle avoit à espérer d'un monarque instruit à l'école du malheur, et dès long-temps associé aux plans les plus sages; d'un prince qui, chez une nation libre et généreuse, avoit médité sur la force que prêtent à la majesté d'un trône héréditaire les droits du peuple sagement combinés avec l'action des lois et l'indépendance du souverain.

Un concert de bénédictions et d'allégresse alloit retentir depuis le midi, qui avoit donné le signal avec tant de courage, jusqu'au nord qui se préparoit à y répondre avec tant d'unanimité. Bientôt des cris d'amour annoncèrent à la capitale ce roi si vivement désiré.

S. M. Louis XVIII avoit fait, le 20 avril, son entrée publique à Londres, avec tout le cérémonial dû à son haut rang. De là s'étant mis en route pour Douvres, le roi y avoit trouvé préparés plusieurs yachts, avec une somptuosité digne de la nation britannique, et digne des Bourbons.

Le 23 avril, S. M. s'embarqua sur *le Royal Sovereing*, et quitta le rivage hospitalier de l'Angleterre en présence d'un concours de spectateurs, tel que Douvres n'en avoit pas vu de pareil depuis le jour que Charles II, venant de Hollande, y débarqua pour remonter sur son trône. Au moment où le navire, espoir de la France, mit à la voile, escorté par la frégate *le Jason*, que montoit l'amiral de la flotte, Mgr le duc de Clarence, les cris de joie se mêlèrent aux acclamations de la multitude, et aux détonations répétées de l'artillerie de terre et de mer. Le ciel se montra propice à ce court trajet qui promettoit de si heureux jours.

Avant même que le yacht, chargé de l'auguste dépôt, sortît du port de Douvres, le rivage de Calais, les remparts de la ville et tous les points élevés étoient déjà couverts d'une foule immense d'habitans auxquels s'étoient joints ceux des villes et des campagnes voisines. Enfin, le 25 avril, le canon se fait entendre; bientôt on découvre à l'horizon huit vaisseaux de ligne et plusieurs autres bâtimens. Toutes les voiles étoient déployées, et cette escadre s'avançoit avec rapidité, secondée par un vent favorable. A l'instant

même les autorités, les officiers généraux, l'état-major se portent sur la grande jetée de pierre, lieu désigné pour le débarquement; une musique nombreuse ouvroit la marche, et faisoit entendre l'air chéri des Français.

Cependant les vaisseaux approchent de la rade; un bâtiment léger est en avant, et un autre plus magnifiquement orné le suit de près. Il porte les destinées de la France; il double la jetée, entre dans le port toutes les voiles déployées, s'avance avec une vitesse presque inquiétante, et s'arrête tout à coup comme retenu par une force invisible. A l'instant même on entend l'immense population qui couvre le rivage, s'écrier : *Le voilà, c'est lui, le voilà, le Roi, Vive le Roi! Vive Madame! Vivent à jamais les Bourbons!* Le canon de tous les forts, et le son des instrumens répondent à ces cris poussés jusqu'aux cieux.... Le roi se fait bientôt reconnoître au milieu de la famille royale et de ses serviteurs fidèles. Seul il ôte son chapeau, et levant les yeux vers le ciel, il met la main droite sur son cœur, et adresse ses remercîmens et ses hommages au souverain maître des peuples et des rois. La foule qui borde le rivage partage ce sentiment religieux; le monarque porte

aussitôt ses regards sur son peuple auquel il tend ses bras paternels.

Les cris, les gestes de la foule répondent à ce signe de tendresse d'un père qui retrouve ses enfans après de longues souffrances. Tous les yeux répandent des larmes, et des sanglots se font entendre. On est attendri, on se trouble, on se mêle, et ce désordre ajoute à ce qu'une pareille scène offre de touchant et de pathétique.

Tous les yeux se portent successivement sur la duchesse d'Angoulême, sur cette auguste princesse, fille adoptive de son roi, modèle accompli de toutes les vertus; sur le valeureux prince de Condé, sur son illustre fils le duc de Bourbon. Les acclamations redoublent, et on entend les cris : *Vive Madame! Vive la duchesse d'Angoulême! Vivent les princes!* Le roi quitte le vaisseau, met le pied sur le sol de la France, et les airs retentissent de nouvelles acclamations, de nouveaux chants d'allégresse. Le roi s'avance au milieu des transports de ses sujets; et, tel qu'un ange de paix, il rapproche tout à coup deux nations en guerre depuis tant d'années; il les rapproche avant même qu'aucun traité consacre leur réconciliation. Une calèche découverte transporte le roi, MADAME, et les princes vers la

ville : le cortège s'avance entre deux haies de gardes nationales et de troupes de ligne; il est arrêté un moment par les hommages du clergé. « Monsieur le curé, répond le roi, le ciel, » après vingt ans d'absence, me rend à mes en- » fans : allons remercier Dieu dans son temple. »

A la sortie de l'église, les élans de la joie, qui n'avoient été que suspendus, n'en furent que plus marqués, et ne cessèrent d'éclater jusqu'au palais préparé pour recevoir le monarque. Les autorités civiles et militaires, admises en sa présence, reçurent bientôt les plus touchans témoignages de son affabilité et de sa bonté royale.

Les troupes du général Maison, commandant à Lille, avoient fait vingt-huit lieues en vingt-quatre heures pour venir au-devant du roi; ce général, son état-major et l'adresse de son armée furent aux pieds du monarque à son débarquement.

Le 26 avril, le roi, MADAME et les princes, emportant les bénédictions des Calaisiens, se dirigèrent vers la capitale par Boulogne, Montreuil, Abbeville, Amiens et Compiègne. La population des villes et des campagnes garnissoit les routes, et partout, sur leur passage, les chemins étoient jonchés de verdure et de

fleurs ; les maisons et les fenêtres étoient pavoisées de drapeaux blancs; des essaims de fidèles serviteurs apportoient aux pieds du roi l'hommage de tous les Français.

« Enfin, le frère de Louis XVI, le petit-
» fils de Henri IV et de saint Louis, l'héritier
» de leurs droits et de leurs cœurs, est rentré
» sur la terre de ses ancêtres! Louis XVIII
» avance vers sa capitale à travers les peuples
» des villes et des campagnes, dont les flots
» l'environnent; qui, sur chacun de ses pas,
» veulent imprimer un hommage de respect
» et d'amour; qui, dans chacun de ses regards,
» trouvent un rayon de consolation et d'espé-
» rance; qui déjà lui doivent la sécurité de
» leurs biens, de leur industrie, de leurs
» personnes, de leurs enfans, de leurs pen-
» sées, de leur sommeil (1). »

On avoit annoncé le roi au château de Compiègne pour le 29 avril; une foule de personnes arrivoient continuellement de Paris; toutes étoient, comme du temps d'Henri IV, *affamées de voir un roi.* On voyoit sur les visages, dans l'attente du souverain, un certain mélange d'étonnement, de crainte, d'amour et

(1) M. de Lally-Tollendal.

de respect. Des courriers se succédoient d'heure en heure, annonçant l'approche du roi. Des soldats mêlés à la garde nationale bordoient la haie. Enfin le roi arrive précédé des maréchaux de France et des généraux qui étoient allés au-devant de la voiture royale. Aux cris de *Vive le Roi!* succèdent alors des clameurs confuses dans lesquelles on ne distingue que les accens de l'attendrissement et de la joie. Le roi descend de sa voiture, soutenu par la duchesse d'Angoulême, et la France croit voir son père. Ni le roi, ni MADAME, ni les maréchaux, ni les soldats, ne peuvent parler : on ne s'exprime que par des larmes. Parvenu dans l'appartement qui lui est préparé, le roi s'avance au milieu de la foule dont il reçoit et accueille les hommages. Il s'adresse d'abord aux maréchaux de France et aux généraux. « Messieurs, » leur dit-il, je suis heureux de me trouver » au milieu de vous; et il ajoute, avec un » accent plus élevé : *heureux et* FIER! » Ces braves capitaines se montrent touchés de cette bonté du souverain; tous les généraux, toutes les personnes présentées obtiennent du roi les paroles les plus affectueuses; tous les cœurs sont subjugués. On entend de tous côtés ces mots, prononcés avec l'accent de la sincérité :

« Il verra comme nous le servirons : c'est fini ;
» nous sommes à lui pour la vie. » Les exilés revenus avec leur auguste maître, et tous les officiers de l'armée, se serroient les mains comme des frères, en disant : « Plus de fac-
» tions! plus de partis! tous pour Louis XVIII.»

Telle étoit la force morale du souverain légitime, et cette magie attachée au nom du roi. Arrivé seul de l'exil, dépouillé de tout, sans suite, sans gardes, sans richesses, n'ayant rien à donner, presque rien à promettre, le roi descend de sa voiture, appuyé sur la fille de saint Louis; il se montre à des capitaines qui ne l'ont jamais vu, à des grenadiers qui savent à peine son nom. Mais c'est le roi : tout tombe à ses pieds : l'armée, les grands, le peuple.

De Compiègne, le monarque dirigea sa marche vers le château de Saint-Ouen, près Paris, où il s'arrêta.

C'étoit avec une secrète impatience, mais avec un sentiment religieux que la nation attendoit le premier acte public émané de l'autorité de son roi; la première déclaration qui révéleroit aux Français les principes sur lesquels alloit être fondé le gouvernement royal. Seroit-il absolu, seroit-il limité? Sans doute le roi pouvoit sans presque aucun obstacle rétablir

l'ancienne forme de la monarchie, dont les élémens n'étoient pourtant plus les mêmes et ressaisir le pouvoir arbitraire de ses ancêtres. Mais vraiment sage et paternel, dépouillé de tous les préjugés du despotisme, dédaignant les succès faciles du pouvoir illimité, bravant toutes les opinions extrêmes, le roi, par un noble tempérament, donne lui-même, à la France, le degré de liberté dont il croit la nation française susceptible. Tel fut le principe qui inspira au monarque la déclaration suivante promulguée le 2 mai au château de Saint-Ouen.

LOUIS, PAR LA GRACE DE DIEU, ROI DE FRANCE ET DE NAVARRE, à tous ceux qui ces présentes verront, Salut :

« Rappelé par l'amour de notre peuple au » trône de nos pères, éclairé par les malheurs » de la nation que nous sommes destiné à » gouverner, notre première pensée est d'in- » voquer cette confiance mutuelle si néces- » saire à notre repos, à son bonheur.

» Après avoir lu attentivement le plan de » constitution proposé par le sénat, dans sa » séance du 6 avril dernier, nous avons re- » connu que les bases en étoient bonnes, mais » qu'un grand nombre d'articles portant l'em- » preinte de la précipitation avec laquelle ils

» ont été rédigés, ils ne peuvent, dans leur » forme actuelle, devenir lois fondamentales » de l'Etat;

» Résolu d'adopter une constitution libé» rale, voulant qu'elle soit sagement combi» née, et ne pouvant en accepter une qu'il est » indispensable de rectifier, nous convoquons » pour le 10 du mois de juin de la présente » année, le sénat et le corps législatif, nous » engageant à mettre sous leurs yeux le travail » que nous aurons fait avec une commission » choisie dans le sein de ces deux corps, et à » donner pour base à cette constitution les » garanties suivantes:

» Le gouvernement représentatif sera main» tenu tel qu'il existe aujourd'hui, divisé en » deux corps, savoir:

» Le sénat et la chambre composée des » députés des départemens.

» L'impôt sera librement consenti.

» La liberté publique et individuelle as» surée.

» La liberté de la presse respectée, sauf » les précautions nécessaires à la tranquillité » publique.

» La liberté des cultes garantie.

» Les propriétés seront inviolables et sa-

» crées; la vente des biens nationaux restera » irrévocable.

» Les ministres, responsables, pourront » être poursuivis par une des chambres légis- » latives, et jugés par l'autre.

» Les juges seront inamovibles, et le pou- » voir judiciaire indépendant.

» La dette publique sera garantie; les pen- » sions, grades, honneurs militaires, seront » conservés, ainsi que l'ancienne et la nou- » velle noblesse.

» La Légion-d'Honneur, dont nous déter- » minerons la décoration, sera maintenue.

» Tout Français sera admissible aux em- » plois civils et militaires.

» Enfin nul individu ne pourra être inquiété » pour ses opinions et ses votes.

» Fait à Saint-Ouen, le 2 mai 1814. »

Signé LOUIS.

Ainsi le frère de Louis XVI se présentoit avec la clémence qui promet le pardon, et avec la bonne foi qui assure l'exécution des promesses ; la royauté et la liberté alloient être unies par les mains royales de Louis XVIII.

Le même jour, le roi admit à son audience les membres du conseil d'Etat provisoire, les commissaires aux départemens ministériels,

les maréchaux de France, les généraux présens à Paris, et les députations des différens corps de l'Etat. Le sénat ayant été présenté par le grand-maître des cérémonies de France (1), le prince Talleyrand, à la tête de ce corps, adressa au roi le discours suivant :

« Sire, le retour de Votre Majesté rend » à la France son gouvernement naturel et » toutes les garanties nécessaires à son repos » et au repos de l'Europe.

» Tous les cœurs sentent que ce bienfait » ne pouvoit être dû qu'à vous-même : aussi » tous les cœurs se précipitent sur votre pas- » sage. Il est des joies qu'on ne peut feindre ; » celle dont vous entendez les transports est » une joie vraiment nationale.

» Le sénat, profondément ému de ce tou- » chant spectacle, heureux de confondre ses » sentimens avec ceux du peuple, vient, » comme lui, déposer au pied du trône les » témoignages de son respect et de son amour.

» Sire, des fléaux sans nombre ont désolé » le royaume de vos pères. Notre gloire s'est » réfugiée dans les camps ; les armées ont » sauvé l'honneur français. En remontant sur

(1) M. le marquis de Dreux-Brézé.

» le trône, vous succédez à vingt années de
» ruine et de malheurs. Cet héritage pourroit
» effrayer une vertu commune. La réparation
» d'un si grand désordre veut le dévouement
» d'un grand courage : il faut des prodiges
» pour guérir les blessures de la patrie ; mais
» nous sommes vos enfans, et les prodiges
» sont réservés à vos soins paternels.

» Plus les circonstances sont difficiles, plus
» l'autorité royale doit être puissante et ré-
» vérée : en parlant à l'imagination par tous
» les éclats des anciens souvenirs, elle saura
» se concilier tous les vœux de la raison mo-
» derne, en lui empruntant les plus sages
» théories politiques.

» Une charte constitutionnelle réunira tous
» les intérêts à celui du trône, et fortifiera
» la volonté première du concours de toutes
» les volontés.

» Vous savez mieux que nous, Sire, que
» de telles institutions si bien éprouvées chez
» un peuple voisin, donnent des appuis, et
» non des barrières aux monarques amis des
» lois et pères des peuples.

» Oui, Sire, la nation et le sénat pleins
» de confiance dans les hautes lumières et
» dans les sentimens magnanimes de Votre

» Majesté, désirent avec elle que la France
» soit libre pour que le roi soit puissant. »

Le Roi témoigna qu'il étoit sensible à l'expression des sentimens du sénat, et qu'il agréoit avec satisfaction ses vœux et ses hommages.

Une députation du corps législatif fut aussi présentée, et le roi l'accueillit avec les expressions d'une égale bienveillance.

Accompagné par des acclamations unanimes, des frontières du royaume jusqu'aux portes de sa capitale, le monarque si impatiemment attendu, alloit y faire son entrée solennelle. La journée du 4 mai avoit été choisie. Le soleil se leva sans nuages; et jamais un plus beau jour n'éclaira un plus beau spectacle. Dans la vaste enceinte de Paris, et dans les campagnes voisines, toutes les affaires, tous les travaux étoient suspendus. Toutes les affections se concentrèrent dans un seul intérêt, dans un objet unique d'attention, de curiosité et d'amour. L'arrivée du monarque sembloit réunir tous les cœurs, et effacer le souvenir des discordes civiles. Dès le grand matin, des guirlandes, des couronnes, des tapis précieux, revêtus d'ingénieux emblèmes, flottèrent aux fenêtres et devant la porte de la plupart des

maisons. La garde nationale se mit sous les armes, et le canon se fit entendre, en se mêlant au son des cloches. Les prêtres, rassemblés dans les églises, comme aux fêtes les plus augustes, élevoient les mains au ciel, et remercioient Dieu, qui ramenoit le bonheur en France, en lui rendant son libérateur et son roi.

Déjà les familles parisiennes, hommes, femmes et enfans, voloient au-devant du prince. Une foule immense s'étoit portée des barrières du nord sur la route de Saint-Ouen; elle fut bientôt couverte de six rangs de spectateurs, aussi serrés qu'ils auroient pu l'être dans les rues même de la capitale. A la vue de cette affluence qui n'auroit dit que la ville étoit déserte, tandis qu'on ne pouvoit comprendre, dans la ville, inondée des flots d'une population curieuse, qu'il y eût foule hors des barrières? Il étoit onze heures du matin; tous les yeux cherchoient le roi. On aperçut enfin son cortége, formé des maréchaux de France, des officiers-généraux de l'armée, et de tous les seigneurs de la cour. La garde nationale à pied et à cheval, la garde royale, et des détachemens de troupes de ligne, étoient rangés en bataille. Le monarque, en habit bleu, avec

les épaulettes de général, parut dans une calèche découverte, riche et élégante, attelée de huit superbes chevaux blancs. A la gauche du roi, étoit l'auguste fille de Louis XVI. Vis-à-vis, étoient placés le prince de Condé, et son fils, le duc de Bourbon; l'un et l'autre, dignes héritiers de la gloire du grand Condé. MONSIEUR, comte d'Artois, et son fils, le duc de Berry, arrivé récemment au milieu des acclamations de la Normandie entière, marchoient, à cheval, à droite et à gauche de la calèche royale. Toutes les voix poussoient les mêmes cris : *Vive le Roi ! Vive* MADAME ! *Vivent nos princes ! Vivent les Bourbons !* Le cortége s'avança lentement vers la barrière Saint-Denis, où S. M. fut reçue par le préfet du département de la Seine, entouré des douze maires et de tout le conseil municipal. Le roi répondit, à peu près en ces termes, à la harangue de ce magistrat : « Je me réjouis » de me réunir à mes enfans..... Je touche les » clés de ma bonne ville de Paris, mais je » vous les remets; je ne puis les laisser en de » meilleures mains, et les confier à des ma- » gistrats plus dignes de les garder. » La joie et l'émotion des spectateurs furent alors à leur comble. A peine le cortége fut-il entré

dans la ville, par le faubourg Saint-Denis, que les cris répétés de *Vive le Roi!* retentirent dans les airs. Toutes les fenêtres, jusqu'à celles des étages les plus élevés, étoient remplies d'hommes et de femmes qui agitoient des mouchoirs blancs. Au moment où paroissoit la voiture royale, tous les regards se précipitoient d'abord, avec amour et respect, vers le monarque, qui saluoit la foule avec la plus touchante bonté; ils s'arrêtoient ensuite avec attendrissement sur la fille de nos rois, qu'on voyoit assise à ses côtés, et que sembloient émouvoir les témoignages de l'affection générale. Les traits de l'auguste princesse étoient empreints d'une douce mélancolie. C'étoit la fille de saint Louis qui s'avançoit au milieu des Français, parée de ses malheurs, de ses vertus, et de cette pieuse tristesse qui voiloient son front, au milieu même de l'allégresse publique et de son propre triomphe.

Le cortége entra sur la place Notre-Dame au bruit des fanfares, et aux cris mille fois répétés de *vive le Roi!* Le monarque mit pied à terre à la porte du temple, reçut l'eau bénite et l'encens, et fut harangué par le vicaire-

général, au nom du chapitre (1). « En entrant » dans ma bonne ville de Paris, répondit le » Roi, mon premier soin est de venir remer» cier Dieu et sa sainte Mère, la toute-puis» sante protectrice de la France, des mer» veilles qui ont terminé mes malheurs. Fils » de saint Louis, j'imiterai ses vertus. »

Arrivé dans le chœur, le roi se mit à genoux au milieu des acclamations renouvelées de *vivent les Bourbons ! vive le Roi ! vive la duchesse d'Angoulême !* Les seigneurs de la cour et les autres grands personnages de l'État environnoient le monarque. Au milieu de cette cérémonie imposante, où la présence d'un roi pieux augmentoit le recueillement des spectateurs, les regards attendris se portoient sur la fille de Louis XVI, qui, prosternée humblement et les yeux humides de larmes, paroissoit un ange placé entre le ciel et la terre pour réconcilier avec la Divinité cette France, où tant de vertus avoient été livrées à la persécution. On eût dit que les bénédictions du ciel planoient sur la tête de l'illustre princesse; qu'à son aspect auguste, les dou-

(1) M. l'abbé Lemyre, vicaire-général, officiant.

leurs, toutes les haines, tous les crimes étoient oubliés; que la religion sainte, qui pardonne, rentroit dans les murs de Paris, et annonçoit à la France que ses maux touchoient à leur terme.

Les chants religieux rendirent cette grande solennité encore plus touchante. Au *Te Deum* succéda le *Domine, salvum fac Regem*, qui fut chanté unanimement par le clergé et par le peuple, à plusieurs reprises.

Le roi sortit de Notre-Dame au milieu des acclamations qui s'étoient partout fait entendre sur son passage. A quatre heures vingt minutes, le cortége arriva au palais des Tuileries. Deux cents dames, les plus distinguées de la capitale, y attendoient l'arrivée de la duchesse d'Angoulême. Elles étoient vêtues de blanc, et des lis composoient toute leur parure. Après avoir offert leurs hommages, vingt-quatre, prises dans le nombre, furent admises dans les appartemens intérieurs. Là, l'enfant de l'une d'elles, âgée de six ans, et encouragée par l'ineffable bonté de la fille de nos rois, lui adresse des vers à sa louange. Vivement émue, la princesse ne peut contenir ses larmes; et alors toutes les dames, saisies d'une sainte vénération, se prosternent subi-

tement et implorent sa bénédiction. MADAME ne pouvant plus retenir les sanglots qui la suffoquent, se retire avec précipitation, en s'écriant : *Ah, c'est trop, c'est trop pour mon cœur !* elle s'évanouit, oppressée par le sentiment de la piété filiale.

Cependant, vers huit heures, le monarque, touché des cris de *vive le Roi !* sans cesse répétés, se montre à la foule innombrable qui se pressoit sous les fenêtres du palais ; il tient une main sur son cœur, et lève l'autre vers le ciel, comme pour exprimer, par un seul geste et par une seule pensée, que tout ce qu'il doit en reconnoissance au Roi des rois, il le rend en amour à son peuple. Quel touchant et sublime tableau ! *Voilà pourtant*, disoit-on, de toutes parts, avec attendrissement, *voilà le bon roi que nous avons méconnu, et pour qui !....*

MONSIEUR approche alors du monarque ; il veut lui baiser la main ; mais le roi l'embrasse et le serre tendrement dans ses bras. Les transports redoublent : *vive le Roi ! vive notre père !* s'écrie le peuple ; enfin paroît la duchesse d'Angoulême, que les deux augustes frères placent entr'eux : alors les cris cessent ; ils sont étouffés par les sanglots.

Le soir, la joie publique se manifesta par une illumination universelle.

Les fers de la nation étoient tombés : elle avoit reçu dans son sein l'auguste exilé, seul dépositaire du salut de la France. Avec son roi, la patrie recueilloit aussi des enfans trop long-temps séparés d'elle, et qui s'étoient associés, sans espoir de retour, aux infortunes du monarque. Tous les Français redevenoient membres du corps politique; l'autorité paternelle reprenoit son empire. Le précipice de l'ambition étoit enfin comblé par cette sainte légitimité qui défend les avenues du trône de l'approche des factions.

Mais les fondemens de cet imposant édifice n'étoient encore que relevés à la hâte au milieu des ruines. De grands déchiremens avoient ébranlé la société jusque dans ses bases : richesses, propriétés, familles, tout avoit été déplacé et dispersé; une longue tyrannie avoit même altéré cette franchise chevaleresque, ces sentimens d'aménité et de confiance qui, jadis, avoient formé les traits caractéristiques de la nation française. C'étoit au milieu d'une catastrophe que s'opéroit la restauration.

Que de fortunes renversées, avec celle de l'usurpateur! que de villes ruinées, de champs

ravagés, de familles désolées, pleurant sur les décombres de leurs maisons, et sur les tombeaux de leurs pères ou de leurs enfans! Que d'employés sans état et sans ressources! Que de guerriers arrêtés dans la carrière de la gloire et de l'ambition! Que de craintes à calmer, que d'espérances à remplir! Les uns accusoient un règne oppresseur; d'autres, la révolution tout entière : ceux-ci trembloient pour leurs richesses; ceux-là, pour leur personne. Les royalistes, en armes, vouloient s'élancer dans l'arène pour le soutien d'un trône relevé tout à coup, tandis que les adhérens de la tyrannie montroient encore tout le fanatisme de la servitude et de la bassesse. Ils cherchoient à souffler le feu de la discorde, à aigrir les soldats; et, secondés par des hommes couverts de crimes politiques, ils s'efforçoient de jeter l'alarme parmi les partisans de la liberté; en un mot, la France nourrissoit dans son sein tous les germes de la guerre civile : les partis étoient en présence. Ces dispositions alarmantes étoient aggravées encore par l'intervention de quatre cent mille étrangers; par le mécontentement des armées désorganisées et sans solde; par les justes prétentions de trente mille officiers qui

réclamoient un sort et des récompenses; par la détresse des finances de l'Etat, chargées d'une dette de dix-sept cents millions; et enfin par l'embarras qu'alloit occasionner la rentrée subite de trois cent mille prisonniers, arrivant presque nus sur le sol natal.

Cependant, le roi inconnu à son peuple, n'ayant aucune idée du terrain sur lequel se relevoit le trône, ni du caractère des hommes qui influoient sur les destinées de la patrie, le roi étoit appelé à concilier tant de prétentions rivales, tant d'intérêts opposés; le roi avoit à désarmer des passions menaçantes. Jamais aucun monarque de la France ne s'étoit trouvé dans des circonstances si difficiles, pas même Charles V, dit le Sage, ni Charles VII, ni le bon Henri IV.

Au milieu de tant d'embarras et d'alarmes, il sembloit indispensable que le roi conservât autour de lui une force étrangère capable de faire respecter les premiers actes de son autorité royale. Tel étoit l'avis de quelques personnes prudentes et graves, effrayées de l'état déplorable de la monarchie, et plus inquiètes encore de l'avenir. Mais le roi rejeta noblement cette proposition, ne voulant rien attendre que de lui-même et de l'amour de son peuple.

Impatient de faire sortir les alliés du royaume, il se hâta de négocier la paix.

Depuis vingt ans, on donnoit en France le nom de paix aux courts intervalles qu'il falloit destiner à créer de nouvelles armées. Ces traités illusoires ne terminoient les hostilités que pour laisser entrevoir une guerre imminente. Aucun traité n'avoit débloqué le continent, ni pacifié les mers, ni rétabli le commerce, ni réconcilié la France avec les nations étrangères. Dans l'état de crise où se trouvoit alors le royaume, un Bourbon seul pouvoit lui procurer le bienfait de la paix générale, en ramenant la sécurité en Europe.

A la vérité, la France ne jouiroit plus d'une prépondérance odieuse et dominatrice; mais on alloit reconnoître enfin que la puissance d'un État réside moins dans le nombre de ses sujets, que dans le nombre des enfans de la patrie; que lorsqu'un empire s'étend hors des limites qui lui sont assignées par la nature, il s'affoiblit et dégénère; que le mélange de peuples divers ne sert qu'à corrompre et à détruire l'esprit national.

Toutefois il falloit vaincre les ressentimens nés d'un long abus de la victoire, des violences ou des perfidies de Napoléon. Si quelques

obstacles furent aplanis par l'heureuse modération des monarques alliés, il y en eut dont le roi ne put triompher que par sa longanimité et par sa sagesse, en discutant les intérêts du royaume, et en stipulant ses droits avec une noble fermeté.

Le 30 mai enfin la paix fut conclue par le traité de Paris, traité honorable après tant de fautes, d'excès et d'extravagances que l'Europe reprochoit à la nation comme s'étant identifiée pendant dix ans avec un gouvernement envahisseur et de son choix.

Non-seulement la France, par le traité de Paris, rentroit dans son territoire primitif, mais elle dépassoit ses anciennes limites, en occupant la meilleure partie de la Savoie; elle recouvroit la Guiane, la Martinique, la Guadeloupe; et, dans l'Inde, l'île de Bourbon. Ainsi, après avoir eu huit cent mille de ses combattans anéantis, tout son territoire ravagé, sa capitale envahie, sa marine détruite, elle échappoit aux conditions de la paix de 1763, à celles que les Hollandois osèrent proposer à Loui s XIV, et à celles enfin qu'avoit acceptées Napoléon après l'occupation de Paris, le 31 mars. Une paix honorable faisoit sortir les alliés du royaume, sans qu'il en coûtât ni con-

tributions, ni places fortes, ni le sacrifice d'aucun de ces monumens des arts et de la guerre, dont nous étions redevables à nos conquêtes. Tous ces avantages furent le fruit de la haute estime des alliés pour le roi. Cette modération de leur part fut d'accord avec une sage politique. En effet, exiger des conditions déshonorantes, c'eût été préparer et provoquer en quelque sorte une infraction nationale à la première occasion propice.

Le départ des armées combinées alloit rendre à la France toute son indépendance politique. Déjà, le blocus de nos places fortes étoit levé, et l'évacuation générale avoit commencé, en vertu de la convention du 23 avril. Le traité définitif consomma bientôt l'affranchissement du territoire. L'armée de Wellington abandonna le Languedoc et la Guienne. Les armées prussiennes se dirigèrent vers la Belgique, par les provinces du nord. Les armées russes, divisées en cinq grands corps de quarante à cinquante mille hommes, infanterie et cavalerie, se mirent en marche vers le Rhin, pour se porter ensuite sur l'Oder, par Cologne, Coblentz, Mayence, Manheim, Stolhofen et Carlsruhe; les quatre premiers corps étoient précédés par quatre colonnes de cosaques.

Les armées autrichiennes et allemandes s'avançoient aussi vers le Rhin, en six corps d'armée; elles effectuèrent bientôt leur rentrée en Allemagne; les Badois, par la ville de Spire, les Bavarois, par Creuznach; et les cinq corps autrichiens, par les autres routes, depuis Biberach jusqu'à Philisbourg. Ces grands mouvemens de troupes s'exécutèrent dans le courant de juin, au moment même où les régimens de toute arme de l'armée française étoient en marche sur toutes les lignes d'étape, pour occuper leurs garnisons, et recevoir une organisation nouvelle.

Ainsi, quatre cent mille soldats étrangers, après avoir passé le Rhin en ennemis, après avoir occupé notre territoire, repassoient le fleuve comme amis ou comme alliés. Ils étoient restés quelques mois au milieu de nous; mais nos armées n'avoient-elles pas résidé plusieurs années au milieu d'eux? Ils venoient de vivre à nos dépens; mais pendant combien d'années n'avions-nous pas épuisé leurs pays? Avoient-ils obtenu la restitution de tant d'énormes contributions en numéraire? Qu'emportoient-ils, en retour des objets d'arts et des monumens enlevés dans presque toutes les contrées de l'Europe? La tête de bronze de la statue colos-

sale de Napoléon. Ils venoient de nous accabler une fois, et nous avions inondé leur patrie à plusieurs reprises, après les avoir presque toujours vaincus pendant vingt ans. Ils venoient d'entrer à Paris en libérateurs; et nous étions entrés en conquérans à Madrid, à Vienne, à Berlin, à Moscou. C'étoit nous qui, en franchissant le Rhin pour les aller chercher, leur avions appris à passer le Rhin pour envahir notre territoire.

Si nous étions vaincus, c'étoit en modération. Le roi seul avoit désarmé les vengeances, et arrêté le cours des représailles. Etranger à toutes les plaintes des alliés, à tous les reproches, à toutes les récriminations, lui seul avoit le droit de faire valoir sa neutralité; ses mains étoient pures de tout le sang versé depuis vingt-deux ans. Mais la nation, blessée dans son amour-propre, frappée dans ses intérêts, contrariée dans ses espérances, humiliée de tous les sacrifices qu'un insensé avoit arrachés à sa crédulité et à son orgueil, n'étoit point encore assez calme pour apprécier les bienfaits qui devoient la rassurer et la consoler. L'opinion de tout ce qui avoit pris les armes pour la défense du sol restoit hostile : tel étoit d'ailleurs le boulever-

sement de toutes les idées, que, depuis vingt ans, la génération qui s'élevoit, ne soupçonnoit pas même qu'un peuple pût exister au sein de l'ordre et de la paix.

Celle de Paris offroit cependant l'immense avantage de ne laisser aucun germe de dissension politique avec les autres puissances. Les Français étoient les seuls dont le repos alloit commencer à l'instant même; le reste de l'Europe, encore en armes, avoit à régler des prétentions compliquées, quand déjà la France jouissoit de toute la plénitude d'une heureuse pacification; toutes ses relations étoient rétablies. Respect et reconnoissance pour l'auguste monarque, dont le premier bienfait fut de substituer la paix universelle à une guerre d'extermination!

Après avoir rendu le calme à la France; après l'avoir délivrée du poids énorme de quatre cent mille soldats étrangers, le roi se hâta de donner à son peuple une constitution libérale. Sans doute, le successeur d'un tyran eût pu régner aussi sur des esclaves : les adorateurs et les panégyristes du pouvoir étoient tout prêts; ils réclamoient, non un père indulgent, mais un maître exigeant, pourvu qu'il fût prodigue. Louis XVIII ne voulut régner que par les lois.

Cette intention magnanime étoit d'ailleurs conforme aux désirs et aux vœux qu'avoient manifestés, au début de la restauration, et depuis dans les conseils, les personnages les plus influens de l'Etat qui avoient concouru au renversement de Napoléon.

Le 4 juin s'ouvrit la séance royale dans la salle du corps législatif. Des acclamations non interrompues de *Vive le Roi!* accompagnèrent le monarque et son cortége depuis les Tuileries jusqu'au Palais-Bourbon. Jamais la majesté royale n'avoit paru environnée de plus de splendeur et de bienveillance.

Le roi, précédé d'une députation du corps législatif, suivi des princes du sang et des maréchaux de France, entra dans la salle, et aussitôt l'assemblée entière se leva aux cris mille fois répétés de *Vive le Roi! Vivent les Bourbons!* Ces accens unanimes se mêloient au bruit du canon de la paix, et au son d'une musique mélodieuse qui se faisoit entendre au dehors. Les acclamations redoublèrent quand le roi, s'approchant de son trône, on vit la plus illustre noblesse de France, les plus braves généraux de l'armée, les ministres et les hommes d'Etat les plus recommandables se placer autour du monarque, et partager

le respect et l'enthousiasme qu'inspiroit sa présence.

S'étant assis et couvert, le roi, environné de tout l'appareil de la grandeur, prit la parole, et prononça d'une voix ferme et sonore le discours suivant :

« Messieurs, lorsque pour la première fois » je viens dans cette enceinte m'environner » des grands corps de l'Etat, des représen- » tans d'une nation qui ne cesse de me pro- » diguer les plus touchantes marques de son » amour, je me félicite d'être devenu le dis- » pensateur des bienfaits que la divine Provi- » dence daigne accorder à mon peuple.

» J'ai fait avec l'Autriche, la Russie, l'An- » gleterre et la Prusse, une paix dans laquelle » sont compris leurs alliés, c'est-à-dire tous » les princes de la Chrétienté. La guerre étoit » universelle; la réconciliation l'est pareille- » ment.

» Le rang que la France a toujours occupé » parmi les nations, n'a été transféré à aucune » autre, et lui demeure sans partage. Tout ce » que les autres Etats acquièrent de sécurité, » accroît également la sienne ; et par consé- » quent ajoute à sa puissance véritable. Ce » qu'elle ne conserve pas de ses conquêtes ne

» doit donc pas être regardé comme retran-
» ché de sa force réelle.

» La gloire des armées françaises n'a reçu » aucune atteinte; les monumens de leur va- » leur subsistent, et les chefs-d'œuvre des » arts nous appartiennent désormais par des » droits plus stables et plus sacrés que ceux » de la victoire.

» Les routes de commerce, si long-temps » fermées, vont être libres. Le marché de la » France ne sera plus seul ouvert aux produc- » tions de son sol et de son industrie. Celles » dont l'habitude lui a fait un besoin, ou qui » sont nécessaires aux arts qu'elle exerce, lui » seront fournies par les possessions qu'elle » recouvre. Elle ne sera plus réduite à s'en » priver, ou à ne les obtenir qu'à des condi- » tions ruineuses. Nos manufactures vont re- » fleurir; nos villes maritimes vont renaître, » et tout nous promet qu'un long calme au » dehors et une félicité durable au dedans se- » ront les heureux fruits de la paix.

» Un souvenir douloureux vient toutefois » troubler ma joie. J'étois né, je me flattois » de rester toute ma vie le plus fidèle sujet du » meilleur des rois; et j'occupe aujourd'hui » sa place! Mais du moins il n'est pas mort

» tout entier : il revit dans ce testament qu'il » destinoit à l'instruction de l'auguste et mal- » heureux enfant auquel je devois succéder ! » C'est, les yeux fixés sur cet immortel ou- » vrage; c'est, pénétré des sentimens qui le » dictèrent ; c'est, guidé par l'expérience et » guidé par les conseils de plusieurs d'entre » vous, que j'ai rédigé la charte constitution- » nelle dont vous allez entendre la lecture, » et qui asseoit sur des bases solides la pros- » périté de l'Etat.

» Mon chancelier va vous faire connoître, » avec plus de détail, mes intentions pater- » nelles. »

Une émotion profonde, un sentiment d'attendrissement et de reconnoissance avoient pénétré toute l'assemblée pendant la durée de ce discours que le monarque avoit prononcé avec une expression noble et touchante ; la salle retentit de nouvelles acclamations et d'applaudissemens unanimes.

Le roi ordonna au chancelier de France (1) de donner communication de la charte constitutionnelle : alors la séance prit un autre caractère ; la nation alloit connoître ses droits

(1) M. Dambray.

et ses devoirs. Le plus profond silence régna de nouveau.

M. le chancelier exposa, par une suite de considérations pleines de force et de sens, les motifs et les autorités qui avoient dicté les principaux articles de la charte dont M. Ferrand, ministre d'Etat, fit ensuite la lecture.

Elle fut couverte d'applaudissemens. Il sembloit qu'une voix descendue du ciel étoit venue consoler les Français de leurs longues calamités.

Après cette communication, M. le chancelier donna lecture de la liste des personnes appelées par le choix du roi à composer la Chambre des Pairs, et aussitôt les Pairs de France prêtèrent le serment entre les mains du monarque.

La même prestation eut lieu dans les mêmes termes de la part des membres de la Chambre des Députés des Départemens. Les cris de *Vive le Roi!* et des acclamations réitérées suivirent ces actes solennels.

Le roi reprit alors la parole, et donna ordre aux membres de la Chambre des Pairs de se rendre au palais du Luxembourg pour y former immédiatement cette Chambre;

celle des Députés se constitua en même temps dans la salle du Corps-Législatif.

Le roi rentra aux Tuileries au milieu des signes les plus éclatans et les plus unanimes des sentimens qu'avoient inspirés les paroles émanées du trône, et la promulgation de la charte royale.

La Chambre des Députés vota deux jours après une adresse de remercîmens au roi, qui fut présentée le 6 juin à Sa Majesté. Elle contenoit l'expression de la plus vive reconnoissance, et se terminoit ainsi :

« Oui, Sire, tous les intérêts, tous les » droits, toutes les espérances se confondent » sous la protection de la couronne. On ne » verra plus en France que de véritables ci- » toyens, ne s'occupant du passé qu'afin d'y » chercher d'utiles leçons pour l'avenir, et » disposés à faire le sacrifice de leurs pré- » tentions opposées et de leurs ressentimens. » Les Français, également remplis d'amour » pour leur patrie et d'amour pour leur roi, » ne sépareront jamais dans leur cœur ces » nobles sentimens, et le roi que la Provi- » dence leur a rendu, unissant deux grands » ressorts des Etats anciens et des Etats mo-

» dernes, conduira des sujets libres et réconciliés à la véritable gloire et au bonheur qu'ils devront à *Louis-le-Désiré.* »

« Je suis profondément sensible, répondit » le roi, aux sentimens que me témoigne la » Chambre des Députés des Départemens. » Dans tout ce que vous me dites au sujet de » la charte constitutionnelle, je vois le gage » de ce concours de volontés entre la Chambre » et moi, qui doit assurer le bonheur de la » France. Les derniers mots de votre adresse » me touchent vivement. Bien des noms ont » été donnés par l'enthousiasme, mais dans » celui que le peuple français, qui a toujours » été distingué par son amour pour ses rois, » me décerne aujourd'hui par votre organe, » et que j'accepte de tout mon cœur, je vois » l'expression des sentimens qui l'unirent tou» jours à son roi, et qui firent ma consolation » dans les temps de ma longue adversité. »

Tels furent les actes qui signalèrent la restauration du trône de saint Louis, et le retour d'un roi paternel. A peine est-il descendu sur la terre natale, berceau de la puissance de ses ancêtres, que, détournant ses regards des crimes de la plus épouvantable révolution, il

écarte le glaive et la balance, et ne voit dans l'universalité de son peuple que ses propres enfans.

Ainsi, après une longue oppression mêlée d'une gloire perfide et de revers irréparables ; après toutes les calamités d'une invasion étrangère, les Français retrouvoient la paix sous l'égide d'un roi qui abjuroit le pouvoir absolu, et qui donnoit à son peuple une constitution politique où sembloit résider la perfection sociale par la balance des trois pouvoirs. La France respiroit enfin, et l'Europe étoit consolée.

Tout concouroit en apparence à nous faire jouir de cette liberté qui avoit servi pendant si long-temps de prétexte à nos dissensions, et que nous avions achetée au prix du sang le plus pur de la France.

Mais ces avantages inappréciables n'avoient encore ni bases ni solidité. Ce fragile bonheur ne fut pour ainsi dire qu'un songe : tous les élémens de troubles et de discorde s'agitèrent pour nous le ravir. Au sein de la paix et de la félicité publiques, les destins conspirant contre la patrie, alloient attirer sur elle les plus affreuses calamités ; en un mot, la nation entière devoit expier cruellement, le

plus grand crime, qu'une poignée d'ambitieux et d'hommes pervers ait jamais pu méditer et commettre pour désoler le monde.

FIN DU TOME DEUXIÈME.

TABLE DES MATIÈRES.

LIVRE XII.

LIVRE XIII.

LIVRE XIV.

LIVRE XV.

LIVRE XVI.

LIVRE XVII.

LIVRE XVIII.

LIVRE XIX.

LIVRE XX.

LIVRE XXI.







